

# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Janvier 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM  
Événements  
Actualité des chercheurs et des doctorants

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 11\)](#)

Mercenaires

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



## [À VENIR \(p. 12\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



#### Étude 113 – 16 janvier.

« [Gendarmerie nationale et Guardia Civil – La coopération tous azimuts](#) », par Louis Vailhen, 54 p.

La Gendarmerie nationale française et la Guardia Civil espagnole sont deux forces de sécurité à statut militaire, dotées de racines communes et d'une organisation similaire. Ce point de départ leur a permis de développer une coopération particulièrement aboutie et totalement inédite dans le paysage sécuritaire mondial. Celle-ci est d'abord transfrontalière, puisque les deux pays partagent une large bande terrestre de démarcation et que les unités situées de part et d'autre des Pyrénées collaborent quotidiennement. Cette ligne de contact est le cœur d'une collaboration qui s'exprime également sur l'ensemble du territoire des deux pays, entre centres de formation et services d'enquête en charge de la lutte

contre la criminalité organisée. Cette coopération déborde même du seul cadre binational pour déboucher sur une politique concertée, des actions communes au sein de plusieurs organisations internationales et des opérations conjointes à l'étranger. Elle peut donc servir de modèle ou d'inspiration pour toute coopération policière en Europe et au-delà.

## ÉVÉNEMENTS

**17 janvier : Table ronde « La Chine et “la protection de ses intérêts outre-mer” : de la projection des forces sécuritaires chinoises à l'international », avec Dr Andrea Ghiselli, Dr Ilaria Carrozza et Dr Carine Pina.**



Le mercredi 17 janvier 2024 s'est tenue à l'IRSEM une table ronde sur le thème « La Chine et “la protection de ses intérêts outre-mer” : de la projection des forces sécuritaires chinoises à l'international ». Autour d'Andrea Ghiselli, professeur-assistant à l'université de Fudan à Shanghai, responsable du projet de recherche ChinaMed, sont également intervenues Ilaria Carrozza, chercheuse à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO) et [Carine Pina](#), chercheuse Chine/monde chinois à l'IRSEM.

Andrea Ghiselli, auteur de l'ouvrage intitulé « *Protecting China's Interests Overseas* » *Securitization and Foreign Policy* (2021), a retracé l'évolution de la vision de la République populaire de Chine (RPC) concernant la protection de ses intérêts outre-mer et la nécessité pour ce faire de projeter les forces militaires à l'étranger. Depuis les années 2000, et en particulier depuis l'évacuation des ressortissants chinois de Libye en 2011, des changements notables ont été observés, notamment avec une redéfinition du concept de sécurité dans la politique étrangère chinoise. La vision de la sécurité chinoise, de nationale s'est faite internationale en y incluant les menaces non traditionnelles, y intégrant ainsi les citoyens résidant à l'étranger et leurs intérêts matériels. Andrea Ghiselli estime qu'après une période active de réflexion et de déploiements des forces sécuritaires chinoises à l'étranger, on assiste ces dernières années, surtout depuis la période de COVID, à un « calme après la tempête ». Selon lui, cela peut s'expliquer d'abord par la baisse du nombre

d'ouvriers chinois présents à l'étranger, essentiellement dans le cadre des contrats signés par les grandes entreprises publiques dans les domaines des infrastructures ou d'exploitation énergétique. Il avance également comme argument à cette évolution les limites matérielles, tant diplomatiques que sécuritaires, notamment face à la pression exercée par les États-Unis en Asie-Pacifique. De ce fait, la Chine cherche des moyens alternatifs à la projection directe de ses forces sécuritaires pour assurer la protection de ses intérêts humains et matériels à l'étranger. Parmi eux, la signature d'accords de coopération avec les gouvernements d'accueil tel celui signé entre la Chine et l'Éthiopie.

La deuxième intervention, menée par Carine Pina, a développé la question de la sécurisation de la protection des intérêts chinois à l'étranger, la présentant dans le cadre des relations plus larges de la Chine et de sa diaspora. Elle souligne la croissance du nombre de ressortissants chinois à l'étranger, notamment dans des zones de plus en plus risquées, qui sont victimes de menaces traditionnelles et non traditionnelles diverses, comme l'ensemble des personnes étrangères, présentes sur ces territoires. Cette nécessité d'accroître la protection des nationaux et de leurs biens à l'étranger et la mise en œuvre de moyens, y compris sécuritaires, n'est pas la préoccupation de la seule RPC mais effectivement de tous les États. Elle présente deux des mécanismes principaux récents mis en œuvre par la Chine pour ce faire : l'amélioration de sa protection consulaire à l'étranger et l'implication de ses forces sécuritaires, notamment par le biais des opérations militaires autres que la guerre (OMAG). Ces dernières, de plus en plus institutionnalisées en Chine, se sont multipliées notamment en direction de la protection des populations (Résévac et HADR). Ces opérations apportent à la Chine, à ses forces armées comme à ses gouvernants, des gains tangibles mais posent aussi de nouveaux défis, en particulier l'exacerbation du dilemme de sécurité avec les États-Unis et leurs alliés, dans le contexte actuel de compétition accrue.

Pour clore la table ronde, l'intervention de Ilaria Carrozza s'est intéressée à la protection des intérêts chinois à l'étranger dans le contexte de la compétition opposant la Chine aux autres grandes puissances, États-Unis en tête. Au travers de deux manifestations concrètes (la fourniture de soutien militaire et l'exportation de technologies sensibles), principalement aux gouvernements africains, elle a montré la volonté partagée de Pékin et Washington d'étendre leurs influences auprès des gouvernements du continent. Dans ses démarches, la Chine se heurte non seulement à l'activité américaine qu'il lui est encore diffi-

cile de concurrencer, notamment en matière d'assistance militaire mais aussi à la fragmentation des forces de sécurité en Afrique. Pékin mise dès lors aussi, de plus en plus, sur l'exportation de technologies critiques, telle que l'IA et la cybersécurité, pour gagner en attractivité et faciliter la protection de ses propres intérêts établis dans ces pays. Pour Ilaria Carrozza, Pékin souhaite ainsi protéger ses intérêts « outre-mer » tant des menaces physiques qu'idéologiques, en promouvant une cybersouveraineté.

**18 janvier : Conférence « La politique russe au Moyen-Orient vue de Pékin », avec Dr Andrea Ghiselli et Camille Lons.**



Le deuxième séminaire Chine-Russie, organisé par [Carine Pina](#) et [Céline Marangé](#), a accueilli le Dr Andrea Ghiselli, professeur-assistant à l'université de Fudan à Shanghai, responsable du projet de recherche ChinaMed, qui est intervenu sur « La politique russe au Moyen-Orient vue de Pékin ». La présentation a été discutée par Camille Lons, chercheuse à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), spécialiste de la géopolitique des pays du golfe Persique et de la péninsule Arabique.

Cette conférence s'inscrit dans une série de séminaires sur les relations russo-chinoises, visant à étudier la nature et l'évolution du partenariat stratégique de la Chine et de la Russie face aux dynamiques concurrentielles persistantes avec les pays occidentaux, en particulier les États-Unis. Andrea Ghiselli a présenté la relation sino-russe en se concentrant sur la manière dont la Chine perçoit et communique sur la politique étrangère russe au Moyen-Orient. Son analyse repose sur les articles d'experts chinois affiliés aux centres de recherche officiels, dont l'opinion reflète en partie les orientations du gouvernement. Il ressort de ces écrits que Moscou poursuit au Moyen-Orient deux objectifs principaux : la lutte antiterroriste et la quête/le maintien de son statut de grande puissance. Les

experts chinois considèrent la Russie comme un acteur opportuniste et pragmatique, dont la vision est plutôt de court terme et l'attitude flexible. Par ailleurs, la politique russe dans la région se heurte à de sérieuses limites, principalement liées à son manque d'attractivité économique et financière pour les pays de la région. Ces auteurs soulignent dès lors la différence d'approche avec la Chine, davantage axée sur le développement économique à long terme, le maintien de la paix et des relations amicales, en prônant la non-interférence dans les affaires intérieures de la région. Comme le souligne Andrea Ghiselli, ces auteurs montrent toutefois que Pékin tolère les actions russes à court terme dans le seul but de lutter contre la pression exercée par Washington. Le deuxième point examiné au travers de ces écrits chinois concerne l'impact des actions russes sur les intérêts de Pékin au Moyen-Orient et leur influence sur la stratégie chinoise. Globalement, il ressort de cette analyse que Moscou est utile à la politique chinoise de contre-équilibre vis-à-vis des États-Unis dans la région. De fait, l'attitude hostile des États-Unis à l'égard de la Chine oblige cette dernière à se rapprocher de Moscou. Ainsi, c'est plus la pression exercée par la rivalité avec les États-Unis en Asie qui limite l'affirmation d'une approche chinoise plus résolue au Moyen-Orient que la position russe dans la région.

Camille Lons, en miroir, a exposé les points de vue, parfois divergents, des pays de la région, à l'égard de Pékin et Moscou et de leur alliance émergente. Elle a insisté sur le fait que ces États établissaient une distinction entre la convergence matérielle de la Chine et de la Russie et un alignement à long terme. Elle a souligné la volonté des gouvernements de la région de pouvoir entretenir des relations (économiques ou culturelles) de manière indifférenciée avec la Chine, la Russie mais aussi les États-Unis, ces derniers restant à leurs yeux la principale puissance de protection.

**22 janvier : Conférence franco-allemande « L'avenir de la sécurité en Europe et des relations avec la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine », IRSEM-SWP.**



Une conférence franco-allemande sur la sécurité européenne s'est déroulée à l'École militaire le 22 janvier 2024, date du cinquième anniversaire du traité d'Aix-la-Chapelle et du soixante-et-unième anniversaire du traité de l'Élysée. Organisé par Susan Stewart (SWP) et [Céline Marangé](#) (IRSEM), ce forum de réflexions a réuni chercheurs, officiers et diplomates des deux nations pour discuter des choix militaires dans le cadre de la guerre en Ukraine et des incertitudes pesant sur la sécurité européenne.

Les mots d'accueil, prononcé par l'ingénieur en chef de l'armement Benoît Rademacher, directeur par intérim de l'IRSEM, et par Mme Katrin aus dem Siepen, conseillère politique de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Paris, ont rappelé l'importance de la coopération franco-allemande dans le contexte de tension présent. Le discours inaugural de M. Alexandre Escorcia a jeté les bases de la discussion en retraçant la riche histoire de coopération franco-allemande depuis la fin de la guerre froide et en soulignant la nécessité d'une nouvelle impulsion.

La première table ronde, modérée par le général Vincent Breton (CICDE), a exploré les choix militaires des deux pays à la suite de la guerre en Ukraine et mis en lumière les défis et les opportunités de la coopération en matière de sécurité. Les intervenants, Gaspard Schnitzler (IRIS), Élie Tenenbaum (IFRI), Alexia Jarrot (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et Barbara Kunz (SIPRI) ont discuté des points de convergence et des divergences de vues entre la France et l'Allemagne concernant l'assistance militaire à l'Ukraine, les cessions d'armement, le bouclier antimissiles et la création d'une base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne. Parmi les points

d'achoppement, on a pu noter la question de l'urgence et de la durabilité du soutien militaire à l'Ukraine, celle de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et celle de la contribution au Fonds européen de la défense (FED). Se pose aussi le problème de la capacité d'entraînement de Paris et Berlin au niveau européen.

La deuxième table ronde, modérée par Clotilde Warin (CAPS), portait sur les visions de l'avenir de la sécurité européenne et réunissait Marie Dumoulin (ECFR), Claudia Major (SWP), Céline Marangé (IRSEM), Susan Stewart (SWP) et le ministre plénipotentiaire Martin Schäfer (ambassade d'Allemagne). Les intervenants ont notamment débattu des arrangements de sécurité présents et à venir. Les échanges ont d'abord porté sur les raisons qui expliquent l'échec des accords de Minsk et la difficulté à envisager une négociation. Ils ont ensuite concerné les garanties de sécurité à l'Ukraine et le type de relations à établir avec la Russie tant que sa politique visera une refonte de l'ordre international et une révision de l'architecture de sécurité européenne. Les divergences et convergences entre la France et l'Allemagne ont été explorées, mettant en évidence une proximité de vue sur ces questions.

Enfin, le discours de clôture du vice-amiral d'escadre Henri Schricke a mis en exergue les points saillants de la conférence, insisté sur l'importance des échanges dans la recherche de solutions communes pour l'avenir de la sécurité européenne et proposé des pistes d'action pour donner un nouveau souffle au tandem franco-allemand en Europe face aux défis contemporains.

**23 janvier : Séminaire Asie « Strategic Formulation in EU Foreign Policy towards the PRC », avec Earl Wang.**



L'intervention de M. Earl Wang (doctorant CERISciences Po Paris/CNRS) a porté sur les politiques de l'UE à l'égard de la République populaire de Chine (RPC) depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (2013-). Trois domaines particuliers ont retenu son attention : les relations commerciales, les investissements dans le domaine technologique et les problématiques sécuritaires qu'ils soulèvent et enfin les questions liées aux droits de l'homme. Il a souligné que le scepticisme quant à la capacité de l'Union européenne (UE) à formuler des stratégies dans le cadre de sa politique étrangère est un cliché, même s'il est souvent simplifié à l'extrême. Il a expliqué que ce phénomène trouve généralement son origine dans la complexité des acteurs et des processus décisionnels impliqués dans l'écosystème de la politique étrangère de l'UE. Il a ainsi développé plusieurs exemples, au sein de chacun des domaines retenus, illustrant la volonté politique de l'UE et sa capacité à construire des cadres pour répondre aux politiques chinoises. Dans le cas des relations avec la RPC depuis 2013, il a montré que l'on peut en fait observer un processus progressif de formulation stratégique de la politique étrangère de l'UE, accompli conjointement par l'UE et ses États membres, en particulier l'Allemagne, la France ou la Grande-Bretagne (jusqu'en 2018).

**23 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs.**

Le 23 janvier a eu lieu le séminaire mensuel des Jeunes Chercheurs. Pendant la première partie de la séance, Clément Montes, doctorant en économie à l'Institut polytechnique de Paris, a présenté ses travaux de thèse portant sur le thème suivant : « Enjeux économiques et politiques des sanctions économiques ». Il a exposé le projet sur lequel il s'est essentiellement concentré lors de sa première année : un modèle théorique des sanctions économiques afin de mesurer les impacts sur le bien-être d'un pays (population et firmes) dans différents scénarios de sanction.

Les sanctions économiques sont un outil de politique internationale de plus en plus utilisé. Si les tarifs douaniers sont très régulés par l'Organisation mondiale du commerce, il n'existe aucune institution internationale régulant l'émission de sanctions. Or, par définition, une sanction économique est une pénalité commerciale ou financière (voire la simple menace de cette pénalité) imposée par un pays auprès d'un groupe spécifique d'entités ou même d'un secteur d'un autre pays. L'objectif est de punir la cible ou de la forcer à respecter la coercition.

En mettant en perspective l'absence de différence d'impact des sanctions *smart* (ciblant précisément des entreprises ou des entités et pas la population du pays sanctionné) et les changements de tarifs douaniers régulés par l'Organisation mondiale du commerce, Clément Montes cherche à déterminer si les sanctions économiques ne pourraient pas se substituer au tarif douanier comme outil protectionniste de politique internationale.

Son discutant était le Dr Julien Malizard, titulaire adjoint de la Chaire Économie de défense – IHEDN.

La deuxième partie, consacrée à la préparation de l'après-thèse, a été animée par [Dr Clotilde Bômout](#), chercheuse postdoctorale à l'IRSEM.

**29-30 janvier : Séminaire annuel « The Future Strategic Competition in Central Asia », IRSEM/NATO Defense College (NDC), Rome.**



Dans le cadre du partenariat tissé entre l'IRSEM et le Collège de Défense de l'OTAN, en 2017, au terme duquel un colloque est organisé annuellement, alternativement à Paris et Rome, un séminaire en anglais sur « L'avenir de la concurrence stratégique en Asie Centrale » s'est tenu les 29 et 30 janvier 2024 dans l'enceinte du Collège de Défense de l'OTAN, à Rome, en format « Chatham House ».

Le triple objectif de ce séminaire consistait, d'une part à approfondir les conséquences politiques, militaires, sécuritaires et économiques de la guerre en Ukraine et la chute du régime afghan en 2021 sur la région étudiée, d'autre part à présenter les intérêts principaux, les opportunités et les obstacles rencontrés par les pays d'Asie centrale dans leur coopération avec les acteurs extérieurs et enfin d'analyser l'évolution du rôle respectif de la Russie, de la Chine, de l'Occident et des partenaires de l'Indo-Pacifique dans leur implication dans cette zone géographique.

On retiendra principalement de ces échanges plusieurs axes de force :

- Le conflit dans lequel la Russie s'est engagée en Ukraine laisse une marge de manœuvre aux autres acteurs pour approfondir leurs relations avec les pays d'Asie centrale, même si la Russie souhaite maintenir sa présence régionalement ; par-delà la politique étrangère « pluri-vectorielle » menée par les pays d'Asie centrale et illustrée par la douzaine de sommets en format « C5+1 » (pays d'Asie centrale avec un pays extérieur à la zone) qui s'y sont déjà déroulés depuis deux ans, traduction d'une réelle solidarité avec cette région, il apparaît très opportun pour l'UE, déjà engagée sur le développement de la connectivité, de proposer

de jouer un rôle d'équilibre. C'est ainsi qu'en répondant à la demande formulée par les pays d'Asie centrale, l'UE présentera une offre substantielle de coopération au prochain Sommet UE-Asie centrale du mois d'avril 2024.

- Il convient, au demeurant, d'être conscient que l'ensemble de ces pays maintiennent un cadre et une perspective autoritaires. Même s'ils se sont comportés comme s'ils exprimaient un « désaccord tacite » sur l'invasion russe en Ukraine, il n'y a aucune indication objective qui permette d'affirmer que la Russie relâche son emprise (voir l'utilisation de ces pays dans le contournement des sanctions, importance des transferts de fonds des travailleurs pour certains des pays). À plusieurs égards, des pays d'Asie centrale tirent des bénéfices de cette guerre. Toutefois, depuis 2022, les pays d'Asie centrale procèdent, pour certains d'entre eux, à une réévaluation de leurs intérêts et priorités notamment au regard d'acteurs comme la Russie, la Chine et les États-Unis. On peut constater que l'Asie centrale demeure, en effet, affectée par des fragilités structurelles, notamment au regard des questions liées à la sécurité des frontières, à la menace terroriste, au processus de radicalisation, et à un PIB faible, mais qu'elle dispose de ressources énergétiques importantes et est riche en potentialités (sa population jeune et éduquée s'accroît avec, depuis la guerre, des migrants jeunes venant de Russie auxquels s'ajoute le fait que 99 des 118 éléments chimiques du tableau de Mendeleïev ont été découverts dans son sous-sol).

- En terme de méthode, il est important que les priorités émanent des pays d'Asie centrale eux-mêmes, que les ministres des pays de la région soient pleinement impliqués dans la mise en œuvre des actions et que soient prises en compte à la fois la dimension régionale et la question de l'identité de chacun des pays. Dès lors, la question se pose du format de coopération à privilégier avec eux (régional ou bilatéral).

- Concernant le rôle des grands acteurs et voisins, on observe, depuis 2022, l'établissement d'une certaine distance entre les pays d'Asie centrale et la Russie (d'autant que la Russie n'est plus en mesure de servir de modèle), la puissance russe étant apparue inefficace (question de la garantie de la sécurité de l'OTSC) mais aussi parfois menaçante. La Chine reste prudente dans le lancement de projets qui pourraient combler un « vide » mais ne se refuse pas, sur la base d'intérêts commerciaux, politiques, sécuritaires et dans le domaine des transports, la possibilité de saisir les opportunités qui se présentent. Elle ménage, d'ailleurs, ses intérêts locaux en adoptant une égalité de traitement dans sa relation avec l'Ouzbékistan

et le Kazakhstan. Les investissements directs chinois dans la région ne cessent de croître et s'accompagnent d'une politique d'ouverture en matière de visas à la mesure de la croissance de la coopération dans les domaines des énergies, de l'énergie hydraulique et de la coopération agricole. Les États-Unis et l'Europe apparaissent comme sources principales d'inspiration pour l'évolution des pays d'Asie centrale même si les États-Unis semblent montrer un faible intérêt pour la région et que, réciproquement, les pays d'Asie centrale semblent peu demandeurs. Toutefois, les pays d'Asie centrale adopteront une approche où le pragmatisme l'emportera. En matière de coopération avec l'OTAN, pour certains des pays, le renforcement de leur interopérabilité constitue un facteur déterminant dans leur participation active aux activités et à la modernisation de leurs forces armées d'autant plus que certains aspirent à jouer un rôle dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

La force du format de cette réflexion réside dans la liberté d'expression et la richesse de perspectives créées par la participation de représentants provenant d'horizons géographiques diversifiés (organisations internationales – UE /OTAN/OSCE –, pays de l'Alliance atlantique et pays d'Asie centrale) relevant d'appartenance professionnelle large alliant représentants officiels, universitaires, chercheurs confirmés, ONG et structures de conseil stratégique. La différence de perspectives a permis de nourrir des échanges dynamiques et en profondeur et de croiser l'expertise de fins connaisseurs rompus à l'analyse stratégique.

Le prochain séminaire IRSEM/NDC se tiendra à Paris.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS, DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS



### Maxime AUDINET

- Publication du manifeste du collectif CORUSCANT en anglais : « [CORUSCANT Manifesto for the Emergence of New Russian Studies](#) », janvier 2024.

- Conférence AFR et CREE : « [L'influence russe en Afrique : acteurs, pratiques,](#)

[récits](#) », INALCO, 26 janvier 2024.

- Intervention : « OSINT et enquête numérique : le cas de l'influence russe », Master de l'École de journalisme de l'université Paris-Cergy à Gennevilliers, 29 janvier 2024.



### CNE Yves AUFFRET

- Intervention : « L'impact des nouvelles technologies sur la cyber-conflictualité et les relations internationales », lors de la journée d'étude « Géopolitique des nouvelles technologies » organisée par le laboratoire LIMEEP-PS de l'UVSQ – Paris Saclay à l'Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 12 janvier 2024.

- Intervention : « Recherche et expertise : quelle place pour le doctorat au ministère des Armées », lors de la conférence « Armée, défense et sécurité » organisée par le laboratoire DANTE à la faculté de droit et de science politique de l'UVSQ – Paris Saclay, 24 janvier 2024.



### Élie BARANETS

- Conférence ACADEM : « Les relations sino-américaines et l'ordre international » devant les étudiants de HEC, École militaire, 26 janvier 2024.

- Séminaire de recherche sur la « paix démocratique », IRSEM, 30 janvier 2024.



**Camille BRUGIER**  
(associée)

- Post : « [Quel rôle pour les provinces dans la Chine centralisée de Xi Jinping ?](#) », Panda, Alcool de Riz et PCC, 9 janvier 2024.

- Présentation du chapitre : « [China: Supporter or Contender of Multilateralism?](#) » (dans A. Guillebaud, Fr. Petiteville, Fr. Ramel (dir.), *Crisis of Multilateralism? Challenges and Resilience*, Palgrave, 2023), Institut d'études politiques de Grenoble, 31 janvier 2024.



**Paul CHARON**

- Audition dans le cadre d'une enquête menée par la Division sur l'intégrité dans le secteur public de l'OCDE et la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) intitulée « Renforcer la transparence et l'intégrité des activités d'influence étrangère, et la résilience face aux ingérences étrangères », École militaire, 16 janvier 2024.

- Cité dans Thomas Eydoux, Elisa Bellanger, Mahé Richard-Schmidt, Lucas Minisini, « [Chine : comment un espion de Pékin a recruté un homme politique européen](#) », *Le Monde*, 21 janvier 2024.

- Intervention : « Renseigner autrement : trajectoires de l'OSINT dans les services de renseignement » (avec Fabien Laurençon), dans le cadre du séminaire METIS de Sciences Po Paris « L'OSINT depuis la fin de la guerre froide », 22 janvier 2024.

- Intervention : « L'analyste face aux biais cognitifs », École de guerre Terre, 30 janvier 2024.



**Marie DURRIEU**  
(doctorante associée)

- Entretien : « La Palestine : un champ de ruines prêt à exploser ? », *Diplomatie*, n° 125, janvier 2024.



**Charlotte ESCORNE**  
(doctorante associée)

- Présentation de ses travaux lors des Doctorales de l'UMP Prodig, Campus Condorcet, 19 janvier 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Podcast : *Pensez stratégique*, « [La France et la menace spatiale](#) », en compagnie du général Philippe Adam, commandant de l'espace, et du général Philippe Steininger, conseiller militaire du président du CNES, ACADEM (Académie de défense de l'École militaire), 11 janvier 2024.

- Intervention au profit du CHEM (Centre des hautes études militaires) sur les enjeux contemporains du domaine spatial, 12 janvier 2024.

- Interviewée par Benoist Bihan, *Space International*, n° 4, janvier-mars 2024.

- Interviewée par Megha Merani, « [Middle East cash injection to propel space industry to \\$75bn](#) », *Arabian Gulf Business Insight*, 16 janvier 2024.

- Interventions au profit du Master spécialisé « Defense and Security in Space – MS DEFSIS », École de l'Air et de l'Espace, Salon-de-Provence, 30 janvier 2024.



**Sumbül KAYA**

- Participation à l'assemblée générale de la revue *European Journal of Turkish Studies* (EJTS), Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (Bulac), Paris, 12 janvier 2024.

- Participation au comité de rédaction de la revue EJTS, 18 janvier 2024.

- Intervention : « Comment analyser les guerres », Paris I, 29 janvier 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Publication : « Les Français et leur armée. De l'antimilitarisme au consensus sur la défense nationale (1968-1981) », *Revue Défense nationale*, n° 866, janvier 2024.

- Communication : « Mobiliser la nation pour la haute intensité », journée d'étude « Penser, anticiper et organiser la haute intensité » organisée par l'École de guerre et le SHD à l'École militaire, 29 janvier 2024.

- Recension : « Espion. 44 ans à la DGSE (Paris, Éditions Talent, 2023) » dans *Études françaises de renseignement et de cyber*, n° 1, 2023, p. 254-257.



**Chantal Lavallée**  
(associé)

- Article : « [Une politique globale anti-drone : la réponse de l'UE face aux drones malveillants](#) », *Éclairage du GRIP*, 27 décembre 2023.

- Publication : « L'influence de la guerre en Ukraine sur la politique de défense de l'UE », dans Olivier Delas et al. (dir.), *Reconfiguration des relations internationales et modèle européen*, Bruxelles, Bruylant, 2024, p. 553-564.



**Yvan LLEDO-FERRER**  
(associé)

- Podcast : *20 minutes pour comprendre*, « [Espionnage et services de renseignement au prisme de la guerre en Ukraine](#) », 8 janvier 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Participation au séminaire du Grand Continent sur le thème « Comprendre la guerre de la désinformation », École normale supérieure de Paris, 9 janvier 2024.

- Co-animation, avec Carine Pina, du séminaire IRSEM « Chine-Russie » avec une présentation d'Andrea Ghiselli sur « La politique russe au Moyen-Orient vue de Pékin » et une discussion de Camille Lons, École militaire, 18 janvier 2024.

- Participation en ligne à la table ronde sur « L'ingérence dans la recherche scientifique », dans le cadre du colloque du Rubicon sur le thème « Les défis multidimensionnels de l'ingérence étrangère », ambassade de France à Ottawa, 19 janvier 2024.

- Organisation d'une conférence franco-allemande IRSEM-SWP sur « L'avenir de la sécurité en Europe et des relations avec la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine » ;

participation à la table ronde sur les visions contrastées de l'avenir de la sécurité européenne, École militaire, 22 janvier 2024.

- Participation en ligne au séminaire géopolitique de l'École navale sur le thème « Les circulations stratégiques en mer Baltique : un espace saturé sous tension », animé par Virginie Saliou et organisé par la promotion OSM du concours 2023-2024, École navale de Brest, 23 janvier 2024.

- Invitée à l'émission *Le Club Le Figaro International*, « [Poutine voit-il plus loin que l'Ukraine ?](#) », présentée par Philippe Gélie, avec Isabelle Lasserre, journaliste du Figaro en charge des questions de diplomatie et de stratégie, de Pierre Lellouche, ancien député et secrétaire d'État, et Patrick Saint-Paul, rédacteur en chef du service international du Figaro, Le Figaro TV, 30 janvier 2024.



**Eveline MATHEY**

- Coorganisation du séminaire annuel IRSEM/NATO Defense College (NDC), « The Future Strategic Competition in Central Asia », Rome, 29-30 janvier 2024.



**GBR Olivier PASSOT**  
(associé)

- Article : « Opération à Gaza : comment Israël peut-il atteindre ses objectifs ? », *Diplomatie*, n° 125, janvier 2024.

- Interview : « Les otages sont-ils une priorité pour Israël ? », France 24, 15 janvier 2024.



**Carine PINA**

- Présentation de travaux : « The Security Challenges of China's Migration Diplomacy », discutant Andrea Ghiselli, Séminaire de recherche, IRSEM, École militaire, 16 janvier 2024.

- Organisation de la table ronde « China and the "Protection of its Overseas Interests": Projecting Chinese Security Forces Abroad », avec Andrea Ghiselli et Ilaria Carrozza ; intervention : « Chinese Military Operations other than War and the protection of Chinese Citizens and Interests Overseas », IRSEM, École militaire, 17 janvier 2024.

- Organisation, avec Céline Marangé, du séminaire Chine-Russie (2) « La politique russe au Moyen-Orient vue de Pékin », avec Andrea Ghiselli, discutante Camille Lons, IRSEM, École militaire, 18 janvier 2024.

- Participation à la cellule d'analyse stratégique (CAS) Chine, DGRIS, 18 janvier 2024.

- Organisation du séminaire Asie/AAMO (1) « La formulation stratégique de la politique étrangère européenne à l'égard de la République populaire de Chine », avec Earl Wang, IRSEM, École militaire, 23 janvier 2024.

- Conférence : « Migrations et diasporas-La Chine », ICP, M1 Relations internationales, 31 janvier 2024.



**Malcolm PINEL**  
(associé)

- Organisation et participation à la journée d'étude du LIMEEP « [Géopolitique des nouvelles technologies](#) », avec une intervention d'ouverture à la journée, et la modération de la première table ronde sur « Les nouvelles technologies dans l'étude de la conflictualité », à l'Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (OVSQ), campus de Guyancourt, 12 janvier 2024.



**Maud QUESSARD**

- Invitée à l'émission *Géopolitiques* de Marie-France Chatin, « [La démocratie américaine enjeu du scrutin](#) », RFI, 13 janvier 2024.

- Invitée à l'émission *Géopolitiques* de Marie-France Chatin, « [Une élection présidentielle déterminante pour l'avenir du système international](#) », RFI, 14 janvier 2024.

- Intervention : « La démocratie américaine assiégée : l'administration de Joe Biden face aux luttes informationnelle et cyber », SGDSN, 22 janvier 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Intervention : « Penser la radicalisation djihadiste », Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, 9 janvier 2024.

- Intervention : « Quels nouveaux enjeux autour de la radicalisation », séminaire « Approches

anthropologiques de la radicalisation », Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman, 10 janvier 2024.

- Participation au séminaire des Mardis du centre Françoise Minkowska, « Radicalisations et psychiatrie », 16 janvier 2024.

- Participation à la Journée de réflexion organisée par l'ANEF, Service de prévention spécialisée de la Loire, « Jeunesses et radicalisations : les nouveaux enjeux », 26 janvier 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Invité de l'émission *Une histoire particulière*, « [Henri Martin, un marin contre la guerre d'Indochine : La première révolte d'un homme](#) » (1/1), France culture, 20 janvier 2024.

- Invité de l'émission *Une histoire particulière*, « [Henri Martin, un marin contre la guerre d'Indochine : Quand un homme devient une "affaire"](#) » (2/2), France culture, 21 janvier 2024.



**Amélie ZIMA**

- Article : « [La Pologne face à la guerre en Ukraine](#) », *Diplomatie*, n° 125, janvier 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

## MERCENAIRES

Leonardo Gentil-Fernandes, Kelly Morrison et Jacob Otto, « [Buying Survival: Why Do Leaders Hire Mercenaries?](#) », *Security Studies*, 2023.

Dans un article récemment publié par la revue *Security Studies*, Leonardo Gentil-Fernandes, Kelly Morrison et Jacob Otto tentent d'identifier les raisons qui incitent certains États à solliciter ces acteurs dont le rôle fait couler tant d'encre dans les études stratégiques contemporaines : les mercenaires. La thèse principale des auteurs est que les décideurs qui en appellent à de telles organisations sont ceux qui à la fois sont isolés de la « communauté internationale » et se sentent vulnérables face au risque de coup d'État. En effet, les forces et modes d'action des sociétés militaires privées permettent d'amoindrir efficacement la capacité de nuisance des rebelles en interne. Néanmoins, un tel recours est extrêmement controversé à l'international compte tenu de l'environnement normatif établi. Les décideurs s'exposent par conséquent à des condamnations dont les conséquences ne seraient pas anodines. Les États bien établis au niveau international ont à cet égard plus à perdre. L'enquête que les auteurs ont conduite sur une grande variété de cas, à des périodes distinctes, confirme l'hypothèse de départ et contribue à perfectionner la compréhension que l'on se fait des mercenaires, de leurs fonctions et des motivations de ceux qui les engagent.

**Élie BARANETS**  
*Chercheur Sécurité internationale*



Börje Ljunggren, Dwight H. Perkins, *Vietnam: Navigating a Rapidly Changing Economy, Society and Political Order*, Harvard University Press, 2023, 413 pages.

À la fin des années 1970, le Vietnam se trouve au lendemain d'une guerre destructrice. Il est confronté à la fois à son isolement sur la scène internationale, et à l'échec de son système économique centralisé. Pourtant, à peine quelques décennies plus tard, le Vietnam est devenu un partenaire économique dynamique sur la scène internationale et un acteur stratégique significatif en Asie du Sud-Est.

Dès 1986, le Parti communiste vietnamien (PCV) lance l'initiative *Doi Moi*, entraînant une vague de transformations économiques et sociales pour le pays. Le Vietnam réussit à concilier l'inconciliable : un système de parti unique fondé sur le modèle léniniste maintenant un fort contrôle politique, et une économie de marché liée aux chaînes de valeur mondiales. L'ouvrage *Vietnam: Navigating a Rapidly Changing Economy, Society and Political Order*, dirigé par les universitaires Börje Ljunggren et Dwight H. Perkins, présente un tour d'horizon complet de l'émergence politique, socio-économique et diplomatique du Vietnam depuis les réformes du *Doi Moi* jusqu'en 2021. Ce gros travail collectif comprend des contributions de chercheurs d'Europe, d'Amérique du Nord et du Vietnam. En trente-deux chapitres, cette somme montre comment la gouvernance du pays façonne à la fois sa politique, son économie, la dimension sociale du changement et ses relations internationales. Il interroge également les limites du processus de réforme économique initié, et amène une grille de réflexions et de possibilités sur l'évolution à venir du pays.

Malgré un développement institutionnel considérable entrepris dès les années 1980, le Vietnam reste un État-parti dirigé par le PCV, un parti unique qui concentre tous les pouvoirs et assure un fort contrôle sur tous les aspects de la vie sociale du pays et sur ses organisations. Après avoir présenté les rouages du PCV, la première partie retrace l'évolution des réformes institutionnelles du pays depuis 1986. Elle interroge aussi la capacité du parti à gérer la montée en puissance de l'opposition politique au sein de certains groupes militants nés des réformes. Les chapitres économiques de l'ouvrage reviennent sur la

transformation rapide d'une économie planifiée en une économie de marché. Dans le chapitre 8, Ari Kokko, Curt Nestor et Le Hai Van questionnent notamment le rôle du développement des investissements directs étrangers et de l'implication du pays dans les accords de libre-échange régionaux et bilatéraux.

Cette forte croissance économique du Vietnam s'est accompagnée d'une réduction de la pauvreté, et a entraîné des changements significatifs dans la sphère familiale et sociale. Cependant, la croissance reste inégale. Si elle est rapide sur le plan économique, elle s'est révélée plus lente sur d'autres. Le passage du Vietnam à une économie de marché n'a pas été suffisant pour assurer une répartition équitable de l'éducation et de la santé, malgré une progression significative, et tend à creuser les inégalités sociales. Est-ce que la croissance économique rapide du pays continuera à accentuer cette tendance ? C'est ce à quoi essaient de répondre les chapitres 11 à 14 en réfléchissant à l'orientation de la politique future du Vietnam. Enfin, le rôle du Vietnam dans le système politique et économique mondial demeure en progression. La dernière partie nous donne ainsi un aperçu de l'évolution de la politique étrangère du pays au travers du *Doi Moi*, ainsi que ses perspectives d'avenir, parallèlement aux transformations internes que connaît le pays.

Börje Ljunggren et Dwight H. Perkins proposent donc un recueil complet, idéal pour approfondir la compréhension du développement rapide du Vietnam, ainsi que pour acquérir un solide socle de connaissances sur la situation socio-économique et politique du pays. Il est d'autant plus intéressant que la réussite économique vietnamienne est bien souvent occultée par la croissance fulgurante de son voisin chinois.

**Romane REYNAUD**  
*Assistante de recherche*

## À VENIR

**12 février : Conférence « Le Congrès et les orientations de la politique étrangère des États-Unis », avec Dr Jordan Tama (American University, Washington), École militaire, amphithéâtre de Bourcet, 10h-12h. La conférence sera présentée en anglais. [Inscription.](#)**



Dans le cadre de l'Observatoire de la politique extérieure américaine, l'IRSEM et la Sorbonne, en collaboration avec l'Institut des Amériques, organisent une conférence et table ronde sur le rôle des alliances partisanes au Congrès sur les orientations de la politique étrangère des États-Unis.

À l'heure d'une hyperpolarisation toujours plus marquée au Congrès américain, la politique étrangère des États-Unis reste fortement déterminée par le consensus bipartisan. Dans son ouvrage *Bipartisanship and US Foreign Policy*, Jordan Tama démontre que, même si la polarisation de la politique américaine atteint de nouveaux sommets, les démocrates et les républicains à Washington continuent de coopérer sur des questions internationales importantes. En examinant de près les modèles de vote du Congrès et les débats récents sur les actions militaires, les sanctions économiques, le commerce international et les dépenses de politique étrangère, Tama révèle que le bipartisme reste étonnamment courant lorsque les élus américains s'interrogent sur les enjeux de politique internationale. Pourtant, le bipartisme aujourd'hui implique rarement une unité complète. Au lieu de cela, des coalitions bipartisanes rassemblant des membres des deux partis coexistent souvent avec des divisions au sein d'un même parti ou un désaccord entre le Congrès et le président, rendant difficile pour les États-Unis de parler d'une seule voix sur la scène internationale. S'appuyant sur de nouvelles données et des entretiens avec plus de cent praticiens de la politique étrangère, ce livre documente

la persistance du bipartisme sur les questions internationales et met en évidence les facteurs clés qui facilitent ou entravent la coopération sur les défis de la politique étrangère.

Dr Jordan Tama est professeur agrégé et vice-doyen de School of International Service d'American University à Washington, chercheur senior non résident au Conseil de Chicago sur les Affaires mondiales, et co-directeur de Bridging the Gap. Ses recherches examinent la politique, les institutions et les outils de la politique étrangère des États-Unis. Ses publications comprennent quatre livres et de nombreux articles de revues, rapports de politique et articles dans des journaux et magazines américains majeurs. Jordan Tama a été assistant principal à la Chambre des représentants des États-Unis, rédacteur de discours de politique étrangère et conseiller lors de campagnes présidentielles.

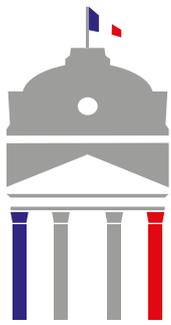
Présidence : [MCF Maud Quessard](#) (directrice du domaine EETR à l'IRSEM).

Discutants : Pr Jean-Baptiste Velut (Université Sorbonne Nouvelle) ; Pr Elisa Chelle (rédactrice en chef de *Politique américaine*, Université Paris-Nanterre) ; MCF Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre Université, CNRS).

**12 février : Conférence « Quels enjeux de sécurité en Europe du Nord ? Le point de vue des pays nordiques et des États-Unis », École militaire, amphithéâtre ESGA, 10h-12h. [Inscription](#).**



L'adhésion (prochaine) de la Finlande et de la Suède à l'OTAN change la donne en Europe du Nord et dans les « zones de contact » entre l'Alliance et la Russie. La mer Baltique devient ainsi un « lac otanien » et tous les pays arctiques sont désormais dans l'OTAN – à l'exception de la Russie évidemment. Ce séminaire vise à décrypter ce qui change avec ces adhésions, en Finlande et en Suède, mais aussi pour ces deux théâtres que sont la Baltique et l'Arctique. Il s'intéressera également à la coopération de sécurité dans la région, tant au niveau intra-régional qu'avec des acteurs externes, notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

## Février 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

### [VIE DE L'IRSEM \(p. 3\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Événements

Actualité des chercheurs et des doctorants

### [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Élections, Guerres civiles en Afrique

### [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



### [À VENIR \(p. 12\)](#)

## INAUGURATION DE L'ANTENNE IRSEM-EUROPE

**L'IRSEM a inauguré son antenne IRSEM-Europe à Bruxelles le 22 février. À cette occasion, plus d'une soixantaine d'invités issus du monde de la recherche stratégique, publique et privée, française et européenne ainsi que du ministère des Armées et de différentes institutions étaient rassemblés. Après les mots de bienvenue de [Benoît Rademacher](#), directeur par intérim de l'IRSEM, le chef de l'antenne, [Philippe Perchoc](#), a présenté les ambitions de ce nouvel espace dédié au dialogue stratégique.**

En s'installant au cœur de Bruxelles, la capitale belge qui accueille l'Union européenne et l'OTAN, l'antenne IRSEM-Europe a pour vocation de créer des partenariats de recherche et de susciter des débats au-delà des frontières françaises. Conçue comme un foyer de rencontres et d'échanges entre chercheurs, et entre partenaires institutionnels et privés, français et européens, l'IRSEM-Europe ne travaillera pas seul, comme l'a d'ailleurs précisé Philippe Perchoc : « *IRSEM first but not IRSEM only.* »

La table ronde « *To what extent is Brussels a hub for European strategic thinking ?* », animée par la directrice du domaine Europe – Espace transatlantique – Russie de l'IRSEM, [Maud Quessard](#), et réunissant Teona Lavrelashvili

(European Policy Centre), Sylvie Matelly (Institut Jacques Delors), Tania Lațici (European External Action Service) et Martin Quencez (German Marshall Fund US), a permis de mettre en exergue l'importance de la dimension européenne des débats sur les questions stratégiques.



La journée s'est achevée par l'intervention d'Alice Rufo, directrice générale des relations internationales et de la stratégie, qui a rappelé les grands défis de la coopération dans le domaine stratégique, et par celle de Mathilde Félix-Paganon, représentante permanente de la France au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne à Bruxelles.

## L'ANTENNE IRSEM-EUROPE, UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'IRSEM

**Le rayonnement dont bénéficie l'IRSEM depuis plusieurs années pousse l'Institut à regarder par-delà les frontières et à développer ses partenariats, notamment avec ses homologues européens. Bruxelles, capitale de l'Union européenne, incarne les liens entre dirigeants, intellectuels, diplomates et étudiants et a été choisie pour accueillir la nouvelle antenne IRSEM-Europe.**



Dirigée par le Dr Philippe Perchoc, l'antenne IRSEM-Europe est un lieu de dialogue international où les experts pourront mener des recherches sur des questions stratégiques, s'engager dans des projets de collaboration et organiser des événements. C'est également un forum de réflexion favorisant les dialogues transversaux entre les chercheurs des quatre coins du continent et d'ailleurs.

Il concrétise l'objectif de l'IRSEM de promouvoir l'enrichissement du débat stratégique en rassemblant des chercheurs de différents pays autour de projets communs. Ce nouveau lieu d'échange est conçu pour accueillir des événements et offrir un espace de travail aux chercheurs français et internationaux. En favorisant les rencontres professionnelles et les productions scientifiques transversales, nous souhaitons ainsi faire de l'antenne IRSEM-Europe un espace de réflexion collective sur les enjeux stratégiques actuels autant qu'un point de rencontre intellectuel.

Des événements y auront ainsi lieu tout au long de l'année sous la forme de séminaires de recherche et de conférences. L'éventail des sujets est très large et le programme d'ores et déjà fixé, avec, entre autres événements, une journée d'études sur les ingérences électorales et un séminaire sur les normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique. Le maître mot de l'antenne IRSEM-Europe est la recherche : chaque événement sera fondé sur des travaux scientifiques afin de donner accès au débat stratégique français dans sa dimension européenne – l'antenne travaillera notamment avec le PISM ou encore Eastern Circles. L'antenne IRSEM-Europe, qui a également pour mission d'apporter un soutien à la communauté des chercheurs français sur les questions de défense, accueillera aussi des chercheurs en résidence. En clair, l'IRSEM-Europe a des ambitions multiples : il est un espace de production, d'échanges mais aussi d'accueil.

Des événements y auront ainsi lieu tout au long de l'année sous la forme de séminaires de recherche et de conférences. L'éventail des sujets est très large et le programme d'ores et déjà fixé, avec, entre autres événements, une journée d'études sur les ingérences électorales et un séminaire sur les normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique. Le maître mot de l'antenne IRSEM-Europe est la recherche : chaque événement sera fondé sur des travaux scientifiques afin de donner accès au débat stratégique français dans sa dimension européenne – l'antenne travaillera notamment avec le PISM ou encore Eastern Circles. L'antenne IRSEM-Europe, qui a également pour mission d'apporter un soutien à la communauté des chercheurs français sur les questions de défense, accueillera aussi des chercheurs en résidence. En clair, l'IRSEM-Europe a des ambitions multiples : il est un espace de production, d'échanges mais aussi d'accueil.



## VIE DE L'IRSEM

## ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Alexandre Lauret, chercheur Afrique de l'Est (domaine AAMO).



Docteur en géographie humaine de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Alexandre Lauret est chercheur associé au Laboratoire Dynamiques sociales et recompositions des espaces (LADYSS UMR 7533) et membre jeune chercheur de la Société des explorateurs français. Il a rejoint l'IRSEM au poste de chercheur

Afrique de l'Est.

Ses travaux de recherche portent sur les dynamiques des marges, des mouvements migratoires et des activités illicites dans la Corne de l'Afrique. Il a réalisé une ethnographie de l'exil des populations yéménites vivant au camp de réfugiés de Markazi à Djibouti (*La guerre et l'exil : Yémen 2015-2020*, Les Belles Lettres, 2023). Il a été lauréat du prix d'encouragement à la recherche de l'Académie des sciences d'outre-mer et du prix en relations internationales et sciences politiques du Groupe d'intérêt scientifique Moyen-Orient et Mondes musulmans en 2023 pour sa thèse de doctorat en géographie (codirection en anthropologie) qui analysait le développement du trafic de migrants entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique à partir également d'une ethnographie des passeurs djiboutiens.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



## Étude 114 – 19 février.

« [Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international](#) », par Élie Baranets, 70 p.

Course à la puissance, à la sécurité, à la technologie, ou encore aux retombées économiques, la rivalité sino-américaine est généralement décrite comme une compétition qui englobe tous les domaines. Ces différentes dimensions ne dévoilent néanmoins jamais autant leur intérêt que lorsqu'elles sont analysées à travers la course au statut à laquelle elles participent. Traditionnellement mise en avant pour expliquer les relations entre la Chine et les États-Unis, la notion d'équilibre des puissances souffre à la fois d'une ambiguïté récurrente et d'une capacité explicative limitée, notamment dans sa version la plus visible, incarnée aujourd'hui par le réalisme offensif de John Mearsheimer. Pour comprendre comment les logiques de croissance économique, de puissance, et de prestige sont connectées et se répercutent sur l'ordre international, l'étude propose plutôt de puiser dans les travaux de Robert Gilpin. Les conclusions de la littérature récente en Relations internationales permettent ensuite d'identifier les sources d'antagonismes liées au statut. Il ne semble pas que le renversement de l'ordre international en place soit la priorité de la Chine. Cela pourrait le devenir si elle ne se voit pas conférer le statut qu'elle pense mériter. L'étude examine les différents scénarios envisageables et leurs modalités.



## Research Paper No. 140 – 22 février.

« [The Korean Defense Industry Enters the European Security Theater: An Analysis of Korea-Poland Arms Deals](#) », by Wooyeal Paik, 16 p.

Over the past couple of years Korea and Poland have been advancing a large arms deal framework, worth approximately 60 billion USD, across the field including, but not limited to, main battle tanks, self-propelled howitzers, light fighter jets and multi-launch rocket systems. This is an unprecedented defense industrial cooperation to connect, if not integrate, their respective regions in the Euro-Atlantic and the Indo-Pacific. Such a bold move surprises many in both regions as well as Russia and other

major powers. Why and how did they confirm this intriguing defense industrial cooperation, which has significant implications for security alignment? What are the pros and cons of the ongoing interaction for these two geographically distant security partners? What are the strategic consequences and implications for Korea, Poland, and other major stakeholders? This paper provides a set of preliminary assessments of these issues.



**Research Paper No. 141 – 28 février.**

« [Big world, small deeds – Russia and China in the Arctic](#) », by Lukas B. Wahden, 21 p.

Russia's war against Ukraine has had a significant impact on the Arctic. Relations between Russia and the Arctic NATO states have deteriorated.

The western Arctic states have ceased most institutional cooperation with Moscow, and the Arctic Council is paralysed. At the same time, climate change is transforming the natural environment of the region. This has made it easier to extract and transport Arctic resources by sea. New shipping lanes are opening up, which is attracting military and naval powers to the region. Russia has long focused on expanding its Arctic cooperation with China, especially in its attempts to reduce the impact of Western sanctions. Following the occupation of Crimea in 2014, Moscow could rely on Chinese investors to prop up its companies in the Arctic. However, since 2022, investments by Chinese partners have fallen short of Russia's expectations. Military cooperation between Russia and China in the region has also been scarce. In light of China's reticence to become more involved in its Arctic economy, Moscow has tried to diversify the range of its non-Arctic regional partners.

ÉVÉNEMENTS

**12 février : Conférence « Le Congrès et les orientations de la politique étrangère des États-Unis », avec Dr Jordan Tama (American University, Washington).**



Le 12 février, le professeur Jordan Tama, spécialiste du Congrès des États-Unis et ancien conseiller à la sécurité nationale durant la campagne de Barack Obama, a donné une conférence tirée de son dernier ouvrage, *Bipartisanship and US Foreign Policy*. Cette conférence s'inscrivait dans un nouveau cycle d'activités scientifiques à l'IRSEM dans le cadre de l'Observatoire de la politique extérieure américaine, réunissant des experts institutionnels, universitaires et représentants de *think tanks* spécialisés sur les orientations stratégiques des États-Unis. Lors de la conférence animée et présidée par [Maud Quessard](#), directrice du domaine Europe – Espace euratlantique – Russie à l'IRSEM, Jordan Tama a pu confronter ses travaux et points de vue avec les professeurs Elisa Chelles et Frédéric Heurtebize, ainsi qu'avec de nombreux invités. Jordan Tama a démontré qu'à une époque de polarisation croissante au Congrès américain, la politique étrangère américaine, à rebours des idées reçues, reste marquée par de nombreux consensus bipartisans (entre démocrates et républicains). Dans son ouvrage, Jordan Tama démontre que malgré une polarisation inégalée sur les enjeux de politique intérieure, les démocrates et les républicains à Washington continuent de coopérer sur des questions internationales cruciales (OTAN, Ukraine, Chine, Iran). En examinant de près les tendances des votes au Congrès et les récents débats sur les actions militaires, les sanctions économiques, le commerce international

et les dépenses en matière de politique étrangère, Tama révèle que la « bipartisannerie » reste étonnamment courante. Cependant, des coalitions bipartisanes regroupant des membres des deux partis coexistent souvent avec des divisions intra-partisanes ou des désaccords entre le Congrès et le président, ce qui rend difficile pour les États-Unis de parler d'une seule voix sur la scène internationale. S'appuyant sur de nouvelles données et des entretiens avec plus d'une centaine de praticiens de la politique étrangère, cette conférence a permis de documenter la persistance de consensus possibles sur les questions internationales et a mis en évidence les facteurs clés qui facilitent ou entravent la coopération sur les défis de politique étrangère. Les débats très nourris portés par les participants de la table ronde et la salle ont permis de remettre ces travaux dans le contexte de l'élection présidentielle de 2024, et des conflits en Ukraine et au Proche-Orient.

**12 février : Conférence « Quels enjeux de sécurité en Europe du Nord ? Le point de vue des pays nordiques et des États-Unis », avec Barbara Kunz (SIPRI, Stockholm) et Martin Quencez (GMF, Paris), discutant.**



Le 12 février 2024, s'est tenu à l'IRSEM un séminaire portant sur les enjeux de sécurité en Europe du Nord, analysés à travers le point de vue des pays nordiques et des États-Unis. L'adhésion de la Finlande à l'OTAN et celle prochaine de la Suède posent de nouveaux enjeux sécuritaires dans la région, notamment dans les « zones de contact » entre l'Alliance et la Russie de la Baltique à l'Arctique, et transforment les coopérations de sécurité à l'échelle régionale, intrarégionale et transatlantique.

Organisé par [Céline Marangé](#) (IRSEM) dans le cadre d'un cycle sur les risques de sécurité dans la Baltique, cet événement a réuni Barbara Kunz, chercheuse sénior et directrice du programme de sécurité européenne au Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI),

en tant qu'intervenante, et Martin Quencez, chercheur et directeur de l'antenne parisienne du German Marshall Fund of the United States (GMF), en tant que discutant.

Barbara Kunz a d'abord souligné combien la perception des menaces avait changé en Europe du Nord à la suite de l'invasion de l'Ukraine. La Russie est désormais perçue comme une menace de premier plan, ce qui a entraîné une réévaluation des cultures stratégiques et des dispositifs de défense et incité la Finlande et la Suède, deux pays longtemps neutres, à demander l'adhésion à l'OTAN. Dans le cadre de l'OTAN, chaque pays de la région a un rôle spécifique en matière de défense, de surveillance, de liaison ou de logistique. D'autres formats de coopération renforcent la sécurité de la région. Les États-Unis et la Grande-Bretagne jouent un rôle crucial dans la défense collective de la région.

Les enjeux de sécurité dans ces deux espaces, que sont la Baltique et l'Arctique, évoluent tandis qu'émerge une nouvelle approche plus globale en Europe du Nord. La mer Baltique, très peu profonde et pratiquement fermée, constitue de longue date un espace contraint très militarisé. Pour faire face à la possibilité d'une invasion et à la multiplication des attaques hybrides, la coopération de défense s'y renforce, la transformant en un « lac otanien ». L'Arctique, au contraire, a longtemps été un espace de coopération à l'abri des tensions. Au centre de l'attention internationale, cette zone géostratégique cruciale pour la dissuasion nucléaire et le commerce mondial suscite désormais un intérêt accru de la part des États-Unis, de la Russie et de la Chine.

Dans sa discussion, Martin Quencez a mis en avant la perspective de Washington et celle de ses alliés régionaux, insistant sur la dissymétrie de leurs intérêts. Les acteurs locaux pensent pouvoir s'appuyer sur les États-Unis, tandis qu'à Washington on considère que la région de la Baltique ne fait pas partie des priorités et qu'elle relève avant tout d'un enjeu européen. Il a conclu son intervention en évoquant la possibilité d'un « *leadership from behind* » exercé par Washington en 2025, mais cela dépendra en grande partie des élections présidentielles à venir en novembre 2024.

**Electra JANVIER**  
*Assistante de recherche*

### 13 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le 13 février, lors du séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, Jeanne-Louise Roellinger, doctorante en relations internationales au CERI Sciences Po et doctorante associée à l'IRSEM, a présenté un projet d'article motivé par l'ambiguïté – entendue comme la confusion de sens – relative à l'étude des cyber normes. Moyen privilégié par les États-Unis de réduction de l'incertitude dans le cyberspace, les cyber normes reposent sur la croyance qu'elles rendent les comportements plus prédictibles. Ce projet s'appuie sur une série d'entretiens réalisée avec des experts ayant participé aux Groupes d'experts gouvernementaux (GGE) entre 2009 et 2021 ainsi que l'analyse textuelle des rapports de ces groupes et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies relatives au cyberspace. Cette étude retrace la généalogie du terme « norme » dans les négociations des GGE. Cette généalogie révèle le progressif glissement d'une acception des normes comme relevant de la *soft law* dans les premières années de négociations à une ambiguïté plus marquée depuis le rapport de 2015, notamment entre les « normes de comportement responsable » et les « normes » telles que l'on peut les retrouver dans la littérature académique en relations internationales.

Ainsi, le rapport du GGE de 2014-2015 (Note du secrétaire général A/70/174) définit les normes comme suit : « elles [les normes] traduisent les attentes de la communauté internationale, fixent des règles de comportement responsable des États et permettent à la communauté internationale d'étudier les activités menées par les États et d'apprécier leurs intentions » (para. 10 p. 8). La littérature en relations internationales entend quant à elle les normes comme « *a standard of appropriate behavior for actors with a given identity* » (Finnemore & Sikkink, 1998, p. 891).

Ce projet d'article souligne la nécessité de faire la distinction entre d'une part une « norme » comme concept de sciences sociales permettant de comprendre ou d'expliquer la réalité, les « normes de comportement responsable » comme item de négociation facilitant le compromis, et les « cyber normes », comme outil politique ayant pour objectif de rendre les comportements plus prédictibles dans le cyberspace et ainsi y réduire l'incertitude. Cet article soutient que la simple labellisation de cet outil comme étant une « norme » ne suffit pas et qu'il appartient à la communauté académique d'analyser sa qualité de norme au sens scientifique du terme.

La présentation a été suivie par une discussion du projet par la [capitaine Hainaut](#), docteure en science politique et

spécialiste des questions spatiales à l'IRSEM. Cet échange a permis de mettre en évidence les nombreux points communs entre le développement de normes de comportement responsable dans le cyberspace et dans l'espace extra-atmosphérique. Finalement, les échanges avec les juristes présents a de nouveau souligné la polysémie du terme « norme » et la nécessité de l'échange académique entre relations internationales et droit international lorsque l'on aborde cette question.

### 29 février : Séminaire IRSEM/DGRIS avec Pr T.V. Paul (McGill University).



Jeudi 29 février, l'IRSEM a eu l'honneur de recevoir le professeur T.V. Paul (McGill University) lors d'un séminaire fermé IRSEM-DGRIS. T.V. Paul est venu présenter son livre sous presse, à paraître prochainement chez Oxford University Press, *The Unfinished Quest: India's Search for Major Power Status from Nehru to Modi*. Ancien président de l'International Studies Association (2016-2017), et théoricien des Relations internationales reconnu pour ses travaux sur la quête de statut des États, T.V. Paul a partagé ses résultats avec les chercheurs de l'IRSEM et les experts de la DGRIS. Il a également abordé un certain nombre de questions telles que les conflits émanant du manque de reconnaissance de statut, les évolutions politiques de l'Inde, ou encore, les évolutions du système international et la redéfinition de la compétition entre grandes puissances. Puissance montante et première puissance démographique devant la Chine, l'Inde fait preuve d'agentivité dans un système international complexe.

L'IRSEM a récemment marqué un intérêt accru pour l'Inde en concluant, en 2022, un partenariat avec le think tank indien [Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses \(MP-IDSA\)](#).

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS, DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS



### Maxime AUDINET

- Entretien : « [Désinformation russe : “La France change de posture et se montre offensive”](#) », *Le Point*, 19 février 2024.

- Entretien : « [Deux ans de guerre en Ukraine : aux fondements de l'appareil de désinformation russe](#) », RCF, 23

février 2024.

- Entretien : « Désinformation : même démasqués, les Russes sont toujours satisfaits d'avoir “crispé l'opinion” », *La Montagne*, 13 février 2024.

- Article : « [Propagande russe : qui est Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT ?](#) », *Revue des médias*, INA, 19 février 2024.

- Intervention : « Éthique de la contre-influence informationnelle » dans le cours de Damien Simonneau à l'INALCO, 9 février 2024.



### CNE Yves AUFFRET

- Séminaire : « SSI, cyberspace et cyberconflictualité », cursus Master Science politique de l'École de l'air et l'espace (en partenariat avec l'IEP d'Aix-en-Provence), 6, 8 et 9 février 2024.

- Intervention, avec Philippe Perchoc, au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM sur le thème des financements de la recherche, 13 février 2024.



### Élie BARANETS

- Publication : « [Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international](#) », Étude 114, IRSEM, 19 février 2024.



### Leonie BELK (invitée)

- Publication : avec Kai Hirschmann, « Vernetzte Sicherheit – vernetzte Entwicklung? », dans Wolfgang Gieler, Meik Nowak (dir.), *Deutsche Entwicklungszusammenarbeit im Spannungsfeld der Außen- und Sicherheitspolitik – Frieden, Sicherheit, Entwicklung*, Springer, 2024, p. 161-177.



### Clotilde BÔMONT

- Participation à la table ronde « Comment construire 80 ans de paix dans le cyberspace ? », dans le cadre d'une journée d'échange franco-américaine célébrant l'anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie, organisée par l'ambassade des États-Unis en France, Deauville, 14 février 2024.



### Camille BRUGIER (associée)

- Post : « [Quelles relations entre hommes et femmes en Chine ?](#) », Panda, Alcool de Riz et PCC, 14 février 2024.

- Post : « [90 % de soutien au PCC – Vraiment ?](#) », Panda, Alcool de Riz et PCC, 23 février 2024.



### Paul CHARON

- Publication : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Équateurs, février 2024.

- Audition par le groupe de travail des jeunes IHEDN sur les manipulations de l'information, École militaire, 6 février 2024.

- Accueil d'une délégation du National Institute of Defense Studies japonais pour un séminaire de travail, École militaire, 8 février 2024.

- Invité à l'émission *Soft Power*, « [Cybersécurité : une bataille numérique d'influence pour la France ?](#) », présentée par Frédéric Martel, France Culture, 11 février 2024.

- Audition par le groupe de travail sur les stratégies de renseignement de la session nationale politique de défense de l'IHEDN, École militaire, 15 février 2024.

- Cité par Caroline Boidé, « Le Djihad vidéo et ses alliés politiques », *Le Point*, 15 février 2024.

- Entretien : « [Désinformation : "La Chine recrute aussi des influenceurs étrangers"](#) », propos recueillis par Jérémy André, *Le Point*, 17 février 2024.

- Cité par Pierre Haski, « [Quand les pirates sont piratés : une fuite de documents ouvre une porte du système chinois](#) », *Géopolitique*, France Inter, 23 février 2024.

- Invité des *Enjeux internationaux*, « [China Leaks : une fuite de documents révèle les méthodes chinoises de cyber espionnage](#) », présenté par Guillaume Erner, matinale de France Culture, 26 février 2024.

- Audition par le groupe influence de l'École de guerre, École militaire, 28 février 2024.

- Invité de l'émission *Les visiteurs du soir*, chaîne LN24, 28 février 2024.

- Cité par Mathilde Simon, « La big tech pave-t-elle la voie aux dictatures ? », *Usbek & Rica*, n° 42, février 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Invitée, avec Christian Chesnot et Sébastien Boussois, à l'émission *28 minutes*, « [Hervé Le Corre / Le Qatar, de plus en plus incontournable ?](#) », Arte, 28 février 2024.



**Marie DURRIEU (doctorante associée)**

- Article : « [Comment comprendre le conflit israélo-palestinien de ses origines au 7 octobre 2023 ?](#) », *Diploweb*, 18 février 2024.



**Julia GRIGNON**

- Intervention au Séminaire de recherche, « [Israël-Hamas, La guerre de quel droit ?](#) », CERI, Sciences Po, 7 février 2024.

- Participation à la table ronde « Le point de vue des tiers intervenants : l'expérience du Centre de recherche

sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire et de la Clinique de droit international d'Assas », [Journées des droits de l'Homme de Paris](#), Centre de recherche sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire de Paris-Panthéon-Assas, 8 février 2024.

- Interview par Vinciane Joly, « [Guerre à Gaza : que dit le droit international sur les déplacements de population ?](#) », *La Croix*, 26 février 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Discutante d'un article portant sur la cyberdiplomatie et le comportement responsable, séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, 13 février 2024.

- Interview pour « [De hauts responsables américains font état d'une grave menace](#) » via les capacités nucléaires russes dans l'espace », RTS-Radio Télévision Suisse, 15 février 2024.



**Sümbül KAYA**

- Participation au comité de rédaction de la revue *European Journal of Turkish Studies*, 8 février 2024.

- Communication : « Se mobiliser malgré la peur, l'engagement politique des intellectuels en Turquie », colloque « Échos des mouvements sociaux », Panel 1 « Comment poursuivre la lutte en contexte répressif », EHESS/CESPRA, colloques du Campus Condorcet, Aubervilliers, 21-22 février 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Audition, avec Florian Opillard, par les députés co-rapporteurs de la mission d'information parlementaire sur la défense et les territoires, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 7 février 2024.

- Communication : « Le citoyen, la défense nationale et la dissuasion nucléaire », colloque sur le citoyen et la dissuasion nucléaire, organisé par l'École de droit de l'Université Clermont Auvergne en partenariat avec l'IHEDN-Auvergne, 16 février 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Audition auprès de l'équipe « Futurs » dans le cadre des États généraux de l'information – L'info en 2050, 1<sup>er</sup> février 2024.

- Animation du séminaire sur les risques et enjeux de sécurité dans la Baltique « Quels enjeux de sécurité en Europe du Nord ? Le point de vue des pays nordiques et des États-Unis » avec Barbara Kunz (SIPRI) comme intervenante et Martin Quencez (GMF) comme discutant, 12 février 2024.

- Participation au Russia Seminar 2024 organisé par l'Université nationale de défense de Finlande à Helsinki, 14-15 février 2024.

- Participation à la table ronde « Comprendre les évolutions de la politique intérieure russe », organisée par *Le Grand Continent* à l'École normale supérieure de Paris dans le cadre d'une soirée ouverte par un discours du ministre des Armées M. Sébastien Lecornu et intitulée « Deux ans après l'invasion de l'Ukraine, sociétés et armées face à la guerre étendue », 20 février 2024.

- Podcast de l'Academ : « Pensez stratégique », « [Ukraine : deux ans de guerre en Europe](#) », 22 février 2024.

- Article : « [De Staline à Poutine : genèse et évolution des violences impériales russes](#) », en guise d'introduction d'une série d'articles sur cette thématique, *Le Grand Continent*, 24 février 2024.



**Florian OPILLARD**

- Audition, avec Maxime Launay, par les députés co-rapporteurs de la mission d'information parlementaire sur la défense et les territoires, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 7 février 2024.



**GBR Olivier PASSOT (associé)**

- Article : « [Déplacements de population à Gaza : dans quel but ?](#) », FMES, 8 février 2024.



**Malcolm PINEL (associé)**

- Publication : Coordination de « [Emploi de la puissance aérienne et extension régionale du conflit Israël-Hamas](#) », *La Note du CESA*, Hors-série, février 2024.



**Maud QUESSARD**

- Organisation et présidence de la conférence « Bipartisanship and US Foreign Policy » avec les professeurs Jordan Tama (American University), Elisa Chelle et Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre), École militaire, 12 février 2024.

- Présidence de la table ronde « Bruxelles as a hub for strategic thinking », lors de l'inauguration de l'antenne IRSEM-Europe, avec Sylvie Matelly (directrice de l'Institut Jacques Delors), Martin Quencez (directeur GMF Paris), Tania Latiçi (European External Action Service), Teona Lavrelashvili (EPC), IRSEM, Bruxelles, 22 février 2024.



**Jeanne-Louise ROELLINGER (doctorante associée)**

- Présentation d'un projet d'article : « Cyber norms as a dual use concept », séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 13 février 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Intervention : « Prisons et radicalisations : réalités et défis », École nationale de la magistrature, Bordeaux, 21 février 2024.

- Intervention : « Engagement et radicalité : comprendre pour prévenir », Les déjeuners Recherche, IRFASE, Evry, 29 février 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Intervention : Séminaire « Écritures alternatives de la recherche », Université Paris-Cité, 28 février 2024.



**Victor VIOLIER**

- Présentation des travaux lors du 2<sup>e</sup> Petit-déjeuner de l'Academ consacré à « La pensée stratégique russe », puis échange sur les travaux en cours autour de trois axes : les transformations de l'État en Russie, le consensus élitaire du régime de Vladimir Poutine, l'expertise états-unienne de la Russie, École militaire, 31 janvier 2024.

- Publication : avec Pierre-Louis Six, « [Penser la réforme de l'État soviétique durant la Perestroïka : entre autonomisation des savoirs sur le politique et dépolitisation des cadres \(1985-1992\)](#) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 39, 2024, p. 125-147.

- Publication : « [L'héritage disputé de l'École supérieure du Parti de Leningrad : luttes politiques et "révolution étudiante" pour le Palais de Tauride \(1992\)](#) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 39, 2024, p. 199-209.



**Amélie ZIMA**

- Interviewée par Diane Regny, « [Présidentielle américaine 2024 : Donald Trump peut-il enterrer l'OTAN](#) », 20 minutes, 12 février 2024.

- Interviewée par Clément Machecourt, « [Les États-Unis pourraient-ils sortir de l'OTAN ?](#) », *Le Point*, 14 février 2024.



**Océane ZUBELDIA**

- Publication : « Les drones au service de la mer : un outil en pleine évolution ? », dans Cyrille P. Coutensais (dir.), *L'Océan numérique*, Les Équateurs, février 2024, 172 p.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### ÉLECTIONS

**Stephen Chaudoin et al.**, « [The Election Effect: Democratic Leaders in Inter-Group Conflict](#) », *International Studies Quarterly*, 68 (1), mars 2024, en ligne.

Dans un article à paraître dans la revue *International Studies Quarterly*, Stephen Chaudoin, Sarah Hummel et Yon Soo Park étudient l'effet que peut avoir une élection sur la politique étrangère à venir d'un pays. Selon les auteurs, il existe un « effet d'élection ». Organisée de manière conforme aux standards démocratiques, une élection intensifie l'identification auprès d'un groupe et engendre un sentiment d'obligation envers les électeurs, tout en augmentant simultanément l'hostilité à l'égard du groupe extérieur. Ces effets combinés poussent les dirigeants à déployer des efforts coûteux dans des situations de concurrence avec d'autres groupes. À l'aide d'expérimentations conduites en ligne, l'article montre que la sélection démocratique des dirigeants accroît l'effort dans les jeux de compétition entre groupes. La même logique s'applique à l'égard des conflits interétatiques. À rebours de la croyance populaire qui prête des vertus pacificatrices à l'élection, l'un des résultats les plus remarquables de cette enquête est de mettre en lumière les effets déstabilisateurs de l'élection au regard des relations intergroupes applicables aux relations internationales.

Élie BARANETS

### GUERRES CIVILES EN AFRIQUE

**Roland Marchal**, « [Guerres civiles en Afrique, un legs colonial ?](#) », *Pouvoirs*, 188 (1), 2024, p. 109-119.

Les guerres civiles africaines sont-elles un legs colonial ? Peut-on aujourd'hui encore imputer – totalement ou partiellement – la responsabilité de certains conflits en Afrique aux cicatrices de l'expérience coloniale ? L'artificialité de certaines frontières héritées de la colonisation explique-t-elle la permanence de frictions sur le continent ?

Dans cet article, Roland Marchal revient sur ces accusations fréquemment émises à l'encontre des chancelleries européennes. Rappelant que les guerres civiles africaines ne peuvent pas être uniquement envisagées comme les

conséquences d'une histoire coloniale, il souligne que les acteurs directement impliqués mobilisent eux-mêmes bien souvent des références plus anciennes, quand ils ne se réapproprient pas des fragments de cet héritage pour leurs intérêts personnels. Interrogeant ensuite le terme de guerre civile, Roland Marchal nous invite à replacer au centre de l'analyse l'interaction de facteurs extérieurs et intérieurs, régionaux comme internationaux. Les guerres civiles doivent être comprises à travers ce qu'il nomme « les dynamiques du dedans et du dehors ». Au-delà des héritages coloniaux, les conflits africains s'inscrivent dans une histoire politique locale et sont imbriqués dans des dynamiques contemporaines marquées par des rivalités régionales comme des intérêts internationaux. Ainsi, reconnaître les séquelles de la colonisation – démarche essentielle – ne suffit pas à expliquer la pluralité des conflits sur le continent qui répondent à des logiques multifactorielles.

**Enzo FASQUELLE**

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Pierre Gonneau, *La Guerre russe ou le prix de l'Empire*, Tallandier, 2023, 544 p.**

Le livre *La Guerre russe ou le prix de l'Empire*, publié en 2023, offre une perspective approfondie sur l'histoire de la Russie à travers les siècles, mettant en lumière les moments clés qui ont façonné son destin et déterminé le prix

de son expansion impériale. Pierre Gonneau, professeur à Sorbonne Université, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et ancien directeur de l'Institut d'études slaves, examine d'abord l'héritage tsariste de la Russie et la notion de prestige associée à son statut d'empire.

Dès le règne d'Ivan IV, la Russie cherche à accroître son emprise sur le littoral et le commerce baltique, entraînant une guerre infructueuse en Livonie en 1558. Émerge à cette période la mentalité de siège russe. L'auteur explore ensuite le « Temps des troubles » (1598-1613), marqué par des rébellions, des recompositions politiques et une instabilité permanente. L'élection de Michel Romanov en 1613 confère une légitimité à la monarchie russe tout en mettant fin aux tumultes. La Russie continue son expansion, conduisant à des dévastations en Pologne et en Ukraine, notamment pendant la « ruine ukrainienne » de 1645.

Spécialiste de la Russie médiévale, Pierre Gonneau constate que la Russie est presque continuellement en guerre depuis 1645 et que le patriotisme et l'héroïsation de l'effort militaire se sont révélés comme une valeur identitaire majeure. L'auteur analyse la relation inégale entre la « grande Russie » et la « petite Russie », nom donné alors à une partie de l'Ukraine actuelle, ainsi que les rapports de subordination au sein de l'Empire russe, tout en soulignant la complexité des liens historiques entre les civils biélorusses et ukrainiens et le pouvoir russe.

Le règne de Pierre le Grand (1689-1725) est présenté comme un moment phare de la modernisation militaire et de l'expansion de la Russie en Europe et sur les mers au nom de la reconquête des terres de l'ancienne Rous'. Cette expansion a un coût élevé avec une mobilisation militaire et fiscale sans précédent, laissant toutefois une empreinte durable sur la construction de l'Empire russe. L'auteur analyse également le règne de Nicolas I<sup>er</sup> (1825-1855) qui aspire à consolider l'influence russe en Europe

et en Asie. L'ouvrage montre aussi la complexité qu'il y a à contrôler et défendre un territoire vaste et peu peuplé, même en temps de paix.

Vient ensuite la période de la « Grande Guerre patriotique » (1941-1945). L'auteur met en lumière la résistance acharnée des Soviétiques pendant l'invasion allemande, la libération progressive du territoire et les conséquences diplomatiques de la victoire soviétique. En dernier lieu, il examine la période post-soviétique (1991-2021) pour tenter d'expliquer pourquoi Vladimir Poutine considère l'effondrement de l'Union soviétique comme la plus grande catastrophe géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle. L'élargissement de l'OTAN et de l'UE à des territoires anciennement soviétiques est présentée comme une source de tensions, l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre dans le Donbass suscitant une polarisation des relations internationales et une montée du nationalisme russe.

Le livre se termine par un examen de la situation contemporaine depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, analysant ses causes, son déroulement et ses conséquences. Les implications sur la crédibilité de la Russie, le coût humain élevé et les défis à long terme pour la Russie sont discutés. L'auteur s'interroge sur la durabilité des ressources et le maintien des soutiens internationaux avant de conclure par ces mots peu encourageants : « Les dirigeants civils et militaires russes ne croient ni au *fair play*, ni à la guerre propre. Ils peuvent se laisser séduire par les grands plans de Blitzkrieg, les amples manœuvres d'encercllement, la bataille décisive, mais s'il faut marteler son chemin pied à pied, pouce par pouce, ils ne renonceront pas. L'inconnue est la même depuis plusieurs siècles : combien durera la longue patience du peuple russe ? » (p. 470).

Ce livre riche et ardu offre une rétrospective de l'évolution des frontières russes et des relations internationales de la Russie depuis cinq siècles, tout en établissant des parallèles avec la situation contemporaine. À la lumière de l'actualité, il permet de comprendre la perception que Vladimir Poutine et son entourage ont de l'espace et de l'histoire de la Russie et de mieux appréhender leur rapport à la guerre et les raisons de leur hubris.

**Electra JANVIER**  
*Assistante de recherche*

## À VENIR

**6 mars : Séminaire neutralité 1 : « La neutralité : quelle signification stratégique ? », Université Panthéon Assas – Centre Panthéon – Salle des conseils, 18h-19h30. Inscription obligatoire pour chaque séminaire.**



Le conflit en Ukraine a réveillé une question ancienne, que l'on croyait reléguée au passé pré-onusien : la neutralité des États non parties à un conflit armé, anciennement incarnée par la cinquième convention de La Haye sur la neutralité (1907).

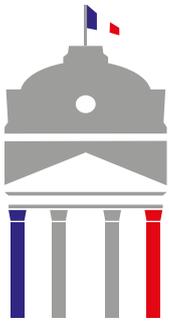
Cette question resurgit depuis le début du conflit ukrainien en 2022, dans un contexte où les États tiers au conflit n'ont pas de positions unanimes, les uns voulant rester absolument hors du conflit, les autres jugeant leur neutralité compatible avec une aide à l'Ukraine, notamment en matière de livraison d'armes ou de sanctions contre la Russie.

Le centre Thucydide et l'IRSEM proposent un tour d'horizon de cette institution aux multiples facettes, qui touche de nombreuses disciplines, allant de la science politique aux sciences juridiques et économiques. Des thèmes précis seront ainsi étudiés sous forme de séminaires réunissant deux experts, chacune faisant l'objet d'un événement particulier hébergé alternativement par le Centre Thucydide et par l'IRSEM.

Le séminaire sera retransmis sur la chaîne YouTube du centre Thucydide.

Intervenants : Olivier Zajec, professeur et directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) à l'Université Jean-Moulin Lyon III ; Marie Robin, postdoctorante au centre Thucydide.

Le séminaire est animé par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Mars 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM  
Événements  
IRSEM Europe  
Actualité des chercheurs et des doctorants

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

Compétition de puissance

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



## [À VENIR \(p. 17\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



#### Étude 115 – 18 mars.

« [La Chine et les opérations militaires autres que la guerre \(军队非战争军事行动\) à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?](#) », par Carine Pina, 62 p.

Depuis plus de deux décennies, la Chine s'emploie à effectuer à l'étranger des opérations militaires autres que la guerre (OMAG), permettant ainsi à ses forces militaires de se projeter à l'international. Les OMAG chinoises à l'étranger sont directement inspirées de la doctrine américaine des *Military Operations Other Than War* (1995-2006). Ces opérations, menées en grande partie grâce au déploiement de moyens militaires pour des enjeux sécuritaires non traditionnels, attisent-elles le dilemme de sécurité ? L'hypothèse avancée dans cette étude est que, en effet, les OMAG menées par la Chine à l'étranger contribuent à

exacerber le dilemme de sécurité et de ce fait affectent les relations interétatiques.

Pour quelles raisons ? Les OMAG menées par la Chine à l'étranger occupent depuis ces deux dernières décennies, une place plus importante dans la stratégie de l'Armée populaire de libération (APL). Elles font l'objet à la fois d'une plus grande institutionnalisation et d'un nombre croissant d'opérations dont celles dédiées à la protection des populations (Relevés/évacuation de ses nationaux à l'étranger et Humanitarian Aid and Disaster Relief). La Chine tire de ses OMAG des bénéfices aussi bien militaires que stratégiques. Enfin, elles s'inscrivent dans un contexte de compétition croissante avec les autres puissances, au premier rang desquelles les États-Unis dont elles attisent la méfiance. La coopération serait alors envisagée comme l'un des moyens de réduire les mécanismes à l'œuvre dans le processus du dilemme de sécurité.



**Note de recherche 142 – 26 mars.**

« [La guerre à Gaza et le retour de la question palestinienne – Quels impacts sur le rôle de l’Arabie saoudite et sur les accords Abraham ?](#) », par Fatiha Dazi-Héni, 21 p.

Cette note de recherche porte essentiellement sur les impacts de la guerre à Gaza en Arabie saoudite et sur les accords Abraham, depuis les attaques du 7 octobre 2023. Les entretiens menés à Riyad et à Abha (province de l’Asir), lors d’une mission de terrain, ont révélé un écart de plus en plus marqué entre les perceptions de l’Arabie saoudite, du Moyen-Orient en général et de l’Occident sur le conflit israélo-palestinien. Il apparaît également que les États arabes signataires des accords Abraham sont restés hors-jeu et assument une position embarrassante vis-à-vis de leur population et du monde arabo-musulman. De son côté, Riyad cache mal son impuissance à peser sur le cours de la guerre ainsi que ses multiples contradictions face à une question palestinienne qui refait brutalement surface. L’émotion que le nombre de victimes civiles à Gaza a suscitée auprès d’une jeunesse saoudienne accaparée par la société des loisirs, promue par la Vision 2030, met le pouvoir saoudien au défi de gérer les impacts du conflit sur son rapprochement esquissé avec Israël. De même, l’élargissement de la guerre en mer Rouge par les houthistes du Yémen accentue la vulnérabilité du royaume, compte tenu de la concentration de ses très ambitieux mégaprojets sur son littoral.

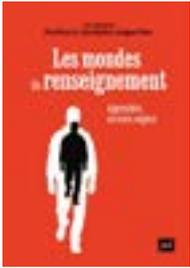
**OUVRAGES PUBLIÉS  
PAR LES CHERCHEURS**



**Maxime Audinet, *Un média d’influence d’État : Enquête sur la chaîne russe RT, Institut national de l’audiovisuel, 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, mars 2024, 358 p.***

L’invasion à grande échelle de l’Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, a entraîné un conflit meurtrier dans lequel la stratégie d’influence joue un rôle très important. Une fois encore, les médias russes transnationaux se trouvent au cœur de cette stratégie d’influence visant à faire primer les récits façonnés par le pouvoir. Au service de l’État russe et de sa politique extérieure, qu’il cherche à légitimer, le réseau RT (ou Russia Today) a été fondé en 2005 sur des bases modestes. Deux décennies plus tard, il est considéré dans les démocraties libérales occidentales comme une menace, au point que l’Union européenne a interdit sa diffusion. En usant de toutes les techniques modernes pour détourner l’attention, aggraver la polarisation ou brouiller la frontière entre faits et opinions, RT tente de s’imposer comme une « alternative » aux médias *mainstream* et déploie une rhétorique selon laquelle toute vérité est relative. Comment un État autoritaire fabrique-t-il l’influence ? Doit-on craindre l’intensification de ce type de propagande ? C’est à ces questions que cette enquête remarquable se propose de répondre ; appelé à devenir un ouvrage de référence, ce livre se veut également un manuel de résistance à l’heure des nouvelles guerres de l’information.

Spécialiste de la Russie, Maxime Audinet est titulaire d’un doctorat en études slaves de l’Université Paris-Nanterre, où il enseigne. Ses recherches, à l’Institut de recherche stratégique de l’École militaire (IRSEM), portent sur la stratégie d’influence russe contemporaine. Il a co-fondé en 2023 le collectif CORUSCANT, pour le renouvellement des études sur la Russie après son invasion de l’Ukraine.



Paul Charon, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (dir.), *Les mondes du renseignement – Approches, acteurs, enjeux*, Presses universitaires de France, mars 2024, 400 p.

Le renseignement n'a jamais été aussi ouvert sur l'extérieur et il semble néanmoins toujours aussi inintelligible et incertain. C'est à la fois parce que le monde est plus complexe, que les enjeux et les menaces sont plus nombreux, et parce que le monde du renseignement fait lui-même l'objet de mutations et de dynamiques internes.

Véritable encyclopédie du renseignement en 32 chapitres, écrits par 29 des meilleurs auteurs français et étrangers, théoriciens et praticiens du renseignement, il constitue une somme unique en français.

## ÉVÉNEMENTS

**4 mars : Séminaire sur l'Asie et l'Indopacifique, IRSEM/RSIS.**



Le 4 mars 2024, l'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir la délégation du centre de recherche S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS), pour des échanges fructueux autour des questions stratégiques en Asie et en Europe. La délégation était composée des Dr Singh Sinderpal, Nishant Rajeev et Tseng Zhizhao.

**5 mars : Séminaire « Sociologie du commandement en gendarmerie », avec Nicolas Alfano.**



Le 5 mars 2024, le chercheur Nicolas Alfano, docteur en management public et postdoctorant au sein de la chaire « Résilience & Leadership » de l'École navale de Brest, était invité par les chercheurs [Victor Violier](#) et [Florian Opillard](#) à présenter ses travaux de thèse portant sur les transformations du commandement en gendarmerie départementale.

Dans ses travaux, Nicolas Alfano a ainsi analysé les positions de commandement au quotidien, en observant le type de tâches réalisées par les officiers de gendarmerie, à partir d'une méthode ethnographique et de quatre séquences de *shadowing* d'officiers supérieurs.

Dans un contexte de développement du dialogue social, d'individualisation du soutien et des traitements et de codification accrue du temps de travail par l'Union européenne, Nicolas Alfano décrit une forme de « managérialisation de la fonction de chef militaire ». Ce processus de managérialisation se traduit par une transformation des fonctions du commandement. Celles-ci n'ont plus seulement pour but d'obtenir des effets et de remplir une mission, mais aussi de sécuriser de rares ressources financières et symboliques, que les réformes citées plus haut ont eu tendance à raréfier. Les actions quotidiennes des officiers peuvent ainsi relever à la fois d'un rôle de représentation symbolique, de soutien matériel ou, par exemple, d'arbitrage, et se distinguent d'un exercice de l'autorité traditionnellement attendu des chefs. Parallèlement, la « managérialisation de la fonction de chef » a notamment tendance à créer de l'incertitude sur ce qui peut-être attendu des subordonnés.

Ainsi, cette recherche propose une analyse micro-locale des effets du nouveau management public sur ce que signifie être officier de gendarmerie. À ce titre, le chercheur décrit de manière intéressante et informée les effets des réformes de l'action publique, en l'espèce sur les aspects sécuritaires, que les recherches sur la néolibéralisation ont elles aussi précisément identifiées.

Du point de vue méthodologique, la possibilité de réaliser des terrains ethnographiques étant rare dans le milieu de la sécurité, cette thèse propose un matériau empirique très important. La méthode proposée – des périodes d'immersion mais aussi du *shadowing* – sont particulièrement intéressantes. Cette dernière méthode a notamment suscité l'attention de l'audience pour ce qu'elle permet d'analyser de la continuité des tâches quotidiennes en gendarmerie. La rareté de ces protocoles méthodologiques tient notamment à la difficulté d'être immergé au sein des brigades, ce que le travail de Nicolas Alfano propose de manière tout à fait stimulante.

**6 et 20 mars : Cycle « Neutralité et conflits armés » :**  
**1. « La neutralité : quelle signification stratégique ? » ;**  
**2. « Postures stratégiques et débats nationaux autour de la neutralité », IRSEM/Centre Thucydide.**



Le coup d'envoi du cycle de séminaires « Neutralité et conflits armés », organisé conjointement par l'IRSEM et le Centre Thucydide, a été donné mercredi 6 mars, à l'Université Paris-Panthéon-Assas. À cette occasion, le professeur Olivier Zajec (directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) à l'Université Jean-Moulin Lyon III) et la docteure Marie Robin (postdoctorante au Centre Thucydide) ont livré leurs éclairages relatifs à la signification stratégique de la neutralité. Un premier tour d'horizon a permis de situer le statut, la fonction et le rôle de la neutralité, puis la discussion s'est engagée autour d'une typologie de la neutralité, convoquant au passage la moralité et l'éthique. Participant à une « pédagogie de la neutralité », ce premier séminaire a confirmé la nécessité d'amener la neutralité dans le débat stratégique, ce qu'ont à leur tour contribué à faire Sophie Énos Attali (Institut Catholique de Paris) et le professeur Marco Sassòli (Université de Genève), à l'occasion du deuxième séminaire qui s'est tenu le 20 mars à l'École militaire. Discutant des postures stratégiques et des débats nationaux autour de la neutralité, ils ont pu aborder les cas de Malte, de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède, de l'Irlande et de la Suisse et montrer comment la neutralité pouvait s'apprécier selon les sensibilités nationales et quelles questions pouvaient en résulter, comme par exemple : Peut-on être neutre et aider l'Ukraine ? Quel effet de la neutralité sur les politiques de sécurité ? Quelle compatibilité entre neutralité et solidarité européenne ? Ou encore, quelle articulation entre droit de la neutralité et politique de neutralité ?

Animés alternativement par Laurent Trigeaud (directeur adjoint du Centre Thucydide) et [Julia Grignon](#) (directrice scientifique de l'IRSEM), ce cycle de séminaires a été

engagé après le constat suivant : alors qu'on la croyait reléguée au passé pré-onusien, le conflit en Ukraine a réveillé la question de la neutralité des États non parties à un conflit armé. Or ces États ne se rejoignent pas autour d'une position unanime. Les uns souhaitent rester absolument en dehors du conflit, tandis que d'autres jugent leur neutralité compatible avec une aide à l'Ukraine, notamment en termes de livraison d'armes ou de sanctions contre la Russie. Ainsi ce cycle de séminaires a-t-il pour objectif d'offrir un tour d'horizon de cette institution aux multiples facettes qu'est la neutralité et qui touche de nombreuses disciplines, allant de la science politique aux sciences juridiques et économiques. Pour ce faire, les prochains séminaires aborderont les sujets suivants : « Les aspects juridiques de la neutralité » (24 avril, à Paris-Panthéon-Assas avec Laurent Trigeaud et Nicolas Haupais) ; « Les implications économiques de la neutralité » (22 mai, à l'École militaire avec Maxence Brischoux et Julien Malizard, *sous réserve*) et « La neutralité vue du terrain » (19 juin, à Paris-Panthéon-Assas, avec Anne-Lise Lierville et Julia Grignon).

**12 mars : Conférence « Les relations militaires entre la Chine et l'Amérique du Sud : des intérêts convergents ? », avec Iris Marjolet, doctorante INALCO.**



Iris Marjolet, doctorante en science politique à l'INALCO, a présenté son travail de recherche sur les relations militaires entre la Chine et l'Amérique du Sud à l'École militaire. Sa recherche repose sur un travail de terrain effectué de 2016 à 2022 : en Chine pour consulter des corpus de documents portant sur les questions de défense, ainsi qu'en Amérique latine, plus spécifiquement en Argentine, Chili et Pérou. Les recherches d'Iris Marjolet analysent la formulation et la mise en œuvre de la diplomatie de défense chinoise dans la région et particulièrement au Chili et en Argentine. Elle souligne l'importance de mener cette recherche en partant du point de vue de ces pays, de leurs attentes et de leurs propres

positionnements régional et international. Si elle confirme une recrudescence depuis ces cinq dernières années de la diplomatie militaire chinoise dans cette région, elle tend à souligner que les gouvernements de ces pays ne sont pas, pour l'instant, aussi intéressés par ce type d'échanges que peuvent l'être, par exemple, les pays africains.

**12 mars : Journée des attachés de défense.**



Le 12 mars, l'IRSEM a eu l'honneur, comme l'année dernière, de recevoir les futurs attachés de défense (AD) dans le cadre de leur stage de formation avant prise de fonction. Emmenés par le colonel Deponcelle (DGRIS), les 55 futurs AD ont été accueillis par [Élie Baranets](#), chercheur sécurité internationale à l'IRSEM, qui a également organisé leur après-midi à l'institut. [Wendy Ramadan-Alban](#), déléguée au développement international et aux relations institutionnelles à l'IRSEM, leur a présenté l'institut, après que le général Olivier Passot, fort de sa double expérience comme ancien attaché de défense et membre de l'IRSEM (aujourd'hui chercheur associé, il était auparavant directeur du domaine « Pensée stratégique »), leur a exposé les possibilités de coopération souhaitables et envisageables entre les parties présentes.

La délégation a ensuite été divisée en cinq groupes distincts, en fonction des lieux d'affectation des futurs attachés de défense, afin d'assister à des tables rondes animées par des chercheurs de l'IRSEM sur la base de leurs zones géographiques de compétence.



La table ronde « Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient » était animée par [Fatima Dazi-Héni](#) et [Sümbül Kaya](#) ; la table ronde « Afrique subsaharienne » par [Maxime Audinet](#) et [Alexandre Laurent](#) ; la table ronde « Asie » par [Benoît de Tréglodé](#), [Victor Violier](#) et [Carine Pina](#) ; la table ronde « Europe » par [Eveline Mathey](#), [Leonie Belk](#) et [Philippe Perchoc](#) ; la table ronde « Amériques » par [Maud Quessard](#).



**19 mars : Table ronde autour de l'ouvrage collectif « Les mondes du renseignement : approches, acteurs, enjeux » (PUF).**



Le 19 mars a eu lieu, à l'École militaire, une table ronde pour présenter l'ouvrage collectif *Les mondes du renseignement – Approches, acteurs, enjeux* (PUF), en présence de plusieurs des auteurs : [Paul Charon](#), Olivier Forcade, Fabien Laurençon et Damien Van Puyvelde. La discussion était modérée par Floran Vadillo.

Qu'est-ce que le renseignement ? Comment l'étudier ? Comment fonctionnent les services français, américains, russes, chinois, iraniens, nord-coréens et autres ? Quels sont les problèmes qui se posent pour le recueil, l'analyse, la police ? Comment faire face aux menaces cyber, au terrorisme, au contre-espionnage ? C'est à ces questions et à bien d'autres que ce livre s'efforce de répondre.

### 19 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le séminaire mensuel des jeunes chercheurs de l'IRSEM s'est tenu le 19 mars à l'École militaire. Il était consacré à la présentation des travaux de thèse de Marguerite Déon, doctorante en sociologie à l'EHESS, avec pour discutant Mathias Thura. Sa présentation, qui portait plus spécifiquement sur les débats autour des barèmes différenciés dans l'armée de terre, visait à répondre aux questions suivantes : Comment se fait-il que, malgré la mise en place de dispositifs favorisant l'intégration des femmes au sein de l'armée française, certaines spécialités militaires résistent au processus de féminisation ? Pourquoi, alors que semble progresser l'égalité entre hommes et femmes dans les sphères privées et professionnelles dans la société en général, y compris dans l'institution militaire, ce processus ne semble-t-il pas concerner les fonctions combattantes ? Comment expliquer l'inégale progression de la féminisation au sein de l'armée ?

Un des principaux arguments mobilisés par les militaires pour expliquer l'absence de femmes dans certains corps de métier plus combattants ou leur inégale distribution dans l'armée porte sur les capacités physiques des femmes. Jugées moindres, ou en tout cas insuffisantes, ces limites corporelles constituent un argument naturel, pragmatique, imparable et résistant à la division sexuelle du travail militaire. C'est donc dans un rapport entre le corps, le genre et le métier de combattant que semble se loger une clef de compréhension de la question suivante : pourquoi il n'y a pas ou très peu de femmes dans les unités dites combattantes. Pour mieux comprendre cette relation tripartite, Marguerite Déon a décidé d'étudier plus précisément la place du sport et des capacités physiques dans l'armée de terre. Élément constitutif de l'éthos militaire et particulièrement chez les terriens, le sport semble être un incontournable, surtout lorsque l'on se rapproche des spécialités combattantes. Il est donc bien à la croisée des trois critères essentiels ici : corps, sexe, combat.

**19 mars : Visite d'une délégation allemande.**



Le 19 mars l'IRSEM était très heureux d'accueillir le général de division Andreas Henne, commandant adjoint du Commandement de la défense territoriale de la Bundeswehr, pour parler des enjeux de défense nationale. Cette rencontre très intéressante et instructive, présidée par le général Philippe Delbos, a permis de fructueux échanges et offert la possibilité de présenter l'IRSEM et l'Académie de défense de l'École militaire à nos invités allemands.

**18-22 mars : Formation « Unlocking Russia ».**

*Unlocking Russia* est une formation d'une semaine dont l'objectif est de créer une communauté internationale de recherche et d'expertise de pointe sur l'enquête numérique comme nouveau mode de production de connaissances sur la Russie contemporaine. Dans un contexte de terrain russe empêché et inaccessible pour la majorité des chercheurs, cet enjeu est crucial non seulement pour la recherche académique mais aussi pour l'expertise et la prise de décision politique et stratégique.

Pour cette première édition, *Unlocking Russia* a formé vingt jeunes chercheurs (issus d'universités européennes et nord-américaines), notamment des doctorants, aux outils, protocoles et méthodes développés par le centre GEODE de l'université Paris 8. Il s'agit de favoriser l'émergence d'une communauté internationale d'experts travaillant à partir d'un socle méthodologique commun, bâti en grande partie en France. L'objectif ultime est de renforcer la position de la France en tant que pôle d'expertise sur la Russie et l'enquête numérique, et éventuellement d'explorer d'autres objets et pays sur lesquels l'enquête numérique est susceptible d'apporter une réelle plus-value stratégique. *Unlocking Russia* est un projet du collectif de recherche CORUSCANT (Collectif

de recherche sur la Russie contemporaine pour l'analyse de ses nouvelles trajectoires), la branche européenne du Russia Program de la George Washington University et dont l'IRSEM est partenaire.

Quatre jours de formation ont été organisés sur le campus Condorcet, suivis d'une journée à l'IRSEM. Lors de la conférence de clôture, [Maxime Audinet](#) et Kevin Limonier, les organisateurs de la formation, ont présenté le programme, ses résultats et ses perspectives. Cette conférence incarne l'un des axes de CORUSCANT, qui entend établir un dialogue fécond entre la communauté des chercheurs qui y participent et les décideurs politiques et experts intéressés par ces sujets au sein des institutions françaises et européennes.

**28 mars : Journée d'étude « Penser l'innovation et la rupture en temps de guerre », Cycle « Guerre, innovation et rupture technologique », IRSEM/SHD.**



Le Service historique de la Défense (SHD) et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont organisé une journée d'étude, « Penser l'innovation et la rupture technologique en temps de guerre », le jeudi 28 mars 2024 à l'École militaire.

Cette journée a été introduite par le directeur de l'IRSEM par intérim, [Benoît Rademacher](#), et par le directeur de la recherche historique du SHD, Walter Bruyère-Ostels. Ils ont mis en avant la communalité des travaux présents et futurs tout en précisant les contours techniques et de définition de l'innovation.

Le chef du pôle stratégie et technologies de défense à l'Agence de l'innovation de défense (AID), Laurent Vieste, invité d'honneur, s'est exprimé sur la place de l'innovation de défense au sein du ministère des Armées au regard des défis et des ambitions qu'elle comporte.

La première table ronde, « Doctrine et stratégie », a été modérée par Nicolas Mazzucchi qui, en guise d'ouverture, a engagé la réflexion sur les thèses du général André Beaufre. Jérôme Clech (Sciences Po Paris) a fait une démonstration sur la prospective stratégique, titre de son récent ouvrage. Laure Roucy de Rochegonde (Institut français des relations internationales, IFRI), quant à elle, a proposé une réflexion sur la notion de régulation des systèmes d'armes létales autonomes. Jeanne-Louise Roellinger (Centre de recherches internationales, CERI-CNRS – Sciences Po) discutante de la table ronde, a interrogé les intervenants sur la notion d'incertitude.

La seconde table ronde « Industrie et économie » a réuni autour d'[Océane Zubeldia](#) (IRSEM), Pascal Griset (Sorbonne Université) qui a interrogé la notion d'économie de guerre ; Jean Belin (Chaire Économie de défense-IHEDN) qui a mis en perspective la dualité de l'innovation et les défis à relever et Jean Plouviez (Centre de recherches en histoire internationale et atlantique, CHRIA Nantes) qui a pris pour exemple ses travaux de recherche pour penser l'innovation technique navale en contexte préindustriel.



Enfin, la troisième table ronde « Droit et éthique » a été animée par Gilles Ferragu (SHD). Ces derniers échanges ont permis de croiser les réflexions de Romain Desjars Keranrouë (Inspection générale des armées, IGA) sur le combattant et les défis liés à la distance, ainsi que celles de [Clotilde Bômont](#) (IRSEM) au sujet de la numérisation et des efforts organisationnels correspondants, et de Louis Perez (Université Panthéon-Assas) sur la thématique de l'intelligence artificielle (IA) au regard du droit et de l'éthique.

Le deuxième session de ce cycle « Guerre, innovation et rupture technologique » (2024-2025), qui comprend quatre journées d'études aura lieu à l'automne 2024.

**28 mars : Présentation du livre d'Olivier Schmitt, « Préparer la guerre : Stratégie, innovation et puissance militaire à l'époque contemporaine » (PUF).**



À l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Préparer la guerre : Stratégie, innovation et puissance militaire à l'époque contemporaine* (PUF), l'IRSEM a organisé le jeudi 28 mars 2024 une conférence avec son auteur, Olivier Schmitt. Titulaire d'un doctorat en science politique et professeur au Center of War Studies à l'université du Sud au Danemark, Olivier Schmitt était discuté par le Dr Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'IFRI, tandis que la conférence était modérée par le [Dr Élie Baranets](#), chercheur Sécurité internationale au sein de l'IRSEM.

Durant sa présentation, Olivier Schmitt a tout d'abord défini le changement militaire comme les « modalités et processus d'évolution des forces armées affectant leur efficacité opérationnelle », le rattachant à la stratégie des moyens et la stratégie organique d'Hervé Coutau-Bégarie. Expliquant que la littérature scientifique est très fragmentée sur ce sujet, *Préparer la guerre* cherche à créer un dialogue interdisciplinaire. Il donne aussi une grille d'analyse pour que le changement militaire soit mieux compris par des professionnels ou par des citoyens intéressés. Élie Tenenbaum salue le livre qu'il qualifie d'ouvrage théorique majeur n'hésitant pas à entrer dans des exemples empiriques passionnants.

Olivier Schmitt évalue le changement militaire selon quatre éléments : la doctrine, le matériel, la structure et les pratiques. Il distingue alors quatre degrés de changements touchant ces éléments. Le plus fréquent mais le moins important est l'ajustement. Il correspond à un changement de pratique au sein de l'unité, ne demandant pas de validation hiérarchique ni de ressources extérieures. Ces deux composantes sont en revanche nécessaires

pour le deuxième degré qu'est l'adaptation. L'adaptation ne crée pas cependant de changement dans les missions de l'unité. L'innovation, contrairement aux deux autres degrés, est beaucoup plus rare et se différencie par une conceptualisation en amont avec généralement un sponsor très actif. À la fin du processus, les missions et les pratiques changent. Olivier Schmitt rappelle qu'une innovation crée toujours des « gagnants » et des « perdants ». Enfin, la rupture est le changement militaire le plus radical. Souvent imposé par l'extérieur, elle change la nature d'une armée et de ses missions.

Olivier Schmitt remarque quatre mécanismes employés pour effectuer ces changements : le contournement des capacités adverses, l'apprentissage, la diffusion, volontaire ou non, et la contrainte. Ces mécanismes se conjuguent à ce qu'il appelle des configurations d'acteur. Leur rencontre crée alors un certain degré de changement. Il s'agit du système international, des relations civilo-militaires, de la technologie, des dynamiques internes des armées et de l'épreuve du feu.

La construction d'un cadre conceptuel permet à Olivier Schmitt de tirer plusieurs enseignements sur le changement militaire comme la nécessité de désigner clairement un ennemi ou bien de disposer d'une organisation flexible. Il précise également qu'il ne fait pas une théorie prédictive. Enfin, il affirme que le changement n'est pas une garantie du succès militaire et que le rôle de la chance ne doit pas être oublié.

La discussion qui a suivi la présentation a porté sur des thèmes variés notamment la possibilité d'établir des liens entre les configurations et les degrés de changement, les possibles résistances et enfin la dimension française du changement militaire.

**Mathéo BOCCOZ**

## IRSEM-EUROPE

**L'antenne IRSEM-Europe, inaugurée depuis peu, a déjà eu un mois de mars bien rempli.**

### **7 mars : Visite des étudiants de Rennes.**

L'antenne bruxelloise a eu le plaisir d'accueillir des étudiants en Master 2 droit de l'Union européenne, de l'Université de Rennes, une occasion parfaite de faire découvrir l'IRSEM aux étudiants ainsi que de contribuer à la relève stratégique. [Philippe Perchoc](#), chef de l'antenne et spécialiste des États baltes, a présenté quelques éléments de défense et stratégie mis en place dans l'Europe de l'Est. Les étudiants ont également eu l'opportunité de rencontrer Solène Jomier, chargée de recherches au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) qui leur a présenté cette organisation. Lors de cette visite, les étudiants ont eu un aperçu du monde de la recherche et reçu quelques conseils quant à leur avenir.

### **8 mars : Visite d'une délégation singapourienne (RSIS).**

Le vendredi 8 mars, une délégation du centre de recherche singapourien S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) s'est rendu à l'IRSEM-Europe. Le Dr Sinderpal Singh, directeur adjoint, ainsi que ses collègues Nishant Rajeev et Tsjeng Zhizhao Henrick ont d'abord découvert l'École militaire à Paris avant de se familiariser avec l'antenne bruxelloise de l'IRSEM. Après une visite des nouveaux bureaux, une discussion avec des spécialistes de l'Asie du Sud-Est s'est engagée, traitant notamment des stratégies indopacifiques de l'Union européenne et des États européens ainsi que leurs réponses aux stratégies indopacifiques des États-Unis, de l'Inde et du Japon. L'échange s'est prolongé par une discussion sur les réponses des pays de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) à ces stratégies et politiques indopacifiques.

### **15 mars : Échange sur l'évolution de l'industrie des drones et la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense en Ukraine en collaboration avec Eastern Circles.**

L'antenne a organisé le 15 mars un échange sur l'évolution de l'industrie des drones et la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense en Ukraine. Mariia Berlinska, responsable de Dignitas Ukraine et opératrice de drones de reconnaissance aérienne, et Olena Tregub, directrice de NAKO (le Comité indépendant de défense anti-corrup-

tion), ont pu partager leurs connaissances approfondies sur le sujet et s'entretenir avec les différents participants. Cet événement était organisé en collaboration avec Eastern Circles, le think tank sur l'énergie et la défense en Ukraine.

**19 mars : Séminaire « L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique. De la Terre à la Lune, et au-delà », avec Béatrice Hainaut.**

Le mardi 19 mars, le premier séminaire de l'IRSEM-Europe portait sur « [L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique. De la Terre à la Lune, et au-delà](#) ». La capitaine [Béatrice Hainaut](#), chercheuse à l'IRSEM, a pu présenter son travail et échanger avec tous les participants, ce qui a donné lieu à des discussions passionnantes. Ce séminaire a été l'occasion de démontrer aux participants les ambitions de l'IRSEM-Europe en inaugurant ce nouveau lieu dédié au dialogue stratégique.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS, DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS



**Maxime AUDINET**

- Invité à l'émission [Un œil sur le monde](#), présentée par Julien Arnaud, TF1, 29 février 2024.

- Invité à l'émission *Les dessous de l'info*, présentée par Sophie Malibeaux, « [La fabrique de l'influence dans un État autoritaire : le cas de la Russie](#) », RFI, 1<sup>er</sup> mars 2024.

- Publication : *Un média d'influence d'État : Enquête sur la chaîne russe RT*, INA, mars 2024, 358 p.

- Article : « [RT et Sputnik : comment les médias internationaux russes se restructurent après leur interdiction dans les pays occidentaux](#) », *The Conversation*, 6 mars 2024.

- Auditions au Sénat, « [Quelle résilience face aux manipulations de l'information ?](#) », 7 mars 2024.

- Cité par Thomas Eydoux et Morgane Le Cam, « [African Initiative, le nouveau réseau de propagande russe en Afrique après le démantèlement de Wagner](#) », *Le Monde*, 7 mars 2024.

- Modération lors de la journée d'étude « [Leviers et théâtres de l'influence russe de l'Ukraine au Sud global](#) », Université Paris Nanterre, Campus Condorcet, 8 mars 2024.

- Interviewé par Alexandra Klinnik, *Méta-Média*, « [RT, ex-Russia Today : Le cheval de Troie de l'influence russe](#) », France Info, 9 mars 2024.

- Présentation du livre *Un média d'influence d'État : Enquête sur la chaîne russe RT*, Bar 61, 9 mars 2024.

- Intervention : « [Stratégies narratives des États autoritaires et démocratiques](#) », au Paris Defence and Strategy Forum (PDSF) d'Academ, École militaire, 14 mars 2024.

- Formation « Unlocking Russia » : organisation de la semaine de formation en partenariat IRSEM/GEODE ; intervention et atelier d'une journée sur l'analyse textuelle et lexicométrique dans les études russes ; journée de restitution auprès d'acteurs institutionnels à l'IRSEM (MinArm, Quai d'Orsay, Élysée), 18-22 mars 2024.

- Cité dans « [Europe Battles 'Avalanche of desinformation' from Russia](#) », *Financial Times*, 21 mars 2024.

- Invité à l'émission *Leçon de géopolitique du Dessous des cartes*, « [La propagande selon Poutine](#) », Arte, 22 mars 2024.

- Invité à l'émission *En quête de politique*, série « Le poutinisme », « [Le poutinisme : une singulière fascination française](#) », France Inter, 23 mars 2024.



### Élie BARANETS

- Organisation de la rencontre des futurs attachés de défense avec les chercheurs de l'IRSEM, École militaire, 12 mars 2024.

- Organisation de la conférence de présentation du livre d'Olivier Schmitt *Préparer la guerre*, École militaire, 28

mars 2024.



### Clotilde BÔMONT

- Intervention lors de la journée d'étude « Guerre, innovation et rupture technologique » organisée par l'IRSEM et le SHD, Paris, École militaire, 28 mars 2024.



### Paul CHARON

- Publication : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (dir.), *Les mondes du renseignement. Approches, acteurs, enjeux*, Paris, PUF, 2024.

- Intervention au cours du débat à la suite de la projection du documentaire « Comment la Chine nous espionne », [Le monde en face](#), France 5, 3 mars 2024.

- Cité par Rémy Bourdillon, « [Ces influenceurs étrangers qui servent la soupe à la Chine](#) », *Slate*, 5 mars 2024.

- Intervention : conférence-débat autour du livre *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, organisé par le Comité interuniversitaire des Nations unies de Paris, 5 mars 2024.

- Cité par Charles Jaigu, « [Quand la Chine rejoue la guerre des civilisations](#) », *Le Figaro*, 7 mars 2024.

- Conférence : présentation du livre *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, dans le cadre du cours d'Olivier Forcade, Sorbonne, 12 mars 2024.

- Cité par Arnaud Vaulerin, « [Trois livres pour raconter la Chine à l'heure des grandes manœuvres de Xi Jinping](#) », *Libération*, 13 mars 2024.

- Modération de la table ronde sur les fictions dans les armées autour du livre *Black Trends*, Paris Defence and Strategy Forum, École militaire, 13 mars 2024.

- Organisation de la table ronde sur les stratégies discursives et narratives des États autoritaires et démocratiques ; présentation : « Les stratégies d'influence informationnelle de la Chine dans la campagne électorale américaine », Paris Defence and Strategy Forum, École militaire, 14 mars 2024.

- Cité par Tanguy Salanville, « Vers l'interdiction de TikTok aux États-Unis : la (très) réelle influence chinoise sur la plateforme », *Marianne*, 14 mars 2024.

- Cité par Alexandre Sirois, « Faut-il interdire TikTok de ce côté-ci de la frontière ? », *La Presse*, 18 mars 2024.

- Participation au panel « Chine-Occident : la guerre cognitive aura-t-elle lieu ? », organisé par l'INALCO, Asia Society, Asialyst et l'IRSEM, 18 mars 2024.

- Cité par Philippe Rioux, « Approches, acteurs, enjeux, secrets, guerre hybride : plongée au cœur des services de renseignement dans le monde », *La Dépêche*, 18 mars 2024.

- Organisation de la table ronde autour de la parution du livre *Les mondes du renseignement. Approches, acteurs, enjeux*, École militaire, 19 mars 2024.

- Conférence débat avec des lycéens après la projection du documentaire *TikTok, l'ombre chinoise*, La fabrique du mensonge, organisée par Lumni, Forum des images, 19 mars 2024.

- Conférence sur les opérations d'influence chinoises au profit des conseillers du commerce extérieur, Paris et en ligne, 19 mars 2024.

- Conférence : « Les innovations méthodologiques en matière d'analyse prospective », Académie du renseignement, 25 mars 2024.

- Accueil d'une délégation de l'Institute for National Defence and Security Research, École militaire, 29 mars 2024.



### Fatiha DAZI-HÉNI

- Présentation [visio-conférence] : « Regional dilemmas of the Saudi – Emirati Competitive Search for Autonomy » (IRSEM, Paris), discutant Dr Mate Szalai (Ca' Foscary University,

Venise) ; discutante de la présentation « Analysis of the Economic Potentiel of Israel-Saudi Arabia Relations » par Dr Tossi Mann et Dr Gedaliah Afterman, Abba Eban University (Israël), Gulf Studies Symposium, Georgetown University, Washington DC, 4 et 5 mars 2024.

- Réunion sur le rôle de l'Inde au Moyen-Orient avec le chercheur indien Anant Mishra, Visiting Fellow au International Centre for Policing and Security, University of South Wales, 15 mars 2024.

- Conférence : « Pourquoi les économies du Monde arabe restent globalement à la marge du développement et de la mondialisation », dans le cadre d'un programme de Master transverse à sciences Po Lille, « Échanges et perspectives économiques : Espace Asie – Moyen-Orient », 26 mars 2024.

- Publication : « [La guerre à Gaza et le retour de la question palestinienne – Quels impacts sur le rôle de l'Arabie saoudite et sur les accords Abraham ?](#) », Note de recherche 142, IRSEM, 26 mars 2024.



**Julia GRIGNON**

- Citée dans « [Guerre à Gaza : que dit le droit international sur les déplacements de population ?](#) », *La Croix*, 26 février 2024.

- Invitée à l'émission *28 Minutes*, « [Comment stopper la catastrophe humanitaire à Gaza ?](#) », Arte, 5 mars

2024.

- Co-organisatrice du cycle de séminaires, « Neutralité et conflits armés », IRSEM/Centre Thucydide, 6 et 20 mars 2024.

- Article : « [Le droit international humanitaire, une question vitale d'équilibre](#) », *Sciences humaines*, 8 mars 2024.

- Invitée à l'émission *C'est encore mieux l'après-midi*, « [Le bateau d'aide humanitaire et alimentaire est arrivé à Gaza](#) », Radio Canada, 15 mars 2024.

- Article : avec Amélie Férey (IFRI), « [Le droit international est mort, vive le droit international](#) », AOC, 18 mars 2024.

- Intervention au Webinaire International Law and the Violence in Israel/Palestine, Syracuse University, 19 mars 2024.

- Entrevue : « [Le patron de l'UNRWA interdit d'accès à Gaza](#) », *Tout un matin*, Radio Canada, 19 mars 2024.

- Invitée du petit matin, France info, 19 mars 2024.

- Intervention à la soirée débat spéciale « [Gaza, désastre en direct](#) », en collaboration avec Médecins du monde, #AuPoste, 26 mars 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Présentation de ses travaux sur les politiques spatiales au cours de la visite de la délégation de la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) de la Nanyang University of Singapour, IRSEM, 4 mars 2024.

- Interviewée pour l'émission Smart Space, « [Spatial : la France se tourne vers la Chine !](#) » BSMART TV, 15 mars 2024.

- Séminaire de présentation de son étude « [L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique – De la Terre à la Lune, et au-delà](#) », IRSEM-Europe, Bruxelles, 19 mars 2024.



**Sümbül KAYA**

- Participation à la formation des attachés de défense, École militaire, 12 mars 2024.

- Participation au groupe de travail Turquie/Russie de l'ANR Calot sur les enjeux d'une comparaison entre les intellectuels, les artistes et les syndicalistes, en ligne, 19 mars 2024.

- Participation au comité de rédaction de la revue *European Journal of Turkish Studies*, 20 mars 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Intervention au séminaire de recherche en histoire des relations internationales du professeur Olivier Forcade, Sorbonne Université, 19 mars 2024.



**Alexandre LAURET**

- Intervention dans le cours de Sümbül Kaya à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 26 février 2024.

- Participation à la table ronde « Les trajectoires du développement » dans

le cadre du séminaire du LADYSS/Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, 5 mars 2024.

- Participation à la table ronde « Les intermédiaires de la migration » dans le cadre du séminaire Migrinter de l'Université de Poitiers, Poitiers, 18 mars 2024.

- Modérateur de la table ronde « Les Afriques en mouvements : vers de nouveaux partenariats géopolitiques ? » dans le cadre du Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM), Paris, 21 mars 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Invitée à l'émission *Affaires étrangères*, animée par Christine Ockrent, « [Russie : le simulacre de l'élection présidentielle](#) », France Culture, 9 mars 2024.

- Invitée à l'émission *Géopolitique* de Marie-France Chatin, « [Présidentielle russe : un faux scrutin](#) », RFI, 9 mars 2024.

- Invitée à l'émission *Géopolitique* de Marie-France Chatin, « [Présidentielle russe : Poutine en guerre civilisationnelle avec l'Occident](#) », RFI, 10 mars 2024.

- Article : « [Un nouvel impérialisme masqué : Poutine et le retour de la rhétorique anticoloniale](#) », *Le Grand Continent*, série « Violences impériales : l'actualité russe du passé soviétique » dirigée par J. Cadiot et C. Marangé, 10 mars 2024.

- Intervention au séminaire « Ukraine, quelles adaptations après deux ans de guerre ? », Paris Defense and Security Forum, École militaire, 13 mars 2024.

- Interview avec le général Vincent Breton, Cafés stratégiques, par Eric Chol, directeur de *L'Express*, 13 mars 2024.

- Participation au séminaire sur les transformations de la défense territoriale, en présence du général Henne de l'armée allemande, 19 mars 2024.

- Intervention sur la guerre en Ukraine et la sécurité de l'Europe au bénéfice des officiers de l'armée de l'Air et de l'Espace en formation au CEMSAIR, 21 mars 2024.



**Florian OPILLARD**

- Présentation dans le séminaire du groupe de recherche sur la géographie des mobilisations, organisé par Pr Fabrice Ripoll, Université Paris Est-Créteil, 4 mars 2024.

- Co-organisation avec Victor Violier du séminaire de recherche du domaine « Défense et société » ; intervention de Nicolas Alfano sur les pratiques de commandement en gendarmerie départementale, 5 mars 2024.

- Participation au séminaire du Crisis Lab, Sciences Po Paris, 11 mars 2024.

- Participation au séminaire de sociologie militaire co-organisé par Mathias Thura et Elyamine Settoul, IRSEM, 19 mars 2024.

- Intervention auprès des élèves-officiers de l'académie de Saint-Cyr Coëtquidan sur la sécurité climatique et la gestion de crise, 25 mars 2024.



**GBR Olivier PASSOT (associé)**

- Interview par Anthony Saint-Léger, « [Guerre Israël-Hamas : vers l'ouverture d'un nouveau front ?](#) », France 24, 6 mars 2024.



**Carine PINA**

- Accueil et échanges avec la délégation du RSIS/Nanyang Technological University/Singapour, École militaire, 4 mars 2024.

- Organisation du séminaire Asie2/AAMO, « Les relations militaires entre la Chine et l'Amérique du Sud : Des intérêts convergents ? », avec Iris Marjolet, École militaire, 12 mars 2024.

- Publication : « [La Chine et les opérations militaires autres que la guerre \(军队非战争军事行动\) à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?](#) », Étude 115, IRSEM, 18 mars 2024.

- Échanges avec la délégation allemande conduite par le général de division Andreas Henne, commandant adjoint du Commandement de la défense territoriale de la Bundeswehr, pour parler des enjeux de défense nationale, 19 mars 2024.

- Conférence sur les relations internationales de la République populaire de Chine, ICP, M1, FASSE, 22 mars 2024.

- Échanges avec la délégation de l'Institute for National Defence and Security Research (INDSR – Taïwan), 29 mars 2024.



**Malcolm PINEL**  
(associé)

- Communication : « La stratégie russe au Moyen-Orient au travers de l'emploi de la puissance aérienne russe en Syrie », journée d'étude « Leviers et théâtres de l'influence russe : de l'Ukraine au "Sud global" », Panel 2 « Vecteurs de l'influence russe dans le reste du monde », Université Paris Nanterre – CRPM, Campus Condorcet, Aubervilliers, 8 mars 2024.



**Maud QUESSARD**

- Interview par Felix D'Orso, « Menaces de Donald Trump contre l'OTAN, il faut renforcer le pilier européen de l'OTAN », *Le Parisien*, 3 mars 2024.

- Présentation : « La lutte informationnelle aux États-Unis », avec Laurent Cordonnier, directeur de la recherche à la Fondation Descartes, Cercle Jefferson, Palais-Royal, Paris, 5 mars 2024.

- Audition devant la Commission d'enquête « Influences étrangères », Commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées du Sénat, 7 mars 2024.

- Jury de soutenance de thèse de Marilia Ferreira Maciel, « The securitization of information and communication technologies and services (ICTS) in the context of Sino-American relations in tension: The cases of Huawei and New IP (2012-2023) », sous la direction du Pr Divina Frau-Meighs, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, École doctorale Montaigne Humanités, Université de Bordeaux 3, 13 mars 2023.

- Présidence et modération de la table ronde « La compétition des récits stratégiques des États autoritaires ou démocratiques », avec Paul Charon, Maxime Audinet et Amélie Férey, Paris Defense and Strategy Forum 2024 (PDSF), École militaire, 14 mars 2024.

- Présidence et modération de la table ronde « Les évolutions actuelles et à venir de l'architecture de sécurité transatlantique et les relations entre l'OTAN, l'UE et le NORAD », en partenariat avec France Canada, RAS, ENAP, WIIS ; intervenantes : Johanna Möhring, Centre Thucydide, Université de Paris II, Jeanne Laterrade, sous-directrice Europe de la défense, DGRIS, ministère des Armées,

Chantal Lavallée, professeure du Collège militaire royal de Saint-Jean au Canada, Sylvie Bermann, ambassadrice de France, présidente du conseil d'administration de l'IHEDN, Mme la députée Wiśniewska, membre de la commission Défense à la Diète, Paris Defense and Strategy Forum 2024 (PDSF), École militaire, 14 mars 2024.



**Virginie SALIOU**

- Invitée à l'émission de Marie-France Chatin, *Géopolitique*, « [Insécurité maritime dans le golfe de Guinée : quels défis ?](#) », RFI, 17 mars 2024.

- Intervention « Women's leadership in the French Defence Domain », CSW 68, UN Women, 21 mars 2024.

- Invitée à l'émission de Marie-France Chatin, *Géopolitique*, « [Golfe de Guinée : le fléau de la pêche illicite](#) », RFI, 24 mars 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Organisation d'un séminaire de sociologie, « Ce que la sociologie du milieu militaire dit sur la sociologie », séminaire fermé, domaine « Défense et société », IRSEM, 9 mars 2024.



**Arthur STEGER-KICINSKI**  
(doctorant associé)

- Présentation : « Femmes et guerres », Club Phoenix, DGRIS, 18 mars 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Recension de l'ouvrage de Yves Duchère, *Vietnam et États voisins. Géopolitique d'une région sous influences* (Armand Colin, 2023), dans *Politique étrangère*, printemps 2024.

- Cité dans une dépêche de l'AFP reprise par plusieurs médias français et internationaux, « Vietnamese president resigns amid major graft purge », 20 mars 2024.

- Cité par Yann Rousseau, « [Au Vietnam, la bataille pour la direction du Parti communiste s'accélère](#) », *Les Échos*, 22 mars 2024.

- Invité du journal en vietnamien de RFI pour commenter l'éviction du président vietnamien, 25 mars 2024.



#### Océane ZUBELDIA

- Intervention : MOOC « La géopolitique des technologies », laboratoire de sécurité & défense du CNAM, France Université Numérique, Paris, 20 mars 2024.

- Intervention : Table ronde 1 « Le drone : de plus en plus redoutable en temps de guerre ? », Journée drones Aerospace Valley, Tarbes, 27 mars 2024.

- Co-organisation avec le Service historique de la défense (SHD) d'une journée d'étude « Penser l'innovation et la rupture en temps de guerre » qui s'inscrit dans un cycle de quatre journées d'études « Guerre, innovation et rupture technologique » (2024-2025), École militaire, 28 mars 2024.

- Discutante de la table ronde 2 « Industrie et économie », journée d'étude « Penser l'innovation et la rupture en temps de guerre », École militaire, 28 mars 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### COMPÉTITION DE PUISSANCE

**Simon Miles, « [We All Fall Down: The Dismantling of the Warsaw Pact and the End of the Cold War in Eastern Europe](#) », *International Security*, 2024, 42 (3), p. 51-85.**

Dans un article récemment paru dans la revue *International Security*, Simon Miles tente de mesurer l'influence sur la compétition de puissance d'États autres que les grandes puissances. Intitulé « We All Fall Down: The Dismantling of the Warsaw Pact and the End of the Cold War in Eastern Europe », l'article s'intéresse plus précisément aux poids des États non soviétiques au sein du pacte de Varsovie. À l'aide de nouveaux éléments d'archives tchèques, allemandes, hongroises, polonaises et roumaines, Miles repense la diplomatie est-européenne de la fin de la guerre froide soulignant que les superpuissances n'ont pas été les seules à façonner les événements au cours de cette période charnière. De 1989 à 1991, les États de l'alliance autres que l'URSS considèrent que les bouleversements récents sur la scène internationale rebattent les cartes : leur relation avec l'Union soviétique, matérialisée par l'alliance politico-militaire du pacte de Varsovie, les handicape dans le monde de l'après-guerre froide dans lequel ils se projettent. Les responsables politiques d'Europe de l'Est décident de détruire le pacte de Varsovie qui les liait à l'Union soviétique, préférant s'aligner sur l'Europe de l'Ouest. Ils ont également cherché à exclure l'Union soviétique de l'architecture de sécurité européenne, y compris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ils recherchaient la sécurité et voulaient se prémunir contre une prise de pouvoir par la ligne dure en Union soviétique, mais leur objectif premier était de profiter des avantages économiques de l'Occident.

Élie BARANETS

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Yahia H. Zoubir, *Routledge Companion to China and the Middle East and North Africa*, Routledge, 2023, 466 p.**

Dans *Routledge Companion to China and the Middle East and North Africa*, Yahia H. Zoubir, professeur d'études internationales et directeur de recherche en géopolitique à la KEDGE Business

School, réussit un tour de force en réunissant les travaux de pas moins de trente-neuf universitaires du monde entier – de Chine, du Moyen-Orient, d'Afrique, des États-Unis, d'Europe et d'Asie. Ouvrage de type encyclopédique, il permet de croiser différents domaines d'expertise, allant des relations internationales et de l'économie à la puissance militaire et à la géopolitique, en passant par les domaines de l'énergie, du nucléaire, des politiques publiques et du tourisme. Les contributeurs proposent ainsi un recueil extrêmement complet, regorgeant de chiffres, de détails et d'analyses à propos de l'implication croissante de la Chine dans la région MENA. Un ouvrage recommandé à qui-convue s'intéresse à ces enjeux.

Durant la dernière décennie, les relations entre la Chine et le Moyen-Orient se sont considérablement accrues, en partie grâce à l'impulsion donnée par Xi Jinping dès son arrivée au pouvoir en 2013. Les activités chinoises dans la région ont longtemps été principalement motivées par la préservation de leurs intérêts énergétiques et économiques. Cependant, comme l'explique Manochehr Dorraj dans son chapitre intitulé « The Belt and Road Initiative and China's Expanding Ties with West Asia and North Africa », la Chine se transforme en un acteur politique et sécuritaire dans la région et on a pu constater une très forte expansion des liens à d'autres domaines, notamment depuis le lancement de la *Belt and Road Initiative*.

Dans le chapitre intitulé « China Infrastructure Construction in the Middle East », Chuchu Zhang présente les spécificités de la politique étrangère chinoise dans la région MENA. L'investissement dans des infrastructures est le principal moteur de la diplomatie économique chinoise. La Chine cherche à accroître son engagement économique et politique dans la région en promouvant un modèle de coopération sud-sud fondée sur une logique d'économie « gagnant-gagnant », une stratégie qui séduit dans un Moyen-Orient qui cherche à trouver des alternatives aux États-Unis dans leurs partenariats. Aussi, la Chine observe une politique de « res-

pect de la non-intervention dans les affaires intérieures » qui lui offre la possibilité d'entretenir des liens avec des pays rivaux, à l'instar de l'Arabie saoudite et de l'Iran. Par ailleurs, dans un contexte de désengagement américain et d'instabilité régionale, on a pu constater ces dernières années un accroissement de la contribution chinoise à la sécurité régionale pour la préservation de ses intérêts, comme le démontre Lisa Watanabe dans le chapitre « China as a Geo-economic and Security Actor in the MENA Region ». Andrea Ghiselli explique qu'effectivement la Chine s'efforce de passer du discours aux actes en s'engageant de manière plus concrète et active dans la région, tant dans le domaine politique que sécuritaire, étayant ainsi sa stratégie de reconnaissance de grande puissance. Jiuzhou Duan et Shiyu Hao interrogent quant à eux la capacité de la Chine à maintenir sa politique de « non-intervention » et de « neutralité » dans un contexte régional nécessitant un engagement plus proactif de sa part. Cependant, même si la Chine gagne en influence dans la région, elle participe davantage au développement de la multipolarité dans la région MENA qu'à un remplacement des États-Unis comme puissance étrangère dominante. Enfin, la dernière partie, axée sur les relations de peuples à peuples, traite des questions des diasporas chinoises, de l'expansion du tourisme et de l'essor relativement récent des échanges universitaires.

L'ouvrage permet ainsi d'acquérir un socle de connaissances et de compréhension des relations pays par pays au Moyen-Orient et en Afrique avec la Chine. On regrette cependant qu'il ne puisse pas prendre en compte certains éléments d'actualité qui manquaient à l'analyse, mais un tel travail serait alors sans fin.

**Romane REYNAUD**

## À VENIR

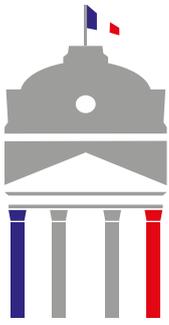
**12 avril : Cycle « Ambitions arctiques », 1. « Ambitions arctiques nord-américaines », École militaire, amphithéâtre des Vallières, 13h30-15h30. [Inscription](#).**



À travers ce cycle de conférences, il s'agit de questionner les ambitions des grandes puissances positionnées sur les enjeux arctiques, principalement la Russie, les États-Unis, le Canada, l'Union européenne et la Chine – en mettant tout à la fois en perspective leurs visions et stratégies politiques et les moyens concrets alloués à l'atteinte de leurs objectifs : développement de bases hybrides, ouverture de routes, exercices de démonstration de forces... Ces rencontres ne feront pas l'économie de l'étude des grandes tensions géopolitiques de la zone : statut juridique des détroits, alliances politico-militaires, militarisation, exploitation des ressources, impacts du changement climatique. Elle visera néanmoins à préciser clairement ce que chacun entend par « intérêt géopolitique » de l'Arctique afin de dessiner une cartographie des ambitions

arctiques et de déterminer la place de cette région dans les compétitions de puissance. Nous verrons ainsi qu'une large part des politiques arctiques, qu'elles soient produites par les États arctiques ou qu'elles relèvent d'États tiers, asiatiques ou européens, est d'abord motivée par une approche environnementale. La sécurité environnementale, intimement liée aux développements d'activités économiques favorisées par le changement climatique, constitue alors une entrée commune pour la poursuite d'intérêts autres, économiques ou militaires. En outre, alors que les représentations de l'Arctique renvoient régulièrement à un espace de tensions au cœur des enjeux de puissance et de remilitarisation du monde, cette région est pourtant depuis la fin de la guerre froide caractérisée par la coopération, motivée par « l'exception arctique ». Toutefois, les escalades sécuritaires en Arctique se présentent de plus en plus comme le reflet de l'augmentation des tensions à l'échelle mondiale, sans pour autant occulter les intérêts militaires propres à la région. Ce cycle de conférences cherchera à mettre en lumière la nature des rivalités arctiques afin de comprendre dans quelle mesure l'exception sécuritaire arctique est aujourd'hui remise en cause. Pour répondre à ces questions, cette première conférence se focalisera sur les ambitions arctiques nord-américaines et visera à spécifier les ambitions du Canada et des États-Unis en Arctique. De quel ordre sont-elles ? Se construisent-elles en réaction des ambitions des autres puissances ? Pour des intérêts propres ? Au-delà des stratégies et des effets d'annonce, comment se traduisent concrètement ces ambitions ?

Intervenants : Dr Stéphanie Pezard, chercheuse à la RAND, États-Unis ; Pr Frédéric Lasserre, Université Laval, Canada ; discutante : [Dr Virginie Saliou](#), chercheuse à l'IRSEM, France.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Avril 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs et des doctorants

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 14\)](#)

États-Unis, Politique étrangère

## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE

**Océane Zubeldia a été nommée directrice du domaine « Armement et économie de défense » (AED).**



Docteure en Histoire des techniques et de l'innovation (Université Sorbonne Paris-IV), chercheuse à l'IRSEM depuis 2014 dans le domaine AED, Océane Zubeldia travaille sur les questions liées aux drones, aux politiques d'emploi et industrielles et aux green tech. Elle est l'auteur de l'ouvrage *Histoire des drones*,

Perrin, 2012.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



**Note de recherche 143 – 8 avril.**

« [L'obligation de loyauté envers la Constitution des soldats de la Bundeswehr et l'obligation de réserve des soldats français – Deux mécanismes d'encadrement des comportements antidémocratiques au sein des forces armées](#) », par Leonie Belk, 19 p.

À l'heure où les sociétés européennes enregistrent une flambée des tendances populistes, voire antidémocratiques, la question de leurs conséquences sur la Bundeswehr et l'armée française se pose de plus en plus. Dans ce contexte, les réglementations et les mécanismes de prévention et de lutte contre les comportements antidémocratiques de certains soldats jouent un rôle important. Cette note met en lumière les origines des actes antidémocratiques répertoriés en France et en Allemagne et compare l'obligation de loyauté envers la Constitution des soldats allemands à l'obligation de réserve des militaires français. Ensuite, les conséquences disciplinaires de la violation de ces deux obligations par de tels comportements sont examinées.



**Étude 116 – 12 avril.**

« Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l’engagement », par Anne Muxel, 96 p.

La guerre se rappelle à nous aux confins de l’Europe et elle est un sujet de pré-occupation omniprésent en bien des endroits du monde, notamment avec le

conflit de haute intensité qui se déroule au Proche-Orient. La France n’a cessé d’engager ses soldats dans de nombreuses opérations tout au long de ces dernières décennies, mais la probabilité de mobilisations plus importantes en lien avec la guerre en Ukraine s’impose désormais dans les esprits comme dans les états-majors politiques et militaires.

Cette étude rend compte de la perception que les jeunes Français ont de ce contexte où le fait guerrier retrouve une actualité et où le lien armée-nation suppose des engagements de la part des militaires et des facultés de résilience au sein de la société civile.

Quelles représentations et connaissances ont-ils de la guerre ? Quelle est la place de celle-ci dans leurs préoccupations présentes et dans la façon dont ils envisagent le futur de nos sociétés ? Comment en perçoivent-ils les risques individuels et collectifs ? Seraient-ils personnellement prêts à s’engager ? Comment et dans quelles limites ?

Sur la base d’une enquête quantitative inédite menée auprès d’un échantillon représentatif de la jeunesse française âgée de 18 à 25 ans, un ensemble de résultats fournit des réponses à ces interrogations et éclaire les relations et les dispositions des jeunes envers l’institution militaire ainsi que leur perception des conflits armés dans le monde d’aujourd’hui et de demain



**Report 110 – English version.**

« Establishing Norms of Behaviour in Outer Space – From the Earth to the Moon, and Beyond », by Béatrice Hainaut, 116 p. [Traduction de l’étude 110 parue en novembre 2023.]

The ongoing space revolutions (change in the relationship between state and private partners, access to space technologies eased for many players, technological developments, etc.) modify risks and threats space users are confronted with. It would be useless today to try to describe with certainty the space landscape of tomorrow, as developments are rapid and the consequences of the latter more or less known, understood and mastered.

Despite these uncertainties, it seems essential, for most of space-faring actors, to establish new norms in order to ensure the long-term sustainability of space, i.e. to perpetuate its use to be benefit of all. For this purpose, binding and non-binding norms are promoted through a number of initiatives with different formats like the Open-ended Working Group of the United Nations on Reducing Space Threats through Norms, Rules and Principles of Responsible Behaviours, which gathered between May 2022 and September 2023 in four distinct sessions.

The purpose of this study is to analyse the mechanisms for the emergence and dissemination of norms of behaviour in space, be it for earth orbits, the cislunar space or the Moon. It also depicts the role and influence of each state and non-state actor in the promotion of these norms.

## ÉVÉNEMENTS

### 3-6 avril : Conférence annuelle de l'International Studies Association (ISA), San Francisco (États-Unis).



Du 3 au 6 avril 2024 s'est tenue, à San Francisco, la conférence annuelle de l'International Studies Association (ISA). L'ISA est la plus ancienne association interdisciplinaire dédiée à la compréhension des études globales, transnationales et internationales. Elle représente 100 pays et compte 6 500 membres.

La conférence annuelle se déroule sur une semaine et se tient systématiquement sur le continent américain. Elle permet aux chercheurs du monde entier de se tenir informés de la recherche en train de se faire, de discuter sur une multitude de sujets avec des spécialistes reconnus dans leur champ respectif, de créer des opportunités de coopérations futures.

Étaient présents plusieurs chercheurs de l'IRSEM : [Béatrice Hainaut](#) (chercheuse sur l'espace), [Maxime Audinet](#) (chercheur stratégie d'influence), [Wendy Ramadan-Alban](#) (spécialisée sur l'Iran contemporain), [Carine Pina](#) (chercheuse Chine), [Élie Baranets](#) (chercheur sécurité internationale) et [Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et stratégies d'influence »).

Pour la première fois à l'ISA, un panel 100 % IRSEM a rassemblé Béatrice Hainaut, Maxime Audinet, Wendy Ramadan-Alban, Carine Pina et Élie Baranets. Les chercheurs de l'IRSEM ont présenté leurs travaux et débattu autour du thème « Restoring Agency: Great Power Competition from a Global South Perspective ». Cette discussion s'inscrit dans le cadre d'un projet de coopération

inter-domaines qui se développe à l'IRSEM à propos de la manière dont la compétition de grandes puissances est interprétée par les acteurs périphériques, et notamment ceux identifiés comme faisant partie du Global South.

Certains chercheurs ont par ailleurs présenté leurs travaux dans d'autres panels : Béatrice Hainaut a pris part à la table ronde « The Geopolitics of Critical Infrastructures and Its Relations to Outer Space ». Dans un panel intitulé « Propaganda by Any Name », Paul Charon a présenté son papier « Narratives of Democracy on China Global Television Network (CGTN) During the 2024 US Election ». Élie Baranets a présenté son projet d'article sur la paix démocratique dans le panel « Regime Type and Conflict Behaviour ».

La conférence a offert une visibilité institutionnelle à l'IRSEM dans l'un des forums académiques internationaux les plus prestigieux.

### 12 avril : Cycle « Ambitions arctiques », 1. « Ambitions arctiques nord-américaines ».



Vendredi 12 avril s'est ouverte la première séquence d'un cycle de réflexion sur les ambitions des puissances en Arctique, animé par [Virginie Saliou](#). Ce cycle de conférences vise à questionner les rapports de force et à évaluer les intérêts des acteurs dans cette zone arctique, à la fois un peu excentrée et très proche. En effet, en inversant nos perspectives cartographiques européenocentrées, l'Arctique est un espace de convergence entre les principales grandes puissances mondiales : États-Unis, Russie, Canada, Europe y sont voisines, sans oublier la Chine qui se qualifie de « *near arctic state* ».

Virginie Saliou a introduit ce cycle en rappelant l'absence de définition précise de l'Arctique, soulignant que les définitions varient en fonction des objectifs stratégiques des acteurs. Elle a également rappelé que la sécurité environ-

nementale et climatique constitue une entrée commune pour la poursuite d'intérêts d'ordre plutôt économiques ou militaires. De la sécurité environnementale à la sécurité globale, le pas est alors étroit. Dans ce contexte, les ambitions nord-américaines sont multiples et ne dérogent pas à la règle. Alliés traditionnels, les États-Unis et le Canada ne sont pourtant pas toujours sur la même longueur d'onde sur les questions arctiques : différends sur leurs délimitations maritimes, sur le statut des passages maritimes, ou encore divergences de lecture sur les sujets climatiques.

Stéphanie Pezard, chercheuse senior et directrice adjointe du département de recherche, Défense et sciences politiques, de la RAND, a ainsi expliqué qu'en raison d'un centre de gravité stratégique du pays bien plus au sud et d'une acquisition tardive de l'Alaska, l'identité arctique des États-Unis est mal définie et loin d'être acquise. L'intérêt américain pour cette région évolue en fonction des contextes géopolitiques extérieurs. Les menaces russes ou chinoises restent leurs principales préoccupations dans cet espace, quand bien même la crainte est plus celle d'une menace qui viendrait *par* l'Arctique que *de* l'Arctique. Dans ce contexte, l'Arctique fait l'objet de multiples stratégies de la part des administrations américaines – l'armée de l'air et les garde-côtes y jouant un rôle prépondérant – sans pour autant assurer un déploiement de moyens équivalents aux ambitions affichées. La posture américaine en Arctique est ainsi depuis les années 2000, essentiellement une posture d'anticipation et de *containment* de crises.

Frédéric Lasserre, professeur à l'université Laval à Québec, a rappelé pour sa part que l'Arctique possède une importance bien plus forte dans la politique intérieure canadienne. En raison de sa géographie et des populations inuites, le gouvernement fédéral a rapidement cherché à affirmer sa souveraineté en Arctique, notamment en réaction aux initiatives américaines dans cet espace. Malgré des divergences avec son voisin, le statu quo demeure la ligne suivie par les deux parties. Pourtant, le Canada a longtemps eu une forme de connivence de positionnements avec la Russie, contre les velléités américaines et européennes. Toutefois, depuis 2007, la méfiance vis-à-vis des prétentions russes en Arctique et de l'intérêt ambigu de la Chine pour cette région a conduit à un rapprochement des postures, souvent défensives, dans cet espace face à la perception d'une menace commune : le rapprochement stratégique d'opportunité entre la Russie et la Chine.

L'intérêt nord-américain pour l'Arctique couvre ainsi l'ensemble du spectre sécuritaire, de la sécurité environnementale aux enjeux de défense. Toutefois, l'Arctique n'y est pas (encore ?) considéré comme une zone de crise en soi mais bien comme un espace potentiellement crisolène par extrapolation des remises en cause du droit international et du droit de la mer sous d'autres latitudes.

**12 avril : Table ronde « Les jeunes et la guerre », Cevipof/IRSEM/DGRIS, avec Anne Muxel.**



« Les jeunes croient-ils à la guerre et y sont-ils prêts ? » C'est à partir de cette interrogation que s'est déroulée, vendredi 12 avril, la présentation de la nouvelle étude d'Anne Muxel, directrice déléguée au Cevipof, chercheuse émérite du CNRS et ancienne directrice du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, intitulée « [Les jeunes et la guerre. Représentations et dispositions à l'engagement](#) ». Il s'agit, au travers d'une large enquête quantitative auprès de la jeunesse française, de confronter les dispositions des jeunes âgés de 18 à 25 ans aux perspectives concrètes de la guerre.

Les résultats de cette étude sont à la fois marquants et inédits, révélant la vitalité de l'engagement et le potentiel de résilience de la jeunesse française.

« Il y a un regain de patriotisme qui répond à un besoin de sens, d'engagement, de se sentir utile », observe Anne Muxel. Alors que le conflit entre l'Ukraine et la Russie persiste aux portes de l'Europe, le risque de guerre est pris de plus en plus au sérieux par les jeunes, dont la majorité se déclare prête à s'engager en cas de conflit menaçant la France, dans les armées ou civilement.

Malgré des clivages persistants liés au genre et aux opinions politiques, la conscience des menaces et la projection dans l'avenir militaire sont marquées par une plus grande affirmation des femmes, et l'influence certaine

de la fiction et du numérique dans la représentation de la guerre.

La considération et l'attrait de la jeunesse française pour la cohésion et l'intégration sociale au sein des armées se traduisent par le soutien de la majorité des jeunes (62 %) envers l'instauration d'un nouveau service militaire.



Une table ronde animée par Guillaume Farde a ainsi enrichi la présentation de l'étude, avec les interventions de [Maxime Launay](#) (IRSEM), de la Commissaire générale Catherine Bourdès-Faury (DRHMD) et du colonel Stéphane Zugetta (DSNJ). Ce fut l'occasion de mettre en perspective cette étude en évoquant l'antimilitarisme hérité des années 1970, l'implication des femmes dans les armées, la place des territoires d'outre-mer et les initiatives de l'institution militaire afin de rapprocher les armées et les jeunes.

**Méline LAMOUR**  
*Assistante de recherche*

**18 avril : Rencontre avec Michel Ghazal autour de son ouvrage « Occasion manquée. Les secrets des négociations maritimes Liban-Israël » (Dar An Nahar, 2023).**



Le 18 avril 2024, Michel Ghazal, accompagné de Georges Saade, était invité par [Fatiha Dazi-Héni](#), chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM, à présenter son livre *Occasion manquée. Les secrets des négociations maritimes Liban-Israël*, paru en octobre 2023. Expert en négociations et en gestion de conflits, Michel Ghazal a

joué un rôle clé aux côtés de la délégation libanaise dans les négociations de délimitation maritime avec Israël dès 2020, qui se sont tenues à Naqoura, dans le sud-Liban, sous l'égide de l'ONU et avec la médiation des États-Unis.

Ces négociations, initialement orientées vers une approche « constructive », ont rapidement dévié en raison des intérêts divergents des parties impliquées, évoluant ainsi vers une véritable guerre de positions.

La ligne 1, tracée arbitrairement par Israël, et la ligne 23, établie par les autorités libanaises mais moins avantageuse que la ligne 29 recommandée par le UKHO, un organisme international spécialisé dans les délimitations maritimes, ont été remises en question en faveur de cette dernière, soutenue par le Liban pour protéger ses droits maritimes.

Son témoignage, loin de proposer un simple récit personnel, nous offre au contraire une véritable dissection des différentes étapes de ces négociations. En effet, Michel Ghazal décortique avec finesse ces pourparlers, révélant les stratégies et les tactiques mises en œuvre par les parties prenantes. Il met en lumière les intérêts irréciliables et les pressions politiques internationales et internes qui ont entravé les efforts de la délégation libanaise.

L'accord final signé le 27 octobre 2022, après cinq rounds de négociations, marque la fin d'une longue période d'incertitude et définit la ligne 23 comme frontière maritime. Loin d'être perçu comme une victoire diplomatique, l'accord final est qualifié par Michel Ghazal d'« occasion manquée ». Selon lui, cet accord ne protège pas adéquatement les intérêts du Liban et marque la perte de plus de 1 400 km<sup>2</sup> de territoire souverain, que devait garantir la ligne 29. C'est une véritable déception pour le pays, déjà à bout de souffle. L'auteur n'hésite pas à partager sa déception et sa colère face à cet échec, imputant la responsabilité aux autorités libanaises, en proie aux logiques clientélistes et personnelles, et qui n'ont cessé de déconstruire les efforts de négociation menés par la délégation libanaise. Une fois de plus, les intérêts personnels ont surclassé les intérêts généraux, une caractéristique persistante de la politique du pays depuis plusieurs décennies. C'est en effet la déclaration de Michel Aoun, le 12 février 2022, revenant sur la ligne 29 au profit de la ligne 23 qui a sonné le glas des négociations.

En somme, cette rencontre a été l'occasion de rappeler les défis persistants auxquels le Liban est confronté dans ses relations avec ses voisins, ainsi que les obstacles internes qu'il doit affronter.

**Anne-Caroline LEPETZ**  
*Assistante de recherche*

**23 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs, avec Adrien Nonjon (INALCO).**

La séance du séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM qui s'est tenue le 23 avril, a vu Adrien Nonjon, doctorant en Histoire à l'INALCO et allocataire du SHD, présenter les recherches qu'il conduit dans le cadre de sa thèse.

Centrée sur l'histoire politique et intellectuelle de l'Europe centre-orientale, la thèse d'Adrien Nonjon s'intéresse au projet d'Union baltique-mer Noire autrement connu sous le nom d'Intermarium. Né de la pensée stratégique polonaise au lendemain de la Première Guerre mondiale, ce projet avait pour but d'unir l'ensemble des États nés de la chute de l'Empire russe au sein d'un seul et même ensemble politique et défensif. Bien que n'ayant jamais pu voir le jour durant l'Entre-deux-guerres, ce projet d'union reste encore d'actualité, comme en témoignent l'Initiative des Trois Mers (3SI), lancée conjointement par la Pologne et la Croatie en 2016, et le projet Intermarium du mouvement ultra-nationaliste ukrainien Azov auquel se sont agrégées différentes formations nationalistes. Le travail d'Adrien Nonjon s'attache à établir une histoire intellectuelle et conceptuelle précise de l'Intermarium de 1918 à nos jours ainsi qu'à montrer que ce projet d'union confirme l'existence de l'Europe centre-orientale sur le plan historique et géopolitique.

Si le projet d'Union des États de la Baltique à la mer Noire rencontre une vive opposition – car associé à un projet impérialiste polonais –, il n'en demeure pas moins débattu en Ukraine. Comme le montre dans un premier temps la présentation d'Adrien Nonjon, la participation des intellectuels ukrainiens à la conceptualisation d'une union régionale se veut déjà très précoce, remontant ainsi à l'année 1845 et les sociétés secrètes ukrainiennes d'inspiration socialiste et panslave. C'est toutefois au début du XX<sup>e</sup> siècle que la première école géopolitique ukrainienne se structure. Les désenchantements des premières années de l'indépendance de 1918, la menace bolchevique et la marginalisation du pays ont en effet encouragé plusieurs penseurs à théoriser une unification de l'espace baltique-mer Noire au sein duquel l'Ukraine serait le pivot stratégique. Développée par le géopolitologue Yuriï Lypa (1900-1944), la « Doctrine mer Noire » tend ainsi à reconsidérer au travers des substrats géographiques et historiques la « destinée manifeste » de l'Ukraine dans l'espace baltique-mer Noire afin de la différencier de la Russie. Cette approche qui met en scène la géographie comme vecteur de puissance et de particularisme régional renvoie, comme le montre Adrien Nonjon, à l'influence de la géopolitique réaliste allemande du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le sujet proposé ne se contentait pas seulement de mettre en lumière une école de pensée largement peu connue en France. En effet, la présentation d'Adrien Nonjon souligne la fonction heuristique de l'Ukraine en tant que cadre d'analyse inter- et intra-régional des politiques stratégiques en Europe centre-orientale. La position médiane du pays, à cheval entre l'Europe et la Russie, a souvent conditionné les discours et représentations, forgeant ainsi l'idée d'un *antemurale* continental historique en lieu et place du traditionnel mythe de « grenier du monde ». On comprend dès lors que l'Ukraine ait occupé un rôle central dans les différentes variantes du projet Intermarium dès ses origines, allant même jusqu'à être, comme le montre l'ouverture proposée par Adrien Nonjon, la matrice du renouvellement idéologique de l'extrême droite ukrainienne.

La présentation a été suivie par une discussion animée par [Céline Marangé](#), docteure en science politique et spécialiste de l'espace russo-ukrainien à l'IRSEM. Cet échange a permis de mettre en évidence la résonance des théories de Yuriï Lypa dans l'histoire ukrainienne contemporaine ainsi que leur circulation. D'autre part, les échanges avec les autres participants ont débouché sur plusieurs problématiques relatives au positionnement des extrêmes droites européennes quant au conflit russo-ukrainien actuel.

**24 avril : Séminaire franco-finlandais sur la stratégie russe avec une délégation de chercheurs du groupe de recherche sur la Russie de l'Université de défense de Finlande.**



Le 24 avril, l'IRSEM a accueilli le groupe de recherche sur la Russie de l'Université nationale de la défense de Finlande (FNDU) dans le cadre d'une journée d'étude sur la stratégie russe et la guerre en Ukraine, organisée en quatre sessions.

La première session, modérée par le lieutenant-colonel Janne Pukkila (FNDU), portait sur les enseignements tirés de la guerre en Ukraine. Le général Vincent Breton, directeur du CICDE, a présenté les sept leçons principales que l'armée française a tirées de ses études approfondies sur la guerre en Ukraine. Le capitaine Malcolm Pinel (CESA) a quant à lui exposé les innovations dans le domaine de la puissance aérienne.

Le deuxième panel, animé par le commandant et professeur Juha Kukkola (FNDU), était consacré aux menaces hybrides. Le commandant Kukkola a présenté ses réflexions sur la conception russe de la guerre irrégulière. [Maxime Audinet](#) (IRSEM) s'est penché sur la transformation de l'écosystème d'influence internationale de la Russie depuis la mort de Prigojine. [Dusan Bozalka](#) (IRSEM) a ensuite mis en évidence le rôle des « influenceurs complotistes » dans la propagation de la désinformation russe en ligne. Enfin, Oona-Maaria Hyppola (FNDU) a examiné deux cas dans lesquels la Russie a comparé deux opérations de déstabilisation russe à la frontière finlandaise et leurs effets politiques et sociaux.

La troisième session portait sur l'évolution de la posture stratégique de la Russie dans la Baltique et en Arctique. Pentti Forsström (MPKK) qui modérait la session a présenté une vision globale de l'évolution actuelle et probable de la stratégie russe dans ces deux régions. [Lukas Wahden](#) (IRSEM) a complété le propos sur les défis stratégiques dans l'Arctique en présentant ses recherches sur les relations sino-russes en Arctique.

Le quatrième et dernier panel, modéré par [Céline Marangé](#) (IRSEM), concernait le signalement stratégique de la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine. C. Marangé a réfléchi à l'évolution de la posture nucléaire russe et à la signification à accorder aux menaces nucléaires. La capitaine [Béatrice Hainaut](#) (IRSEM) a présenté ses dernières recherches sur l'utilisation de l'espace dans la guerre en Ukraine et l'arsenalisation de l'espace par la Russie. Cette coopération entre l'IRSEM et la FNDU est amenée à se poursuivre et se renforcer.

**Lukas WAHDEN**  
*Assistant de recherche*

**24 avril : Cycle « Neutralité et conflits armés » : 3. « Les aspects juridiques de la neutralité ».**



À l'occasion de la troisième itération du cycle de séminaires sur la neutralité et les conflits armés, initié par le Centre Thucydide et l'IRSEM et coanimé par Laurent Trigeaud et [Julia Grignon](#), ce sont les aspects juridiques de la neutralité qui ont fait l'objet de la séance. Le professeur Nicolas Haupais (Université d'Orléans) et Laurent Trigeaud (Paris-Panthéon-Assas) sont tour à tour revenus sur les origines de la neutralité et sa codification, puis en ont livré un éclairage à l'aune des conflits armés contemporains. Ce fut l'occasion de constater que si le droit de la neutralité, tel que codifié dans les Conventions de La Haye de 1907 qui fixaient un certain nombre d'interdictions, avait perdu une grande partie de l'importance qu'il avait auparavant en raison des deux guerres mondiales et de l'interdiction du recours à la guerre et du système de sécurité collective établi par les Nations unies, celui-ci a été ramené sur le devant de la scène avec la guerre que mène la Russie en Ukraine et les réactions qu'elle a engendrées de la part d'un certain nombre d'États. Il en résulte que les aspects juridiques de la neutralité demandent à être revisités et explicités tant il semble que les obligations découlant du droit de la neutralité sont mal comprises, comme en témoigne notamment tout le débat autour de la « cobelligérance ».

**30 avril : Lancement de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM) : « États-Unis 2024 : vers quelles évolutions de la politique étrangère ? ».**



Mardi 30 avril s'est tenue la réunion de lancement de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM). Lancé à l'initiative de [Maud Quessard](#) (IRSEM) et Jean-Baptiste Velut (Sorbonne Nouvelle), l'Observatoire vise à fédérer l'expertise des chercheurs académiques (historiens, politistes, américanistes) ou issus des think tanks français, en offrant un espace de dialogue et de débat pour les chercheurs confirmés, les doctorants et les représentants du monde institutionnel, au travers d'activités de recherche, d'événements publics à l'École militaire, en Sorbonne et dans les universités partenaires.

En introduction, le professeur émérite Pierre Mélandri a proposé une mise en perspective des défis posés à la politique étrangère américaine, il a rappelé les réponses politiques apportées par les Administrations successives au constat du désenchantement croissant à l'égard du rêve américain et à la gestion de « l'insoutenable fardeau du leadership ». Il a notamment insisté sur le fait que la critique la plus sévère adressée à la politique étrangère de Trump par ses détracteurs a été d'avoir abdicqué « le leadership global » au profit de la Chine.

La première table ronde, modérée par le professeur François Vergnolles de Chantal (Université Paris Cité), s'intéressait à l'internalisation des enjeux internationaux dans la politique américaine. Amélie Férey (IFRI) est revenue sur l'impact aux États-Unis, à la fois politique et diplomatique, du conflit opposant Israël au Hamas. Emmanuel Dreyfus (chercheur associé IRSEM) a présenté son analyse de l'état actuel de la relation, s'il en est, entre les États-Unis et la Russie, qui cristallise les dissensions partisans et qui ne se lit plus, désormais, qu'à travers le prisme de la guerre en Ukraine. À quelques mois des élections présidentielles, les menaces pesant sur le scrutin demeurent

fortes, nourries par le complotisme, ainsi que l'a analysé [Dusan Bozalka](#) (Paris 2 – IRSEM), qui a présenté ses recherches sur le mouvement conspirationniste QAnon et commenté son impact potentiel sur le cycle électoral en cours. Enfin, Isabelle Vagnoux (Aix-Marseille Université) a tiré les conséquences de l'inaction du Congrès en matière migratoire sur la scène intérieure et à l'international, une politique prise entre les feux de l'opposition bipartisans.



La seconde table ronde, modérée par le maître de conférences Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre), portait sur la puissance américaine et les mutations des enjeux stratégiques. [Élie Baranets](#) (IRSEM) s'est livré à un exercice de prospective, en examinant les formes que pourrait prendre et les conséquences que pourrait avoir la fin de l'hégémonie américaine. Jean-Baptiste Velut a ensuite présenté les mutations de la politique commerciale américaine, répondant aux déceptions des « perdants » de la mondialisation, et se mêlant de préoccupations sécuritaires et écologiques. Martin Quencez, chef du bureau de Paris du German Marshall Fund, a présenté son analyse du relatif désengagement américain vis-à-vis de l'Europe, en exposant des facteurs d'ordre stratégique, avec un resserrement de la définition des « intérêts vitaux » américains, et d'ordre politique, symptôme des dysfonctionnements du système politique américain. Enfin, Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest) a présenté ses travaux sur la place réservée à la morale et à l'éthique dans la politique étrangère et de sécurité américaine, dans la pratique comme dans les textes.

**Adrien MAUGER**  
*Assistant de recherche*

## IRSEM-EUROPE

**15 avril : Simulation de EDIS par des étudiants de UCLouvain.**



Le 15 avril, une cinquantaine d'étudiants en master 2 de l'Université UCLouvain ont investi les locaux de l'IRSEM-Europe pour une simulation de EDIS (Stratégie européenne pour l'industrie de la défense), une stratégie annoncée par la Commission en mars 2024. À cette occasion, les étudiants ont eu la chance de rencontrer Daniel Fiott, responsable du programme de défense et de maîtrise de l'État au Centre for Security, Diplomacy and Strategy (CSDS) de la Brussels School of Governance.

**16 avril : Conférence IRSEM-Europe/Confrontation Europe.**



L'IRSEM-Europe a organisé une conférence en collaboration avec le think tank Confrontation Europe sur le financement de l'autonomie stratégique européenne et les défis de l'investissement à long terme dans les secteurs de l'espace et de la défense. [Benoît Rademacher](#), le directeur de l'IRSEM par intérim, a ouvert l'événement par quelques mots de présentation. Parmi les panélistes, la

capitaine [Béatrice Hainaut](#), chercheuse à l'IRSEM, a également pu s'exprimer sur le thème du spatial.

**16 avril : Visite d'influenceurs.**



L'IRSEM-Europe a accueilli, dans le cadre du *French Defense Tour*, sept influenceurs provenant de l'Europe de l'Est. Autour d'un déjeuner, ils ont eu l'occasion d'échanger avec Danielle Piatkiewicz d'Alliance of Democracies, Cyril Tregub de Friends of Europe et enfin avec Juraj Majcin d'European Policy Centre.

**23 avril : Débat avec Eastern Circles.**

Le 23 avril a été organisé avec Eastern Circles un événement sur la coopération de défense entre la Russie et l'Inde. Le temps d'un déjeuner, tous les participants ont pu discuter du rôle de l'Inde, un acteur majeur et partenaire important de la Russie dans l'actualité géopolitique actuelle. Ce moment fut l'occasion d'écouter Anastasiya Shapochkina, présidente d'Eastern Circles, mais aussi Swasti Rao, de Manohar Parrikar Institute for Defense Studies and Analyses, qui a présenté son article : « India's Balancing ties with Europe and Russia after the Ukraine War: Change and Continuities in an era of Multialignment ».

**24 avril : Visite des étudiants de l'ULB.**

Le 24 avril, une trentaine d'étudiants de l'Université Libre de Bruxelles ont assisté, dans les locaux de l'IRSEM-Europe, à une table ronde intitulée « Comment les groupes de réflexion influencent-ils réellement l'agenda de l'UE en matière de sécurité et de défense ? » Durant cet échange, Sébastien Lumet de Big Europe, Balazs Gyimesi de RUSI et Peggy Corlin de la Fondation Schuman ont présenté leur expérience au sein de ces think tanks.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS, DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS



### Maxime AUDINET

- Communication : « “Down with (Neo) colonialism!” An updated strategic narrative for post-2022 Russian Foreign Policy » , panel IRSEM (avec Carine Pina, Wendy Ramadan-Alban, Béatrice Hainault et Élie Baranets) « Restoring Agency: Great Power Competition from a Global South perspective », Conférence annuelle de l’International Studies Association, San Francisco, États-Unis, 4 avril 2024.
- Cité par Anna Sylvestre-Treiner, « [Au Niger, l’arrivée de l’Africa Corps consacre le rapprochement de la junte avec la Russie](#) », *Le Monde*, 12 avril 2024.
- Cité par Justine Brabant et Matthieu Suc, « [Les dessous de la bataille française contre la désinformation russe](#) », Médiapart, 20 avril 2024.
- Présentation du livre *Un média d’influence d’État*, [Les débats stratégiques de l’IHEDN](#), 22 avril 2024.
- Communication sur les mutations du dispositif d’influence russe depuis l’invasion de l’Ukraine à l’atelier franco-finlandais IRSEM/NDU (organisé par Céline Marangé) sur la Russie, 24 avril 2024.
- Interventions sur les conceptions russes de la « guerre mentale » à la journée d’étude organisée par le projet ANR Gecko sur la guerre cognitive (avec Paul Charon), 29 avril 2024.
- Soutenance des mémoires des stagiaires de l’École de guerre, 30 avril 2024.



### Élie BARANETS

- Modération du panel « Restoring Agency: Great Power Competition from a Global South Perspective », Conférence annuelle de l’International Studies Association, San Francisco, 4 avril 2024.
- Présentation d’un article de recherche sur la paix démocratique dans le panel « Regime Type and Conflict Behaviour », Conférence annuelle de l’International Studies Association, San Francisco, 6 avril 2024.

- Modération de la table ronde « Faire et défaire la guerre » dans le cadre de la journée d’étude « Philosophies de la guerre : récits et représentations », Institut d’études avancées, Paris, 19 avril 2024.
- Intervention à la table ronde 2, « La puissance américaine et les mutations des enjeux stratégiques », dans le cadre du lancement de l’Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM) « États-Unis 2024 : vers quelles évolutions de la politique étrangère ? », IRSEM, École militaire, 30 avril 2024.



### Leonie BELK (invitée)

- Publication : « [L’obligation de loyauté envers la Constitution des soldats de la Bundeswehr et l’obligation de réserve des soldats français – Deux mécanismes d’encadrement des comportements antidémocratiques au sein des forces armées](#) », Note de recherche 143, IRSEM, 8 avril 2024.



### Clotilde BÔMONT

- Présentation des travaux lors du 4<sup>e</sup> petit-déjeuner « Rencontre chercheurs-décideurs » de l’ACADEM consacré à l’innovation duale et l’anticipation stratégique, École militaire, 3 avril 2024.
- Intervention dans le master « Guerre et paix » de l’Université Paris-Panthéon-Assas, 12 avril 2024.
- Juge lors du Cyber 9/12 Strategy Challenge co-organisé par le centre GEODE – Géopolitique de la datasphère (Paris 8) et l’Atlantic Council, en partenariat avec l’IRSEM, Campus Condorcet et Campus Cyber, 24, 25 et 26 avril 2024.
- Invitation à l’ambassade d’Allemagne dans le cadre de la conférence-débat « Contrer la désinformation en vue des élections européennes », en format du Triangle de Weimar, Hôtel de Beauharnais, 18 avril 2024.
- Interview dans l’émission Web *Les Grands thémas*, « [Cloud et souveraineté numérique font-ils bon ménage ?](#) », *Le Monde Informatique*, 19 avril 2024.



**Camille BRUGIER**  
(associée)

- Post : « [Est-ce que les fonds d'investissements privés sont efficaces pour financer la recherche en Chine](#) », Panda Alcool de riz et PCC, épisode 19, 19 avril 2024.



**Paul CHARON**

- Conférence : « Narratives of democracy on China Global Television Network (CGTN) during the 2024 US election », au sein d'un panel intitulé « Propaganda by any name », International Studies Association Annual Conference, San Francisco, 5 avril 2024.

- Radio : « Chine : les réseaux tentaculaires de l'espionnage », *Cultures Monde*, France Culture, 9 avril 2024.

- Radio : « "Chinagate" naissant au Parlement européen : "C'est le retour d'une menace ancienne" », *Journal*, RFI, 24 avril 2024.

- Cité par Didier Lauras, « Europe ill-prepared to counter China espionage push, analysts say », *The Japan Times*, 25 avril 2024.

- Tribune : « L'action délétère de TikTok sur nos sociétés est peu discutable », *Le Monde*, 26 avril 2024.

- Entretien : « Ingérence chinoise, la Belgique menacée ? », *Les Visiteurs du soir*, LN24, 26 avril 2024.

- Entretien : *Journal de Télématin*, France TV, 26 avril 2024.

- Citation : « Le renseignement chinois en Europe : une machine énorme, une réponse insuffisante », *Charente libre*, 26 avril 2024.

- Entretien : Clément Daniez, « Espions chinois, une menace pour l'Europe : «En France, ils visent d'abord nos données scientifiques» », *L'Express*, 28 avril 2024.

- Radio : « Chine : Espionnage », *Le Temps du débat*, France Culture, 30 avril 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Participation au jury de thèse de Mona Alami sous la direction du Dr HDR Fabrice Balanche : « Violent non-state actors in Syria: Emergence, retreat and survival »,

salle des Colloques, Palais Hirsh, Campus des Berges du Rhône, Université Lyon 2, Lyon, 4 avril 2024.

- Participation à l'émission *Le débat du jour*, « [L'Iran peut-il devenir le porte-parole de la cause arabe ?](#) », RFI, 15 avril 2024.

- Réunion autour de la présentation du livre de Michel Ghazal, *Occasion manquée. Les secrets des négociations maritimes Liban-Israël*, qui retrace les étapes des négociations et la conclusion de l'accord des frontières maritimes entre le Liban et Israël, IRSEM, 18 avril 2024.

- Interviewée par Émilie Aubry, pour l'émission *Une leçon de géopolitique du Dessous des cartes*, « [Face à face Iran-Israël : et après ?](#) », Arte TV, 19 avril 2024.

- Interviewée par Gwenaëlle Lenoir, « [Iran-Israël : les États de la région sur la corde raide](#) », Médiapart, 20 avril 2024.

- Réunion à l'ECFR, « China and the Middle East », Paris, 23 avril 2024.

- Conférence : « La politique de la France au Proche et Moyen-Orient : Intérêts et stratégie » dans le cadre du 143<sup>e</sup> cycle Jeunes (IHEDN) « Bourgogne Franche-Comté-Belfort », Chambre de commerce et de l'industrie, Belfort, 25 avril 2024.



**Julia GRIGNON**

- Citée par Clara Marchaud, « [Viser ceux qui sauvent : la stratégie meurtrière des doubles frappes russes en Ukraine](#) », *Le Figaro*, 16 avril 2024.

- Intervention au WEBINAIRE Poli(c)ri tique #30, « [La communauté internationale et Gaza](#) », Association française de science politique, 26 avril 2024.

- Média : Débatdoc, « [Quelle réponse face aux crimes de guerre ?](#) », La Chaîne parlementaire, 29 avril 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Publication : « [Les nouvelles ambitions spatiales de l'OTAN](#) », Briefings de l'IFRI, 4 avril 2024.

- Intervention portant sur le rôle des États périphériques dans le domaine spatial, panel IRSEM « Restoring agency: Great Powers competition from Global South perspectives », Conférence annuelle de International Studies Association (ISA), San Francisco, États-Unis, 4 avril 2024.

- Intervention à la table ronde « The Geopolitics of Critical

Infrastructures and its Relations to Outer Space », ISA, San Francisco, États-Unis, 6 avril 2024.

- Intervention à la table ronde « Supporting Europe's strategic autonomy through space investments », symposium IRSEM-Europe/Confrontations Europe, Bruxelles, 16 avril 2024.

- Intervention sur l'utilisation militaire de l'espace par la Russie, séminaire franco-finlandais avec l'Université de défense de Finlande, IRSEM, 24 avril 2024.

- Intervention sur les utilisations militaires et offensives de l'espace, Sopra Steria Next, Courbevoie, 26 avril 2024.

- Publication : « [Establishing Norms of Behaviour in Outer Space – From the Earth to the Moon, and Beyond](#) », Report 110, IRSEM, 30 avril 2024 [traduction de l'étude 110 parue en novembre 2023].



**Sümbül KAYA**

- Participation au CR de la revue *European Journal of Turkish Studies*, en ligne, 25 avril 2024.

- Réunion sur les arrangements institutionnels en contexte autoritaire, ANR CALOT, Équipe Russie, Turquie, 29 avril 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Audition par les députés co-rapporteurs de la mission d'information parlementaire sur « L'après-ORION : faire face aux crises de demain », Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 4 avril 2024.

- Participation à la table ronde « Les jeunes croient-ils à la guerre et y sont-ils prêts ? » autour de l'étude d'Anne Muxel, « [Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l'engagement](#) », DGRIS-IRSEM-CEVIPOF, Sciences Po, 12 avril 2024.

- Cité par Manon Mendret, « Face à la guerre, les jeunes inquiets mais prêts à s'engager », *Le Figaro*, 12 avril 2024.

- Invité de l'émission *Le Temps du débat*, « Le discours militariste est-il de retour ? », présentée par Emmanuel Laurentin, France Culture, 22 avril 2024.



**Alexandre LAURET**

- Participation à l'accueil de la visite de l'État-major du Rwanda (avec la DEMS), Paris, 9 avril 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Intervention en anglais sur la situation en Ukraine sur le thème « Europe facing the consequences of the war in Ukraine », dans le cadre de la Session internationale pour les Balkans et l'Europe du Sud-Est (SIB), IHEDN/MEAE, 9 avril 2024.

- Participation à un échange avec des journalistes de défense ukrainiens, baltes et polonais à la demande de la DGRIS, 15 avril 2024.

- Intervention en anglais sur la situation en Ukraine et la stratégie européenne à l'invitation de l'ambassade de Pologne à Paris, 19 avril 2024.

- Publication d'une [interview des historiens Alain Blum, Catherine Gousseff et Emilia Koustova sur les déportations staliniennes](#) en Europe orientale avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre de la série « Violences impériales : l'actualité russe du passé soviétique », *Le Grand Continent*, 21 avril 2024.

- Discussion des travaux d'Adrien Nonjon sur l'histoire intellectuelle de l'Ukraine lors du séminaire Jeunes chercheurs de l'IRSEM, 23 avril 2024.

- Intervention sur le thème « L'Europe entre deux guerres : face au risque d'un embrasement régional au Moyen-Orient », *Le Grand Continent*, 23 avril 2024.

- Conception et organisation du workshop franco-finlandais sur la Russie, IRSEM, 24 avril 2024.



**Carine PINA**

- Intervention : « Small/micro States (Djibouti and Pacific Island Countries) position in the US-China's competition », panel IRSEM « Restoring agency: Great Powers competition from Global South perspectives », ISA Conference (International Studies Association), San Francisco, 4 avril 2024.



**Malcolm PINEL**  
(associé)

- Communication : « Air power in Ukraine: lessons learned », séminaire franco-finlandais sur la stratégie russe, panel 1 « Lessons learned in Ukraine », IRSEM, 24 avril 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Intervention dans un séminaire du NIDS (National Institute for Defense Studies) consacré aux enjeux d'inconnectivité entre l'ASEAN et le Forum des îles du Pacifique (FIP), Tokyo, 19 avril 2024.



**Eva PORTEL**  
(doctorante associée)

- Présentation : « Examining the Military Dimension of Cultural Heritage Destructions by ISIS and its Ethical Challenges », panel « Ethics and Aesthetics of Monuments and Memorials », colloque de l'International Studies Association (ISA), 6 avril 2024.



**Victor VIOLIER**

- Communication : participation à la 11<sup>e</sup> journée des sciences sociales (colloque) aux côtés des 11 autres lauréats 2023-2024 de la Fondation des sciences sociales (Fondation de France), Sorbonne, 28 mars 2024.  
- Publication : « Consolidation du consensus élitare, dispersion du pouvoir d'État : les conséquences paradoxales de la guerre en Ukraine sur la Russie de Vladimir Poutine », dans Claudia Senik (dir.), *Un monde en guerre*, La Découverte (avec le soutien de la Fondation des sciences sociales), avril 2024.



**Maud QUESSARD**

- Introduction du premier séminaire du cycle « Ambitions arctiques » : « Les ambitions arctiques nord-américaines », IRSEM, École militaire, 12 avril 2024.  
- Organisation, introduction et présidence de la conférence de lancement de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM), IRSEM-Sorbonne Nouvelle, École militaire, 30 avril 2024.

- Organisation et animation de la séance du séminaire du groupe de recherche « Au-delà du post-soviétisme : dynamiques sociales et politiques » consacrée à la présentation du travail de Thomas Da Silva (doctorant Université Paris Nanterre/CRPM) sur la paramilitarisation en Russie post-soviétique à partir du cas de l'Union des volontaires du Donbass ; l'intervention était discutée par Nathalie Duclos, professeure de science politique à l'Université de Tours, CERI Sciences Po, 23 avril 2024.



**Wendy RAMADAN-ALBAN**

- Présentation : « Iran's repertoire of collective actions: dealing with the Great power competition », panel « Restoring Agency: Great Power Competition from a Global South perspective », conférence annuelle de l'International Studies Association, San Francisco, 3-6 avril 2024.

- Participation à l'émission *Culture Monde*, « [La dissuasion iranienne fragilisée ?](#) », France culture, 22 avril 2024.



**Virginie SALIOU**

- Animation du premier séminaire du cycle « Ambitions arctiques » : « Ambitions arctiques nord-américaines », IRSEM, 12 avril 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### ÉTATS-UNIS

#### GUERRE EN UKRAINE

**Audition du général CAVOLI, « U.S. Military Posture and National Security Challenges in Europe », Congrès des États-Unis, 10 avril 2024.**

Ce samedi 20 avril, un plan d'aide dédiant 61 Mds USD à l'Ukraine a été adopté par la Chambre des représentants. Ce vote fait suite à l'[audition](#) du général Cavoli, qui commande l'EUCOM (European Command), le 10 avril, par le Congrès des États-Unis. Même s'il est difficile d'estimer l'influence de cette audition sur le vote, toujours est-il que la parole militaire reste écoutée avec attention par le politique aux États-Unis. Interrogé sur la situation en Ukraine, le général a rappelé l'urgence de ce soutien. L'armée russe s'est reconstituée, a-t-il déclaré, à son niveau d'avant-guerre – si ce n'est plus, puisqu'elle disposerait à présent d'effectifs excédant ceux de février 2022 (de 15 %, a-t-il estimé). Régénérée, augmentée, l'armée russe ne manque plus de tanks, tandis que côté ukrainien, les pénuries menacent. Si l'aide américaine n'est pas renouvelée, a-t-il prévenu, ce ne sera qu'une « question de semaines », avant que l'Ukraine ne déclare la défaite. Et le général d'avertir sur la probabilité qu'un succès russe en Ukraine encourage une armée qui se prépare à d'autres affrontements sur le continent : « *they're certainly building a military that's going to be capable of it* » (« ils construisent certainement une armée qui en sera capable »).

#### RELATIONS BILATÉRALES JAPON – ÉTATS-UNIS

**Mireya SOLIS, « [The Biden-Kishida summit: An elevated partnership faces potential disruption](#) », *Brookings*, 5 avril 2024.**

À l'occasion de la visite d'État à Washington du Premier ministre Fumio Kishida, la spécialiste américaine du Japon Mireya Solis revient sur le « leadership discret » de ce pays, auquel elle a récemment consacré un ouvrage (*Japan's Quiet Leadership*, 2023). Elle souligne tout particulièrement le rôle décisif de Shinzo Abe dans la modernisation du Japon (libéralisation commerciale, réinterprétation de la Constitution sur la défense), devenu un véritable *network power* dans l'Indo-Pacifique. Cette visite d'État sera un test, nous dit Mireya Solis, non pas tant sur le rang de ce pays (car « *Japan is back* »), mais sur la mesure dans

laquelle les États-Unis peuvent se reposer sur lui dans les années à venir. Washington veut faire du Japon le premier invité à rejoindre le pilier 2 de l'AUKUS, mais des doutes persistent sur la robustesse et la fiabilité de cette alliance. En politique étrangère, Kishida n'a pas encore obtenu de grandes avancées sur ses priorités (dénucléarisation, engagement avec le Sud global) et semble fragile *at home*. Qui plus est, les irritants sont nombreux entre les deux pays, à commencer par le contentieux sur l'acier, qu'un éventuel retour de D. Trump à la Maison Blanche ne résoudrait en rien et qui inquiète beaucoup les Japonais. Le discours du Premier ministre devant le Congrès (11 avril) était donc bienvenu pour exprimer enfin avec clarté sa vision de l'avenir de l'alliance : il a évoqué le doute (« *self doubt* ») qui assaillait les États-Unis quant à leur rôle mondial, ce qui n'aura pas manqué d'agacer les Républicains (qui, pour la plupart d'entre eux, ont exprimé leurs réticences à apporter une aide à Israël, à l'Ukraine et à Taïwan).

#### HOSTILITÉS ISRAËL-IRAN

**Ali VAEZ, « [The Middle East Could Still Explode](#) », *Foreign Affairs*, 15 avril 2024.**

Les États-Unis ne peuvent pas tout. Ali Vaez, dans son article « *The Middle East Could Still Explode* », analyse les conséquences de l'escalade récente des tensions entre l'Iran et Israël, pour les États-Unis et le monde dans son ensemble. Le directeur de l'Iran Project à l'International Crisis Group montre que l'opération True Promise (13 avril) révèle une transition dans la stratégie iranienne, de la patience stratégique vers une confrontation ouverte, motivée par un désir de dissuader Israël de futures agressions. La riposte iranienne, bien que largement contrecarrée par les défenses israéliennes, a non seulement exacerbé les tensions régionales, mais a aussi placé les États-Unis dans une position délicate. Tentant d'éviter la régionalisation du conflit depuis octobre, le président Biden n'a eu de cesse d'appeler le Premier ministre israélien à la retenue ; mais « *Israel is not a U.S. proxy* ». Washington ne peut dès lors garantir que Netanyahu s'en tiendra à ses conseils. En somme, l'article d'Ali Vaez illustre les limites de l'influence américaine au Moyen-Orient, montrant que malgré leurs efforts substantiels, les États-Unis ne peuvent pas entièrement contrôler ou prévenir les dynamiques d'escalade entre l'Iran et Israël.

**Adrien MAUGER**  
*Assistant de recherche*

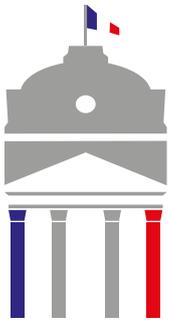
## POLITIQUE ÉTRANGÈRE

**Tylor JOST, Joshua KERTZER, Eric MIN et Robert SCHUB, « [Advisers and Aggregation in Foreign Policy Decision Making](#) », *International Organization*, 78 (1), 2024, p. 1-37.**

Les conseillers influencent-ils la politique étrangère et, si oui, de quelle manière ? Telle est la question à laquelle Tylor Jost, Joshua Kertzer, Eric Min et Robert Schub ont tenté de répondre dans un article récemment mis en ligne par la revue *International Organization* et intitulé « *Advisers and Aggregation in Foreign Policy Decision Making* ». Les recherches récentes sur la prise de décision au niveau des élites se focalisent prioritairement sur les dirigeants et les institutions qui les entourent plutôt que sur leur entourage direct. La nature hiérarchique de la prise de décision en matière de politique étrangère, estiment les auteurs, n'empêche pas les conseillers d'influencer les décisions relatives au recours à la violence armée à travers les conseils qu'ils fournissent lors des délibérations. Pour étayer cette thèse, les quatre auteurs

ont élaboré une base de données de 2 685 délibérations de politique étrangère entre les présidents américains et leurs conseillers, de 1947 à 1988. Ils recourent à l'intelligence artificielle pour analyser les positionnements de 1 134 décideurs en matière de politique étrangère durant la guerre froide. Ils observent que le bellicisme des conseillers rejaillit sur les décisions des responsables politiques. Même après avoir isolé les dispositions au pacifisme des dirigeants, les auteurs constatent que le recours à des politiques coercitives augmente avec la représentativité des faucons autour des décideurs.

**Élie BARANETS**  
***Chercheur Sécurité internationale***



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Mai 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs et des doctorants

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 14\)](#)

Protestations civiles en temps de guerre, Porte-avions

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 15\)](#)



## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE

**L'IRSEM souhaite la bienvenue à Mathieu Mérino, chercheur Afrique de l'Ouest (domaine AAMO).**



Docteur en science politique, Mathieu Mérino occupe le poste de chercheur Afrique de l'Ouest/bande saharo-sahélienne. Deux thématiques guident actuellement sa recherche centrée sur des terrains africains : l'étude des régimes politiques et des processus démocratiques d'une part, et celle des dynamiques environnementales d'autre part. Auparavant, Mathieu Mérino a travaillé, en tant qu'enseignant-chercheur, dans plusieurs établissements universitaires ou de recherche en Afrique et en France. Il a également été longtemps engagé en tant qu'analyste politique et conseiller électoral par différentes organisations internationales, dont l'UE, l'UA, l'ONU, la SADC ou encore la Francophonie (plus de 60 missions).

Mathieu Mérino est actuellement chercheur associé au sein du centre multidisciplinaire et comparatiste Les Afriques dans le Monde (LAM) à Sciences Po Bordeaux et enseignant à l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris (IRIS Sup'). Il a récemment co-dirigé (avec le Dr Saïkou Baldé) l'ouvrage intitulé : *Quelles perspectives pour les processus électoraux en République de Guinée* (Paris, Les Éditions du Panthéon, 2023).

### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



#### **Brève stratégique 68 – 14 mai.**

« [La Russie dénoncera-t-elle la Convention des Nations unies sur le droit de la mer \(CNUDM\) ?](#) », par Lukas B. Wahden, 2 p.

La Russie a fait part de son intention de dénoncer la CNUDM. Elle est toutefois peu susceptible de mettre à exécution ses menaces. L'hostilité russe envers la Convention ne réside pas dans la stratégie maritime, mais dans l'affirmation de prérogatives de grande puissance. Néanmoins, les actions russes nuisent à la CNUDM.



[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)



École militaire  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM  
mai 2024



**Strategic Brief 68 – 14 mai.**

« [Will Russia denounce the United Nations Convention on the Law of the Seas \(UNCLOS\)?](#) », by Lukas B. Wahden, 2 p.

Russia has threatened to denounce the United Nations Convention on the Law of the Seas. However, it is unlikely that Moscow will make good on its threat. Russia’s hostility towards UNCLOS does not derive from maritime strategy, but from its pursuit of great power prerogatives. Nevertheless, Russia’s actions undermine UNCLOS.



**Brève stratégique 69 – 29 mai.**

« [Les ambitions spatiales de la Corée du Sud : de l’émergence du pays à “l’Alliance spatiale” avec les États-Unis](#) », par Julien Cochet, 2 p.

La Corée du Sud a annoncé le 8 avril 2024 la mise en orbite d’un deuxième satellite militaire par une fusée Falcon 9 de SpaceX, quelques semaines après la mise en orbite d’un premier. Cela s’inscrit dans un contexte de renouveau de la stratégie spatiale sud-coréenne et d’intensification des tensions avec la Corée du Nord, qui a mis en orbite son premier satellite militaire en novembre 2023.

**ÉVÉNEMENTS**

**2-3 mai : Colloque « Big Tech as an Actor of Global Security and Geopolitical Conflicts », IRSEM/CNRS/ Centre d’analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias (Paris-Panthéon-Assas).**



Les 2 et 3 mai 2024, se sont tenus deux jours de conférences en anglais sur le thème : « Les Big Tech comme acteurs de la sécurité globale et des conflits géopolitiques ». Réunis dans la majestueuse salle des Conseils de l’Université Paris-Panthéon-Assas, de nombreux chercheurs et experts venus du monde entier ont pu présenter leurs recherches et échanger sur ces grandes entreprises technologiques, communément appelés les Big Tech (ce terme ayant fait l’objet de discussions dans plusieurs présentations).

La première journée a débuté par une dense matinée composée d’une réflexion sur la privatisation des opérations clandestines autour de la conférence invitée du professeur Ronald Deibert, suivie d’un panel abordant les enjeux de pouvoir, de privatisation et de souveraineté liés aux infrastructures des mondes numériques, grâce à des cas d’études significatifs comme les câbles sous-marins ou des controverses liées à Huawei. L’après-midi a permis d’explorer les relations entre les grandes entreprises technologiques et la société civile, abordées par Natalia Krapiva (AccessNow) dans sa conférence invitée, puis d’étudier les défis liés à la surveillance et à la censure dans la modération des contenus dits dangereux sur les réseaux sociaux. Les intervenants ont examiné la répression transnationale numérique, la censure en temps de guerre, le rôle des grandes entreprises dans la lutte contre les extrémismes violents ainsi que les limites des algorithmes de modération.

L'axe de la deuxième journée portait sur les Big Tech en tant qu'acteurs géopolitiques. Celle-ci s'est ouverte par la conférence invitée du Dr Ilan Manor sur le rôle de ces entreprises dans la diplomatie. Les discussions ont ensuite couvert des sujets regroupant des aspects et des zones géographiques diverses, allant des serveurs de jeux vidéo en Europe de l'Est, aux pratiques de stockage des données au Pakistan en passant par le rôle des entreprises technologiques dans les tensions géopolitiques autour de Jérusalem impliquant Israël et la Palestine, ainsi que les enjeux de la modération des plateformes dans les élections au Brésil. Après une réflexion sur la médiation des images opérationnelles dans la guerre en Ukraine autour de la conférence invitée de la professeure Anna Leander, la journée s'est terminée par une exploration du rôle croissant des plateformes numériques dans les conflits contemporains, y compris leurs impacts sur la guerre moderne dans ses dimensions militaire et humanitaire, et la redéfinition des relations public-privé dans ce contexte.

Ces deux riches journées ont permis de mettre en lumière les différents rôles et l'influence des grandes entreprises technologiques, tout en soulignant les tensions et défis associés à leur présence croissante dans les domaines de la sécurité, de la souveraineté numérique et des relations internationales.

**Jeanne MAURIN-BONINI**  
*Doctorante résidente*

**16 mai : Visite d'une délégation qatarie du Centre d'études stratégiques du ministère de la Défense.**



Le 16 mai 2024, l'IRSEM a accueilli une délégation qatarie du Strategic Studies Center (SSC), conduite par le directeur du centre, le général Rashid Hamad Al Nuaimi. Ce centre d'études stratégiques, rattaché aux Forces armées du Qatar et créé en 2004, a pour mission de réaliser des études militaires et stratégiques afin de répondre

aux besoins des forces armées et de la sécurité nationale du pays.

La rencontre organisée par [Fatiha Dazi-Héni](#), chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM, a permis d'échanger sur de potentielles coopérations entre les deux instituts. Plus précisément, les discussions se sont concentrées sur le développement de liens entre les deux institutions, à travers le possible échange de chercheurs et la réalisation de publications communes. Cette réunion a également permis d'aborder des sujets d'actualité, notamment la situation à Gaza et la guerre en Ukraine.

Cette rencontre s'inscrit dans la continuité de précédents échanges. En 2022, une délégation de l'IRSEM s'était rendue à Doha afin de discuter de sujets stratégiques et des possibilités de travaux communs.

La diversité de chercheurs présents lors de cette rencontre a enrichi les discussions et ouvert la voie à d'éventuels travaux scientifiques communs.

**Anne-Caroline LEPETZ**  
*Assistante de recherche*

**21 mai : Colloque annuel IRSEM – US Army War College.**



Mardi 21 mai s'est tenu le colloque annuel avec une délégation de l'US Army War College, reçue par [Maud Quessard](#) (IRSEM). Cette journée d'étude, au format Chatham House, s'inscrivait dans le cursus des officiers stagiaires américains qui suivent l'Advanced Strategic Art Program (ASAP). Elle se situait pour eux au cours d'un séjour en Europe lors duquel ils ont participé à un Staff Ride en Sicile et en Normandie, en cette année de célébration du D-Day. Au cours de cette journée, les officiers américains et les chercheurs français de l'IRSEM ont eu l'occasion de partager leurs perspectives lors de trois table rondes.

La première partie portait sur les leçons de la guerre en Ukraine pour des conflits prolongés. L'objectif de la discussion était de tirer des enseignements du conflit en cours pour d'autres théâtres et d'en déduire des orientations pour préparer au mieux la conflictualité au long cours. Côté français, [Victor Violier](#) (IRSEM) et Gabriel Porc (doctorant associé) ont ainsi partagé leur lecture de cette guerre, en s'intéressant non seulement au théâtre du conflit mais également à l'évolution des pays belligérants.

La deuxième table ronde s'est intéressée à la problématique de la mobilisation nationale, en cherchant à tirer des leçons des exemples russe et ukrainien. Les discutants ([Maxime Launay](#) et [Élie Baranets](#), IRSEM) ont notamment évoqué l'enjeu de la préparation de l'opinion publique à la mobilisation ou encore les nombreux obstacles et freins à la conscription dans nos sociétés.

Enfin, la dernière partie a été l'occasion d'une discussion sur l'autonomie stratégique. Les intervenants américains et français ([Clotilde Bômont](#), IRSEM) ont pu présenter leurs analyses respectives de ce concept, source de nombreux malentendus, en proposant une évaluation de ses bénéfices et ses coûts, s'il en est. Les échanges consécutifs ont permis de favoriser une meilleure compréhension mutuelle.

**Adrien MAUGER**  
*Assistant de recherche*

**21 mai : Séminaire Jeunes Chercheurs.**



La première partie de la séance était consacrée à la présentation des travaux de thèse de Dusan Bozalka (doctorant en sciences de l'information au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur l'étude des médias de l'Université Paris-Panthéon-Assas), sur le thème : « Formation, projection et réception des récits stratégiques complotistes de QAnon : une étude computationnelle et transnationale des espaces socio-numériques

multiplateformes ». Son discutant était Antoine Machut, postdoctorant au Media Lab de Sciences Po.

Dusan Bozalka a expliqué que si le développement exponentiel du complotisme sur les réseaux socio-numériques fait l'objet de nombreux travaux, peu se concentrent sur sa circulation internationale à l'aune de pratiques uniformisées. C'est précisément ce « savoir-faire » que sa contribution met en exergue, avec pour objet d'étude le contre-public formé par « QAnon » et formant la matrice narrative contestataire du complotisme contemporain. Une méthodologie computationnelle mixte est, à cet effet, utilisée par le biais d'une collecte multiplateforme de données, et couplée à un cadre analytique issu de la communication stratégique. Cette approche transdisciplinaire vise à rendre compte des stratégies adoptées par les membres du contre-public, favorables à son internationalisation, au même titre que leurs récits, et ce à travers les phénomènes de réception propres à trois exemples européens. La finalité de cet article réside quant à elle dans l'examen des pratiques et récits de ces derniers, en dépit de différences propres à chaque individu et espace linguistico-culturel, à dessein d'inscrire leurs productions multiplateformes dans un effort collectif de contestation de la vision des faits tels que proposés par les acteurs institutionnels et médiatiques.

La seconde partie du séminaire, animée par des membres de l'équipe de recherche de l'IRSEM, portait sur les différents types de problématiques liées aux terrains de recherche : généralités et spécificités d'un terrain de recherche en Afrique, comment appréhender un terrain de recherche difficile ([Alexandre Lauret](#) et [Mathieu Mérino](#)) ; les bons réflexes à avoir pour préparer son terrain ([Maud Quessard](#)) ; comment la pratique du terrain peut transformer le sujet de thèse (à partir d'un corpus d'archives et d'entretiens oraux) ([Maxime Launay](#)).

**22 mai : Cycle « Neutralité et conflits armés » : 4. « Les implications économiques de la neutralité ».**

Le 22 mai s'est tenu le quatrième séminaire du cycle « Neutralité et conflits armés », initié par le Centre Thucydide et l'IRSEM. Animée par le professeur Jean-Vincent Holeindre (Paris-Panthéon-Assas), cette session s'est intéressée aux implications économiques de la neutralité.

À cette occasion, Julien Malizard (titulaire adjoint de la chaire Économie de défense, IHEDN) a démontré que la neutralité impliquait des forces ou des budgets différents pour les États neutres, en comparaison à d'autres États insérés dans des réseaux d'alliance. Son analyse s'est por-

tée sur la Finlande et la Suède, en raison de l'intégration récente de ces deux États dans l'OTAN, respectivement en 2023 et 2024. Adoptant une approche contrefactuelle, il a comparé le comportement économique de ces États de 2001 à 2023 avec celui d'États similaires sur plusieurs points – à savoir la Belgique pour la Suède, et le Danemark et la Norvège pour la Finlande –, arrivant à la conclusion que ces États avaient eu un comportement particulier en raison de leur neutralité.

Maxence Brischoux (chercheur associé au Centre Thucydide) a quant à lui présenté une intervention sur l'impossible neutralité économique, en analysant deux pratiques historiques de ladite neutralité économique que sont le blocus naval et les sanctions économiques. Il a ainsi démontré que les États utilisant la coercition économique avaient tout intérêt à contraindre les États neutres à imposer et à respecter les blocus et les sanctions. Bien que cela témoigne de la tendance spontanée à s'étendre de la coercition économique, ce modèle a ses limites, l'une d'entre elles étant que la politisation du système international économique peut conduire à nourrir la guerre préventive pour les États dépendants du commerce.

Ce quatrième séminaire a ainsi permis d'explorer en profondeur les dynamiques économiques de la neutralité, ouvrant la voie à de futures discussions sur la capacité des États neutres à naviguer dans un paysage global où la neutralité est de plus en plus difficile à préserver.

**Célia AUBRY**  
*Doctorante (Centre Thucydide,  
 Université Paris-Panthéon-Assas)*

**23 mai : Séminaire Chine-Russie 2 : « Les ambitions chinoises et russes dans l'Arctique » avec Lukas Wahden et Pr Olga Alexeeva (UQAM).**



Jeudi 23 mai s'ouvrait la deuxième séquence du cycle de séminaires portant sur les ambitions chinoises et russes dans l'Arctique, organisé par la [Carine Pina](#) et [Céline Marangé](#) dans le cadre de leur séminaire Chine-Russie. Ce séminaire avait pour intervenants Lukas Wahden, assistant de recherche à l'IRSEM, et Olga Alexeeva, professeure d'études chinoises au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Lukas Wahden s'est attaché à présenter les intérêts économiques et stratégiques de la région pour Moscou, ainsi que ceux liés à la présence chinoise. La présentation d'Olga Alexeeva a souligné les objectifs et les moyens mis en œuvre par Pékin dans la région, devenue une préoccupation sécuritaire « directe » pour la Chine du fait du changement climatique.

Bien que la Russie soit le principal bénéficiaire des investissements chinois dans l'Arctique, des contraintes structurelles, matérielles et technologiques limitent l'ampleur de la présence chinoise. L'engagement chinois reste donc mesuré et très attentif à ses propres intérêts. Malgré une façade de coopération importante, affichée par les deux partenaires depuis les sanctions internationales contre la Russie, des obstacles légaux et matériels freinent les actions concrètes chinoises dans la région. En contrepartie, la Russie n'hésite pas, comme l'a relevé Lukas Wahden, à s'ouvrir à d'autres États du Sud global, comme l'Inde. Quant à la Chine, elle continue de développer des technologies propres à être achetées et utilisées par les différents acteurs économiques privés et publics dans la région (Norvège).

**27 mai : Séminaire Chine-Russie 3 : « Les ambitions spatiales chinoises et russes », avec Anne Maurin (CESA) et Lucie Sénéchal-Perrouault (doctorante au CNRS).**

Le 27 mai, l'IRSEM a accueilli un séminaire sur les ambitions spatiales de la Chine et de la Russie. Cet événement, organisé par [Céline Marangé](#) et [Carine Pina](#), constituait la quatrième session d'un cycle consacré aux relations sino-russes contemporaines. Le séminaire, modéré par la capitaine [Béatrice Hainaut](#), chercheuse sur les questions spatiales à l'IRSEM, a permis à la fois de s'intéresser à l'état de la coopération sino-russe dans le domaine, mais également de voir les singularités de chacun des États.

La présentation d'Anne Maurin, chargée d'étude au Centre d'études stratégiques aérospatiales, membre de la Chaire de stratégies aérienne et spatiale appliquées et doctorante en géographie à Sorbonne Université, a insisté sur le fait que la Russie reste un leader mondial dans beaucoup de domaines du spatial, comme celui des activités de contre-espace, même si Moscou accuse aujourd'hui un léger déclin. La coopération spatiale sino-russe, antérieure à 2014, couvre de nombreux domaines comme celui de l'exploration de l'espace ou le partage d'imagerie satellitaire. Moscou souhaite, et peut, garder le leadership des pays membres des BRICS dans ce domaine. Cependant la Chine qui semble encore garder un espoir de coopération avec les pays européens, ne semble pas vouloir s'en vanter.

Lucie Sénéchal-Perrouault, doctorante au CNRS – Centre Alexandre Koyré, a retracé l'historique de cette coopération depuis la création de la RPC, montrant que Pékin a très tôt fait en sorte de développer ses capacités spatiales, en les protégeant également de ses propres débordements comme sous la révolution culturelle, et en trouvant jusqu'à la fin des années 1950, puis de nouveau dans les années 1990, auprès de l'Union soviétique les technologies dont elle avait besoin. La Chine semble cependant aujourd'hui en pointe dans un domaine particulier : le développement du *New Space* chinois, soit le spatial commercial (lanceurs de satellites). Ce secteur est caractérisé par une pluralité d'acteurs allant des petites entreprises privées aux côtés des champions nationaux appartenant à l'État chinois et connaît un développement rapide et erratique. Aucune mention de coopération ou de présence majeure russe n'est faite par les Chinois dans ce domaine.

Néanmoins, si la Chine et la Russie coopèrent finalement assez peu dans les technologies spatiales, elles font front commun contre les normes de comportement responsable dans l'espace, défendues par la France, les États-

Unis et leurs affinitaires, comme la discussion menée par la capitaine Hainaut l'a bien fait ressortir.

**29 mai : Séminaire Afrique « Entre enclavement constaté, ouverture espérée et conflictualité : quelques enseignements issus des stratégies portuaires dans la Corne de l'Afrique », avec François Guiziou (CNRS).**



À l'occasion d'un nouveau séminaire Afrique, le géographe François Guiziou (chargé de recherche CNRS, IDEE-Le Havre) a présenté ses résultats de recherche portant sur les activités portuaires et les enjeux maritimes en mer Rouge ainsi que dans la Corne de l'Afrique devant une salle comble. Rappelant en introduction les différentes dynamiques inhérentes à l'instabilité de la zone (guerre civile en Éthiopie et au Soudan, instabilité somalienne et résurgence de la piraterie, attaques des Houthis en mer Rouge, etc.), François Guiziou s'est ensuite concentré sur les différentes installations portuaires de la région, du port de Massoua en Érythrée à celui de Lamu au nord du Kenya, en passant par ceux d'Hodeïda et d'Aden au Yémen. Au cours de cette présentation, il s'est appuyé sur des cartes géographiques et des images satellite détaillant les capacités et les infrastructures présentes dans chacun des ports, le plus souvent en concurrence notamment pour désenclaver l'Éthiopie.

François Guiziou a ensuite analysé les stratégies de plusieurs acteurs clefs dont : l'Éthiopie du Premier ministre Abiy Ahmed, ce dernier rêvant d'accéder au littoral, le port de Djibouti par où transite jusqu'à 95 % du commerce maritime éthiopien, les différents ports de la côte somalienne et kenyane ayant chacun sa stratégie propre, enfin ceux d'un Yémen en proie à la guerre civile depuis 2014. À ces stratégies portuaires s'ajoutent celles de la compétition des acteurs-comptoirs qui font de la Corne de l'Afrique une région propice aux investissements. Ainsi, les Émirats arabes unis sont très présents au travers d'investissements

importants et de leurs entreprises, notamment Dubaï Port World. La Turquie investit également sur la côte somalienne, le long de l'océan Indien, en Éthiopie et au Soudan, en guerre. Malgré une situation politique et militaire complexe au Yémen, l'Arabie saoudite se rêve en première puissance régionale, imposant sa vision développementaliste en mer Rouge. Par ailleurs, la Chine est bien évidemment présente et, si elle investit massivement dans les différents pays de la région, à commencer par Djibouti et l'Éthiopie, il semble davantage que sa présence s'inscrit dans une optique économique plutôt que politique. Enfin, et bien qu'il ne soit pas reconnu en tant qu'État indépendant par la communauté internationale, le Somaliland espère devenir un nouveau corridor de l'Éthiopie.

La présentation de François Guizou a permis de mettre en avant certaines limites et contradictions dans les analyses stratégiques en détaillant la complexité du contexte régional. Par exemple, si l'Érythrée est certes l'un des États les plus fermés au monde, ses ports sont pourtant bien reliés à l'environnement régional. Assab est devenu le fer de lance du débarquement émirati au Yémen et Massoua, l'une des escales des principales lignes maritimes régionales. De même, et malgré le blocus maritime saoudien et la guerre du Yémen, le port d'Hodeïda reste également intégré à des lignes maritimes locales, assurant *de facto* une rente économique aux autorités houthies ayant le contrôle du port.

Enfin, le Premier ministre éthiopien multiplie les discours offensifs sur la nécessité d'avoir un littoral pour son pays alors que l'Éthiopie connaît de nouveaux troubles politiques internes à l'image des insurrections oromo et amhara qui fragilisent le pouvoir en place.

### 30 mai : Visite d'une délégation d'étudiants de l'Université George Washington (UGW).



Le jeudi 30 mai 2024, une délégation d'une vingtaine d'étudiants en master Relations internationales à l'Université George Washington (UGW) a rendu visite à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) au cours d'une tournée européenne.

Conduite par Erwan Lagadec, directeur du programme « Transatlantique » à UGW, la délégation a été accueillie par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » à l'IRSEM, par la déléguée au développement international et aux relations institutionnelles, [Wendy Ramadan-Alban](#), ainsi que par les chercheurs de l'IRSEM. À travers une session de Q&R, les étudiants de UGW ont pu se familiariser avec les thèmes et méthodologies pratiqués à l'Institut.

Cette rencontre a également permis aux doctorants financés par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) d'échanger informellement avec les étudiants de la GWU.

Fondés sur une initiative pédagogique, ces échanges s'inscrivent dans une tradition de coopération scientifique bien établie entre l'IRSEM et la GWU à travers le Collectif de recherche sur la Russie contemporaine pour l'analyse de ses nouvelles trajectoires ([CORUSCANT](#)) piloté, à l'IRSEM, par [Maxime Audinet](#). En effet, CORUSCANT, hébergé par l'[Institut français de géopolitique \(IFG\)](#) est la branche européenne du « [Russia Program](#) » basé à GWU : cette initiative agréant plusieurs personnalités et institutions vise à redéfinir la manière dont les connaissances sur la Russie contemporaine sont produites face aux conséquences multiples et désastreuses de son invasion à grande échelle de l'Ukraine.

**30 mai : Séminaire « Les wargames dans la formation de l'officier », IRSEM/Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE).**

En partenariat avec le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), l'IRSEM a organisé ce jeudi 30 mai une rencontre dédiée à l'utilisation pédagogique des wargames dans la formation des officiers. Outre les personnels du CICDE (Patrick Ruestchmann et Bertrand Blicquy) et les chercheurs de l'IRSEM ([Yves Auffret](#) et [Victor Violier](#)), cet événement a accueilli des enseignants-chercheurs, des enseignants et des cadres provenant de plusieurs entités du ministère des Armées : École de l'air et de l'espace, École navale, Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), Commandement du combat du futur (CCF). Les discussions ont porté sur les usages des wargames dans la formation de l'officier initiale et continue à partir des différents retours d'expérience des participants, et sur l'ingénierie pédagogique associée à celle-ci. Les riches échanges lors de cette journée viendront alimenter une étude à paraître en fin d'année.

## IRSEM-EUROPE

**13 mai : Présentation du *Routledge Handbook of Disinformation & National Security*.**

Le lundi 13 mai, le [Collège du renseignement en Europe](#) a réuni à Bruxelles les auteurs faisant partie de son réseau et ayant récemment publié le [Routledge Handbook of Disinformation & National Security](#), un ouvrage appelé à devenir une référence dans ce domaine. Cet événement fut l'occasion de réunir les acteurs de la bulle européenne UE et OTAN, ainsi que des universitaires de plusieurs pays, notamment espagnols et roumains.

**22 mai : Séminaire sur le terrorisme avec Elyamine Settoul.**

Le 22 mai, l'IRSEM-Europe accueillait le temps d'un séminaire [Elyamine Settoul](#), directeur du domaine « Défense et société » à l'IRSEM. Ce dernier a présenté sa recherche, fondée sur une enquête de terrain de quatre ans menée dans les prisons françaises (2018-2022). Plus largement, les discussions se sont tournées vers : « Une décennie de djihadisme : retour sur une mosaïque sociologique européenne » et ont réuni une dizaine de fonctionnaires et universitaires spécialistes du secteur.

**28 mai : Conférence « Guerre de l'information et ingérences étrangères ».**



Le 28 mai, l'IRSEM-Europe réunissait une soixantaine de personnes autour du thème : « Guerre de l'information et ingérences étrangères ». Les défis multiples soulevés par l'ingérence dans les processus électoraux ont été examinés lors de trois tables rondes. Les intervenants ont mis en lumière l'influence de la désinformation menée par des acteurs étatiques et non étatiques. Ces nouvelles perspectives ont permis d'élargir notre compréhension de la guerre de l'information contemporaine.

La première table ronde portait sur les stratégies d'influence informationnelle des régimes autoritaires, à travers l'évolution des acteurs impliqués et de leurs pratiques. [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#) et Sophia Mahroug, spécialistes respectivement de la Chine, la Russie et l'Iran, ont pu exposer les différentes stratégies de ces pays en soulignant la variété d'acteurs et de techniques employées, ainsi que le rôle crucial des médias d'État tels que CGTN, RT et Press TV dans la diffusion de récits stratégiques. Au-delà de l'exposition d'opérations de désinformation isolées, ces interventions ainsi que la discussion avec la salle ont permis d'apporter une vision globale des stratégies de ces États autoritaires tout en abordant des exemples très précis, révélateurs de la variété des pratiques employées sur le champ informationnel.

La deuxième table ronde, présidée par Naja Bentzen (European Parliamentary Research Service), s'est concentrée sur la lutte contre la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère (FIMI) dans un contexte électoral. Les réponses des pays démocratiques à ces menaces ont été au cœur des discussions. [Maud Quessard](#) (IRSEM) a présenté le cas américain ainsi que les

leçons (partiellement) tirées des tentatives d'ingérence dans les processus électoraux. Marek Kohv (ICDS), ancien officier estonien, a partagé l'expérience de l'Estonie, un pays souvent en première ligne face à ces défis. Alexandre Alaphilippe, fondateur de l'EU Disinfo Lab, a présenté ses recommandations pour une meilleure régulation contre la désinformation.

La troisième table ronde, présidée par Maxime Audinet (IRSEM), a exploré les innovations méthodologiques et les perspectives dans l'étude de la désinformation et de la guerre de l'information. [Dusan Bozalka](#) (IRSEM) a ouvert la discussion en présentant ses recherches sur les plateformes alternatives, puis Julia Kling a poursuivi avec une analyse de l'évolution de l'écosystème médiatique pro-Kremlin sur Facebook.

**Dusan BOZALKA, Adrien MAUGER,  
Jeanne MAURIN-BONINI**

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ET DES DOCTORANTS



**Maxime AUDINET**

- Interview : « Actions d'influence russes : "Les opérations clandestines connaissent une réelle intensification, qui touche en particulier la France" », *Libération*, 5 mai 2024.

- Communication : « Influence et guerre de l'information : le cas de la Russie », Lycée Camille Jullian, Bordeaux, 6 mai 2024.

- Communication lors d'un événement organisé par le CAPS consacré à la Russie en Afrique, MEAE, 13 mai 2024.

- Participation au workshop consacré à l'OSINT dans les Security Studies, Université de Leiden, La Haye, 17 mai 2024.

- Communication : « The ecosystem of Russia's information influence in Africa and its antineocolonial narrative », séminaire Répine, EHESS, 21 mai 2024.

- Présentation du livre *Un média d'influence d'État : Enquête sur la chaîne russe RT*, Institut Montaigne, 27 mai 2024.

- Communication : « A "partisanization" of information warfare: the mutations of Russia's information influence

since the invasion of Ukraine » et modération du panel consacré aux méthodologies, Conférence « Information Warfare and Foreign Interference », IRSEM-Europe, Bruxelles, 28 mai 2024.



**CNE Yves AUFFRET**

- Organisation du séminaire « Les war-games dans la formation de l'officier », IRSEM/CICDE, École militaire, 30 mai 2024.

- Présidence d'une table ronde lors de la journée d'étude « L'intelligence artificielle et le domaine régalién de l'État – Défense, Sécurité, Justice », Laboratoire DANTE, UVSQ, Université Paris-Saclay, Guyancourt, 29 mai 2024.

- Intervention : « Les enjeux de l'intelligence artificielle dans les politiques publiques de cybersécurité » lors de la journée d'étude « L'intelligence artificielle et le domaine régalién de l'État – Défense, Sécurité, Justice », Laboratoire DANTE, UVSQ, Université Paris-Saclay, Guyancourt, 29 mai 2024.



**Élie BARANETS**

- Intervention : « National mobilization of the public », Colloque annuel IRSEM – US Army War College, École militaire, 21 mai 2024.

- Conférence sur l'évolution des conflits, IHEDN (sessions régionales), Chartres, 24 mai 2024.



**Clotilde BÔMONT**

- Intervention : « Strategic autonomy in the EU-US relation », colloque annuel IRSEM – US Army War College, École militaire, 21 mai 2024.

- Présentation des travaux de recherche sur la « Géopolitique du cloud défense français », discutant Stéphane Taillat (CREC), Séminaire de recherche de l'IRSEM, École militaire, 29 mai 2024.



**Paul CHARON**

- Interview : « La Chine fait-elle la police en France », *Envoyé spécial*, France TV, 1<sup>er</sup> mai 2024.
- Citation : Antoine Izambard, « Comment la police chinoise infiltre la France », *Challenges*, 2 mai 2024.

- Interview : « Les influenceurs chinois », *Télématin*, France TV, 6 mai 2024.

- Interview : « Xi Jinping/Poutine les liaisons dangereuses », *C dans l'air*, France 5, 6 mai 2024.

- Interview : « Les dessous de l'influence chinoise en France », *Vrai ou faux*, France 5, 11 mai 2024.

- Conférence : Présentation du livre *Les Mondes du renseignement. Approches, acteurs, enjeux*, CNRLT, 14 mai 2024.

- Participation au workshop « The Rise of open-source intelligence », université de Leiden, La Haye, 17 mai 2024.

- Citation : Philippe Rioux, « Tensions en Nouvelle-Calédonie : l'exécutif dénonce des ingérences étrangères de l'Azerbaïdjan, de la Russie et de la Chine », *Ladepeche.fr*, 17 mai 2024.

- Interview : « Russie, Chine, Iran – La revanche des empires », documentaire pour Arte, 17 mai 2024.

- Citation : Andrea Rizzi, María R. Sahuquillo, « Europa se vuelca en contener el empuje del espionaje de Rusia y China », *El País*, 21 mai 2024.

- Conférence : « Chinese influence operations », université du Danemark du Sud, Odense, 24 mai 2024.

- Animation, avec Olivier Schmitt, d'un atelier sur les méthodes de génération de scénarios d'anticipation, université du Danemark du Sud, Odense, 24, 25 et 26 mai 2024.

- Citation : Marc Semo, « De l'Azerbaïdjan à la Chine : la dimension géopolitique de la crise calédonienne », *Challenges*, 24 mai 2024.

- Citation : Philippe Rioux, « Face aux ingérences étrangères, l'arme de l'esprit critique », *Ladepeche.fr*, 26 mai 2024.

- Conférence : « The New Clothes of China's Propaganda. The Case of CGTN », dans le panel « Autocraties' informational influence abroad: Evolving actors and practices », lors de la journée d'étude « Information Warfare and Foreign Interference », IRSEM-Europe, Bruxelles, 28 mai 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Échanges avec la délégation qatarie du Centre d'études stratégiques du ministère de la Défense, IRSEM, 16 mai 2024.

- Échanges avec le futur attaché de défense en Arabie saoudite (juillet 2024), le CV Guillaume Desgrées du Loû, 28 mai 2024.

- Interviewée par Khaled Yacoub Oweis et Mina Aldroubi, « [Saudi-Israel normalisation deal back in focus in shadow of Gaza war](#) », *The National*, 24 mai 2024.



**Charlotte ESCORNE (doctorante associée)**

- Chapitre : « Présences chinoises dans les télécommunications », dans Xavier Aurégan et Thierry Pairault (dir.), *L'Afrique et ses présences chinoises*, L'Harmattan, 23 mai 2024.



**Julia GRIGNON**

- Intervention « L'implication des Houthis dans la guerre de Gaza : quelles conséquences sur le plan du jus in bello et des droits humains ? », [20<sup>e</sup> Colloque annuel du Réseau français de droit international](#), 6 mai 2024.

- Membre du jury, [Concours Charles Rousseau de droit international](#), Réseau français de droit international, 7-11 mai 2024.

- Intervention au séminaire doctoral, « Les enjeux d'une carrière à l'international », Centre Thucydide, 13 mai 2024.

- Interviewée par Enzo Guerini, « [Guerre à Gaza : les questions qui se posent après la demande de mandat d'arrêt contre Netanyahu](#) », *Le Parisien*, 20 mai 2024.

- Intervention à la conférence « [La protection des civils contre les menaces numériques en temps de conflit armé](#) », GEODE / Institut français de géopolitique, 21 mai 2024.

- Invitée par Jérôme Chapuis, « Mandats d'arrêt demandés par le Procureur de la Cour pénale internationale », France info, 21 mai 2024.

- Co-organisation du cycle de séminaires, « Neutralité et conflits armés » : 4. « Les enjeux économiques de la neutralité », IRSEM/Centre Thucydide, 22 mai 2024.

- Intervention à la conférence « [Les humanitaires face aux violences de masse : le cas des conflits soudanais et israélo-palestiniens](#) », IRIS, 23 mai 2024.

- Co-organisatrice et intervenante, [École d'été sur les conflits et les interventions internationales](#), IRSEM/ Science Po Bordeaux/Université de Bordeaux/Université Paris-Panthéon-Assas, 27 mai-2 juin 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Publication : « [NATO's New Ambitions for Space](#) », IFRI Memos, mai 2024.

- Publication : « [Guerre dans l'espace : de l'ombre à la lumière](#) », *Inflexions*, n° 56, mai 2024 ; English version available : « [War in space: from shadow to light](#) ».

- Invitation à l'ambassade du Danemark pour intervenir sur la thématique de la stratégie spatiale de défense française, 7 mai 2024.

- Soutenance de mémoire d'un stagiaire de l'École de Guerre, 14 mai 2024.

- Modératrice lors du séminaire Russie-Chine « Les ambitions spatiales chinoises et russes », IRSEM, 27 mai 2024.



**Sümbül KAYA**

- Participation à la réunion de travail de l'ANR Calot « Les conséquences des loyautés forcées, Turquie, Russie », en ligne, 14 mai 2024.

- Membre du jury, mémoire master 1, « La politisation des personnes originaires de

Turquie en France. Étude sur le vote des jeunes aux élections présidentielles et législatives turques de mai 2023 », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 22 mai 2024.

- Membre du jury, mémoire master 1, « La construction d'une turcité unie ? Esquisse d'une sociologie du personnel de l'Organisation des États turques », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 mai 2024.

- Membre du jury, soutenance de mémoire de l'École de guerre, « La Somalie : un laboratoire turc. Quelles conséquences pour les intérêts français en Afrique : menace, modèle ou alternative ? », École de guerre, 27 mai 2024.

- Membre du jury, mémoire master 1, « La difficile coopération militaire entre la France et l'Allemagne », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 27 mai 2024.

- Membre du jury, mémoire master 1, « L'opération Sentinelle », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 27 mai 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Organisation de la journée d'études « C'était 1974 » à la Fondation Jean-Jaurès, avec la Société française d'histoire politique et l'Institut Georges Pompidou, Paris, 16 mai 2024.

- Communication : « 1974, une année antimilitariste » à la journée d'études « C'était 1974 » à la Fondation Jean-Jaurès, Paris, 16 mai 2024.

- Communication : « Lessons from a national mobilization in a close country » au colloque annuel IRSEM – US Army War College, École militaire, Paris, 21 mai 2024.

- Intervention à la séance « Terrains » du séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, École militaire, Paris, 21 mai 2024.



**Alexandre LAURET**

- Conférence : « Réflexions empiriques sur l'activité de passeur à Djibouti », Club de l'Interculturalité de l'armée (EMSOME – ACADEM), 15 mai 2024.

- Co-organisation du séminaire Afrique « Entre enclavement constaté, ouverture espérée et conflictualité : quelques enseignements issus des stratégies portuaires dans la Corne de l'Afrique », École militaire, 29 mai 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Rencontre avec la PAD Minaa Alander (Center for European Policy Analysis, Finlande), 16 mai 2024.

- Co-organisation du séminaire Chine-Russie 2 : « Les ambitions chinoises et russes dans l'Arctique », IRSEM, École militaire, 23 mai 2024.

- Co-organisation du séminaire Chine-Russie sur le spatial, IRSEM, École militaire, 27 mai 2024.

- Intervention lors de la conférence thématique de la DICOd sur la désinformation, 27 mai 2024.

- Conférence sur la stratégie russe et chinoise en Méditerranée pour le CHEM (avec Carine Pina), 30 mai 2024.



**Mathieu MÉRINO**

- Co-animation (avec Alexandre Lauret) du séminaire Afrique, « [Entre enclavement constaté, ouverture espérée et conflictualité : quelques enseignements issus des stratégies portuaires dans la Corne de l'Afrique](#) », avec François Guizou, géographe et chargé de recherche CNRS, École militaire, 29 mai 2024.

- Intervention : « Transition démocratique dans les pays en voie de développement, regards croisés Europe-Afrique », à la table ronde « Questions de géopolitique » organisée par l'association Au-delà du réverbère et Les conseillers du commerce extérieur de la France – Nouvelle-Aquitaine portant sur « [Quel avenir pour la France et l'Europe en Afrique ? Conceptions de la démocratie et du développement. Partage des visions et des valeurs](#) », Niort, 30 mai 2024.



**Carine PINA**

- Co-organisation du séminaire Chine-Russie 2 : « Les ambitions chinoises et russes dans l'Arctique », IRSEM, École militaire, 23 mai 2024.

- Co-organisation du séminaire Chine-Russie sur le spatial, IRSEM, École militaire, 27 mai 2024.

- Conférence sur la stratégie russe et chinoise en Méditerranée pour le CHEM (avec Céline Marangé), 30 mai 2024.



**Malcolm PINEL (associé)**

- Communication : « IA et opérations aériennes », durant la journée d'étude « L'intelligence artificielle et le domaine régalien de l'État : Défense, sécurité, justice », panel 1, organisée par le laboratoire DANTE, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), 29 mai 2024.



**Maud QUESSARD**

- Présidence de table ronde, colloque « Big Tech as an Actor of Security and Geopolitical Conflicts », IRSEM/CNRS/ Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias, Paris-Panthéon-Assas, 2 mai 2024.

- Présidence des travaux et accueil de la délégation de l'US Army War College ; trois tables rondes : leçons de la guerre en Ukraine pour des conflits prolongés ; mobilisation nationale ; autonomie stratégique, École militaire, 21 mai 2024.

- Intervention sur « The US & the Meddling in Electoral Processes Lessons Learned in Lost Battles to Improve Societal Resilience to Disinformation », colloque « Information Warfare and Foreign Interference », Bruxelles, IRSEM-Europe, 28 mai 2024.

- Accueil d'une délégation de George Washington University, École militaire, 30 mai 2024.



**Wendy RAMADAN-ALBAN**

- Podcast « 20 minutes pour comprendre » : « [Reaction Shot #11 : Israël-Iran : Décrypter l'escalade](#) », 29 avril 2024.

- Podcast « 20 minutes pour comprendre » : « [#94 : Que veut l'Iran ? Plongée dans les rouages de la république islamique](#) », 6 mai 2024.



**Virginie SALIOU**

- Intervention : « Maritime Security and Uncertainty in the Arctic » à la conférence « Geopolitical Dynamics in the Arctic: Understanding the role of France », organisée par The French Institute for International and Strategic Affairs (IRIS) et le Fridtjof Nansen Institute (FNI), IRIS, Paris (en anglais), 22 mai 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Article : « Le califat est mort. Vive le Califat », *Diplomatie*, Dossier « Géopolitique des Religions », n° 79, avril-mai 2024.

- Intervention : « Le lien armée Nation depuis 1945 : perspectives historiques et nouveaux défis », École pratique des métiers de la diplomatie (partenariat avec l'IHEDN), 2 mai 2024.

- Intervention : « A decade of jihadism: A look back at a European Sociological phenomenon », IRSEM Europe, Bruxelles, 22 mai 2024.

- Intervention : « L'égalité professionnelle au sein des institutions militaires : regard sociologique », Observatoire de la gendarmerie pour l'Égalité et contre les discriminations, DGGN, Paris, 30 mai 2024.

- Intervention : « Les extrémismes violents en France : actualité de la menace », Forum national de dialogue sur la prévention des radicalisations, CNAM Paris, 30 mai 2024.



**Arthur STEGER-KICINSKI**  
(doctorant associé)

- Intervention : « La protection des femmes en période de conflits armés : une affaire de contexte ou de statut ? Retour critique sur les fondements anciens d'une protection catégorielle sexuée », à la journée d'étude organisée par le CTAD de Nanterre, « Droits et contexte(s) », 25 avril 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Cité par Brice Pedroletti, « Avec To Lam, le Vietnam se dote d'un président issu de l'appareil de sécurité », *Le Monde*, 22 mai 2024.



**Victor VIOLIER**

- Conclusion de l'enseignement « [Political sociology of the contemporary Russian state](#) » auprès des étudiants du Collège universitaire de Sciences Po (2<sup>e</sup> année), 3 mai 2024.

- Participation à la rencontre (Chatham House) organisée par Maud Quessard avec Sam Charap (RAND Corporation) et portant sur les enjeux de la relation transatlantique et la guerre en Ukraine, IRSEM, École militaire, 16 mai 2024.

- Co-organisation et co-animation avec Camille Abescat, Hélène Combes et Lucas Puygrenier de la 4<sup>e</sup> séance

du [Postdocsem](#) « Postdocs : cartographier les dispositifs et construire son projet », CERI, Sciences Po, 17 mai 2024.

- Participation à l'accueil de la délégation (Chatham House) du US Army War College sous la direction de Maud Quessard. Présentation préparée en collaboration avec Gabriel Porc, doctorant en études slaves à l'Université Paris Nanterre (CRPM) et associé à l'IRSEM : « What lessons can be drawn from the Ukrainian war for France and Europe? », 21 mai 2024.

- Membre du jury 2024-2025 du Concours d'admission sur épreuves à l'Enseignement militaire supérieur du premier degré voie EMSST (Enseignement militaire supérieur scientifique et technique), Fort-Neuf de Vincennes, 23 mai 2024.

- Participation au séminaire « Les wargames dans la formation de l'officier », IRSEM/CICDE, organisé par Yves Auffret, École militaire, 30 mai 2024.



**Océane ZUBELDIA**

- Intervention : « L'évolution de la conflictualité » dans le cadre du 9<sup>e</sup> cycle des attachés du ministère des Armées, Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), École militaire, 13 mai 2024.

- Membre du jury Thèses IDEES, Agence innovation défense (AID), École militaire, 30 mai 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### PROTESTATIONS CIVILES EN TEMPS DE GUERRE

**Sebastian Van Baalen**, « [Civilian Protest in Civil War: Insights from Côte d'Ivoire](#) », *American Political Science Review*, 118 (2), p. 815-830.

Comment les mouvements de contestation des acteurs civils influencent-ils la dynamique des guerres civiles ? C'est la question à laquelle Sebastian Van Baalen tente de répondre dans un article récemment publié dans l'*American Political Science Review*. Les travaux existants montrent que les protestations civiles contre la violence et la guerre jouent un rôle dans la promotion de mesures pacifiques envers les civils. Reste un angle mort dans la recherche : les protestations civiles qui s'opposent à la résolution pacifique des conflits, telles que les manifestations en faveur des acteurs armés, contre les accords de paix et contre les forces de maintien de la paix. Se focalisant sur l'exemple ivoirien, l'article développe une typologie novatrice des protestations civiles en temps de guerre. En combinant méthodes quantitatives et qualitatives provenant de nouvelles données désagrégées et géoréférencées sur les événements en Côte d'Ivoire, Van Baalen démontre que les protestations vont de pair avec l'usage de la violence contre les civils et l'échec des tentatives de résolution du conflit. Ces résultats apportent un nouvel éclairage sur la manière dont les civils influencent la dynamique des guerres civiles. L'action civile non violente est loin de toujours être une force de paix.

Élie BARANETS

### PORTE-AVIONS

**Rachid Chaker**, « [Imposer sans combattre : la fonction politique du porte-avions \(américain\) au XXI<sup>e</sup> siècle](#) », *Revue Défense nationale*, 868, mars 2024, p. 39-47.

Dans un article intitulé « Imposer sans combattre », paru dans la *Revue Défense nationale* de mars 2024, Rachid Chaker interroge les fonctionnalités politiques du porte-avions en examinant les raisons des déploiements de deux groupes aéronavals américains en Méditerranée orientale, à l'heure où les débats sur le (ou les) successeur(s) de l'actuel *Charles de Gaulle* s'animent.

Dans cet article, l'auteur met en balance la plus-value opérationnelle du déploiement des groupes aéronavals américains, dans le contexte de la guerre à Gaza, et leurs fonctions diplomatiques multiples. Il rappelle que le navire de guerre, y compris dans un contexte de crise, joue un rôle tout autant – si ce n'est plus – politique que militaire. Ainsi, le déploiement d'un groupe aéronaval ne vise pas tant à préparer le combat ou s'engager dans la bataille qu'à prévenir le conflit. Levier fondamental de la puissance d'un État, le porte-avions apparaît comme un outil de « dissuasion conventionnelle », au même titre que le missile atomique est un outil de « dissuasion stratégique ». Plus précisément, Rachid Chaker développe trois temps dans l'exercice de cette diplomatie navale : 1) le signal d'engagement, 2) la manifestation d'intérêt, 3) la manifestation de puissance. Dans le cas présent, le signal d'engagement des Américains consiste à dissuader le Hezbollah et l'Iran de s'impliquer dans le conflit, tout en rappelant à Israël à la fois son soutien mais aussi sa dépendance sécuritaire à l'allié américain. Le déploiement du groupe aéronaval vise également à ce qui est appelé la « force expressive », soulignant ici l'intention des États-Unis de demeurer « l'hégémon stabilisateur » du Moyen-Orient vis-à-vis d'éventuels concurrents (Chine notamment). Enfin, le porte-avions, par sa visibilité et sa médiatisation, participe d'une manifestation explicite de la puissance américaine, la matérialité du moyen déployé étant aussi importante que sa potentielle efficacité opérationnelle. Le prestige du porte-avions permet dès lors à un État de témoigner de multiples manières de son rang sur la scène internationale.

Dans cet article de grand intérêt venant rappeler l'importance, voire la nécessité, d'un porte-avions dans l'exercice d'une politique étrangère décisive et qui compte sur la scène internationale, terrestre comme maritime, il reste à s'interroger sur le poids politique du nombre de porte-avions : le déploiement de deux groupes aéronavals américains en Méditerranée orientale a-t-il multiplié également par deux l'intentionnalité et la démonstration de puissance des États-Unis dans cette zone ?

Virginie SALIOU

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Claudia Senik (dir.), *Un monde en guerre*, La Découverte, 2024, 230 p.**

Les conflits actuels réactivent certains débats anciens : par qui se fait la guerre ? Comment et pourquoi se mobilise une population ? Sur quels fondements repose l'analyse des décideurs politiques et militaires ? *Un monde en guerre* ras-

semble douze travaux de chercheurs lauréats de l'appel à projets lancé en 2022 par la Fondation pour les sciences sociales sur le thème « Un monde en guerre ? » et tente de répondre – à travers des cas d'études et des détours historiques – à certaines de ces questions.

Portons notre attention sur deux contributions qui illustrent l'influence des dispositifs institutionnels sur la dynamique de l'État.

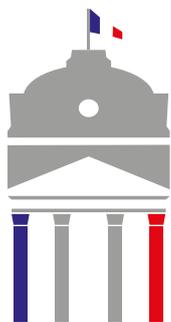
La première, intitulée « Consensus politique en situation autoritaire » et signée [Victor Violier](#), s'attache à mesurer comment l'enlèvement de la guerre en Ukraine affecte les équilibres au sommet du pouvoir russe. L'auteur examine minutieusement les relais de pouvoir de Vladimir Poutine parmi les élites, identifiant deux bastions principaux : les *siloviki* (issus des structures de force, plutôt conservateurs) et les *civiliki* (nouveaux technocrates). Il analyse ensuite comment la guerre en Ukraine a abouti

à la marginalisation de la frange la plus libérale des élites et à la radicalisation des forces d'opposition nationalistes. Il documente ainsi l'irruption dans le champ politique de blogueurs militaires russes, favorables à la guerre, mais critiques à l'égard des opérations et du pouvoir en place. Ces nouveaux acteurs entretiennent des relations complexes avec les dirigeants politiques et militaires et façonnent la perception publique de la guerre en Russie.

La seconde contribution, « La défense à l'ère du New Public Management » par Violette Larrieu, démontre comment les décisions de politiques publiques dans le secteur de la défense, autrefois pré carré d'officiers généraux et du président de la République, sont prises de façon croissante à l'aide d'expertise privée de cabinets de conseil. Ce recours au privé qui remonte aux premières politiques publiques de modernisation de l'action de l'État, semble s'intensifier depuis quelques années : le ministère des Armées a par exemple contracté en 2018 un accord-cadre avec 18 cabinets de conseil pour des missions très variées. En repérant des relations d'interdépendance, des effets de circulation entre administration et cabinets privés, mais aussi de légitimation réciproque, l'auteur documente la consolidation d'une élite modernatrice publique privée qui participe d'un mouvement qu'elle qualifie de « consultocratie ».

Ces deux contributions montrent comment les dynamiques internes aux États ont des effets sur les structures de pouvoir et des modes de gouvernance en temps de guerre.

**Enzo FASQUELLE**



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Juin 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Événements

IRSEM-Europe

Prix de thèse

Actualité des chercheurs et des doctorants

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Dilemme de sécurité, OTAN

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à **Marine de Guglielmo Weber**, qui rejoint le domaine « Armement et économie de défense » (AED) comme chercheuse Environnement, énergie et matières premières stratégiques, et se réjouit de conserver dans ses rangs **Victor Violier**, postdoctorant CNRS et résident à l'IRSEM depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022, qui devient chercheur Politique comparée, sociologie militaire et des institutions dans le domaine « Défense et Société » (D&S).



**Marine de Guglielmo Weber** est docteure en sciences de l'information et de la communication (Université Paris 8). Elle travaille sur la sécurité climatique des populations et des forces armées et s'est spécialisée sur les enjeux liés aux techniques de modification de la météo et du climat (géo-ingénierie).



**Victor Violier** est docteur en science politique (Université Paris Nanterre) et spécialiste des transformations de l'État et de l'action publique qu'il étudie dans une perspective socio-historique et comparative. Après une thèse sur la réforme de l'État et la formation de ses serviteurs en Russie depuis la fin de l'Union soviétique et un projet postdoctoral sur le consensus élitare russe face à la guerre en Ukraine, il travaille à deux nouvelles recherches. La première porte sur l'expertise étasunienne de la Russie contemporaine et la seconde vise à faire une analyse comparée des modalités de formation des élites militaires (France, États-Unis, Russie).



L'IRSEM félicite le colonel **Jean-Louis Cerisier**, réserviste opérationnel à l'institut, auquel a été décernée la médaille d'argent des réservistes volontaires de défense et de sécurité intérieure, en reconnaissance de son engagement au profit de la réserve de défense et de sécurité intérieure. La cérémonie de remise de décoration a eu lieu à Balard, le 18 juin 2024.



**Brève stratégique 72 – 13 juin.**

« [L'exploitation des ressources minières des grands fonds marins internationaux dans le Pacifique – Le rêve de Nauru, de la Chine... et des États-Unis](#) », par Carine Pina et Nolwenn Gueguen, 2 p.

Une demande de contrat d'exploitation des ressources minières des fonds marins situés au-delà des limites de la juridiction nationale (la Zone), en particulier dans le Pacifique, devrait être déposée devant l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) en juillet prochain, ouvrant potentiellement une période de compétition pour ces ressources jugées stratégiques aujourd'hui. Cette première est scrutée par les principaux acteurs du secteur (États et entreprises), notamment la Chine.

**DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM**



**Brève stratégique 70 – 3 juin.**

« [Extension de la loi FISA – La "souveraineté numérique" européenne loin des préoccupations américaines](#) », par Clotilde Bômont, 2 p.

La portée extraterritoriale de certaines lois américaines permet aux agences de renseignement d'accéder aux données de citoyens et d'organisations européens sans leur consentement, faisant fi des réglementations de l'UE et allant à l'encontre de la « souveraineté numérique » européenne. Vivement critiquée des deux côtés de l'Atlantique, l'extension de la loi FISA votée fin avril 2024 est une entrave à la coopération UE-US dans le domaine numérique à la veille des élections européennes et américaines.



**Étude 117 – 27 juin**

« [La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?](#) », par Mayeul Pappens, 76 p.

La marine turque présente en 2024 plus d'atouts militaires pour l'OTAN qu'elle n'engendre de faiblesses. D'une part, elle joue un rôle central depuis le 24 février 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en particulier en mer Noire. Maître de l'accès à cette dernière grâce à la convention de Montreux, elle est, depuis le 28 février 2022, la seule marine otanienne d'importance à naviguer dans cette mer fermée. Elle y dispose de capacités navales susceptibles de rivaliser avec la flotte russe de l'espace pontique.



**Brève stratégique 71 – 6 juin.**

« [Plateformes alternatives et désinformation : Odysee, un angle mort du Digital Service Act](#) », par Dusan Bozalka, 3 p.

Alors que le règlement européen sur les services numériques (DSA) vise à réguler et limiter la désinformation sur les réseaux sociaux, la plateforme d'hébergement de vidéos Odysee reste un espace numérique où sont produits et archivés de nombreux contenus extrémistes, complotistes et pro-Kremlin contraires à ce règlement. Une collecte massive de données a permis de cartographier les acteurs actifs sur la plateforme et d'analyser les menaces que représentent les récits véhiculés dans les vidéos qu'elle héberge.

D'autre part, le volume de la flotte turque est un deuxième atout sur les plans des ressources humaines et des capacités, régulièrement engagées dans les exercices ou opérations de l'Alliance atlantique et qui se modernisent rapidement – même si sur ces points des fragilités viennent affaiblir son rôle dans l'Alliance. Parmi ces dernières, peuvent être évoqués les épisodes conflictuels l'ayant récemment opposée à d'autres marines de l'OTAN, sa restructuration idéologique après la tentative de coup d'État de 2016 et l'état actuel des capacités navales vieillissantes à faible expérience opérationnelle.

Son importance militaire pour l'Alliance à l'horizon 2030 pourrait être remise en cause par des évolutions de politique intérieure et de positionnement sur les plans diplomatique et militaire de la Turquie, en particulier vis-à-vis de la Grèce et de la Russie.

## ÉVÉNEMENTS

### 7 juin : Visite de Neema Chusi, cheffe du Secrétariat du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.



Dans le cadre du programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a accueilli, le 7 juin 2024, Mme Neema Chusi, cheffe du secrétariat du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Cette visite a été l'occasion d'échanges autour de la mission de l'IRSEM au sein du ministère des Armées ainsi que sur les dynamiques politiques et sociales en cours sur le continent africain. Réalisée en présence de représentants de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), cette réunion IRSEM/UA avait également pour but de créer de nouvelles synergies dans le domaine de la recherche stratégique.

### 12 juin : Séminaire avec Frédéric Lasserre.



Le 12 juin 2024 dans le cadre du séminaire Asie, [Carine Pina](#) et [Virginie Saliou](#) ont reçu le professeur Frédéric Lasserre de l'Université Laval au Québec pour une intervention sur les interprétations juridiques de la convention sur le droit de la mer (CNUDM/UNCLOS) en Asie du Sud-Est.

En s'appuyant sur de nombreuses cartes originales, Frédéric Lasserre a examiné les revendications maritimes des différents acteurs de la zone, en précisant leurs usages d'arguments juridiques visant à légitimer leurs délimitations maritimes. Dans un contexte de moindres capacités militaires face à la Chine, les pays de l'ASEAN portent en effet les rivalités sur le terrain juridique. F. Lasserre a notamment montré que le renoncement de certains États d'Asie du Sud-Est à qualifier d'« îles » certains espaces/îlots, renonçant par là-même à de potentiels droits souverains sur les espaces maritimes adjacents, a conduit la Chine à reconsidérer son approche en mer de Chine. Celle-ci est ainsi passée à une revendication, assez imprécise, autour de la ligne des neuf ou dix traits à une revendication, toujours imprécise, autour du concept des « Quatre Sha » (archipels). Virginie Saliou, chercheuse Sécurité maritime à l'IRSEM, a ensuite interrogé F. Lasserre sur les différends précédents, notamment en Arctique, concernant les interprétations de la notion d'archipel en droit de la mer ainsi que sur les raisons de la non-référence à l'article 123 relatif aux mers fermées dans cette région du monde.

Cette réflexion extrêmement intéressante sur les recompositions des discours juridiques et politiques maritimes en mer de Chine et sur la mobilisation du droit comme outil politique a conduit à un riche échange avec l'audience.

### 18 juin : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le séminaire Jeunes Chercheurs s'est tenu le 18 juin à l'Innovation Défense Lab. La première partie de la séance était consacrée à la présentation des travaux de thèse de Pierre Mougel, doctorant en science politique à l'université Paris-Panthéon-Assas. Sa présentation, intitulée « La revitalisation du "système" d'éducation patriotique et le mouvement de la jeunesse Iounarmia en Russie contemporaine. Le déploiement de l'action publique au-delà de l'efficacité et du consensus institutionnel », peut être résumée de la façon suivante.

Institutionnalisée en 2001, l'éducation patriotique fait aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt de la part des pou-

voirs publics. La création en 2016 du mouvement de la jeunesse lounarmia à l'initiative du ministère de la Défense illustre la recrudescence des dispositifs constituant le « système » d'éducation patriotique. Toutefois, les conditions de cette montée en puissance interrogent. Les dispositifs d'éducation patriotique véhiculent en effet d'importantes ambiguïtés, lesquelles se sont accentuées dans ce contexte de revitalisation du « système ». Tenant aussi bien aux modalités de déploiement qu'à la nature conflictuelle des dynamiques de coopération internes, ces ambiguïtés constituent indéniablement un frein à l'efficacité et à la cohérence de ce domaine d'action publique. Bien que cette tendance au découplage ne constitue pas en soi une singularité, elle invite à questionner la logique d'action publique à l'œuvre : comment expliquer la stabilité et l'expansion de l'éducation patriotique malgré la persistance d'ambiguïtés structurelles et une inefficacité chronique des dispositifs ? Comment les dispositifs parviennent-ils à s'accommoder d'une diversité d'interprétations, sans pour autant s'effondrer sous le poids de leurs propres contradictions ?

La contextualisation de la genèse institutionnelle de l'éducation patriotique conduit tout d'abord à démythifier l'objet et à relativiser la dimension systémique revendiquée. À cet égard, celle-ci apparaît davantage parcourue par une logique programmatique de résolution de besoins conjoncturels qu'à un hypothétique projet de transformation de la société. Aussi, l'activisme des militaires dans la réhabilitation de l'éducation patriotique met en évidence la constitution d'un paradigme d'action publique en cohérence avec les intérêts corporatistes des forces armées. Or malgré les évolutions suivies par l'éducation patriotique au cours de ces quinze dernières années, lesquelles ont notamment vu l'intégration d'enjeux de modernisation néolibérale de l'État, le paradigme originel demeure inchangé. Plutôt, ces enjeux semblent avoir suivi une assimilation selon une logique cumulative. Dans ce sens, la stabilité et l'expansion du « système » semblent plus conditionnées par sa plasticité que par sa capacité à produire les transformations auxquelles il aspire. Ainsi, plutôt que de déterminer la finalité opérationnelle des dispositifs et de les appréhender sous le prisme de l'efficacité, il s'agit d'appréhender le processus par lequel l'éducation patriotique s'accommode d'une flexibilité interprétative. À ce titre, le concept « d'objet-frontière » fournit un cadre conceptuel particulièrement utile pour caractériser les dispositifs par leurs usages différenciés et les effets propres qui en découlent.

La seconde partie du séminaire était animée par [Victor Violier](#) sur le thème : « Enquêter aux marges de l'administration russe : conditions et modalités d'une enquête ethnographique sur le pouvoir en régime autoritaire ».

Cette communication, première ébauche d'un article en cours de rédaction, visait à présenter les jalons d'une réflexion épistémologique et méthodologique sur les conditions de réalisation d'une enquête au long cours menée en Russie, à Moscou et dans les régions du Nord-Ouest, de la Volga, de l'Oural et de Sibérie, de 2014 à 2019, dans le cadre d'une recherche doctorale en science politique.

**19 juin : Cycle « Neutralité et conflits armés » : 5. « La neutralité vue du terrain ».**

Le mercredi 19 juin s'est tenue la dernière séance du cycle de séminaires sur la neutralité coorganisé par l'IRSEM et le Centre Thucydide. Celle-ci portait sur la neutralité vue du terrain. Après que [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, a présenté le cadre juridique applicable à la neutralité en droit international humanitaire puis dressé un panorama général des principes de l'action humanitaire dans lesquels se situe la neutralité, Anne-Lise Lierville, directrice de l'Institut Handicap international pour l'action humanitaire – éthique opérationnelle, a exposé les enjeux relatifs à la neutralité pour les personnels humanitaires. Elle a ainsi démontré que la neutralité humanitaire, loin de se situer uniquement à un niveau politique, s'opérationnalise à tous les niveaux de décision lors de déploiements d'activités humanitaires. Essentielle à une action fondée sur les principes, la neutralité est aussi le gage de la sécurité des personnels humanitaires et de leur accès continu aux populations auxquelles les services essentiels qu'ils distribuent sont destinés.

**27 juin : Visite de Mme Lia Quartapelle, parlementaire italienne et chercheuse associée à l'ISPI (Milan).**

Dans le cadre du programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a accueilli, le 27 juin 2024, Mme Lia Quartapelle, parlementaire italienne (circonscription de Milan 2) et vice-présidente de la commission des affaires étrangères et communautaires. Cette réunion a permis de présenter la mission de l'IRSEM au sein du ministère des Armées mais également de partager des analyses relatives au conflit en Ukraine ainsi qu'aux récentes évolutions internationales en Europe et dans le bassin méditerranéen. Chercheuse associée sur l'Afrique à l'Institut pour les études de la politique internationale (ISPI, Milan), Mme Quartapelle s'est, par ailleurs, enquis des récentes recherches de l'IRSEM dans ce domaine.

## 27 juin : Remise des prix de l'IRSEM des mémoires de l'École de guerre.

Décerné pour la première fois en juin 2021, le prix de l'IRSEM récompense les deux meilleurs mémoires réalisés par les officiers-stagiaires et les auditeurs civils de l'École de guerre et dirigés par un chercheur de l'IRSEM.

Présidée par le général de division Philippe Pottier, directeur de l'École de guerre, la cérémonie de remise des prix de la 21<sup>e</sup> promotion de l'École de guerre s'est tenue le 27 juin en amphithéâtre Foch, à l'École militaire. Deux mémoires ont été primés par l'IRSEM :

Le mémoire du commissaire principal Olivia Nikou, « Des couleurs sous l'étendard, l'armée face à la diversité », dirigé par [Maxime Launay](#), qui explore la question de l'intégration des militaires français issus de la diversité, un sujet qui est très peu investigué.



Le mémoire du capitaine de frégate Julien Kervazo, « Le stratège augmenté, l'intelligence artificielle dans l'aide à la décision militaire de haut niveau », dirigé par [Océane Zubeldia](#), qui propose une réflexion originale sur l'usage des technologies de l'intelligence artificielle au profit du décideur militaire.



Photos Lionel Monnier.

Les récipiendaires ont reçu leur prix des mains de [Benôit Rademacher](#), directeur adjoint de l'IRSEM. Par ailleurs, trois autres mémoires dirigés par des chercheurs de l'IRSEM ont également été primés.

## IRSEM-EUROPE

### 11 juin : Conférence « L'évolution du programme de sécurité économique de l'UE », IRSEM-Europe/Institut Jacques Delors.

Le mardi 11 juin, l'IRSEM-Europe a organisé en collaboration avec l'[Institut Jacques Delors](#) une conférence portant sur « L'évolution du programme de sécurité économique de l'UE : quelles sont les priorités de la prochaine Commission ? ». Nicolas Köhler-Suzuki, Marco Sibona, Elvire Fabry, Pascal Lamy et Denis Redonnet sont intervenus en exposant les multiples défis auxquels devra donc faire face la Commission.

### 18 juin : Séminaire sur le Caucase.

Le 18 juin, Ariane Bachelet, post-doctorante à l'IRSEM-Europe, a organisé un séminaire intitulé « Compétition et confrontation dans le Sud Caucase, du géopolitique au local ». L'objectif de ce séminaire était de donner aux jeunes chercheurs l'occasion de partager les fruits de leurs récents terrains. Ainsi, Elia Bescotti, Louise Amoris, Luigi Nicolò Segarizzi, Gaëlle Le Pavic et Teona Lavrelashvili ont pu présenter leurs travaux.

### 27 juin : Conférence sur le Triangle de Weimar, IRSEM-Europe/SWP/PISM.

L'IRSEM-Europe, SWP ([Stiftung Wissenschaft und Politik](#)) et PISM ([Polish Institute of International Affairs](#)) ont conjointement organisé une conférence sur la « souveraineté stratégique » de l'UE dans la perspective du Triangle de Weimar. Dans une première partie a été traité le rôle de la relation UE-OTAN en matière de défense. Puis, la collaboration européenne pour une dissuasion nucléaire efficace a été questionnée.

## PRIX DE THÈSE



Photo © IHEDN.

Mardi 11 juin 2024, dans le salon des Maréchaux de l'École militaire, le général Benoît Durieux a remis le premier Prix de thèse de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) à **Clotilde Bômont** (postdoctorante en géopolitique du numérique résidente à l'IRSEM), pour sa thèse en géographie politique soutenue à l'Université Panthéon-Sorbonne et intitulée « Géopolitique du *cloud* défense français. Analyse des nouvelles formes d'organisation spatiale du pouvoir de l'État à travers la construction d'un objet socio-technique ». Ce prix a pour but de mettre en valeur la recherche consacrée aux questions de défense et de sécurité, et favorise les liens entre le monde académique et celui de la défense.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ET DES DOCTORANTS



### Maxime AUDINET

- Présentation du livre *Un média d'influence d'État* dans l'émission « [Soft power](#) » sur France Culture, 2 juin 2024.
- Interview par Timothée Vilars, « [Russie : Guérilla informationnelle, sites miroirs et irruption en Afrique... "RT est loin d'avoir disparu du paysage"](#) », *Le Nouvel Obs*, 4 juin 2024.
- Participation avec Kevin Limonier à « L'Atelier des médias », « [La métamorphose des stratégies d'influence informationnelles russes](#) », RFI, 8 juin 2024.
- Publication : « Les médias dans l'action internationale de la Russie : présences, influence, récits », *Annuaire français de relations internationales*, 2024, p. 799-817.
- Communication : « Les mutations de l'écosystème d'influence informationnelle de la Russie : restructuration, adaptation, clandestinisation », Séminaire METIS, Sciences Po, 17 juin 2024.
- Audition par la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat sur la présence de la Russie en Afrique, 18 juin 2024.
- Communication : « Russia's influence in the neighborhoods », CFI Dialogue, EUI/EUISS, School of Transnational Governance, European University Institute, Florence, 25 juin 2024.



### CNE Yves AUFFRET

- Réunion de suivi du projet ANR ASTRID CIGAIA (École de l'air et de l'espace – CNRS – IRSEM), 7 juin 2024.
- Intervention lors de la journée organisée par l'AID pour les projets lauréats de l'appel ANR ASTRID thématique « Guerre cognitive 2022 » (projet ANR ASTRID CIGAIA), 24 juin 2024.



**Clotilde BÔMONT**

- Publication : « [Extension de la loi FISA – La “souveraineté numérique” européenne loin des préoccupations américaines](#) », Brève stratégique 70, IRSEM, 3 juin 2024.
- Rencontre avec Mme Sanija Ameti (Université de Suisse, Berne/Operation Libero), dans le cadre du Programme d'invitation des personnalités d'avenir (MEAE), 3 juin 2024.
- Intervention lors de la table ronde « Cloud, Data, AI, Strategic Autonomy: how to become resilient? », lors du Paris Cyber Summit, Maison de la chimie, Paris, 4 et 5 juin 2024.
- Modération d'une réunion fermée entre le Comcyber, des représentants de la BITD et des partenaires étrangers sur le partage d'information et la coopération public-privé en matière de cybersécurité (sur le modèle du Cyber Collaborative Center de la NSA), à l'occasion du Paris Cyber Summit, Maison de la chimie, Paris, 4 et 5 juin 2024.
- Intervention lors du dîner « 100 % cloud public, la fin d'une chimère ? », organisé par ITFacto, Mandarin Oriental, Paris, 5 juin 2024.
- Communication (Keynote) « The Digital Sovereignty Challenges at play behind Cloud Computing », lors de la Paris Conference on AI and Digital Ethics, Sciences Po, Paris, 6 juin 2024.
- Communication « De la maîtrise des données numériques à la gestion des systèmes d'information militaires : la migration des Armées françaises vers le cloud », lors du colloque « La donnée comme ressource stratégique dans les conflits contemporains », Montréal (en visioconférence), 7 juin 2024.
- Lauréate du premier Prix de thèse de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), remise du Prix à l'École militaire, Paris, 11 juin 2024.
- Intervention lors de la table ronde « Guerre et Paix à l'heure de l'intelligence artificielle », dans le cadre des [Lundis de l'IHEDN](#), École militaire, Paris, 17 juin 2024.



**Dusan BOZALKA**  
(doctorant associé)

- Publication : « [Plateformes alternatives et désinformation : Odysee, un angle mort du Digital Service Act](#) », Brève stratégique 71, IRSEM, 6 juin 2024.



**Paul CHARON**

- Publication : « Les États-Unis dans les programmes de la chaîne de télévision chinoise CGTN. Pratiques discursives et stratégies d'influence », *Politique américaine*, n° 42, juin 2024.
- Publication : « Faire du terrain, du sensible au secret », dans Christelle Calmels, Léonard Colomba-Petteng, Emmanuel Dreyfus, Adrien Estève (dir.), *Enquêter en terrain sensible. Risques et défis méthodologiques dans les études internationales*, Paris, Septentrion, 2024.
- Audition par la commission d'enquête du Sénat sur les influences étrangères, Sénat, Paris, 6 juin 2024.
- Audition, en qualité d'expert, par la Section Antiterroriste de la Brigade criminelle, Direction de la police judiciaire, Paris, 13 juin 2024.
- Citation : Alexandra Saviana, « Législatives : comment la Russie et l'Azerbaïdjan agissent dans l'ombre », *L'Express*, 14 juin 2024.
- Entretien pour Xerfi Canal sur les opérations d'influences chinoises, Paris, 24 juin 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Jury de soutenance du mémoire de Master relations internationales/Majeure, dirigé par David Delfolie, Sciences Po Lille : « Stratégie, Intelligence économique et Gestion des risques », de Inès Aït-Hamouad-Defrennes : « Les affaires sont les affaires ? Politique(s) d'intérêt des acteurs chinois dans la région Afrique du Nord – Moyen-Orient », 3 juin 2024.
- Intervention : « Mer Rouge : Impacts des foyers de tension sur les stratégies d'investissement à long terme de l'Arabie saoudite », à la conférence « La mer Rouge, nœud stratégique aux enjeux multiples », IFRI, 6 juin 2024.
- Jury de soutenance de thèse, dirigée par Marc Lavergne, Université de Tours, UMR7324 CITERES : « Les politiques sportives des pays du Golfe (CCG) » de Raphaël Le Magoriaec, 11 juin 2024.
- Entretien avec Justine Clément, « [Le Golfe, nouveau centre névralgique du Moyen-Orient ?](#) », Les clés du Moyen-Orient, 14 juin 2024.
- Entretien (en arabe) avec Ahmad Elkadi, [Muwatini](#) (site saoudien), 16 juin 2024.

- Article académique (publié en anglais et espagnol) : « Normalización Saudi-Israelí ¿Frustrada por los ataques de Hamas ?/« Saudi-Israeli normalization prevented by 7 October 2023 Hamas attacks. How much is reality? », *Vanguardia*, Dossier « La guerra sin fin », en ligne et revue papier, 20 juin 2024, p. 64-69.

- Participation, avec Bertrand Besancenot (ambassadeur) et Saman Al-Ansari, au Webinar, modéré par Luigi Narbone, directeur de Mediterranean Platform, dans le cadre de Luiss Mediterranean Platform Roundtable, « [Navigating Stormy Seas : Saudi Arabia's Foreign Policy Amid Regional Tensions, Normalization prospects, and Eastern Pivot](#) », 25 juin 2024.

- Conférence : « Strategic Competition in the Middle East », NATO College and G5 Sahel Defense College, Rome, 27 juin 2024.



**Charlotte ESCORNE**  
(doctorante associée)

- Présentation : « Réseaux mobiles en Afrique de l'Ouest : la 5G et les transformations des dynamiques de sécurité dans le Sahel », colloque « La donnée comme ressource dans les conflits contemporains » de la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université de Montréal, 6 juin 2024.



**Julia GRIGNON**

- Publication : « La pertinence et l'effectivité du droit international humanitaire à l'épreuve du conflit armé en Ukraine », *Annuaire français de relations internationales*, juin 2024, p. 555-567.

- Intervention au [Cours avancé en droit des conflits armés](#), « Questions juridiques posées par le conflit russo-ukrainien », Sanremo International Humanitarian Law Institute, 3 juin 2024.

- Intervention au [Cours avancé en droit des conflits armés](#), « La détention. Les protections afférentes aux prisonniers de guerre de 1949 dans le contexte contemporain (usage de la biométrie, renseignement et interrogation, droits spécifiques aux genres, etc.) », Sanremo International Humanitarian Law Institute, 4 juin 2024.

- Membre du jury et remise du prix de thèse à Clotilde Bômont, IHEDN, 11 juin 2024.

- Intervention au colloque « [Protection of victims of armed conflict](#) », Université de Genève, Faculté de droit et Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève, colloque en l'honneur du professeur Marco Sassòli, 14 juin 2024.

- Coorganisation et intervention : cycle de séminaires « Neutralité et conflits armés », 5. « La neutralité vue du terrain. La neutralité comme principe de l'action humanitaire », IRSEM/Centre Thucydide, 19 juin 2024.

- Intervention à l'atelier « Access to essential goods and services », IHL Discussion Series convened by the Swiss Mission in Geneva and the Academy of IHL and Human Rights, 26 juin 2024.



**Marine de GUGLIELMO WEBER**

- Publication : avec Eleonore Duffau, « Interventions de secours d'urgence en réponse aux catastrophes climatiques : quel rôle et quels enjeux pour les forces armées françaises ? », Note de réflexion prospective et stratégique, Observatoire Défense & Climat, IRIS, 2024.

- Article : avec Éléonore Duffau, « Changements climatiques et mobilité humaine : l'imaginaire de la crise face au défi de l'immobilité », *La Revue internationale et stratégique*, 134, printemps 2024, p. 19-30.

- Conférence : « À qui appartiennent les nuages ? », Le Transfo-Emmaüs, Paris, 12 juin 2024.

- Conférence : « Les opérations de secours d'urgence en contexte de catastrophe climatique, un enjeu stratégique pour les forces armées françaises », conférence « Secours post-catastrophe climatique, influence et puissance : quels enjeux pour les armées », IRIS, Paris, 21 juin 2024.

- Conférence : « Élimination du CO<sub>2</sub> et modification du rayonnement solaire », Journée d'information et de réflexion collective de la communauté scientifique française sur le 7<sup>e</sup> rapport d'évaluation du GIEC, Gif-Sur-Yvette, 28 juin 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Interviewée par Vincent Lamigeon pour l'article « [Armes spatiales, satellites espions : comment la Russie harcèle l'Occident en orbite](#) », *Challenge*, 31 mai 2024.

- Interviewée par Christine Ockrent dans l'émission « [Affaires étrangères sur la militarisation de l'espace](#) », France Culture, 6 juin 2024.
- Interviewée par Julie Gacon dans l'émission « Cultures monde » sur « [Les ambitions lunaires de la NASA et SpaceX](#) », France Culture, 17 juin 2024.
- Intervention au profit de l'association Minerve, portant sur « l'espace comme nouveau milieu d'affrontement », École militaire, 6 juin 2024.
- Article : « Pékin/Washington : vers une bipolarité spatiale ? », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, n° 80, « États-Unis, le risque d'éclatement ? », juin-juillet 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Co-direction et introduction du numéro : « Les lieux de privation de liberté, des lieux politiques (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », avec Léo Rosell et Yann Sambuis, [Histoire@Politique](#), n° 52, 2024.
- Publication : « “Biribi en Savoie” : la fin du dernier bain de l'armée française (Fort d'Aiton, 1972) », [Histoire@Politique](#), n° 52, 2024.
- Intervention devant la Société française d'histoire politique, Maison des sciences de l'homme de l'Université de Bourgogne, Dijon, 20 juin 2024.
- Participation à la remise du Prix de l'IRSEM pour le mémoire encadré de l'officier-stagiaire de l'École de guerre, la CRP O. Nikou, École militaire, Paris, 27 juin 2024.



**Alexandre LAURET**

- Participation à l'émission « Culture Monde », série « Géopolitique de la Corne de l'Afrique », « [Somalie : l'État fédéral morcelé](#) », épisode 4/4, France Culture, 13 juin 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Publication : avec Hugo Flavier, « Introduction – 2023 : les risques d'une guerre d'usure en Ukraine », *Annuaire français de relations internationales*, juin 2024, p. 551-554.
- Article : interview de Sarah Fainberg « [Antisémitisme : résurgences russes et mondiales de](#)

[la propagande soviétique](#) », dans le cadre de la série « [Violences impériales : l'actualité russe du passé soviétique](#) », codirigée par Juliette Cadiot et Céline Marangé, *Le Grand Continent*, 23 juin 2024.

- Conférence sur la grande stratégie russe et la situation géopolitique devant plusieurs anciens commandants de la 7<sup>e</sup> brigade blindée, et conférence sur les causes de la guerre en Ukraine devant l'état-major de la 7<sup>e</sup> brigade blindée, à l'invitation du général Philippe Le Carff, commandant de la 7<sup>e</sup> brigade blindée, Besançon, 6 et 7 juin 2024.



**Mathieu MÉRINO**

- Accueil de Mme Neema Chusi, cheffe du secrétariat du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, dans le cadre du programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, IRSEM, 7 juin 2024.
- Participation à la deuxième réunion annuelle du groupe des chercheurs du Centre euromaghrébin de recherches et d'études stratégiques (CEMRES) dans le cadre du 5+5 Défense « La sécurité en Méditerranée occidentale : nouveaux défis », Rome, 24-26 juin 2024.
- Accueil de Mme Lia Quartapelle, parlementaire italienne et chercheuse associée à l'ISPI (Milan), IRSEM, 27 juin 2024.



**Carine PINA**

- Publication : avec Nolwenn Gueguen, « [L'exploitation des ressources minières des grands fonds marins internationaux dans le Pacifique – Le rêve de Nauru, de la Chine... et des États-Unis](#) », Brève stratégique 72, IRSEM, 13 juin 2024.
- Accueil, avec Paul Charon, d'une délégation de l'Institute National Defense and Security Research de Taïwan, École militaire, 10 juin 2024.
- Coorganisation, avec Virginie Saliou, du séminaire Asie 3, avec Frédéric Lasserre, professeur à l'université Laval, Québec, directeur du Conseil québécois d'Études géopolitiques (CQEG) ainsi que de la Chaire de recherches en études Indo-Pacifique (CREIP) ; et intervention « Les interprétations du droit international en mer de Chine du Sud », École militaire, 12 juin 2024.

- Participation au séminaire fermé « Secours post-catastrophe climatique, influence et puissance : quels enjeux pour les armées ? », organisé par l'IRIS dans le cadre de l'Observatoire Défense & Climat, mené pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), 21 juin 2024.

- Intervention : « La Chine et les interventions extérieures de secours d'urgence (IESU) (*Humanitarian Aid and Disaster Relief*). Modalités et enjeux d'une "Opération militaire autre que la guerre" (OMAG) à l'étranger », conférence-débat « Les opérations de secours, leviers d'influence et de puissance en Indo-Pacifique ? » organisée par l'IRIS dans le cadre de la restitution d'une note de l'Observatoire Défense & Climat, mené pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), 21 juin 2024.

- Enregistrement d'une capsule vidéo pour l'IRIS sur les OMAG, 21 juin 2024.



**Malcolm PINEL**  
(associé)

- Publication : « Opération hélicoptère sur Hostomel : s'emparer d'un aéroport trop loin », *Carnets de vols*, n° 145, « Bases aériennes et sites de lancement », Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA), 2024.



**Maud QUESSARD**

- Publication : avec Frédérick Gagnon (Chaire Raoul Dandurand), « [Les frontières numériques à l'épreuve : les démocraties d'Amérique du Nord vulnérables face aux cybermenaces et aux luttes informationnelles](#) », *Annuaire français de relations internationales*, juin 2024,

p. 337-338.

- Publication : « La démocratie américaine assiégée : Les États-Unis de Joe Biden face aux luttes informationnelles et cyber », *Annuaire français des relations internationales 2024*, sous la direction de Jean-Vincent Holeindre et Julian Fernandez, juin 2024, p. 353-375.

- Intervention au colloque « Luttes informationnelles et démocratie », groupe Pegase, Sopra Steria, Paris, 3 juin 2024.

- Participation au colloque « Trade Linkages », Paris Sorbonne Nouvelle-OPEXAM-Université Laval, Maison de la recherche, Paris, 6 juin 2024.

- Oratrice invitée à la conférence « États-Unis 2024 : la puissance américaine et les dilemmes stratégiques », IHEDN-OPEXAM-Bordeaux Athénée, 6 juin 2024.

- Interviewée : « [Visite de Joe Biden à Paris, une relation franco-américaine sur fond de "je t'aime, moi non plus"](#) », RFI, 8 juin 2024.

- Comité de suivi de thèse de Joseph Beaudreau, « The Political Economy of Fact-Checking From Hope to Reality Check », sous la direction de Divina Frau-Meigs, avec Arnaud Mercier, UPSN, Paris, 17 juin 2024.

- Membre du jury de soutenance de la thèse de Marylène Gervais, « La diplomatie publique du Japon (2000-présent). L'émergence de nouvelles dynamiques à l'épreuve du conservatisme », sous la direction de Jean-Jacques Roche et Frédéric Charillon, avec Guibourg Delamotte, Christian Lequesne, Barthélémy Courmont, Université Paris-Panthéon-Assas, 19 juin 2024.

- Membre du jury de soutenance de mémoire de master études internationales de Clara Henoux, « The Us-Rok-Japan Trilateral Partnership Under The Biden Administration: Establishing A Lasting Alliance To Contain East Asian Threats? », avec Pr Jean-Baptiste Velut, UPSN, 20 juin 2024.

- Membre du jury de soutenance de mémoire de master études internationales de Lyna Bahram, « Bahrain: An Invisible U.S. Stalwart in a Conflicted Region (1971-2024) », avec Pr Jean-Baptiste Velut, UPSN, 28 juin 2024.



**Wendy RAMADAN-ALBAN**

- Participation au podcast « Dazibao », « [Wendy et le nucléaire iranien](#) », épisode 29, 25 juin 2024.



**Virginie SALIOU**

- Coorganisation, avec Carine Pina, du séminaire Asie 3, avec Frédéric Lasserre, professeur à l'université Laval, Québec, directeur du Conseil québécois d'études

géopolitiques (CQEG) ainsi que de la Chaire de recherches en études Indo-Pacifique (CREIP).



**Elyamine SETTOUL**

- Publication : « L'État islamique 2014-2024 : Les évolutions stratégiques d'une utopie califale », *Annuaire français de relations internationales*, juin 2024, p. 903-914.

- Intervention : « Enquêter sur un objet sensible : le cas des phénomènes de radicalisation », Séminaire de méthode de l'école doctorale Abbé Grégoire, CNAM Paris, 4 juin 2024.

- Intervention : « Les métiers de la défense au prisme des évolutions du contexte international », colloque international « Global Careers in Turbulent Times », Schiller Université, Paris, 19 juin 2024.



**Arthur STEGER-KICINSKI  
(doctorant associé)**

- Publication : « Nommer pour protéger ? Pour une analyse Queer du discours de la protection des personnes LGBTQI+ en période de conflits armés », *Annuaire français de relations internationales*, juin 2024, p. 661-675.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Sortie du 3<sup>e</sup> titre de la collection « Asies contemporaines » sous la direction de Benoît de Tréglodé et Pierre Journoud aux Presses universitaires de la Méditerranée : Nathan Beridot, *L'exercice du pouvoir judiciaire par la Cour suprême du Japon. Contribution à la réflexion sur l'État de droit au Japon*, PULM, 2024, 308 pages.

- Cité par Sébastien Falletti, « Au Vietnam, Vladimir Poutine défie l'encerclement occidental », *Le Figaro*, 20 juin 2024.



**Victor VIOLIER**

- Discussion de la communication de Pierre Mougel, doctorant à l'Université Paris 2 (Centre Thucydide) sur le thème « La revitalisation du "système" d'éducation patriotique et le mouvement de

la jeunesse lounarmia », séminaire Jeunes Chercheurs DGRIS/IRSEM, ID Lab, Paris, 18 juin 2024.

- Communication : présentation et discussion à partir d'un article en cours de rédaction intitulé « Enquêter aux marges de l'administration russe : conditions et modalités d'une enquête ethnographique sur le pouvoir en régime autoritaire », séminaire Jeunes Chercheurs DGRIS/IRSEM, ID Lab, Paris, 18 juin 2024.

- Co-animation du séminaire « Actualités des sciences sociales » du CERI consacré à la présentation du livre *L'attestation. Une expérience d'obéissance de masse, printemps 2020* de Théo Boulakia et Nicolas Mariot, CERI, Sciences Po, Paris, 21 juin 2024.

-- Accueil, avec Mathieu Mérino, Maxime Audinet et Wendy Ramadan-Alban, de Mme Lia Quartapelle, parlementaire italienne et chercheuse associée à l'ISPI (Milan), dans le cadre du programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du MEAE, IRSEM, École militaire, 27 juin 2024.



**Océane ZUBELDIA**

- Intervention : « The State of Play of Unmanned Vehicles in the Maritime Domain », International Experts' Meeting on the Regulatory Framework for Unmanned Underwater Vehicles (UUVS), au sein du projet de sécurité maritime « Enhancing Security Cooperation In and With Asia » (ESIWA) de l'Union européenne, Jakarta, 25 juin 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

## DILEMME DE SÉCURITÉ

Joshua D. Kertzer, Ryan Brutger et Kai Quek, « [Perspective-Taking and Security Dilemma Thinking: Experimental Evidence from China and the United States](#) », *World Politics*, 76 (2), 2024, p. 334-378.

Le dilemme de la sécurité est un mécanisme central tant pour les États sur la scène internationale que pour la discipline qui étudie de telles interactions. Cette notion renvoie à la situation inextricable dans laquelle un État se retrouve lorsque, prenant des actions qu'il considère comme défensives, il augmente le sentiment d'insécurité d'un autre État. En y réagissant, ce dernier amplifie en retour le sentiment d'insécurité chez le premier, enclenchant un cercle vicieux de compétition pouvant mener jusqu'au conflit. Le risque de dilemme de sécurité entre la Chine et les États-Unis est un enjeu crucial de politique internationale contemporaine. Dans un article récemment publié dans la revue *World Politics*, Joshua Kertzer, Ryan Brutger et Kai Quek se demandent dans quelle mesure les opinions publiques chinoise et américaine sont soumises à des biais psychologiques qui sous-tendent le dilemme de sécurité. Ils se demandent également s'il est possible d'atténuer les effets néfastes de ces biais. Pour ce faire, Kertzer *et al.* examinent les microfondations du dilemme de la sécurité en menant des expérimentations de sondages croisés en Chine et aux États-Unis. Ils trouvent des preuves, à l'échelle micro, cohérentes avec la logique du dilemme de la sécurité, et ce dans les deux pays. Ils constatent également que les chercheurs en Relations internationales ont surestimé les effets palliatifs de la mise en perspective (*perspective-taking*), pratique qui consiste à percevoir une situation au-delà de son propre point de vue, et souvent de tenter de se mettre à la place de l'autre. Cette démarche, pensent les auteurs, qui peut se retourner contre les acteurs en cas de menaces perçues à leur identité et à leurs objectifs stratégiques. Les conclusions des auteurs ont des implications importantes pour l'étude de l'opinion publique dans les relations sino-américaines et pour la mise en perspective en relations internationales.

Élie BARANETS  
Chercheur Sécurité internationale

## OTAN

## SOMMET DE WASHINGTON D.C., OTAN, 9-11 JUILLET 2024

Mathieu Droin, Sean Monaghan et Jim Townsend, « [NATO's Missing Pillar – The Alliance Needs a More Powerful Europe](#) », *Foreign Affairs*, 14 juin 2024.

Dans un article pour *Foreign Affairs*, Mathieu Droin (CSIS) *et al.* examinent le « pilier européen » de l'OTAN, complètement indispensable au pilier américain, et ce d'autant plus que les États-Unis sont susceptibles de remettre en question leur engagement atlantique. Il convient donc de renforcer ce pilier, fût-ce contre l'avis de Washington, qui n'a jamais réellement appelé de ses vœux un rehaussement de l'influence européenne dans l'Alliance. À l'approche du sommet de Washington (75 ans du traité de l'Atlantique), il faut dès lors espérer une évolution de la position américaine, qui ne devrait pas entraver la nécessaire montée en puissance de la défense européenne. Une Europe investissant davantage et de manière plus coordonnée dans la défense, et contribuant plus significativement aux contingents de l'OTAN : voilà ce dont la défense transatlantique a besoin. Œuvrer à ce que la défense européenne ne se renforce pas, ce serait se tromper de combat.

Robin S. Quinville, Jason C. Moyer et Masa Ocvirk, « [The Washington Summit: What's at Stake For NATO's 75th Anniversary](#) », *Wilson Center*, 14 mars 2024.

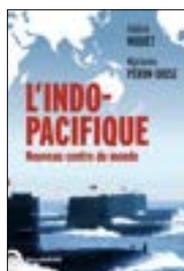
À l'approche du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'OTAN, le Wilson Center examine les enjeux du sommet pour l'Alliance. Au cœur des discussions figurera l'éventualité d'une invitation de l'Ukraine à rejoindre l'Organisation : les auteurs recommandent d'accéder à la requête ukrainienne, ce qui offrirait un soutien moral au pays en guerre et l'ancrerait comme partenaire transatlantique. Au sujet du rôle des Européens dans le « partage du fardeau », un irritant ancien dans la relation transatlantique, les auteurs recommandent que l'Europe continue d'accroître ses investissements dans la défense, de sorte que plus de 18 membres de l'OTAN atteignent ou dépassent 2 % du PIB consacrés à des dépenses militaires. À plus long terme, le sommet sera l'occasion de discuter des orientations futures de l'OTAN pour les 75 prochaines années, de son adaptation aux défis contemporains, et de réaffirmer son rôle comme garant de la sécurité et de la prospérité transatlantiques.

Franklin D. Kramer et Anca Ioana Agachi, « [Four NATO Defense Priorities for the Upcoming Washington Summit](#) », RAND, 8 février 2024.

Dans un article paru en février, la RAND examinait les quatre défis auxquels l'OTAN fait face, en cette année anniversaire. L'OTAN devrait tout d'abord intégrer les nouvelles technologies dans ses capacités militaires pour rester à la pointe de la dissuasion et de la défense collective, tout en élargissant ses partenariats au-delà du modèle militaire étatique traditionnel pour développer des coopérations avec de nouveaux acteurs, dans un souci d'efficacité. Il serait également essentiel pour l'Alliance d'augmenter sa capacité à mener des opérations multi-domaines, combinant des capacités de haut niveau avec des technologies efficaces et peu coûteuses. Enfin, l'OTAN devrait allouer de nouvelles ressources pour soutenir ces transformations, en augmentant les dépenses de défense et en optimisant leur efficacité à travers des efforts de coopération renforcée.

**Adrien MAUGER**  
*Assistant de recherche*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise, *L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde*, Paris, Tallandier, 2024, 253 pages.**

Dans cet ouvrage, Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise éclairent de manière critique et étayée l'importance stratégique, économique et politique d'un espace à prépondérance maritime qui s'étend de la Corne de l'Afrique à la côte ouest des États-Unis, un espace où « il faut être ».

Après avoir rappelé que l'Indo-Pacifique a toujours été un réseau de voies maritimes d'échanges et de transports, elles montrent comment, de réalités géographiques et matérielles, l'Indo-Pacifique devient un concept de dimension stratégique à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de Shinzo Abe (2007) qui réoriente le Japon vers l'Asie et ses préoccupations. Au premier rang de ces dernières, la montée en puissance, économique et militaire, de la Chine dont les revendications territoriales maritimes inquiètent. Et si c'est encore à Shinzo Abe que l'on doit la définition en 2016 d'un Indo-Pacifique libre et ouvert, le concept devient une idée mouvante aux multiples dimensions.

Parmi elles, l'importance économique de la zone est soulignée dès le premier chapitre. L'Indo-Pacifique est, depuis le début du siècle, un acteur majeur des flux économiques mondiaux. Poids lourd de l'économie générant plus de 50 % de la production mondiale, abritant quatre puissances économiques majeures (l'Inde, la Chine, le Japon et les États-Unis) dont deux géants démographiques (Chine et Inde), c'est un espace qui voit transiter 95 % des échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe et où la Chine est incontournable. Si sa montée en puissance y est actée, Pékin n'est pas encore à la hauteur de la présence américaine ou européenne.

Autre dimension majeure de l'Indo-Pacifique, particulièrement bien mise en relief dans cet ouvrage, l'importance « maritime », qui nécessite une gouvernance particulière mais difficile à trouver. Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise décrivent les enjeux de l'économie bleue (fonds marins, routes maritimes, pêches, énergie) qui prennent dans cet espace toute leur importance et révèlent leurs fragilités notamment avec les changements climatiques.

Parmi les dimensions conflictuelles, l'ouvrage souligne celle que pose la Chine, « le grand perturbateur ». L'Indo-Pacifique est devenu un espace de conflits potentiels entre la Chine et les États-Unis, avec comme points saillants, Taïwan et son détroit mais aussi les îles Sensaku (Japon) et les îles Spratleys. Pékin dont la puissance militaire maritime s'est accrue, accentue ses pressions pour imposer ses prétentions. Familière de la stratégie de zone grise, la Chine veut modifier les *statu quo* territoriaux, conjuguant ce « jeu de go » avec un partenariat russe dans le Pacifique Nord.

Multiplie dimensions aussi avec les doctrines étatiques sur l'Indo-Pacifique au nombre de 13 en 2023. De portées et de dimensions différentes, toutes partagent leur inquiétude face à la Chine, insistent sur la nécessité de préserver la liberté de circulation maritime et prônent la résolution pacifique des conflits. Parmi ces États, initiateurs et alliés, le Japon et les États-Unis font de leur doctrine un barrage à la Chine. Les autres États asiatiques sont plus nuancés, espérant opter pour un « en même temps » alors que l'Union européenne et ses États proposent une stratégie de troisième voie et que le Royaume-Uni et le Canada maintiennent une présence discrète dans la région. À ce concert presque harmonieux répondent la Chine et la Russie, pour qui ces stratégies traduisent seulement la confrontation sino-américaine.

Les menaces potentielles en Indo-Pacifique engendrent la recrudescence du réarmement naval des États. Ces derniers considèrent qu'une marine puissante et technologiquement avancée est un élément central de leur sécurité. L'ouvrage fait une recension détaillée et actualisée des forces militaires navales en présence, principalement celles des États-Unis et de l'alliance AUKUS. En face, en croissance continue, celle de la Chine. À côté des grands blocs, certaines marines régionales croissent (l'Inde) ou se dynamisent (Indonésie). L'UE tente d'assurer une présence militaire régulière, en dépit de moyens limités, d'ententes entre États membres difficiles et d'expectatives prégnantes ouvertes par la guerre en Ukraine.

Le dernier chapitre fait une analyse critique, mais optimiste, de la position française dans cet espace. Si sa présence est légitime, la réalité des faits semble rattraper les discours de Paris. Confrontée à son passé colonial, porteuse d'une stratégie peu comprise ou acceptée, noyée dans une complexité de montages, la viabilité de la stratégie française résiderait dans un recentrage effectif des actions sur ses territoires et ce d'autant plus que les moyens militaires de la France sont limités dans la région.

Cet ouvrage offre ainsi une vision objective, informée et critique de l'Indo-Pacifique où « il faut être ». Particulièrement bien mise en valeur, la dimension maritime (ressources, enjeux et solutions) permet d'ancrer un concept stratégique « en vogue » dans une réalité géographique, économique et politique des plus complexes.

**Carine PINA**  
*Chercheuse Chine/Mondes chinois*



**Michel Ghazal, *Occasion manquée ? Les secrets des négociations maritimes Liban-Israël, Beyrouth, Dar An-Nahar, 2023, 271 pages.***

Comment se décide le tracé des frontières maritimes ? Et plus précisément, quels sont les scénarios lorsque les frontières sont contestées et opposent fondamentalement deux États ?

Dans son ouvrage *Occasion manquée ? Les secrets des négociations maritimes Liban-Israël*, Michel Ghazal présente les bases du droit maritime international et décrypte les rouages des négociations maritimes entre deux pays officiellement en guerre : le Liban et Israël.

Expert en gestion de conflits, Michel Ghazal a joué un rôle clé aux côtés de la délégation libanaise dans les négociations de délimitation maritime avec Israël dès 2020. Ces discussions, tenues à Naqoura, dans le sud du Liban, se sont déroulées sous l'égide de l'ONU et avec la médiation des États-Unis.

Les délimitations maritimes renvoient directement à des questions de territoire et de souveraineté, générant ainsi un grand nombre de tensions entre pays frontaliers. Le Liban n'échappe pas à cette réalité. Les tensions préexistantes autour des délimitations maritimes se sont amplifiées depuis la découverte de nombreuses ressources naturelles gazières. Selon l'article 56 de la convention de Montego Bay de 1982 qui régit le droit de la mer, l'État côtier dispose de « droits souverains » dans sa zone économique exclusive (ZEE) pour l'exploration, l'exploitation et la gestion des ressources des fonds marins et de leur sous-sol. En Méditerranée, cet espace est indéniablement stratégique en raison des importantes ressources énergétiques. Toutefois, quatre États de la Méditerranée orientale – Israël, Libye, Syrie et Turquie – n'ont pas signé ou ratifié cette convention : la délimitation de leurs ZEE est sujette à conflit car ces zones se chevauchent. Ils doivent donc parvenir à un accord pour partager leurs eaux, à l'instar du Liban et d'Israël. De fait, la délimitation revêt

un caractère vital pour le Liban puisque ces gisements gaziers pourraient constituer une manne financière et un espoir de relance économique pour le pays en proie à une crise économique sans précédent.

L'auteur raconte ainsi les longues négociations entre les deux pays, marquées par de nombreuses périodes de *statu quo* et de gel, qui se sont étendues de 2012 à 2022. Pendant dix ans, plus de six médiateurs américains se sont succédé. Les négociations se sont transformées en une véritable guerre de positions en raison des intérêts divergents des parties impliquées. Alors que la délégation israélienne souhaitait négocier autour de la ligne 1, tracée arbitrairement par Israël et moins avantageuse que la ligne 23 déposée par le Liban en 2010 à l'ONU, la délégation libanaise avait reçu pour mandat du président libanais de négocier la ligne 29, recommandée par le UKHO (un organisme international spécialisé dans les délimitations maritimes), qui offrait 1 400 km<sup>2</sup> supplémentaires au Liban.

L'auteur revient sur les dates clés des pourparlers, qui ont conduit le 1<sup>er</sup> octobre 2020 à un accord cadre permettant la reprise des négociations après des années de piétinements, et aboutissant deux ans plus tard à un accord final, toutefois bien éloigné des aspirations libanaises. Les négociations qui se sont déroulées entre 2020 et 2022 ont présenté de nombreux obstacles à la délégation libanaise, résultant de difficultés, tant entre les deux pays, avec des objectifs diamétralement opposés, qu'au sein même du Liban, compte tenu des problèmes internes qui ont constamment entravé les avancées faites par la délégation libanaise. D'autres facteurs ont exacerbé ces difficultés, notamment la partialité du médiateur mise en évidence par les incessantes pressions américaines.

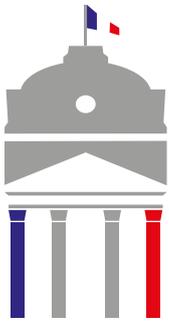
L'accord final signé le 27 octobre 2022, après cinq rounds de négociations, marque la fin d'une longue période d'incertitude et définit la ligne 23 comme frontière maritime. Loin d'être perçu comme une victoire diplomatique, cet accord est qualifié par Michel Ghazal d'« occasion man-

quée ». Selon lui, cet accord ne protège pas adéquatement les intérêts du Liban et marque la perte de plus de 1 400 km<sup>2</sup> de territoire souverain, que devait garantir la ligne 29. Pour le pays, déjà à bout de souffle, c'est une véritable déception. L'auteur n'hésite pas à exprimer son amertume et sa colère face à cet échec, attribuant la responsabilité aux autorités libanaises, en proie aux logiques clientélistes et personnelles, qui ont constamment sapé les efforts de négociation menés par la délégation libanaise. Une fois de plus, les intérêts personnels ont prévalu sur les intérêts généraux, une caractéristique persistante de la politique du Liban depuis plusieurs décennies. La déclaration de Michel Aoun le 12 février 2022, revenant sur la ligne 29 au profit de la ligne 23, pourtant non conforme au droit maritime en raison de nombreuses erreurs, a sonné le glas des négociations.

Le témoignage de Michel Ghazal va au-delà d'un simple récit personnel. Il offre une véritable dissection des différentes étapes de ces négociations, décortiquant avec finesse les stratégies et les tactiques mises en œuvre par les parties prenantes. Il met en lumière les intérêts irrconciliables et les pressions politiques internationales et internes qui ont entravé les efforts de la délégation libanaise.

En somme, Michel Ghazal expose les défis persistants auxquels le Liban est confronté dans ses relations avec ses voisins, ainsi que les obstacles internes qu'il doit affronter. L'ouvrage fournit également des clés de compréhension pour maîtriser le processus de négociation et acquérir de nouvelles compétences, afin de développer un socle solide de connaissances sur le droit maritime et sur les outils de négociation.

**Anne-Caroline LEPETZ**  
**Assistante de recherche**



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Juillet-août-septembre  
2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs et des doctorants

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE

**L'IRSEM souhaite la bienvenue à Jean-Christophe Boucher, chercheur invité dans le domaine « Europe, espace transatlantique, Russie ».**



Jean-Christophe Boucher est professeur adjoint à l'École de politique publique et au Département de science politique de l'Université de Calgary. Codirecteur du Canadian Network on Information and Security, financé par le ministère de la Défense nationale, il est également directeur de recherche sur les relations civilo-militaires au Canadian Defence

and Security Network, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines. Sa recherche sur la COVID-19 est financée par Alberta Innovates. M. Boucher est membre du Canadian Global Affairs Institute, chercheur au Centre for the Study of Security and Development de l'Université Dalhousie et chercheur principal au Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du

Canada et du Québec. Il détient un baccalauréat en histoire de l'Université d'Ottawa, une maîtrise en philosophie de l'Université de Montréal et un doctorat en science politique de l'Université Laval. Il se spécialise dans les relations internationales, en mettant l'accent sur les politiques étrangère et de défense du Canada, la sécurité internationale et la méthodologie. Il est l'auteur, avec Kim Richard Nossal, de *The Politics of War. Canada's Mission in Afghanistan, 2001-14* (UBC Press, 2017) et de nombreux chapitres évalués par des pairs. Il a publié dans plusieurs revues universitaires, notamment *Journal of Politics*, *International Journal*, *Études Internationales*, *American Review of Canadian Studies*.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



### Note de recherche 144 – 4 juillet.

« [La Stratégie nationale de sécurité allemande : Rupture ou continuité stratégique ?](#) », par Jérónimo L. S. Barbin, 23 p.

Le 27 février 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz qualifie l'attaque russe contre l'Ukraine de « tournant historique » (*Zeitenwende*) et annonce une panoplie de mesures en réaction, considérées comme un « revirement complet », voire comme « révolutionnaires » par la presse nationale et internationale. L'élaboration d'une première stratégie nationale de sécurité allemande, dont les travaux débutent le mois suivant, suscite en conséquence l'attente, à la fois en Allemagne et à l'étranger, de voir se confirmer ce changement de la politique extérieure allemande, notamment par une action gouvernementale plus stratégique et l'apparition de nouvelles structures décisionnelles.

Après avoir présenté la genèse et le processus d'élaboration de ce document, cette note de recherche détaille le contenu de cette stratégie et expose finalement la réception de celle-ci par la communauté stratégique allemande.



### Brève stratégique 73 – 9 septembre.

« [La crise géorgienne de 2024 : un défi pour la coopération européenne](#) », par Ariane Bachelet, 2 p.

À l'approche des élections d'octobre 2024, cette brève revient sur les conséquences de la crise politique d'avril-mai 2024 en Géorgie pour la coopération européenne. L'analyse met en lumière la complexité des relations entre la Géorgie et l'Union européenne, en soulignant la contradiction apparente entre les actions du gouvernement géorgien, qui se rapproche de la Russie, et son ambition affichée d'intégrer l'UE d'ici à 2030.



### Étude 118 – 23 septembre.

« [Les houthistes et la mer Rouge](#) », par Alexandre Lauret, 158 p.

À l'automne 2023, les rebelles houthistes du Yémen surprennent le monde entier en attaquant le sud d'Israël puis, quelques jours plus tard, des navires marchands d'armateurs occidentaux affiliés à l'État hébreu en mer Rouge. Si ces frappes sont aussitôt revendiquées comme un soutien armé à la cause palestinienne, elles servent surtout l'agenda politique national des rebelles dans la guerre qu'ils mènent depuis dix ans au Yémen. En septembre 2014, ces « vaincus de l'histoire » prennent la capitale, Sanaa, avant de marcher vers le sud du pays. Dès le printemps 2015, date de l'intervention de la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, la guerre civile se transforme en guerre contre l'« envahisseur », selon la rhétorique houthiste. Une décennie et près de 400 000 morts plus tard, la guerre contre l'envahisseur devient un conflit régional, voire mondial, et la mer Rouge, le théâtre de la lutte souveraine des houthistes contre « l'alliance américano-sioniste ».

Cette étude est construite à partir de données empiriques collectées auprès de réfugiés yéménites en exil à Djibouti ou de retour au pays malgré la poursuite des combats. Elle analyse le rôle et la place de la mer Rouge dans les stratégies, les discours et les revendications politiques des houthistes ainsi que dans leurs combats menés depuis plus de trente ans pour conquérir et conserver un accès maritime.

## OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



**Revue Défense nationale, n° 872, « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? »**, sous la direction de Sarah Mohamed-Gaillard et Benoît de Tréglodé, été 2024.

Comme chaque année, le numéro d'été de *Revue Défense nationale*, en partenariat avec l'IRSEM, est dirigé par un chercheur de l'institut.

## ÉVÉNEMENTS

### 11 septembre : Rencontre avec une délégation singapourienne du ministère de la Défense.



Le 11 septembre 2024, une délégation du ministère de la Défense singapourien a été reçue à l'IRSEM par [Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient (AAMO), en présence de [Wendy Ramadan-Alban](#) (déléguée au développement international et aux relations institutionnelles, spécialiste du dossier nucléaire iranien à l'IRSEM) et Elisabeth Marteu (adjointe à la sous-direction Stratégie de défense, DGRIS).

La délégation singapourienne était dirigée par Victor Yeo, accompagné de Lee Lin Chiang, Pearlyn Chen, Yu Pi-Hsien, Lim Woei Lin et Anil Sankar, Valerie Loh de l'ambassade de Singapour à Paris.

Les échanges avec la délégation singapourienne du département Moyen-Orient du ministère de la Défense ont porté sur la situation régionale après un an de guerre à Gaza. Elisabeth Marteu a évoqué les forces et faiblesses de la stratégie israélienne qui aboutit surtout à une impasse politique et l'absence de vision pour une issue positive au conflit dont les risques d'escalade régionale demeurent. Ainsi, avril 2024 a constitué un point de bascule dans la doctrine de dissuasion iranienne, comme l'a développé Wendy Ramadan-Alban, à la suite des représailles militaires iraniennes directes sur le sol israélien en réaction aux frappes israéliennes sur son consulat à Damas, le 1<sup>er</sup> avril. L'Iran joue aujourd'hui davantage sur l'ambiguïté dans sa politique de dissuasion, dont la patience stratégique autrefois centrale, n'est plus de mise. Ainsi, Téhéran n'hésite pas à alimenter le doute sur ses intentions en fonction de l'évolution des équilibres des forces en présence dans la région. Fatiha Dazi-Héni a, quant à elle, insisté sur le rôle joué par les monarchies de la péninsule Arabique, Arabie saoudite et EAU en tête, pour mainte-

nir un équilibre ténu entre la volonté de garder la porte ouverte à la normalisation des relations avec Israël et celle de poursuivre le dialogue et la détente avec l'Iran (qui demeure la principale menace) afin d'éviter un conflit régional ouvert. Selon E. Marteu, ce conflit déborde déjà avec des acteurs non étatiques en mer Rouge ou au Sud Liban, constituant l'axe de la résistance qui sort consolidé après un an de guerre à Gaza.

La discussion a donné lieu à des échanges nourris sur les impacts du conflit sur les équilibres sociaux et les politiques internes en Israël et en Iran. Le cas iranien a focalisé l'attention avec les nouveaux équilibres politiques concentrés autour de la personne du Guide et le nouveau gouvernement d'union nationale présidé par Masoud Pezeshkian, un réformiste dont l'équipe comprend des ultra-conservateurs, des conservateurs et des modérés dans un contexte où la cohésion du régime est fragilisée, notamment après l'assassinat sur son sol du leader politique du Hamas (31 juillet) et de plusieurs membres de sa famille, alors que l'Iran maintient encore le suspense sur les représailles qu'elle a promis d'exercer mais qui attendent toujours.

De son côté, la délégation singapourienne a présenté sa position sur le Proche-Orient qui se résume à plaider pour une solution à deux États, les autorités singapouriennes étant soucieuses de ménager leurs 15 % de musulmans. De même, la prudence affichée par Singapour s'explique par la volonté de ménager ses voisins malaisiens, très pro-palestiniens, et l'Indonésie, le plus grand État musulman, plus concentré sur sa politique intérieure en cette année électorale (scrutins présidentiel et local). La partie singapourienne a aussi largement développé sa vision de la stratégie de la Chine comme acteur global, dont la description s'est avérée de manière surprenante plutôt nuancée. Ainsi, à la question : voyez-vous la Chine remplacer la Russie comme garant de la non-prolifération en Iran et donc assumer comme Moscou son refus de voir l'Iran développer son arme nucléaire ?, la réponse a consisté à décrire la Chine comme un acteur qui évolue lentement, sans trancher ni souhaiter s'affirmer à la manière russe. La Chine est présentée comme ayant beaucoup gagné en soft power au Moyen-Orient, où elle a obtenu notamment de ne pas être inquiétée sur la question du Xinjiang. Elle a également donné le change en affichant une position très ferme sur la guerre à Gaza, appelant à un cessez-le-feu immédiat et à une solution politique pour l'établissement d'un État palestinien viable. Pékin a même reçu et œuvré à réconcilier les factions palestiniennes du Hamas et du Fatah. La relation traditionnellement bonne avec Israël tend donc à changer, comme en témoigne la réduction du transfert de technologie de Tel Aviv vers Pékin.

**18 septembre : Séminaire « La religion dans la politique étrangère américaine : un enjeu majeur pour 2025 ? », OPEXAM (Observatoire de la politique extérieure des États-Unis).**



Le 18 septembre 2024 s'est tenu en amphithéâtre Sabatier à l'École militaire, le premier séminaire de rentrée de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM). Marie Gayte-Lebrun (maître de conférences en civilisation nord-américaine à l'université de Toulon, lauréate Fulbright et chercheuse invitée à l'université George Mason en Virginie) a présenté ses travaux sur les interactions entre les religions et les choix de politiques extérieures aux États-Unis. Elle a notamment mis en exergue les remises en cause religieuses du libéralisme par les évangéliques et proposé un décryptage prospectif des orientations de politique étrangère pour le *ticket* Trump-Vance ou Harris-Walz. À l'approche du scrutin de novembre prochain, Marie Gayte a proposé de dresser un bilan du rapport entre religion et politique étrangère américaine à l'aune des mandats de Donald Trump et Joe Biden. Déterminant intérieur de la politique étrangère américaine, la religion a pesé sur les orientations de l'administration Trump envers le Proche-Orient, l'Iran et la promotion de la liberté religieuse à travers le monde, sous l'influence des protestants évangéliques, électorat clé par ailleurs fortement représenté au sein du gouvernement républicain. Toutefois la politique étrangère n'est pas sans effets sur les enjeux intérieurs, elle s'internalise ; Marie Gayte a notamment souligné la désaffection des musulmans américains pour le ticket démocrate – dans certains États clés ou pivots – et, à l'inverse, le soutien des juifs orthodoxes, en pleine croissance démographique, vis-à-vis de Donald Trump, fervent soutien d'Israël. Un débat avec la salle, présidé par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace euratlantique, Russie », extrêmement nourri s'en est suivi, alimenté par les interventions de la professeure Elisa Chelle et de Gabriel Porc (Université Paris-Nanterre) membres de l'OPEXAM ; il a mis en lumière

l'importance de l'agenda évangélique et du rôle de la diplomatie religieuse dans les prises de position présentes et à venir des États-Unis sur certains théâtres comme le Proche et le Moyen-Orient.

**24-26 septembre : Symposium « Compétitions de puissances et nouvelles architectures de sécurité », IRSEM-CISA/NDU.**



Dans le cadre du partenariat entre l'IRSEM et le College for International Security Affairs (CISA) de la National Defense University de Washington, signé en 2021, le Symposium annuel CISA-IRSEM s'est déroulé cette année à Paris du 23 au 26 septembre. Alternant des réflexions et des rencontres institutionnelles à huis clos (à l'École militaire ou au Quai d'Orsay) avec des conférences ouvertes au public de l'École militaire et aux étudiants des universités de la Sorbonne, Nanterre ou Assas, cette rencontre a été l'occasion de présenter les travaux du groupe de recherche transatlantique porté par [Élie Baranets](#) (IRSEM) et Andrew Novo. Ceux-ci portent sur le rôle de la Chine dans les évolutions des relations transatlantiques et font l'objet d'un ouvrage académique à paraître aux Presses universitaires du Michigan, *Turbulence Accross The Sea*.



Après une première journée de rencontres institutionnelles à l'École militaire et au Centre d'analyse et de prévision stratégique (CAPS) du Quai d'Orsay, deux journées de conférences ont permis de confronter la pensée stratégique nord-américaine et française sur les dynamiques contemporaines des architectures de sécurité.

Le 25 septembre, la conférence a porté sur les dynamiques de la compétition entre grandes puissances et leurs implications pour les architectures de sécurité au XXI<sup>e</sup> siècle. Le discours d'ouverture prononcé par Maud Quessard a souligné l'importance de cette compétition, notamment de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, et les défis sécuritaires auxquels l'Europe est confrontée face à la Russie. Les évolutions du rôle de l'OTAN et de l'UE, les différentes natures et contours de l'autonomie stratégique européenne et la dépendance des États occidentaux vis-à-vis de leurs compétiteurs stratégiques ont nourri les débats. L'accent a été mis sur les liens entre les enjeux de sécurité et les impératifs économiques et commerciaux qui façonnent les jeux de puissance contemporains.



Le premier panel a permis à Andrew R. Novo, professeur d'études stratégiques à l'Université de Défense nationale des États-Unis (CISA/NDU), de présenter une typologie des grandes stratégies des États-Unis et d'analyser l'évolution de leurs alliances internationales. Ces hypothèses ont été discutées par le chercheur et politiste Élie Baranets et mis à l'épreuve des enjeux transatlantiques concrets par le directeur du bureau de Paris du German Marshall Fund of the United States, Martin Quencez.

Le second panel qui mettait à l'honneur les travaux de Carolyn Davidson, vice-doyenne du CISA à l'Université de Défense nationale, historienne et politiste, a abordé l'évolution de l'OTAN dans ce contexte de nouvelles rivalités entre grandes puissances, en offrant un aperçu historique des alliances et de la coopération multilatérale vue de Washington. Elle a insisté sur la nécessité pour l'OTAN de s'adapter à un environnement de sécurité complexe. Le point de vue averti d'Amélie Zima, chercheuse au Centre

des études de sécurité de l'Ifri, a permis de nuancer et de préciser le propos en revenant sur les enjeux contemporains de l'OTAN, notamment dans le cadre des accords Berlin plus, dans le contexte de la sécurité européenne. Elle a notamment discuté des défis posés par l'élargissement post-guerre froide de l'OTAN, en particulier avec l'intégration des pays d'Europe de l'Est.

Peter G. Thompson, politiste chevronné, professeur à l'Université de Défense nationale, a exploré les dimensions géoéconomiques de l'engagement de la Chine en Europe, en mettant en avant les menaces potentielles – et relatives sur l'influence des États-Unis et sur la capacité de réponse de l'Europe face aux intérêts chinois. Jean-Baptiste Velut, professeur en études américaines à l'Université Sorbonne Nouvelle, a offert une perspective sur les relations commerciales entre les États-Unis et l'Europe, soulignant les tensions actuelles autour des accords commerciaux méga-régionaux et les implications pour la sécurité économique transatlantique. Earl Wang (Sciences Po Paris, doctorant associé à l'IRSEM) a apporté un éclairage bienvenu sur la perception des États membres de l'UE et a permis des échanges pertinents sur les notions de *derisking* et de *hedging* (couverture des risques) des petites et moyennes puissances.



Le 26 septembre, la Conférence Master Class OPEXAM-CISA, « New Imperialisms and Grand Strategies », a eu lieu à la Maison de la recherche de la Sorbonne-Nouvelle avec Andrew Novo (CISA/NDU), Peter Thompson (CISA/NDU), [Victor Violier](#) (IRSEM), Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre), Élie Baranets (IRSEM) et Maud Quessard (IRSEM). Cet événement a été organisé conjointement par l'Observatoire de la politique étrangère américaine (OPEXAM), l'IRSEM et le College for International Security Affairs (CISA) de la National Defense University à Washington.

La visite de la délégation des membres du CISA s'est conclue le 26 par une conférence tenue à la Maison de la recherche, à Paris. Accueillis par le professeur Jean-Baptiste Velut (Sorbonne-Nouvelle), qui avait mobilisé les étudiants du Master « Management de projets internationaux », les différents participants ont engagé une réflexion sur l'impérialisme, les perceptions dont il fait l'objet, et les évolutions qui le caractérisent. En introduction, Maud Quessard a présenté à la fois le thème à débattre et les chercheurs invités à le faire. Frédéric Heurtebize (maître de conférences en histoire et civilisation américaines – Université Paris Nanterre) s'est attaché à comprendre le lien complexe que les États-Unis entretiennent avec l'impérialisme, décrivant l'histoire d'un rejet initial comme vœu marquant la naissance de la république américaine, vœu qui sera contredit par les expéditions coloniales au tournant du XX<sup>e</sup> siècle et plusieurs décennies de prépondérance internationale assimilable à de l'impérialisme apaisé par une rhétorique de bienveillance à l'égard des autres acteurs internationaux. Andrew Novo a abordé les expéditions impérialistes récentes de plusieurs États autoritaires qu'il a tenté d'analyser dans le temps long, avant de se focaliser plus particulièrement sur les ambitions turques en Méditerranée. Victor Violier (chercheur politique sociologie militaire et des institutions à l'IRSEM) a ensuite analysé la structure du pouvoir en Russie, mettant en avant les logiques internes à l'œuvre en lien avec un impérialisme de politique extérieure en démontrant notamment que les contradictions entre rhétorique anticolonialiste et comportement impérial n'étaient pas propres aux États-Unis. Peter Thompson, enfin, a tenté d'identifier le rôle que joue la Chine, tempérant le qualificatif d'empire qu'on lui assigne de manière un peu trop rapide. Ces présentations ont fait l'objet d'une discussion avec Élie Baranets, relayé par Pierre Bourgois (membre de l'OPEXAM et maître de conférences en science politique à l'Université catholique de Louvain) avant qu'une discussion nourrie ne s'ouvre avec la salle.

## IRSEM-EUROPE

### 2 septembre : Arrivée de Naida Ali.



Le 2 septembre, Naida Ali, étudiante en troisième année à Sciences Po Rennes, a intégré l'équipe de l'IRSEM-Europe pour un stage de cinq mois. Elle apportera son soutien à Philippe Perchoc dans l'organisation d'événements et autres projets, tout en se perfectionnant dans les domaines de la défense et des affaires européennes.

### 6 septembre : Séminaire sur la stratégie militaire avec Olivier Schmitt.



L'IRSEM Europe a repris ses activités avec une série de Brown Bag Seminars, dont la première session a eu lieu le 6 septembre. Intitulé « Preparing for the next war and not the last. Lessons learned and questions for EU and NATO », ce séminaire a rassemblé 25 participants autour du nouveau livre d'Olivier Schmitt, *Préparer la guerre* (PUF, 2024). Ce fut l'occasion pour les intervenants d'échanger sur une stratégie de défense encore peu connue : le changement militaire.

**12 septembre : Séminaire « Une vision globale de l'Europe » avec Pierre Haroche.**



Le 12 septembre, l'IRSEM-Europe a organisé un séminaire intitulé « A global approach to Europe ». Pierre Haroche y a présenté son livre *Dans la forge du monde* (Fayard, 2024). À la lumière de l'attaque russe en Ukraine, de la montée des sentiments anti-européens et de la dualité entre la Chine et les États-Unis, le débat s'est concentré sur la manière dont l'Europe est aujourd'hui façonnée par des forces extérieures.

**16 septembre : Arrivée de Marie Hiliquin.**



Le 16 septembre, [Marie Hiliquin](#) a fait sa rentrée à l'IRSEM-Europe. Docteure en géographie, avec une double qualification en aménagement du territoire et urbanisme, elle a soutenu en 2023 une thèse portant sur les nouvelles routes de la soie et la stratégie régionale de la Chine en Asie centrale. Désormais post-doctorante à l'IRSEM-Europe, Marie se consacre à un projet de recherche sur la présence chinoise au sein de l'Union européenne.

**17 septembre : Séminaire sur les ESSD russes et chinoises en Afrique, IRSEM-Europe/FRS.**



L'IRSEM-Europe, en partenariat avec la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), a organisé le 17 septembre un événement sur le rôle croissant des [entreprises de services de sécurité et de défense \(ESSD\) russes et chinoises en Afrique](#).

Les experts invités, Simon Menet et Djenabou Cisse, chercheurs à la FRS, ont partagé leurs analyses éclairantes sur la présence militaire étrangère en Afrique. La discussion était enrichie par les interventions de Nina Wilén, directrice du programme Afrique à Egmont – Royal Institute for International Relations, qui a apporté son expertise en tant que discutante.

Cet événement hybride, qui a rassemblé une trentaine de participants, a permis de mettre en lumière les nouvelles stratégies d'influence adoptées par la Russie et la Chine en Afrique via les compagnies militaires privées, et de discuter des implications géopolitiques pour le continent.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ET DES DOCTORANTS



### Maxime AUDINET

- Intervention : « A 'partisanization' of information warfare: the mutations of Russia's influence since the invasion of Ukraine », 2<sup>e</sup> édition du Paris International Capstone Course du Centre des hautes études militaires (CHEM), 2 juillet 2024.
- Publication : « [Comment la guerre transforme-t-elle l'influence russe ?](#) »/« [How Has the War in Ukraine Transformed Russia's Ecosystem of Influence Abroad?](#) », Institut Montaigne, 3 septembre 2024.
- Entretien : « [Réponses à vos questions sur la propagande russe qui s'étend en Afrique](#) », France Culture, 14 septembre 2024.
- Entretien : « "Entre RT et les sanctions, il y a un jeu du chat et de la souris" : entretien avec Maxime Audinet, spécialiste de la Russie », *Le Monde*, 18 septembre 2024.
- Intervention : « Comment l'invasion de l'Ukraine a-t-elle transformé l'écosystème d'influence de la Russie ? », Fondation Descartes, 18 septembre 2024.
- Intervention : « Les mutations de l'influence informationnelle russe depuis l'invasion massive de l'Ukraine : Restructuration, adaptation, clandestinisation », Académie du renseignement, École militaire, 19 septembre 2024.
- Citations : « [Comment la Russie est devenue le "principal pourvoyeur de la désinformation" en Afrique](#) », *Le Nouvel Obs*, 24 septembre 2024.
- Entretien : avec Sarah Diffalah, « [Alors qu'en Occident, les ingérences russes visent à polariser l'opinion, en Afrique, la Russie cherche à discréditer les puissances occidentales](#) », *Le Nouvel Obs*, 25 septembre 2024.



### Élie BARANETS

- Invité de l'émission *Parlons-en* sur le thème « 11-Septembre, 23 ans de soubresauts géopolitiques ? », France 24, 11 septembre 2024.
- Invité de l'émission *Perspective* sur le thème « The enduring legacy of 9/11:

Looking back at the war on terror », France 24, 11 septembre 2024.

- Co-organisation, avec Maud Quessard, de la visite d'une délégation de chercheurs du College of International Security Affairs (CISA), le partenaire de l'IRSEM à la National Defense University, 23-26 septembre 2024.
- Discussion du papier du Pr Andrew Novo (CISA) sur les grandes stratégies américaines lors de la conférence « Great Power Competition and New Security Architecture », École militaire, 25 septembre 2024.
- Modération de la table ronde sur les perceptions et évolutions des impérialismes organisé à la Maison de la recherche, Sorbonne nouvelle, Paris, 26 septembre 2024.
- Intervention : « La réalité du soft power aujourd'hui », DICOD, Paris, 30 septembre 2024.



### Jérónimo BARBIN (doctorant associé)

- Publication : « [La Stratégie nationale de sécurité allemande : Rupture ou continuité stratégique ?](#) », Note de recherche 144, IRSEM, 4 juillet 2024.



### Clotilde BÔMONT

- Communication : « Géopolitique du cloud », lors de la réunion « Le cercle géopolitique » du Club informatique des grandes entreprises françaises (Cigref), Paris, 3 juillet 2024.
- Participation au workshop « Securing military software supply chains », organisé par la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), Berlin (en visioconférence), 16-17 septembre 2024.
- Communication : « Cloud strategy of France: A geopolitical approach », à l'occasion de la réunion hebdomadaire du Brown Bag Lunch Group, en visioconférence, 27 septembre 2024.



### Paul CHARON

- Publication : « Les stratégies d'influence médiatique de la Chine dans le Pacifique Sud », *Revue Défense nationale*, n° 872, « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », sous

la direction de Sarah Mohamed-Gaillard et Benoît de Tréglodé, été 2024, p. 27-31.

- Participation au comité de suivi individuel de thèse de doctorat de François Prost, sur le thème de l'influence russo-chinoise dans les ports d'Afrique, 9 juillet 2024.

- Participation à l'émission « Chine et musées français/Les contes renversés », *Questions du soir*, France Culture, 6 septembre 2024.

- Conférence : « Face à la Chine, quelle intelligence économique pour la France ? », dans le cadre des conférences mensuelles proposées aux cadres dirigeants de l'État par la Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État (DIESE), Paris, 17 septembre 2024.

- Conférence : avec Maxime Audinet, « Les stratégies d'influence russes et chinoises », Académie du renseignement, École militaire, 19 septembre 2024.

- Accueil d'une délégation du ministère japonais des Affaires étrangères pour des échanges sur les stratégies d'influence de la Chine, Paris, 24 septembre 2024.

- Conférence : « China's influence strategies », Université Rey Juan Carlos, Madrid, 27 septembre 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Conférence « [L'après-guerre à Gaza : facteur de tensions parmi les monarchies du Golfe](#) », Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREMMO), 3 juillet 2024.

- Publication : « Arabie saoudite, Bilan stratégique 2024 », *Revue Moyen-Orient*, n° 69, juillet-septembre 2024.

- Accueil, avec Wendy Ramadan-Alban et Elisabeth Marteu (adjointe à la sous-direction Stratégie de défense, DGRIS), d'une délégation du ministère de la Défense singapourien dirigée par Victor Yeo pour échanger sur les impacts de la guerre à Gaza avec un focus sur Israël et l'Iran, 11 septembre 2024.

- Participation à la table ronde « Le Moyen-Orient dans la tourmente », avec Frédéric Charillon et Joseph Maïla, Forum mondial Normandie pour la Paix, Caen, 26 septembre 2024.

- Participation à la table ronde « Le Moyen-Orient en pleine turbulence », avec Azadeh Kian-Thibault, Georges Malbrunot et Didier Billon, Géopolitiques de Nantes, 27-28 septembre 2024.

- Invitée au séminaire « Enjeux et conséquences des élections américaines sur l'évolution politique au Moyen-Orient » dirigé par Dr Hasni Abidi, CERMAM, Université de Genève, 29 et 30 septembre 2024.



**Julia GRIGNON**

- Intervention : « Access to essential goods and services », IHL Discussion Series by the Swiss Mission in Geneva and the Academy of IHL and Human Rights, 26 juin 2024.

- Conférence : « Introduction générale au droit international humanitaire et les défis pour le CICR et l'action humanitaire », Institut des droits de l'homme de Strasbourg, Fondation René Cassin, 8 juillet 2024.

- Conférence : « Protection des personnes et des biens », Institut des droits de l'homme de Strasbourg, Fondation René Cassin, 9 juillet 2024.

- Conférence : « Les défis contemporains au droit international humanitaire », Institut des droits de l'homme de Strasbourg, Fondation René Cassin, 9 juillet 2024.

- Conférence : « Champ d'application du droit international humanitaire », Institut des droits de l'homme de Strasbourg, Fondation René Cassin, 9 juillet 2024.

- Publication : avec Samer Mousa, « [En soixante-quinze ans, les conventions de Genève ont démontré la différence qu'elles produisent pour les victimes des conflits armés](#) », *Le Monde*, 12 août 2024.

- Publication : avec Samer Mousa, « [In 75 years, the Geneva Conventions have proved the difference they make to the victims of armed conflict](#) », *Le Monde*, édition anglophone, 13 août 2024.

- Conférence : « Les termes du conflit et leur utilisation politique : cobelligérance, ingérence, risque génocidaire », Campus PS, 30 août 2024.

- Panéliste : « Outlook in the Future: IHL and the Challenges of Contemporary Armed Conflicts », ICRC Delegation in Kyiv and Ukrainian Red Cross, 12 septembre 2024.

- Publication : avec Denis Charbit, « [Israël et le droit international : au gouvernement et dans l'opposition, le refus de l'avis de la CIJ](#) », AOC, 16 septembre 2024.

- Média : « [Israeli military recruits African asylum-seekers for war in Gaza](#) », TV, France 24, 16 septembre 2024.

- Conférence : « Penser l'humanitaire », Nutriset, 18 septembre 2024.

- Conférence : « Droit international humanitaire », Institut des droits de l'homme de Strasbourg, Fondation René Cassin, session délocalisée de Dakar, 23-24 septembre 2024.



**Marine de GUGLIELMO WEBER**

- Conférence : « Géo-ingénierie : croyances, promesses et risques de la modification du climat », Séminaire inaugural de l'Académie d'excellence « Espace, environnement, risques et résilience », Université Nice Côte d'Azur, 26 septembre 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Publication : « Les évolutions de l'usage de l'espace à des fins civiles et militaires », *Conflicts*, n° 52, juillet-août 2024, p. 41-48.

- Intervention : « Commercial Space Systems and Services in Armed Conflicts », Center for Security Studies (CSS)/ETH, Zurich, Suisse, 5 juillet 2024.

- Encadrement : soutenance de mémoire portant sur le lien entre connectivité en Afrique et développement socio-économique, Université catholique de Lille, juillet 2024.

- Modératrice de la table ronde « Sécurité en orbite » au sein du colloque « Souveraineté et sécurité de l'espace » dans le cadre du Festival de l'Espace STAR'S UP, Hangar Y, Meudon, 27 septembre 2024.

- Encadrement : soutenance de mémoire de fin d'alternance, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, septembre 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Participation à l'université d'été du Sosi (CNRS) « Observatoire des héritages du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) », Prieuré Saint-Gabriel, Calvados, 29-30 septembre 2024.



**Alexandre LAURET**

- Mission de recherche dans la Corne de l'Afrique (Djibouti, Éthiopie), 20 juin – 23 août 2024.

- Publication : « [Les houthistes et la mer Rouge](#) », Étude 118, IRSEM, 23 septembre 2024, 158 p.



**Céline MARANGÉ**

- Participation à la conférence « Assessing Deterrence Conference » au Collège de défense de l'OTAN à Rome à l'initiative du Allied Joint Force Command Brunssum (JFC Brunssum), 1<sup>er</sup>-3 juillet 2024.

- « [Accords de Minsk : la défaite de la diplomatie européenne](#) », série d'été *Les accords qui ont changé le monde*, émission animée par Isabelle Lasserre, France Culture, 15 juillet 2024.

- « [Франция: военные амбиции в Европе, противостояние России и помощь Украине](#) » [La France : ambitions militaires en Europe, opposition à la Russie et aide à l'Ukraine], *Vot Tak*, émission animée par Aliaksandr Papko, en russe, chaîne Belsat, 13 août 2024.

- Conférence au CPCO (centre de planification et de commandement des opérations) sur la conception russe de l'hybridité dans le cadre des séances de culture stratégique, 19 septembre 2024.

- Conférence en russe sur les guerres de l'information dans les conflits contemporains devant le centre de recherche des Forces armées du Kazakhstan à Astana, 24 septembre 2024.

- Participation à la table ronde « [De Kharkiv à Niamey, comprendre la stratégie de Poutine](#) », Mardis du Grand Continent, École normale supérieure, 17 septembre 2024.



**Mathieu MÉRINO**

- Intervention sur le thème « Quelles perspectives pour les processus démocratiques en Afrique ? » au Club de l'interculturalité de l'ACADEM, École militaire, Paris, 19 septembre 2024.

- Participation au séminaire introspectif du centre de recherche Les Afriques dans le monde (LAM) à la Maison des Suds à l'Université Montesquieu Bordeaux IV, Pessac, 19-20 septembre 2024.



**Carine PINA**

- Publication : « Les communautés chinoises dans les îles du Pacifique Sud : un atout pour la RPC ? », *Revue Défense nationale*, n° 872, « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », sous la direction de Sarah Mohamed-Gaillard et Benoît de Tréglodé, été 2024, p. 38-43.
- Jury de thèse : M. Ke Hongyi, « The Chinese Immigrants from Wenzhou in France since the 1970's », sous la direction de Ph. Rygiel, ENS Lyon, 18 septembre 2024.
- Intervention : « La diplomatie migratoire de la RPC : un nouvel enjeu sécuritaire majeur ? », Journée d'étude « Guerre et migration : vers une arsenalisation des migrants ? », sous la direction de Sabine Dini (MCF en science politique, CMH UR 4232-UCA) et Damien Simonneau (MCF en science politique), Institut Convergences, INALCO, 20 septembre 2024.
- Intervention : « La Chine en Afrique », cours L2 Sciences Po, RI-UFR Droit, Clermont-Ferrand, 27 septembre 2024.



**Maud QUESSARD**

- Publication : « Les États-Unis de Joe Biden et le *reset* manqué de la primauté en Océanie », *Revue Défense nationale*, n° 872, « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », sous la direction de Sarah Mohamed-Gaillard et Benoît de Tréglodé, été 2024, p. 32-39.
- Publication : « Les frontières numériques à l'épreuve : les démocraties d'Amérique du Nord vulnérables face aux cybermenaces et aux luttes informationnelles », *Annuaire français de relations internationales*, XXV, 2024, p. 337-339.
- Publication : « La démocratie américaine assiégée. Les États-Unis de Joe Biden face aux luttes informationnelles et cyber », *Annuaire français de relations internationales*, XXV, 2024, p. 353-369.
- Publication : « Quelle politique étrangère démocrate après Biden ? », *Politique étrangère*, n° 3, IFRI, automne 2024, p. 81-94.
- Entretien avec Ines Chaïeb, « [Pourquoi Google est dans le viseur de Donald Trump ?](#) », *Le Parisien*, 5 août 2024.
- Entretien avec Ghizlane Kounda, « [Vladimir Poutine soutient Kamala Harris pour la présidentielle américaine](#) », RTBF, 5 septembre 2024.

- Entretien sur les élections américaines, « [Les armes à feu après une énième tuerie aux États-Unis, un enjeu électoral : "Kamala Harris joue la prudence"](#) », RTBF, 6 septembre 2024.
- Invitée au débat « Kamala Harris a-t-elle vraiment pris l'avantage ? », émission *Sens public*, avec Thomas Hugues, Pierre Bourgois et Gallagher Fenwick, Public Sénat, 10 septembre 2024, 50 mn.
- Entretien avec Nicolas Cuoco, « [Présidentielle américaine : Trump ou Harris quelles différences pour l'Ukraine ?](#) », *JDD*, 10 septembre 2024.
- Communication : « What lessons can we take from the War in Ukraine », Réseau d'analyse stratégique, Université du Québec à Montréal (UQAM), 13 septembre 2024.
- Citée par François Clemenceau, « [Ombres chinoises](#) », chronique « Le monde à l'endroit », *La Tribune*, 15 septembre 2024.
- Organisation, présidence, modération du séminaire de rentrée OPEXAM « Religion et politique étrangère aux États-Unis », École militaire, 18 septembre 2024.
- Invitée au débat *Du Grand Continent*, « Trump, Harris – Géopolitique d'une grande élection », ENS Ulm, 24 septembre 2024.
- Co-organisation du Symposium IRSEM-CISA/NDU, École militaire/Maison de la recherche de la Sorbonne-Nouvelle, 23-26 septembre 2024.
- Présidence, modération, discours d'ouverture des conférences CISA-IRSEM/NDU, 25 et 26 septembre 2024.
- Entretien avec Eva Moysan, « [Les États-Unis une super-puissance économique à laquelle personne n'échappe](#) », *Alternatives économiques*, 26 septembre 2024.



**Wendy RAMADAN-ALBAN**

- Invitée de *Culture Monde*, épisode 1/4 : « [Iran : les dilemmes des gardiens de la révolution](#) », 26 août 2024.



**Virginie SALIOU**

- Entretien : « Il faut penser la France comme un archipel », *Revue XXI*, n° 66, « Le lobbying des mers », été 2024, p. 64-68.



**Elyamine SETTOUL**

- Lauréat du Prix 2024 du premier livre de l'Association internationale des sociologues pour l'ouvrage *Penser la radicalisation – Acteurs, théories, mutations* (PUF, 2023), décerné à Ottawa, 11 juillet 2024.

- Conférence : « Les armées face aux menaces de l'ultra droite », Association internationale des sociologues de langue française, Université d'Ottawa, 9 juillet 2024.

- Publication : « Allah et le drapeau : Un regard sociohistorique sur les enjeux de l'islam militaire », dans Julie d'Andurain, Jérôme Bocquet, Jacques Frémeaux (dir.), *L'islam et l'armée*, Éditions du Cerf, 2024.

- Lauréat du Prix Louis Massignon de la Chaire d'études religieuses de Sciences Po Paris, septembre 2024.

- Conférence : « Pour une approche holistique du phénomène djihadiste », dans le cadre de la remise du Prix Louis Massignon, CERI Paris, 10 septembre 2024.

- Interview par Soreen Seelow : « Les adolescents terroristes, portraits croisés de la nouvelle "génération djihad" », *Le Monde*, 15 septembre 2024.

- Conférence : « La radicalisation à référentiel djihadiste : quels nouveaux enjeux politiques et géopolitiques ? », DISP de Toulouse, 17 septembre 2024.

- Conférence : « Sociologie de la radicalisation djihadiste », École nationale supérieure de la police, 27 septembre 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Publication : co-direction, avec Sarah Mohamed-Gaillard, du numéro d'été de la *Revue Défense nationale*, n° 872, « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », été 2024.

- Publication : « L'Asie du Sud-Est et les pays de l'arc mélanésien dans le contexte de l'Indo-Paci-

fique », *Revue Défense nationale*, n° 872, « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », sous la direction de Sarah Mohamed-Gaillard et Benoît de Tréglodé, été 2024, p. 106-112.

- Dépêche AFP « Vietnam president handed power as party leader seeks medical care », reprise par de nombreux médias français et étranger, 18 juillet 2024.

- Dépêche AFP « Nguyen Phu Trong, principal dirigeant vietnamien est mort », reprise par de nombreux médias français et étrangers, 19 juillet 2024.

- Cité par Bruno Philip, « Décès à Hanoi de Nguyen Phu Trong, symbole de l'autoritarisme vietnamien », *Le Monde*, 20 juillet 2024.

- Invité du journal en vietnamien de RFI sur la mort de Nguyen Phu Trong et la nomination de son successeur, Radio France internationale, 22 juillet 2024.



**Victor VIOLIER**

- Communication : « 1991, fin de parti(e) pour les écoles du PCUS ? Conditions et modalités de survie d'un dispositif institutionnel de formation des cadres après l'effondrement du régime soviétique », ST 14 « Après l'effondrement », 17<sup>e</sup> Congrès national de l'Association française de science politique (AFSP), Grenoble, 4 juillet 2024.

- Communication : « Le pouvoir de savoir ? L'expertise états-unienne de la Russie de la fin de l'Union soviétique à la guerre en Ukraine », Séminaire du groupe de recherche « Au-delà du postsoviétisme : dynamiques sociales et politiques » du CERI Sciences Po, Paris, 5 juillet 2024.

- Communication : « Sciences sociales et expertise face à la guerre. Confusion des temporalités et mise en concurrence des savoirs », GT Sociologie de la connaissance, XXII<sup>e</sup> Congrès international des sociologues de langue française (AISLF), Ottawa, Canada, 10 juillet 2024.

- Publications : articles de vulgarisation scientifique « Remaniement ministériel : la surprise du chef » et « Former les cadres russes pour faire vivre le régime », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 81, été 2024, p. 19-24.

- Communication : participation à la table ronde « New imperialisms and grand strategies » dans le cadre du symposium IRSEM – CISA / NDU, Maison de la recherche de la Sorbonne-Nouvelle, 26 septembre 2024.



### Océane ZUBELDIA

- Échange avec Mme Andrijana Subotić, directrice de la section Europe et Amérique de la compagnie Yugoimport-SDPR en présence de Mme Clémentine Cassé, responsable du programme Personnalités d'avenir défense (PAD) à la DGRIS, ainsi que de Julien Malizard, titulaire de la Chaire économie de défense – IHEDN, et de Clotilde Bômout post-doctorante au sein du domaine Armement et économie de défense (IRSEM), École militaire, IRSEM, 15 juillet 2024.

- Article : « De la compétition à la guerre des drones : un instrument de diplomatie technologique », *Diplomatie*, n° 128, juillet-août 2024, p. 54-57.

- Intervention : « Drone-IA, a preview of the future combat » sur la thématique « Artificial Intelligence, Security and Emerging Economies in Africa : Challenges and Prospects » au profit d'une délégation du National Institute for Security Studies (NISS), du Nigeria, École militaire, 26 septembre 2024.

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Christian Lequesne, *Le Diplomate et les Français de l'étranger*, Presses de Sciences Po, 2024, 168 pages.**

Nul ne connaît précisément le nombre de Français établis hors de France. C'est sur cette singulière observation que Christian Lequesne, professeur à Sciences Po, ouvre son ouvrage, fondé sur un travail de sociologie qualitative (entretiens, observations, archives).

La diaspora française, estimée à environ 2,5 millions de personnes et mobilisant 2,5 % du budget du Quai d'Orsay, est hétérogène. Elle regroupe des retraités, expatriés, binationaux, étudiants et travailleurs à distance. Certains quittent la France pour une période limitée, d'autres de façon permanente, d'autres encore vivent à cheval entre l'Hexagone et un pays étranger.

Le politiste livre ici une analyse sociologique de la diaspora française et surtout du traitement que lui réserve l'État. L'étude de la diplomatie consulaire, souvent négligée dans la recherche en Relations internationales, permet de mettre en lumière trois caractéristiques.

L'auteur observe tout d'abord la projection à l'international des modèles et des pratiques de l'État-providence français. La diplomatie consulaire française est à la fois protectrice et redistributive – certains n'hésitent pas à parler d'un « État-nurserie ». Les redistributions sociales (allocations de solidarité, aides ponctuelles) ne connaissent pas de frontières territoriales. Les consulats fonctionnent comme des « mairies délocalisées » et fournissent divers services aux citoyens.

Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, qui a instauré une représentation parlementaire spécifique pour les Français de l'étranger (avec 11 députés élus sur des territoires parfois discontinus), le diplomate doit désormais cohabiter avec les élus politiques. Cette réforme entraîne une politisation et une « domestication » de la politique étrangère, désormais influencée par des enjeux électoraux. Le diplomate se trouve confronté à un nouvel échelon politique avec lequel il partage des responsabilités, ce qui tend à « désingulariser » son rôle.

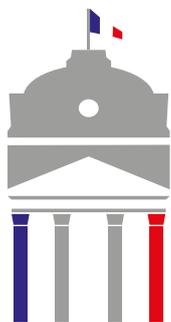
Bien que de nombreux États utilisent leur diaspora comme levier d'influence, la feuille de route pour l'influence française, édictée par Jean-Yves Le Drian en 2022, n'en fait

aucune mention. À travers l'exemple des écoles françaises à l'étranger, Christian Lequesne illustre la coexistence entre diplomatie d'influence et diplomatie consulaire quotidienne. Ces établissements (plus de 500, répartis sous différents statuts) visent à diffuser la culture française auprès des élites locales. Toutefois, elles restent en grande partie préemptées par la diaspora française, dont les enfants constituent environ 35 % des effectifs.

Un éclairage complémentaire sur cette thématique est apporté par l'enquête *La France, tu l'aimes, mais tu la*

*quittes* d'Olivier Esteves, Alice Picard et Julien Talpin (Seuil), publiée peu avant l'ouvrage de Christian Lequesne. Leur travail met en lumière l'émigration silencieuse d'une partie de la population musulmane française. Il peut être intéressant de croiser ces deux analyses, qui éclairent différemment le phénomène de l'émigration et le rôle de la diaspora.

**Enzo FASQUELLE**



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

## Octobre 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

### [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs

### [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 17\)](#)

États-Unis – Moyen-Orient

### [À VENIR \(p. 18\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE



L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est très heureux d'accueillir son nouveau directeur, M. Martial Foucault, qui a été nommé directeur de l'IRSEM par le ministre des Armées et des Anciens Combattants à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

Professeur des universités à Sciences Po Paris et directeur du CEVIPOF (CNRS, centre de recherches politiques de Sciences Po) entre 2014 et 2024, il aura pour mission de déployer, avec les équipes de l'institut, un projet scientifique fondé sur une approche interdisciplinaire, conciliant recherche théorique et appliquée. Son expertise sera mise au service du renfort du lien défense et recherche stratégique et de l'exploration des nouveaux champs de la conflictualité.

Martial Foucault a exercé plusieurs missions d'expertise auprès du ministère français de la Défense, du ministère français de l'Économie, de l'Agence française du développement, du ministère québécois des Finances publiques, de la Délégation générale pour l'armement, de l'Association pour les maires de France ou encore de la Commission européenne.

En 2024, il est le co-auteur d'un rapport remis au ministère des Armées et des Anciens Combattants sur le futur Plan Mixité 2024 des Armées.

Titulaire d'un doctorat de sciences économiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2004, il a soutenu sa thèse financée par la Délégation générale pour l'armement et le CNRS sur les modalités de financement de l'Europe de la Défense (thèse récompensée par l'IHEDN et le Conseil économique de la Défense en 2005). Il a ensuite été post-doctorant à l'Institut universitaire européen de Florence, affilié au Robert Schuman Center for Advanced Studies, avant d'occuper les fonctions de professeur agrégé au département de science politique de l'Université de Montréal entre 2006 et 2013 et directeur du Centre d'excellence sur l'Union européenne (McGill University/University of Montreal). Il a siégé entre 2016 et 2019 au comité national du CNRS pour les sciences



[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)



École militaire  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM  
octobre 2024

humaines et sociales. Depuis avril 2021, il est le directeur de la Chaire Outre-mer à Sciences Po.

En 2017, il a mis sur pied un dispositif d'enquêtes inédit à partir d'un large panel de 25 000 Français, permettant de suivre sur le temps long les évolutions des comportements et attitudes des mêmes Français, outil hébergé par le CEVIPOF.

En 2022, il a été élevé au rang de chevalier de l'Ordre national du mérite. Depuis septembre 2024, Martial Foucault est auditeur de la 77<sup>e</sup> session nationale de l'IHEDN, majeure « politique de défense ».

**L'IRSEM souhaite la bienvenue à deux nouveaux chercheurs : David Cadier et Clément Renault et est heureux d'accueillir Hideo Tomikawa (NIDS), chercheur invité jusqu'en décembre 2024.**



**David Cadier**, docteur en science politique de Sciences Po Paris, est chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM. Spécialiste des politiques étrangères et de sécurité des États européens, il concentre notamment ses recherches sur l'Europe centrale, les politiques européennes à l'égard de la Russie et de l'Ukraine et les dimensions inter-

nationales du populisme. Il a publié de nombreux articles sur ces sujets dans des revues à comité de lecture, ainsi que des analyses de recherche appliquée et des contributions au débat public ; il a codirigé *Russia's Foreign Policy: Ideas, Domestic Politics and External Relations* (Palgrave, 2015).

David Cadier est également chercheur associé au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et enseigne les relations internationales au Collège d'Europe et à Sciences Po Paris. Il est par ailleurs l'un des coordinateurs de [l'University Consortium](#), un réseau académique sur les relations entre l'Occident et la Russie qui réunit les universités d'Oxford, Harvard, Columbia et Sciences Po. Avant de rejoindre l'IRSEM, il a notamment occupé les fonctions de maître de conférences (titularisé) en relations internationales à l'Université de Groningen (2021-2024), chercheur sur contrat au CERI (2018-2021) et chargé de cours à la London School of Economics (2012-2015). Il a pu acquérir une vision transversale des enjeux et dynamiques de sécurité dans l'espace euro-atlantique grâce à ces expériences et à de nombreux séjours prolongés comme chercheur invité en Europe et aux États-Unis : à l'Institut de relations internationales de Prague (IIR), à la Fletcher School of Law and Diplomacy (Boston), au Centre

pour les relations transatlantiques de l'université SAIS Johns Hopkins (Washington), à l'Institut polonais pour les affaires internationales (PISM), à l'Institut finlandais pour les affaires internationales (FIIA), et au Centre pour la gouvernance du changement à IE University (Madrid).



**Clément Renault** est historien des relations internationales, chercheur Renseignement, guerre et stratégie. Ses travaux de recherche portent sur l'évolution des services de renseignement, leurs activités et leur fonctionnement dans le contexte de la redéfinition de l'ordre international et des enjeux stratégiques contempo-

rains. Ils s'articulent autour de l'étude du renseignement en tant qu'outil d'aide à la décision politique et militaire, organisation administrative et acteur à part entière des relations internationales, aux côtés des forces armées et de la diplomatie, par le recours aux opérations clandestines. Il mène également des recherches sur l'histoire politique de la France et des guerres au XX<sup>e</sup> siècle. Formé au Royaume-Uni, docteur en War Studies de l'Université de Glasgow, Clément Renault est également Visiting Fellow au sein du département de War Studies du King's College de Londres, et enseignant à Sciences Po.



**Hideo Tomikawa** est chef de la division de recherche « Sécurité et Économie » du département des études de sécurité au National Institute for Defense Studies (NIDS), au Japon. Son expertise porte sur la politique industrielle et le transfert de technologie. Il a rejoint le NIDS en 2003 et a été nommé à son poste actuel en

2022. De 2005 à 2006, il a travaillé dans le département de politique de défense du ministère japonais de la Défense en tant qu'expert et, de 2009 à 2010, au secrétariat du cabinet pour diriger le « National Defense Program Guideline 2010 » en tant que directeur adjoint. Il a occupé temporairement le poste de coordinateur en chef des Affaires internationales à la division de la planification du NIDS jusqu'en septembre dernier.

Ses recherches actuelles portent sur le marché mondial de la défense, l'impact des technologies émergentes sur l'avenir de la guerre, les écosystèmes d'innovation en matière de défense et la planification des forces dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Il a fait partie du comité de rédaction du *Journal of Japan Association of Malaysian Studies*. Il est titulaire d'une licence de l'université de Chiba, d'un master en économie de l'école supérieure de l'université de Tokyo. Il a également obtenu une maîtrise en études est-asiatiques à l'université de Sheffield, au Royaume-Uni.

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



### Note de recherche 145 – 8 octobre.

« [L'administration Biden et le retour empêché des États-Unis à la primauté](#) », par Maud Quessard, 21 p.

À la veille de l'élection présidentielle de novembre 2024, cette note de recherche propose un premier bilan de la politique étrangère démocrate de l'ère Biden, en dégagant les éléments de rupture et de continuité au-delà de la séquence électorale à venir opposant Donald Trump à Kamala Harris. Elle incite à s'interroger sur les évolutions de la posture stratégique des États-Unis, en se concentrant sur les défis et les contradictions rencontrés par les démocrates dans la formulation d'une Grande Stratégie cohérente. Elle aborde le retour difficile au multilatéralisme, les crises intérieures et internationales ainsi que les compétitions de puissance croissantes avec la Chine et la Russie. L'administration Biden, bien que déterminée à revitaliser les alliances et à réaffirmer le leadership américain, a dû faire face à une multiplication des crises et des niveaux de crise qui ont compliqué la mise en œuvre d'une politique étrangère homogène. Les divisions partisans et intra-partisans structurelles, les difficultés de (ré)engagement avec le « Sud global » et le retour des guerres en Europe et au Moyen-Orient ont fragilisé la réaffirmation d'un grand dessein tourné vers l'Asie. La posture stratégique des États-Unis reste affaiblie par des contraintes internes et des défis stratégiques globaux qui remettent en question la capacité du pays à maintenir son leadership à moyen terme.



### Étude 119 – 21 octobre.

« [“À bas le néocolonialisme !” – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre](#) », par Maxime Audinet, 78 p.

L'observation du discours politique russe depuis février 2022 témoigne de l'intrigante résurgence d'une rhétorique issue d'un autre temps : celle de l'anticolonialisme. De Vladimir Poutine aux membres du Parlement, en passant par la chaîne RT et les mercenaires du groupe Wagner déployés en Afrique, nombreux sont les acteurs russes qui, depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, dénoncent quotidiennement, en Russie et à l'étranger, l'interventionnisme « néocolonial » des puissances occidentales.

Pourquoi l'anti(néo)colonialisme, au cœur de l'engagement internationaliste soviétique, resurgit-il en Russie deux décennies après la chute de l'URSS, dans le contexte de la guerre en Ukraine ? Comment, par qui et pour qui est-il formulé et diffusé ? Que nous dit-il de l'évolution de la perception du système international par les élites russes ? En quoi fait-il enfin figure de nouveau « récit stratégique » pour la politique étrangère de la Russie ?

Cette étude explore ces questions, dans le sillage du « tournant narratif » des Relations internationales et du cadre conceptuel des « récits stratégiques ». Elle se concentre sur les « narrateurs » de ce récit anti(néo)colonial, ainsi que sur sa projection par les acteurs de l'écosystème d'influence informationnelle de la Russie. Elle met en évidence trois objectifs recherchés : la légitimation de sa politique étrangère contemporaine par une instrumentalisation mémorielle sélective du soutien soviétique aux mouvements de décolonisation ; le renouvellement de la critique anti-occidentale par un procédé d'inversion accusatoire ; la séduction des audiences du « Sud global » par la recherche de convergences discursives ou idéologiques.



### Étude 120 – 24 octobre.

« [Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée](#) », par Céline Marangé et Carine Pina, 80 p.

À la veille de l'invasion de l'Ukraine, Xi Jinping et Vladimir Poutine annonçaient le caractère désormais sans limite du partenariat stratégique sino-russe. La nature de leur relation – une alliance en devenir ou un mariage de circonstance – pose question alors que l'ordre

international semble durablement bouleversé. L'analyse de leurs politiques respectives et de leur coopération concrète dans une région aussi stratégique que la Méditerranée constitue à cet égard un indicateur pertinent.

La mise en regard des stratégies russe et chinoise en Méditerranée dans les domaines militaire, économique et politique laisse apparaître leur propension à agir parallèlement, sans entraver leurs visées respectives. La Russie s'est imposée dans la région méditerranéenne en prenant des initiatives risquées et en y déployant des moyens militaires et navals, tout en défendant ses intérêts économiques. La Chine s'y est fait une place en misant sur son expansion économique, à travers ses échanges commerciaux et des investissements dans des entreprises stratégiques et des infrastructures de transport, tout en développant des capacités sécuritaires et policières.

À en juger par leurs stratégies dans la région de la Méditerranée, l'heure semble plutôt à la mise en œuvre – et à la mise en scène – d'un alignement de principe entre Moscou et Pékin, et non à l'émergence d'une alliance militaire.

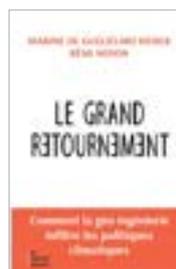


**Brevue stratégique 74 – 25 octobre.**

« [Quelles options pour l'opération terrestre au Liban ?](#) », par GBR (2S) Olivier Passot, 2 p.

Après un an de guerre à distance contre le Hezbollah, les Israéliens ont décidé de déclencher une opération terrestre au Liban. Il convient de s'interroger sur les options militaires d'une telle campagne, alors que Tsahal est usé par un an de guerre à Gaza et que ses effectifs viennent à manquer pour tenir les différents fronts.

**OUVRAGES PUBLIÉS  
PAR LES CHERCHEURS**



**Marine de Guglielmo Weber et Rémi Noyon, *Le grand retournement : comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques*, Les Liens qui libèrent, octobre 2024, 320 p.**

Et si, après avoir dérégulé le climat, nous décidions de le contrôler ? Depuis les années 1970, les scientifiques explorent de nouvelles perspectives pour poursuivre notre « aménagement » du système Terre : arbres artificiels, voile solaire, nuages blanchis... Ces approches, bien que différentes, sont regroupées sous le terme de géo-ingénierie. Jadis perçues comme des idées dangereuses, elles sont de plus en plus acceptées. Certains y voient un moyen de ralentir le réchauffement sans toucher aux bases du capitalisme tandis que d'autres les considèrent comme un ultime recours pour éviter des catastrophes irréversibles. Dans ce livre-enquête, Marine de Guglielmo Weber et Rémi Noyon retracent l'histoire de la géo-ingénierie, explorent les cultures scientifiques et philosophiques qui la sous-tendent, et examinent ses implications en matière de gouvernance, de conflits géopolitiques et de justice climatique. Avec une préoccupation majeure : qu'un climat d'urgence nous mène à des interventions dangereuses sur l'atmosphère.

## ÉVÉNEMENTS

### 1<sup>er</sup> octobre : Rentrée stratégique de l'IRSEM.



La Rentrée stratégique de l'IRSEM a eu lieu à l'École militaire le 1<sup>er</sup> octobre 2024. Marquant l'entrée de l'institut dans le cycle académique 2024-2025, elle a réuni l'ensemble de l'équipe de recherche, ainsi que des officiers et personnels du ministère des Armées et des Anciens Combattants, autour de trois grands témoins qui ont accepté pour cette occasion de présenter leur vision des grands enjeux contemporains de défense et de sécurité et des priorités de recherche associées.

Les chercheurs de l'IRSEM ont ainsi eu l'honneur de pouvoir échanger directement avec le général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, M. Camille Grand, chercheur et ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN, et le général de corps d'armée Pierre-Joseph Givre, directeur du service national et de la jeunesse.

Organisée à travers trois thématiques, la vision de chacun des grands témoins a été éclairée par une discussion engagée par deux chercheurs de l'IRSEM, qui ont mis en exergue des travaux actuellement menés sur chacune de ces thématiques, puis par des échanges avec l'auditoire. Dans un exercice inédit pour l'IRSEM, ces échanges ont ainsi permis de nous conforter sur le cap à suivre et de nous en inspirer dans le cadre des travaux de programmation scientifique de l'institut pour 2025.

Introduite par Mme Alice Rufo, directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées et des Anciens Combattants, la rentrée stratégique de l'IRSEM a également permis de mieux faire connaître aux décideurs présents dans la salle l'IRSEM, ses capacités de recherche et ses travaux actuels et à venir.

Elle a ainsi permis de rappeler que l'IRSEM est un institut de recherche au service des armées et du ministère des Armées et des Anciens Combattants, capable d'apporter une réflexion déportée et une vision complémentaire sur les questions stratégiques grâce aux outils des sciences sociales. S'inscrivant sur une temporalité plus longue, ces travaux contribuent indéniablement à la réflexion stratégique du ministère, qui peut prendre la forme d'un regard différent, alternatif, approfondi et d'anticipation.

Une vingtaine de doctorants soutenus par la DGRIS, dont c'était également la journée de rentrée, était présents. Une très belle entrée en matière pour ces futurs chercheurs, que l'IRSEM soutient à travers notamment le séminaire Jeunes Chercheurs.

Réunissant ainsi décideurs, praticiens, acteurs de la pensée stratégique, chercheurs confirmés, plus jeunes ou en devenir, la rentrée stratégique de l'IRSEM dans sa première édition a été une réussite, tant par la qualité des échanges que par la mobilisation de chacun.

### Premier panel : « Le renversement de l'ordre mondial : quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales ? »



Le premier panel, organisé et modéré par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie », portait sur le renversement de l'ordre mondial et des conséquences de la fragmentation des relations internationales. L'ordre international, tel que nous le connaissons, est aujourd'hui contesté par des puissances qui remettent en cause les normes établies par un Occident critiqué et, parfois, rejeté. Dans cette ère qualifiée par certains de « post-occidentale », il devient essentiel de prendre en compte les perspectives non occidentales. Ces nouvelles voix résonnent sur la scène internationale, proposant des modèles alternatifs de gouvernance et de développement. Cette transition n'est cependant pas

exempte de tensions ; elle remet en question les fondements de l'ordre international libéral. Face à ces transformations, il est crucial de comprendre les défis qu'elles posent afin de mieux gérer les risques d'affrontement. Le premier panel a mis en avant l'une des dynamiques les plus marquantes du XXI<sup>e</sup> siècle, le « monde renversé », avec une question centrale, comment adapter nos stratégies militaires, diplomatiques et d'influence dans ce nouvel environnement mondial multipolaire ?

En tant que grand témoin, le général Thierry Burkhardt, chef d'état-major des armées (CEMA), a ouvert les débats et apporté un éclairage essentiel sur l'impact de cette reconfiguration mondiale. Thierry Burkhardt a souligné la désoccidentalisation progressive du monde et le retour à l'usage de la force dans les relations internationales. Cette transformation de l'ordre mondial engendre de nombreux risques. Sur le plan national, elle se traduit par une instabilité croissante et une fragmentation des sociétés. Sur le plan international, l'Europe doit faire face à des menaces pesant sur sa sécurité et sa cohésion, tandis qu'au Proche et au Moyen-Orient, les tensions et les conflits se multiplient. En Afrique, l'influence croissante des puissances extérieures entraîne une déstabilisation accrue. Pour faire face à ces défis, plusieurs axes stratégiques ont été proposés par le CEMA. Le renforcement des partenariats internationaux apparaît comme une priorité incontournable. Par ailleurs, il est nécessaire de consolider les capacités militaires et technologiques pour maintenir un avantage stratégique. La gestion de l'information et de l'influence doit également être une priorité pour contrer la désinformation. Enfin, la valorisation des ressources humaines devient essentielle pour répondre aux nouveaux enjeux de sécurité mondiale.

Dans la continuité de cette réflexion, il est pertinent d'examiner les perceptions croisées entre l'Occident et le « Sud global » sur le renversement de l'ordre mondial, ainsi que les diverses appréciations des risques et menaces qui en découlent. Ces analyses sont au cœur de la recherche menée par l'IRSEM, notamment dans le cadre de ses travaux, qui travaille sur le cadre du « décentrement ». Lors de son intervention, [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et stratégies d'influence », spécialiste de la Chine et des stratégies d'influence, a exposé le récit chinois relatif au renversement de l'ordre international et l'idée du « déclin occidental » en insistant sur le rôle central de l'influence comme pilier de puissance. Selon Paul Charon, la puissance des États ne se limite pas aux aspects militaires ou économiques, mais s'incarne également dans le(s) récit(s) qu'ils construisent et diffusent à l'international. La Chine, en particulier, uti-

lise une puissance narrative redoutable pour ébranler l'ordre établi et promouvoir un modèle alternatif, opposé à celui de l'Occident.

Pour illustrer concrètement ces bouleversements, [Mathieu Mérino](#), chercheur pour l'Afrique de l'Ouest dans le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient », a abordé la question des perceptions et ambitions africaines. L'Afrique se trouve aujourd'hui au centre d'un ordre international devenu plus transactionnel et caractérisé par une grande volatilité dans ses relations avec les puissances étrangères, compliquant ainsi les efforts de stabilisation. La valeur stratégique du continent africain, renforcée par les tensions internationales et la fragilité récente de l'économie mondiale, n'échappe pas aux élites africaines. Ces dernières ont pleinement saisi l'importance de leur position en tant qu'« États pivots » dans cette grande bataille opposant les partisans et détracteurs de l'ordre international actuel. Libérés du cadre bipolaire de la guerre froide, les États africains explorent désormais une diversité d'options dans un contexte où plusieurs acteurs internationaux se disputent leur attention.

Les interventions ont suscité de nombreuses questions de l'auditoire, portant notamment sur la perception des récits russes en Afrique et sur la manière de nuancer cette idée de renversement des puissances. La discussion a ainsi mis en lumière les caractéristiques de ce nouvel ordre mondial, où les jeux de puissance – et les rapports de force se jouent aussi dans les nouveaux espaces de conflictualité, des récits idéologiques aux technologies de l'information.

**Deuxième panel : « Les nouveaux espaces de confrontation : quels enjeux technologiques et normatifs ? »**



Le grand témoin du deuxième panel, M. Camille Grand, ancien secrétaire général adjoint de l'OTAN, a articulé sa réflexion autour de trois points principaux. Tout d'abord, l'évolution rapide des conflits et les changements de per-

ception. Il a souligné l'importance de penser à nos outils militaires ainsi qu'aux moyens normatifs dont nous disposons. Camille Grand a évoqué le retour de la violence armée et, dans ce cadre, l'obligation de repenser nos ratios offensif et défensif. Dans un deuxième temps, il a abordé la numérisation du champ de bataille et la généralisation de l'utilisation des drones. Au regard de ce contexte spécifique, il a d'ailleurs alerté sur l'urgence de changer d'échelle (en matière d'acquisition). Dans son dernier point, Camille Grand a affirmé que les espaces sont pluriels c'est-à-dire à la fois de compétition et de confrontation. De plus, la raréfaction des ressources renforcent les vulnérabilités qu'il ne faut surtout pas négliger. Pour conclure, Camille Grand a souligné l'importance de tirer les leçons de la guerre en Ukraine en matière de rapidité et d'innovation. Il a également mis en avant la nécessité de travailler avec nos alliés et de mobiliser plus que jamais l'Union européenne.

Les Dr [Béatrice Hainaut](#), capitaine de l'armée de l'air et de l'espace et chercheuse au sein du domaine « Stratégies, normes et doctrines » à l'IRSEM, et Alix Roellinger, administratrice principale des affaires maritimes et chercheuse associée, ont pris part à la discussion en portant la réflexion sur l'espace extra-atmosphérique et sur les grands fonds marins. Toutes deux ont relevé l'importance d'être compétitif face à des acteurs de plus en plus nombreux et prêts à transgresser les normes. Ces « confrontations stratégiques » (pénurie de métaux rares, escalade des tensions dans l'espace, cyberattaques) qui associent les domaines civils et militaires rappellent la nécessité d'être vigilant. Il s'agit de porter les efforts pour maintenir la souveraineté française.

Le Dr [Océane Zubeldia](#), directrice du domaine « Armement et économie de défense » et modératrice du panel, a questionné les intervenants sur la capacité à ne pas subir la surprise stratégique et la prise de risque. Les intervenants ont conclu qu'il y avait une hausse de la conflictualité caractérisée par la disparition des frontières. Ce contexte spécifique appelle plus que jamais une régulation par les normes, qui permettra de faire face à la complexité actuelle et future.

**Troisième panel : « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre ».**



Les engagements militaires récents rappellent que la guerre est un fait social total, qui mobilise tous les secteurs de la société. Or de tels conflits exercent de fortes contraintes sur les sociétés démocratiques, qui sont souvent perçues comme mal préparées. Ainsi, dans un contexte international très tendu, avec le retour notamment de conflits de haute intensité, les conditions auxquelles le public en démocratie est susceptible d'apporter son soutien à un engagement militaire est une question centrale de la réflexion stratégique.

Le général de corps d'armée Pierre-Joseph Givre, directeur du service national et de la jeunesse, a ainsi rappelé que le retour de conflits de haute intensité aux portes de l'Europe nécessite un effort dans la durée et une mobilisation des ressources humaines, au premier rang desquelles la jeunesse constitue un élément fondamental. Le cumul des crises a par ailleurs affecté la jeunesse, d'une manière ou d'une autre, qui a été fragilisée par ces événements, qu'il s'agisse de son isolement durant la crise sanitaire, de la fracture dans les territoires révélée notamment par la crise des gilets jaunes ou de phénomènes de radicalisation touchant les jeunes.

Si les jeunes, dans leur ensemble, sont loin d'être hostiles à la défense, l'institution militaire fait néanmoins face à une crise du recrutement, compte tenu à la fois de la compétition sur le marché du travail pour recruter et fidéliser les compétences des jeunes, et des évolutions de ces derniers, dans leurs aspirations notamment. Dans ce contexte, la relation particulière entre la jeunesse et la défense nationale doit changer de paradigme et se renouveler à travers un modèle à réinventer.

Revenant sur ces constats, [Maxime Launay](#), chercheur histoire et sociologie militaire au sein du domaine « Défense et société », a confirmé la vitalité de l'engagement de la

jeunesse dans la société, comme le montrent les travaux de chercheurs. L'étude d'Anne Muxel, *Les jeunes et la guerre*, a ainsi mis en exergue l'intérêt des jeunes pour l'institution militaire et les questions de défense, en proposant une typologie en quatre « familles » suivant le degré d'engagement déclaré.

Par-delà la jeunesse, Céline Marangé, chercheuse Russie, Ukraine et Biélorussie au sein du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie », a rappelé la nécessité de la mobilisation de l'ensemble de la société pour faire face à ces crises. S'appuyant sur les exemples de l'Ukraine et d'Israël, elle a montré que la cohésion de la société face à la guerre ne s'improvise pas et que dans ces cas extrêmes, les civils jouent un rôle fondamental, à la fois dans les conflits et dans la résilience des pays concernés.

**Iris GIGUET, Benoît RADEMACHER, Océane ZUBELDIA**

**1<sup>er</sup> octobre : Séminaire Jeunes Chercheurs.**



À l'occasion de cette nouvelle rentrée doctorale, les lauréats 2024 de la bourse DGRIS ont participé à leur premier séminaire Jeunes Chercheurs, tenu sur le site de l'École militaire et présidé par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM.

Cette séance inaugurale, organisée par les doctorantes Pauline Cherbonnier et Jeanne-Louise Roellinger, a pris la forme d'une demi-journée d'études. La première partie, centrée sur la recherche académique et la circulation des savoirs stratégiques, a été animée par Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Son intervention a exploré les origines du savoir stratégique et de ses limites, suscitant des échanges approfondis avec les doctorants et les organisatrices.

La deuxième partie s'est penchée sur « la circulation des savoirs en pratique : pluridisciplinarité et interdisciplina-

rité dans les projets de recherche des doctorants financés par le programme RIS ». Présentée par Dusan Bozalka, le Dr Mélanie Sadozaï et Arthur Steger-Kicinski, elle a illustré les parcours variés de ces jeunes chercheurs. Dusan Bozalka a partagé sa démarche pour intégrer les sciences sociales (information-communication) et les sciences computationnelles dans sa thèse. Arthur Steger-Kicinski a exposé son cheminement vers l'interdisciplinarité dans sa recherche juridique sur le genre, tandis que le Dr Mélanie Sadozaï, dont la thèse explore les frontières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, a discuté des avantages de l'interdisciplinarité ainsi que des défis pour sa reconnaissance dans le milieu académique français.

Ces interventions ont donné lieu à des discussions enrichissantes entre doctorants, soulignant l'importance croissante de l'interdisciplinarité pour une compréhension élargie des thématiques étudiées.

**Priyanga THIVENDRARAJAH**

**3 octobre : Séminaire Afrique « Vers un état de fait pour l'État du Somaliland ? », avec Géraldine Pinaudt.**



Le premier séminaire Afrique de la rentrée traitait du cas méconnu du Somaliland, État non reconnu par la communauté internationale. Situé au cœur de la Corne de l'Afrique, le Somaliland a connu trois décennies de développement prospère et discret avant de se retrouver projeté sur le devant de la scène médiatique mondiale à la suite d'un accord signé avec l'Éthiopie en janvier dernier. Cet accord prévoyait la location d'une bande littorale d'une vingtaine de kilomètres permettant à l'Éthiopie d'y installer une marine nationale contre une possible reconnaissance du Somaliland par son voisin. Bien que peu d'informations fiables circulent sur cet accord, il a d'ores et déjà eu des conséquences sur les enjeux stratégiques dans la Corne de l'Afrique.

Géraldine Pinaudt a voulu s'affranchir de ce contexte géopolitique afin de prendre de la hauteur pour mieux cerner ce qu'est le Somaliland et de quoi il est le nom. Elle a commencé son intervention en insistant sur l'importance historique du temps long en allant à l'encontre d'une idée reçue selon laquelle le Somaliland serait né en 1991, date de sa proclamation d'indépendance. En retraçant l'évolution du territoire depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle montre le processus historique complexe commencé depuis plus d'un siècle pour les populations de ce territoire et la construction de leur État – construction entrecoupée de moments de ruptures ou de cassures selon les aléas géopolitiques de la région. À la lumière de cet éclairage historique, on comprend que la période des indépendances en 1960 a amené à une union volontaire du Somaliland et de la Somalie et à une désunion politique plutôt qu'une sécession en 1991 – désunion permise par les mêmes processus l'ayant unifié trois décennies plutôt. Ce processus historique de la construction d'un État a bien évidemment une dimension spatiale à prendre en compte. Là encore, Géraldine Pinaudt a battu en brèche les idées reçues qui font du Somaliland un territoire homogène aux périphéries en proie à des instabilités chroniques du fait de clans différents. Il existe en réalité toute une superposition de territoires administratifs, claniques, de réseaux d'entraides qui donnent à voir des processus d'allégeance davantage politiques que claniques. Cette construction du territoire et de l'État amène à observer un processus de reconnaissance complexe qui ne se limite pas à une vision linéaire de la reconnaissance internationale. L'État du Somaliland négocie ainsi des reconnaissances bilatérales avec d'autres pays, des reconnaissances indirectes via les entreprises présentes sur son territoire ou encore des reconnaissances de circonstance comme celle de Taïwan.

**Alexandre LAURET**

### 8 octobre : Séminaire « De la cybersécurité en Amérique », OPEXAM (Observatoire de la politique extérieure des États-Unis) avec Stéphane Taillat.



Le 8 octobre 2024, l'IRSEM a organisé le deuxième séminaire de l'année de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM), consacré à l'ouvrage *De la cybersécurité en Amérique : Puissance et vulnérabilités à l'ère numérique*, de Stéphane Taillat, maître de conférences habilité à diriger des recherches en histoire contemporaine à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), actuellement détaché à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Dans un contexte où la dépendance aux infrastructures numériques ne cesse de croître, Stéphane Taillat a offert une analyse approfondie des défis géopolitiques et stratégiques posés par la cybersécurité aux États-Unis, en s'appuyant notamment sur les politiques développées sous l'administration Biden. Cette rencontre a rassemblé chercheurs, étudiants et professionnels afin d'explorer les enjeux essentiels de la cybersécurité américaine.

Partant du constat que la cybersécurité s'impose désormais comme une problématique centrale de la politique internationale, avec des répercussions profondes sur la souveraineté nationale, Stéphane Taillat souligne que le cyberspace, autrefois perçu comme un lieu de liberté et d'innovation, s'est progressivement métamorphosé en un champ de bataille stratégique. La compétition pour le contrôle des données et des infrastructures numériques y revêt désormais une importance cruciale. Les cyberattaques récentes ont ainsi contraint les États-Unis à repenser leurs stratégies, intégrant des dimensions offensives pour mieux défendre cet espace virtuel. Stéphane Taillat analyse également comment les États-Unis considèrent le cyberspace à la fois comme un levier de puissance et un nouveau champ de rivalité avec des puissances comme la Chine et la Russie, tout en expliquant, à travers l'analyse

des politiques publiques et des nouvelles menaces, pourquoi sa maîtrise est devenue centrale pour la puissance américaine et redéfinit la souveraineté à l'ère numérique. Enfin, il explore la tension croissante entre l'innovation technologique, souvent dominée par les géants du numérique, et les vulnérabilités qui en découlent, notamment la dépendance accrue aux réseaux numériques.

[Clotilde Bômont](#), chercheuse en géopolitique du numérique, a apporté un éclairage précieux sur l'intégration des nouvelles technologies au sein des institutions gouvernementales et militaires. La richesse des échanges qui ont suivi, sous la présidence de [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace euratlantique, Russie », a permis de soulever des questions cruciales telles que la redéfinition de la puissance à l'ère numérique et l'impact de la cybersécurité sur les relations internationales, ou les leçons tirées du scandale Cambridge Analytica. Ce séminaire a offert l'opportunité d'analyser les efforts déployés par les États-Unis pour maintenir leur domination dans le cyberspace, tout en faisant face aux vulnérabilités accrues liées aux cyberattaques visant des infrastructures critiques et aux répercussions de l'innovation technologique numérique sur la sécurité nationale.

Iris GIGUET

**22 octobre : Séminaire Asie « L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde », avec Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise.**



Le mardi 22 octobre 2024, le séminaire « Asie du domaine Afrique, Asie, Moyen-Orient », a été consacré à la présentation de l'ouvrage *L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde* par Valérie Niquet, spécialiste des relations internationales et des questions stratégiques en Asie à la Fondation pour la recherche stratégique, et Marianne

Péron-Doise, chercheuse associée à l'IRIS où elle dirige l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique.

Marianne Péron-Doise a commencé par rappeler l'importance géographique de cet espace, immense, pris entre les océans Indien et Pacifique, et l'importance géopolitique du concept d'Indo-Pacifique, présent depuis plus de quinze ans. L'acceptation de ce concept se décline en deux approches principales. La première est une vision large de l'Indo-Pacifique, impliquant tous les espaces entre les deux océans et insistant sur l'importance d'y maintenir une fluidité et une interconnectivité. Ce point de vue qui est celui de la France ou encore du Japon, lui-même à l'origine du concept de l'Indo-Pacifique, s'accompagne de stratégies économiques, maritimes, civiles et militaires dont l'objectif est de garantir l'ouverture de cet espace. La deuxième approche est géographiquement plus réduite et tend, en fonction des États concernés, à se focaliser sur un espace en particulier. C'est l'approche des États-Unis qui restent centrés sur l'Océanie et le Pacifique Sud. Quant à l'Inde, elle privilégie les territoires qui bordent l'océan qui porte son nom et s'étirent jusqu'à la Corne de l'Afrique. Cette approche sous-tend un partage des rôles : les États-Unis et leurs alliés (Corée du Sud, Australie) concentrant leur stratégie et leurs moyens en priorité dans le Pacifique et l'Inde faisant de même dans l'océan Indien.

Marianne Péron-Doise a expliqué que l'on peut superposer à ces deux visions trois groupes de pays, définis en fonction de la mise en œuvre de leur présence dans l'Indo-Pacifique. La première vision dite normative s'apparente à des stratégies de projection de puissance tant en matière de valeurs que d'outils. Elle est incarnée par le Japon ou les États-Unis et par des organisations comme le QUAD ou l'AUKUS. La seconde vision, plus coopérative et inclusive, est souvent incarnée par des organisations régionales comme l'ASEAN ou l'UE. Enfin, il existe une approche mixte, à la fois projection de puissance et volonté de coopération, qui tend à insister sur l'importance de la pluralité des partenaires. C'est l'approche de l'Inde ou de la France. Parlant de la présence de la France, Marianne Péron-Doise a rappelé que si elle est indéniablement légitime, en dépit de remises en question y compris par l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, elle semble aujourd'hui plus à même de s'adapter aux exigences locales.

Valérie Niquet a souligné quant à elle l'importance économique majeure de cette région, devenue depuis plus de trois décennies le centre de la croissance économique mondiale et donc un espace d'échanges. Elle a précisé également que le versant asiatique de l'Indo-Pacifique reste très dépendant des importations énergétiques. La Chine

est l'illustration de cette double dépendance. Désigné comme le « grand perturbateur » de la région, Pékin est en effet l'une des préoccupations majeures des acteurs principaux de l'Indo-Pacifique. La Chine fait peser un risque de crise majeure dans le détroit de Taïwan, dont l'impact, selon Valérie Niquet, ne pourrait être que mondial, tandis qu'un conflit ouvert serait une prise de risque majeure pour elle, y compris pour ses relations avec l'étranger, et donc pour sa croissance économique. Toutefois ces perturbations engendrées par la Chine s'étendent au-delà pour atteindre l'Asie du Sud ou l'Asie du Nord. En dépit de cela, un grand nombre d'États de la région Asie pacifique, et notamment en Asie du Sud-Est, demeurent attachés au maintien d'une approche équilibrée entre les États-Unis et la Chine.

À la suite des interventions des deux auteures, les questions posées par le public ont permis d'aborder la perception de la notion française de puissance d'équilibre dans la région, la place de la Grande-Bretagne dans cette région, le risque de prolifération nucléaire et notamment la position du nouveau Premier ministre japonais Ishiba sur le fait d'abriter des armes nucléaires américaines, la vision française de la partie « indo » du Pacifique et les possibilités de coopération entre la France, l'Inde et les autres États de cette partie de l'Indo-Pacifique, et enfin la question de l'évolution des relations franco-australiennes.

**Carine PINA**

## IRSEM-EUROPE

### 3 octobre : Réunion des stagiaires français basés à Bruxelles.



Le jeudi 3 octobre, l'IRSEM-Europe a organisé une réunion pour encourager les échanges entre les stagiaires français basés à Bruxelles et leur présenter son programme pour la rentrée 2024. Cet événement a été l'occasion pour deux intervenants, Juraj Majcin, analyste à l'EPC pour le programme *Europe in the World*, et Panagiotis (Panos) Politis Lamprou, stagiaire au Parlement européen, de décrire leur parcours et leurs expériences au sein de la « bulle européenne » ainsi que dans le domaine de la défense. Environ vingt stagiaires, provenant de l'OTAN, de la RPUE et de l'ambassade bilatérale, ont ainsi eu l'opportunité d'échanger sur leurs perspectives professionnelles et leurs ambitions dans ces domaines stratégiques.

### 14 octobre : Brown Bag Seminar avec Victor Violier et Ondrej Ditrych sur le renouveau de l'expertise russe.



Le lundi 14 octobre, l'IRSEM-Europe a organisé un séminaire consacré au renouveau de l'expertise sur la Russie, tant aux États-Unis qu'en Europe. Cet événement, qui a réuni une vingtaine de participants, a permis à [Victor](#)

[Violier](#), chercheur en politique comparée, sociologie militaire et des institutions à l'IRSEM, de parler de ses travaux et d'échanger avec Ondrej Ditrych, analyste spécialisé sur la Russie et l'Europe de l'Est à l'EUISS. La discussion a mis en lumière les enjeux et les perspectives de cette nouvelle expertise, tout en offrant un espace de réflexion sur les dynamiques en cours autour de la Russie.

**22 octobre : Arrivée de Brice Didier.**

Le mardi 22 octobre, Brice Didier a rejoint l'implantation bruxelloise de l'IRSEM. Docteur en science politique, Brice a soutenu une thèse en 2024 portant sur la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et les initiatives ad hoc portées par des groupes informels formés par les grands États membres, en particulier l'initiative du Contact Group (Balkans) sur la Bosnie et le Kosovo, l'initiative E3 sur le nucléaire iranien et l'initiative de Normandie sur le conflit russo-ukrainien dans l'est de l'Ukraine. Désormais post-doctorant à l'IRSEM-Europe, Brice se consacre à un projet de recherche portant sur le pragmatisme stratégique de l'Union européenne comme réponse aux bouleversements de l'ordre mondial, et notamment son positionnement face à la rivalité sino-américaine et ses enjeux pour les États membres.

**31 octobre : Brown Bag Seminar avec Anna Colin Lebedev sur le recrutement militaire en Ukraine.**

L'IRSEM-Europe a terminé le mois d'octobre en organisant un séminaire consacré aux défis rencontrés dans le recrutement de l'armée ukrainienne. Nous avons eu l'honneur d'accueillir Anna Colin Lebedev, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre, qui a abordé ces difficultés d'un point de vue sociologique. Au cours de sa présentation, Anna Colin Lebedev a fait une distinction entre deux concepts clés : le consentement à la guerre et l'enrôlement en Ukraine. Elle a également proposé une analyse des politiques mises en œuvre pour favoriser l'engagement, tout en lançant une discussion sur la manière dont se construit le consentement à la guerre dans le contexte ukrainien.

**ACTUALITÉ DES CHERCHEURS**



**Maxime AUDINET**

- Article : avec C. Gérard, « Sous les radars : Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine », *Réseaux*, 3 (245), octobre 2024, p. 113-152.

- Cité (dans le cadre de la parution de l'article « Sous les radars ») par Emmanuel Grynszpan, « [La machine de désinformation russe, un écosystème en perpétuelle mutation](#) », *Le Monde*, 11 octobre 2024.

- Discussion de Maxime Daniélou, doctorant à l'université Paris Nanterre, « Sergueï Karaganov comme exemple d'entrepreneur idéologique », au séminaire « Politique et géopolitique des États post-soviétiques », 17 octobre 2024.

- Intervention : « Les mutations de l'influence informationnelle russe depuis l'invasion massive de l'Ukraine : Restructuration, adaptation, clandestinisation », IHEDN, École militaire, 18 octobre 2024.

- Publication : « ["À bas le néocolonialisme !" – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre](#) », Étude 119, IRSEM, 21 octobre 2024.

- Organisation de la deuxième séance du séminaire CORUSCANT, « Anti-abortion counseling in Russia: the role of gynecologists and psychologists » (par Mona Claro), Campus Condorcet, 24 octobre 2024.

- Participation au débat du *Monde en face*, « [Espions russes : infiltration, manipulation et ingérence](#) », France 5, 20 octobre 2024.



**Clotilde BÔMONT**

- Intervention à la table ronde « Souveraineté numérique : comment protéger nos données dans un monde hyperconnecté » à l'Assemblée nationale à l'occasion du CyberMois, Paris, 2 octobre 2024.

- Discussion de l'ouvrage *De la cybersécurité en Amérique. Puissance et vulnérabilités à l'ère numérique* de Stéphane Taillat, IRSEM, École militaire, Paris, 8 octobre 2024.

- Participation à la matinée de travail sur NIS2 organisée par la Cyber Task Force, Espace Hamelin, Paris, 16 octobre 2024.
- Intervention et participation à la table ronde « Cloud : impacts et perspectives » lors des ANDays, journées organisées par l'AND, la DGA et l'École Polytechnique, École polytechnique, Palaiseau, 17 octobre 2024.
- Interventions lors de l'École d'automne sur « L'UE, puissance numérique globale », Université Laval, Canada, 27-30 octobre 2024.



**Paul CHARON**

- Conférence : discutant du général Thierry Burkhard (CEMA), sur le thème « Le renversement de l'ordre mondial : quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales ? », Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 1<sup>er</sup> octobre 2024.
- Participation à la table ronde « Faire face à la désinformation et à la cybercriminalité pour protéger la démocratie », dans le cadre du Cybermoi/s 2024 : événement du lancement officiel à l'Assemblée nationale, 2 octobre 2024.
- Participation à la table ronde « Guerre cognitive, hacktivism et espionnage : quand les frontières numériques se perdent », Les Assises du cyber, Monaco, 9 octobre 2024.
- Participation à la table ronde « Media / Security + Defence », 28th Legal and Policy Assembly, EBU Operating Eurovision and Euroradio, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 10 octobre 2024.
- Citation : « L'intensification de l'espionnage chinois vue par les services secrets occidentaux », *L'Express*, 15 octobre 2024.
- Conférence : « Les stratégies d'influence informationnelle de la Chine et de la Russie », avec Maxime Audinet, au profit de la majeure « Souveraineté numérique et Cybersécurité » de la session nationale de l'IHEDN, École militaire, 18 octobre 2024.
- Conférence : « Les stratégies d'influence de la Chine », au profit des auditeurs du Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, 24 octobre 2024.
- Terrain de recherche au Japon sur le thème des stratégies informationnelles, 26 octobre-3 novembre 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Entretien avec Amélie Zaccour, « [L'inquiétude des pays du Golfe face à une possible confrontation entre Israël et l'Iran](#) », *L'Orient le Jour*, 4 octobre 2024.
- Radio : « [Guerre au Liban : le Moyen-Orient divisé](#) », *Culture Monde*, France Culture, 4 octobre 2024 .
- Article : « [Le pari gagnant et risqué des Émirats arabes unis au Proche-Orient](#) », *Orient XXI*, 14 octobre 2024.
- Conférence : avec Pierre Grosser, « Les monarchies du Golfe et les guerres d'Israël à Gaza, au Liban dans le contexte d'une confrontation directe avec l'Iran », École de journalisme de Sciences Po, 18 octobre 2024.
- Intervention : « Les ambitions régionales de l'Arabie saoudite contrariées par les guerres au Proche-Orient », colloque organisé par l'IHEDN-IREMMO, Balard, 23 octobre 2024.



**Julia GRIGNON**

- Média : « [De Gaza au Liban, Israël teste les lignes rouges du droit de la guerre](#) », *Le Figaro*, 26 septembre 2024.
- Intervention sur le droit de l'occupation, Fondation de France, 27 septembre 2024.
- Média : « [Israël, Gaza, Liban, Iran : guerre totale, tragédie sans fin](#) », Médiapart, 2 octobre 2024.
- Cours : « Rules and principles relating to humanitarian assistance », Geneva Center for Humanitarian Studies, 4 octobre 2024.
- Table ronde : « Que peuvent faire les ONG et les États face à l'abandon des normes internationales de droit humanitaire ? », Médecins du monde, 8 octobre 2024.
- Média : « [Le journal de 7h](#) », Radio Classique, 9 octobre 2024.
- Média : « [Liban : que peut faire la Finul dans le conflit entre Tsahal et le Hezbollah ?](#) », *Le Figaro*, 15 octobre 2024.
- Média : « [Aide humanitaire à Gaza](#) », *Tout un matin*, Radio Canada, 16 octobre 2024.
- Séminaire : « L'avenir de l'aide humanitaire », Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Centre

d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 17 octobre 2024.

- Conférence : « L'enjeu du droit international et du multilatéralisme dans les conflits actuels et à venir ? », Université d'Angers, 21 octobre 2024.

- Média : « [Les règles de droit qui encadrent les conflits en dix questions](#) », Radio France Internationale, 21 octobre 2024.

- Conférence : « Ukraine, Gaza, le droit international humanitaire mis au défi », Université Paris Nanterre, 24 octobre 2024.

- Membre de la délégation gouvernementale, XXXIV<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 28-31 octobre 2024.



**Marine de GUGLIELMO WEBER**

- Publication : avec Rémi Noyon, *Le grand retournement : comment la géo-ingénierie infiltre les politiques climatiques*, Les Liens qui libèrent, octobre 2024, 320 p.

- Article : « La modification de la météo en France : le cas de l'ensemencement des nuages », *La Revue de l'énergie*, 674, 2024.

- Conférence : « Weather modification for agricultural purposes in France », Université Jawaharlal Nehru, Inde, 3 octobre 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Participation, avec Camille Grand et Alix Roellinger, à la table ronde « Les nouveaux espaces de confrontation : quels enjeux technologiques et normatifs ? », modérée par Océane Zubeldia, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1<sup>er</sup> octobre 2024.

- Interventions sur le thème des évolutions contemporaines de l'espace, Geneva Center for Security Studies, Genève, Suisse, 10-11 octobre 2024.

- Participation à l'International Astronautical Congress - IAC (Congrès international d'astronautique) et présentations de deux papiers de recherche portant sur les normes de comportement responsable dans l'espace, Milan, Italie, 15-18 octobre 2024.

- Entretien avec Pierre-Yves Bocquet sur « La nouvelle guerre des étoiles », *Epsilon*, 10, octobre 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Participation, avec le général Pierre-Joseph Givre et Céline Marangé, à la table ronde « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre », modérée par Benoît Rademacher, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1<sup>er</sup> octobre 2024.



**Alexandre LAURET**

- Organisation du séminaire Afrique de l'IRSEM « Vers la fin d'un état de fait pour l'État du Somaliland ? », avec Géraldine Pinault, École militaire, 3 octobre 2024.

- Organisation du séminaire fermé « Échange autour de la situation politico-sécuritaire au Tchad », avec Gérard Gérold, École militaire, 8 octobre 2024.

- Intervention : « Du Yémen au camp de réfugiés : l'exil des réfugiés yéménites à Djibouti (2015-2020) », séminaire de recherche du master MARGES, Université Jean Moulin Lyon III, 14 octobre 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Participation, avec le général Pierre-Joseph Givre et Maxime Launay, à la table ronde « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre », modérée par Benoît Rademacher, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1<sup>er</sup> octobre 2024.

- Conférence, avec Carine Pina, sur les grandes stratégies de la Russie et de la Chine, Centre des hautes études militaires (CHEM), 21 octobre 2024.

- Participation au dialogue européen « [Information and the Media in the face of War](#) » et modération d'une table ronde intitulée « Europe's Security in the Face of Informational Threats », Institut français, Helsinki, 23 octobre 2024.

- Publication : avec Carine Pina, « [Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée](#) », Étude 120, IRSEM, 24 octobre 2024.



**Mathieu MÉRINO**

- Intervention à la table ronde « Le renversement de l'ordre mondial : Quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales ? » avec comme co-discutants le général Thierry Burkhardt (CEMA) et le Dr Paul Charon, Rentrée stratégique de l'IRSEM, École militaire, 1<sup>er</sup> octobre 2024.
- Participation à la troisième réunion annuelle du groupe des chercheurs du Centre euromaghrébin de recherche et d'études stratégiques (CEMRES) à Tunis dans le cadre de l'initiative 5+5 Défense, 1<sup>er</sup>-3 octobre 2024.
- Intervention : « Les enjeux futurs de la sécurité environnementale en Afrique ? », à la table ronde n° 2 « L'Afrique face aux défis et innovations de demain », au cycle de rencontres de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) avec la Bibliothèque nationale de France (BNF) portant sur « Les Afriques en mutation : acteurs, stratégies et perspectives », Bibliothèque nationale de France, 3 octobre 2024.
- Animation du séminaire fermé « Échange autour de la situation politico-sécuritaire au Tchad », avec l'expert politique Gérard Gérold. Cet atelier a permis de revenir sur la trajectoire de l'État post-colonial au Tchad, la question de la stabilité de son régime et sur la nécessité d'adopter, pour la communauté internationale, une nouvelle approche de ce pays au regard du contexte national et régional, IRSEM, 8 octobre 2024.
- Terrain de recherche en Ouganda sur la conflictualité dans la région des Grands Lacs en Afrique, 14-28 octobre 2024.



**Carine PINA**

- Publication : avec Céline Marangé, « [Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée](#) », Étude 120, IRSEM, 24 octobre 2024.
- Intervention : « La Chine et sa nouvelle diaspora : la mobilité au service de la puissance », Conférence Chine Club de l'interculturalité, organisée par le général Philippe Delbos, 2 octobre 2024.
- Intervention : avec Valérie Niquet, « La Chine et sa préparation à la guerre », Petit-déjeuner « Rencontre chercheurs-décideurs » de l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM), 7 octobre 2024.
- Intervention : avec Céline Marangé, « Les Grandes Stratégies russes et chinoises », ouverture du séminaire au

profit des auditeurs de la 74<sup>e</sup> session du CHEM, « Penser l'ennemi et les compétiteurs », 21 octobre 2024.

- Intervention : « China's Presence in the Mediterranean and the Protection of its Overseas Interests », University of Naples « L'Orientale » & the ChinaMed Project, organisé par Enrico Fardella, Leonardo Bruni (ChinaMed, T.wai), 25 octobre 2024.
- Organisation du séminaire Asie/AAMO : présentation de l'ouvrage *L'Indo-Pacifique. Nouveau centre du monde* (Tallandier, 2024), de Marianne Péron-Doise et Valérie Niquet, 22 octobre 2024.



**Maud QUESSARD**

- Modération de la table ronde « Le renversement de l'ordre mondial : quelles conséquences de la fragmentation des relations internationales », Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1<sup>er</sup> octobre 2024.
- Publication : « [L'administration Biden et le retour empêché des États-Unis à la primauté](#) », Note de recherche 145, IRSEM, 8 octobre 2024.
- Organisation et présidence séminaire OPEXAM, « De la cybersécurité en Amérique » autour du livre de Stéphane Taillat, discussion Clotilde Bômont, 8 octobre 2024.
- Colloque : « Media Literacy », organisé par Fulbright France, Maison de la Radio, intervention dans le panel « Foreign Interferences » avec Aude Favre, Laure Pollez, Camille François, 22 octobre 2024.
- Média : « [Retour sur la vague de fausses informations aux États-Unis pendant l'ouragan Milton](#) », France Culture, 12 octobre 2024.
- Entretien avec Virginie Robert, « Politique étrangère : ce qui ne changera pas avec Trump ou Harris », *Les Échos*, 24 octobre 2024.
- Entretien avec Jeanne Auberger, « Ce qui va changer pour la France (et l'Europe) en cas de victoire de Kamala Harris ou de Donald Trump ? », *Marianne*, 25 octobre 2024.



**Benoît RADEMACHER**

- Modération de la table ronde « Résilience et cohésion des sociétés à l'épreuve de la guerre », avec le général Pierre-Joseph Givre, Maxime Launay et Céline Marangé, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1<sup>er</sup> octobre 2024.



**Clément RENAULT**

- Participation à un jury de mémoire de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye sur le thème du renseignement et de l'intelligence artificielle, 10 octobre 2024.

- Conférence sur l'analyse et les techniques d'analyse du renseignement au profit de l'Académie du renseignement,

21 octobre 2024.

- Entretien avec Dominique Diogon, « [Russie, cet "ouragan" qui vient](#) », *La montagne*, 30 octobre 2024.



**Virginie SALIOU**

- Organisation d'une conférence « Penser la mer autrement », en partenariat avec Sciences Po Rennes, *Ouest-France* et Les Champs Libres, intervention « La figure du marin dans son environnement géopolitique », Rennes, 10 octobre 2024.

- Organisation et modération d'un workshop consacré à la lutte contre la pêche illégale « IUU Fishing: A Global Threat for Marine Environment and Food Security », à l'occasion de la Sea Tech Week, Brest, 15 octobre 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Conférence de présentation de l'ouvrage *Penser la radicalisation djihadiste. Acteurs, Théories, Mutations*, Séminaire Terrorismes, IEP de Strasbourg, 8 octobre 2024.

- Soirée débat de sensibilisation aux risques de radicalisation, « Et moi citoyen ? », Espace culturel François-Mitterrand, Canteleu, 18 octobre 2024.

- Atelier : « Radicalisation et désengagement. Les nouveaux enjeux », Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient, Paris, 26 octobre 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Média : « General Luong Cuong, nouveau président vietnamien », journal *Lienhe zaobao* (Singapour), 21 octobre 2024.



**Victor VIOLIER**

- Organisation et animation de la 6<sup>e</sup> séance du séminaire Postdocsem (Sciences Po CERI/CEE) intitulée « Préparer l'agrégation de science politique », en présence d'Hélène Michel (Sciences Po Strasbourg) et Kevin Parthenay (Université de Tours), Sciences Po, Paris, 11 octobre 2024.

- Présentation : « Understanding the New Russia: US Expertise from the Collapse of the Soviet Union to the War in Ukraine », discutée par Ondrej Ditrych, senior analyst, European Union Institute for Security Studies, specializing in Russia and the Eastern Neighbourhood, lors du Brown Bag Seminar de l'IRSEM-Europe, Bruxelles, 14 octobre 2024.



**Océane ZUBELDIA**

- Modération de la table ronde « Les nouveaux espaces de confrontation : quels enjeux technologiques et normatifs ? », avec Camille Grand, Béatrice Hainaut et Alix Roellinger, Rentrée stratégique de l'IRSEM, 1<sup>er</sup> octobre 2024.

- Publication : « De l'économie du drone naval à une nouvelle ère ? », *Diplomatie*, Les grands dossiers, 82, « Géopolitique des mers et océans, Le grand retour du combat naval ? », octobre-novembre 2024, p. 80-83.

- Intervention : modération de la session de travail numéro 2, « Defence Industry Cooperation: What is the Way Ahead? », 16th French-Baltic Foreign and Security Policy Seminar, organisé conjointement par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) avec les ministères estonien, letton et lituanien de la Défense, Riga, Lettonie, 2-3 octobre 2024.

- Intervention : « Will Artificial Intelligence Change the Way of Using Naval Drones: From a Lever of Power to Collective Action? », session 6 « Autonomous Vehicles in the Maritime Domain: Can AI Auto-correct? », The 16th South China Sea Conference, « Navigating Narratives Nurturing Norms », Ha Long, Vietnam, 22-24 octobre 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### ÉTATS-UNIS – MOYEN-ORIENT

**Jon B. Alterman, Natan Sachs, Dan Byman, Dana El Kurd, « [A Region Aflame – October 7 A Year Later](#) », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 7 octobre 2024.**

**Jon B. Alterman, « [Middle East Challenges Will Vex Not Only the First 100 Days, but the First 1,000](#) », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 26 septembre 2024.**

Dans cette interview marquant un an de guerre à Gaza, Jon Alterman, directeur du programme Moyen-Orient au sein du think tank américain CSIS, accompagné de Natan Sachs, directeur du Centre pour la politique du Moyen-Orient de la Brookings Institution, Dan Byman, professeur à l'Université de Georgetown, et Dana El Kurd, professeure adjointe de sciences politiques à l'Université de Richmond et senior fellow non résidente au Centre arabe à Washington, analysent les dimensions multiples du conflit israélo-palestinien. Ensemble, ils examinent l'impact de l'attaque du 7 octobre, ses répercussions politiques, sécuritaires et stratégiques, ainsi que les défis régionaux croissants, notamment en lien avec l'Iran et la posture des acteurs du Moyen-Orient.

Depuis le début de cette guerre, Natan Sachs insiste sur le fait que la société israélienne se trouve plongée dans un sentiment de vulnérabilité sans précédent. Si une majorité de citoyens exprime un désir de cessez-le-feu en échange des otages, il y a aussi une profonde aversion à négocier sur tout ce qui, selon eux, risquerait de mettre à nouveau Israël en danger, y compris un État palestinien à ce stade. Ce dilemme symbolise la difficulté d'un retour au dialogue car la société israélienne n'entrevoit pas la solution à deux États comme une possibilité dans les prochaines années, même si l'idée pourrait gagner du terrain à long terme avec une démilitarisation palestinienne clairement définie et un leadership favorable, même si cela reste difficile à envisager dans le contexte actuel.

Du côté palestinien, Dana El Kurd explique que le climat politique actuel est dominé par une peur intense, alimentée par les violences de l'année passée à Gaza, perçues comme un génocide par la majorité des Palestiniens, une crainte qui s'étend désormais à la Cisjordanie, où beaucoup redoutent une escalade similaire. En plus de cette fragmentation politique et territoriale, il existe un

manque de légitimité des principaux acteurs, Hamas et Fatah, avec des taux d'approbation restant bien inférieurs à 40 %, rappelant que le soutien au Hamas ne repose pas nécessairement sur une adhésion idéologique ou religieuse, mais sur la désillusion causée par les échecs de ses opposants. Dans ce contexte de méfiance envers les partis traditionnels, la société civile palestinienne cherche à s'organiser pour dépasser les structures existantes, mais l'absence de cohésion complique la possibilité de créer un front uni pour l'avenir, d'autant que les blocages imposés par les factions nationalistes et religieuses, tant en Israël qu'en Palestine, freinent le dialogue.

Dr Alterman note que les gouvernements arabes coopèrent avec Israël sur la question iranienne, perçue comme une menace commune, mais ressentent une frustration croissante face à la question palestinienne, sans pour autant soutenir le Hamas, dont ils craignent l'influence islamiste. Comme le souligne Jon Alterman dans l'article « Middle East Challenges Will Vex Not Only the First 100 Days, but the First 1,000 » les États du Golfe recherchent une sécurité assurée par les États-Unis tout en consolidant leurs liens avec la Chine et la Russie. Bien que les États-Unis perçoivent leur soutien à l'ordre mondial comme stabilisateur, le pragmatisme stratégique des pays du Golfe, visant l'autonomie et des relations diversifiées, révèle un glissement de loyauté qui pourrait compliquer l'alignement sur les priorités américaines dans la région. Enfin, contrairement aux leaders israéliens sous pression constante, les dirigeants arabes, aux mandats longs, privilégient une stratégie à long terme dans leurs relations régionales, pouvant mettre en pause certaines initiatives en attendant des conditions plus favorables.

Natan Sachs met en lumière la dichotomie dans la perception israélienne du conflit, oscillant entre une approche centrée sur les Palestiniens et une autre focalisée sur l'opposition entre l'Iran et Israël. Bien que la question palestinienne soit cruciale dans le monde arabe et musulman, l'Iran en tire parti pour renforcer sa présence dans les régions sunnites et affirmer sa position contre Israël. Parallèlement, Dr Alterman note que, malgré les critiques, Netanyahu a jusqu'ici réussi ses choix risqués, comme l'assassinat de Nasrallah, renforçant ainsi sa position interne et sa cote de popularité. Néanmoins, il reste dans une situation délicate à l'approche des élections, indiquant qu'un match nul serait une victoire pour lui. Enfin, Natan Sachs et Jon Alterman soulignent l'absence criante d'une stratégie à long terme pour Israël face à des enjeux militaires complexes, où la destruction des capacités de nuire du Hamas semble un objectif très difficile, voire inatteignable quand il s'agit de détruire les capacités militaires

du Hezbollah. D'autant que quelle que soit la perte subie par le Hezbollah, l'Iran finira par reconstruire.

Enfin, Dr El Kurd se montre sévère envers l'administration Biden, lui reprochant de ne pas avoir su tirer les leçons du passé et d'avoir su montrer de l'empathie pour la société israélienne mais manqué d'empathie envers les Palestiniens et les Arabes en général, ce qui nuit à son image dans le Moyen-Orient. Pourtant, Dr Sachs nuance ce jugement, rappelant que la Maison-Blanche a réussi à éviter un conflit régional total, ce qui montre que, malgré une vision parfois floue, certains succès stratégiques ont été obtenus. Dans l'article « Middle East Challenges Will Vex Not Only the First 100 Days, but the First 1,000 », Jon Alterman précise que les États du Moyen-Orient, longtemps au cœur de la stratégie américaine, demeurent incertains face à l'évolution de la politique des États-Unis, notamment en vue de l'élection présidentielle de novembre. Bien que les différences entre les candidats sur les enjeux régionaux, en particulier concernant l'Iran, soient attendues, les contraintes actuelles limitent les marges de manœuvre des États-Unis, quel que soit le résultat de l'élection. La question iranienne reste cruciale, avec des défis liés au programme nucléaire et aux alliances régionales de l'Iran. Certains alliés américains prônent une reprise de la « pression maximale » de l'ère Trump, tandis que d'autres avertissent qu'une politique coercitive pourrait aggraver la menace iranienne. Le conflit au Moyen-Orient ajoute à cette complexité, soulignant une fracture au sein de l'opinion publique américaine sur la politique à mener, et signifiant l'internalisation des enjeux internationaux.

Iris GIGUET

## À VENIR

**7 novembre : Conférence « Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine », École militaire, amphithéâtre Moore, 10h30-12h.**



C'est un reliquat de la guerre civile chinoise (1946-1950) et de la guerre froide : à quelques kilomètres seulement des côtes de la République populaire de Chine, aux portes de la province continentale du Fujian, le drapeau de la République de Chine (Taïwan) flotte encore sur le petit archipel de Kinmen. La lecture de l'ouvrage d'Alexandre Gandil, *Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine* (Karthala) s'impose à qui veut comprendre la question sino-taïwanaise et la menace qu'elle fait peser sur la paix mondiale, en ces temps dangereux. Et aussi à qui veut reprendre à nouveaux frais le rapport de l'État à la nation, dans une perspective comparative.

Alexandre Gandil est docteur associé au Centre de recherches internationales (CERI) de l'IEP de Paris (Sciences Po) et attaché temporaire d'enseignement et recherche (ATER) en études chinoises à l'Université Bordeaux Montaigne. Politiste, spécialiste du monde sinophone, ses travaux portent sur la recomposition des rapports entre État, nation et territoire à travers le détroit de Taïwan.

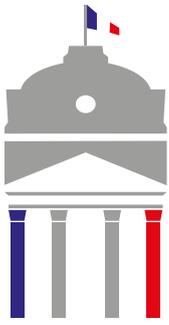
**7 novembre : Colloque international de l'Observatoire de la politique extérieure américaine « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », École militaire, amphithéâtre Des Vallières, 9h30-17h15.**



À l'heure de l'élection présidentielle américaine de 2024, le duel entre Donald Trump et Kamala Harris marque un tournant décisif pour la politique étrangère américaine et les ambitions contrariées d'un retour des États-Unis à la primauté. Dans un monde toujours plus fragmenté qui remet en question l'ordre international libéral post-1945, les États-Unis sont tiraillés entre des crises institutionnelles, économiques, culturelles et politiques devenues structurelles tandis que de nouvelles dynamiques de puissance se déploient. Peinant à restaurer le grand récit national au bénéfice des prédicateurs du déclin (Russes ou Chinois) et de la désoccidentalisation du monde, cette élection est marquée par l'internalisation des enjeux internationaux – Ukraine, Gaza. Elle pourrait constituer un moment de bascule stratégique pour les États-Unis vers la transition de puissance, tandis que les questions économiques et migratoires continuent de cristalliser les divisions internes, entre internationalisme et isolationnisme, mondialisation et démondialisation. Trump défend une approche nationaliste et isolationniste, tandis que Harris privilégie l'engagement et le multilatéralisme, deux visions qui reflètent des stratégies profondément opposées quant à la place que les États-Unis devront jouer dans le monde.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les États-Unis doivent réévaluer leur posture stratégique, les termes de leur leadership au sein de l'OTAN, et leur définition de la menace russe. Dans le même temps toute ambition de « Grande Stratégie » américaine à l'échelle globale est façonnée par la centralité de la rivalité avec la Chine et le risque de conflits multi-théâtres. La difficile gestion du conflit israélo-palestinien, depuis octobre 2023, avec des affrontements intenses entre Israël et le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Sud Liban, accentue encore le difficile retour à un multilatéralisme propice à l'exercice de la puissance des États-Unis. Washington se trouve dans une position délicate : soutenir son allié historique tout en essayant de contenir une escalade régionale qui déstabilise une nouvelle fois le Moyen-Orient. La prophétie de la fin de la Grande Stratégie américaine, annoncée depuis Obama, prend tout son sens dans ce contexte et interroge la capacité des États-Unis à pouvoir encore formuler une stratégie cohérente face à de multiples crises et défis multiformes (conflits armés, cyberattaques, guerres commerciales et technologiques) tout en préservant leurs alliances traditionnelles.

Dans cet environnement stratégique contesté, plusieurs questions clés se posent : comment les États-Unis peuvent-ils maintenir une Grande Stratégie cohérente face à la montée de nouvelles puissances et à des conflits de plus en plus complexes, comme en Ukraine ou au Moyen-Orient ? Le leadership américain au sein de l'OTAN est-il encore pertinent face aux ambitions expansionnistes de la Russie ? Et plus largement, comment l'approche de Harris ou celle de Trump, chacune très différente, influencera-t-elle la manière dont les États-Unis envisageront leur rôle dans un monde multipolaire ? D'ailleurs, ces deux visions opposées ne font-elles pas face à une impuissance commune ? Ce colloque se concentrera sur les contraintes internes et externes qui pèsent sur la fabrique d'une politique étrangère adaptée à un ordre international en mutation, et interrogera les dilemmes stratégiques à l'œuvre pour mieux comprendre l'évolution de la puissance américaine après l'élection de 2025.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Novembre 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 18\)](#)

Balkans

## [À VENIR \(p. 20\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### ÉQUIPE

**L'IRSEM souhaite la bienvenue à Yaodia Senou-Dumartin qui rejoint le domaine « Stratégies, normes et doctrines » comme postdoctorante.**



Ayant suivi une formation juridique, Yaodia Senou-Dumartin a effectué une thèse de doctorat interdisciplinaire (droit et économie) à l'Université de Bordeaux sous la direction du professeur Hourquebie et de Jean Belin. Sa thèse envisage la constitution comme un déterminant (possible) du conflit armé interne (au sein de l'État). Elle se

fonde sur une méthode interdisciplinaire associant l'analyse économique (théories économiques et économétrie) à l'analyse juridique permettant ainsi d'attribuer un poids aux différents facteurs constitutionnels dans la surveillance du conflit armé puis de proposer une explication de cette relation. Ses travaux ont été récompensés par les prix de thèse de l'AEGES, de la Chaire défense et aérospa-

tiale et par la mention spéciale de la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux.

Lauréate de l'allocation « Ambassadeur », en 2023-2024, Yaodia Senou-Dumartin a effectué un postdoctorat à l'Institute of Law and Economics (Université d'Hambourg) sur « les vulnérabilités constitutionnelles propices à la surveillance du conflit armé ». Ses travaux portent essentiellement sur les effets du droit sur le conflit armé.

Également chercheuse associée au sein du CERCCLÉ (Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'État), elle est particulièrement investie dans la recherche en droit public. À ce titre, elle a publié dans des revues à comité de lecture (*Revue française de droit constitutionnel* ou encore *Revue française de droit administratif*) et participe régulièrement à des colloques. Par ailleurs, elle a enseigné le droit constitutionnel et le droit administratif à l'Université de Bordeaux.

**L'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir pour la troisième fois Anne-Marie Brady comme chercheuse invitée, du 11 au 24 novembre.**



Le Dr Anne-Marie Brady est une universitaire bien connue spécialisée dans la politique chinoise, la politique polaire, la politique du Pacifique et la politique étrangère néo-zélandaise. Elle est professeur de science politique à l'Université de Canterbury en Nouvelle-Zélande et rédactrice en chef fondatrice du *Polar Journal*, qui publie des recherches

multidisciplinaires sur les questions de gouvernance et de politique dans la région polaire. Le Dr Brady a publié de nombreux ouvrages et articles universitaires.

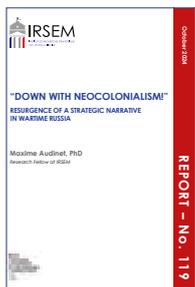
## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



**Brève stratégique 75 – 27 novembre.**

« [L'arsenalisation de la masculinité dans la campagne électorale de Donald Trump – Projet de genre masculiniste et risque sécuritaire](#) », par Florian Opillard, 2 p.

Alors que la menace sécuritaire de l'arsenalisation de la masculinité apparaît régulièrement à l'occasion d'attentats masculinistes aux États-Unis ou en France, la campagne électorale de Donald Trump a été l'occasion d'une mobilisation des réseaux masculinistes, pointant les enjeux sécuritaires au cœur du projet de genre du candidat.



**Report 119 – English version.**

« [“Down with Neocolonialism!” – Resurgence of a Strategic Narrative in Wartime Russia](#) », by Maxime Audinet, 72 p. [traduction de l'étude 119, parue en octobre 2024].

An analysis of Russian political discourse since February 2022 reveals a compelling resurgence of rhetoric drawn from a past era: anticolonialism. From President Vladimir Putin to members of parliament, from the RT news channel to Wagner Group mercenaries stationed in Africa, a spectrum of Russian voices has invoked the critique of Western “neo-colonial” interventionism on a near-daily basis, both domestically

and abroad, since the onset of the full-scale invasion of Ukraine.

Why has anti-(neo)colonialism—once central to Soviet internationalist ideals—reemerged in Russia’s political lexicon over two decades after the collapse of the USSR, and in the context of the war in Ukraine? Who is framing and promoting this rhetoric, how is it crafted, and for whom is it intended? What insights does it offer into the Russian elite’s perception of the international order, and how does it function as a new “strategic narrative” for Russia’s foreign policy ambitions?

This report probes these questions through the lens of the “narrative turn” in International Relations and the conceptual framework of “strategic narratives.” It examines the key narrators of this anti-(neo)colonial discourse and its dissemination by the actors of Russia’s ecosystem of information influence. The analysis reveals three core objectives, at a time when Moscow purports to “de-Westernize” the international system: to legitimize Russia’s current foreign policy through a selective memory of Soviet support for anti-colonial movements; to renew anti-Western critiques via a process of accusatory inversion; and to appeal to audiences in the “Global South” by seeking ideological and discursive resonances.



**Strategic Brief 70 – English version.**

« [Extension of the FISA Law – European “digital sovereignty” far from American concerns](#) », by Clotilde Bômont, 2 p. [traduction de la Brève stratégique 70, parue le 3 juin 2024].

The extraterritorial scope of certain US laws allows intelligence agencies to access the data of European citizens and organizations without their consent, disregarding EU regulations and running counter to European “digital sovereignty”. Sharply criticized on both sides of the Atlantic, the extension of the FISA law passed at the end of April 2024 is an impediment to EU-US cooperation in the digital domain just before the European and US elections.

## OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



**Elie Baranets & Andrew R. Novo (eds), « Turbulence Across the Sea – Transatlantic Relations and Strategic Competition », University of Michigan Press, 288 p.**

La compétition entre grandes puissances est de retour. Cette notion n'a toutefois pas la même signification des deux côtés de l'Atlantique. Tandis que les États-Unis se concentrent sur la Chine, l'Europe est pré-occupée par la Russie. Or le déplacement des priorités américaines vers l'Asie exige une reconceptualisation du rôle futur de l'OTAN. En Europe, ce changement a conduit à une réflexion approfondie sur la manière de parvenir à une autonomie stratégique qui permettrait à l'Europe de garantir sa propre sécurité, indépendamment des choix stratégiques faits à Washington. Alors que la stratégie chinoise vise à diviser les acteurs européens et à les rendre plus économiquement dépendants de Pékin, ces développements pourraient affaiblir l'influence de Washington en Europe tout en limitant les actions européennes potentielles contre les intérêts chinois. En analysant les attitudes du point de vue des différents acteurs (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Union européenne) et des différents secteurs (coopération en matière de renseignement, investissements directs étrangers, technologie et industrie de la défense), cet ouvrage offre aux lecteurs une compréhension globale des défis et des opportunités dans le paysage changeant de la sécurité au XXI<sup>e</sup> siècle.

## ÉVÉNEMENTS

### 5 novembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le Séminaire Jeunes Chercheurs, dirigé par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, a adopté un format inédit pour cette séance. Contrairement aux précédentes, celle-ci n'était pas dédiée à la présentation des travaux d'un seul doctorant. Cette fois, tous les doctorants ont pris tour à tour la parole pour présenter leurs projets de thèse en détaillant le contexte, la problématique et les terrains éventuels envisagés.

La seconde partie du séminaire a accueilli deux anciens boursiers RIS, Christelle Calmels et Emmanuel Dreyfus, qui sont venus présenter leur récent travail d'édition pour l'ouvrage intitulé *Enquêter en terrain sensible : Risques et défis méthodologiques dans les études internationales*, co-dirigé avec Léonard Colomba-Petteng et Adrien Estève (Presses universitaires du Septentrion).

La genèse de cet ouvrage repose sur des échanges entre chercheurs, mettant en lumière un manque de littérature sur ce sujet crucial. L'objectif de cette intervention était double : éclairer les doctorants sur ce qu'est un terrain sensible et présenter les considérations éthiques à prendre en compte avant d'effectuer un terrain. Par ailleurs, cet ouvrage fait écho aux présentations des doctorants lors de la première partie du séminaire, nombre d'entre eux ayant exprimé l'intention d'effectuer des terrains. Alors se pose la question suivante : qu'est-ce qu'un « terrain sensible » ?

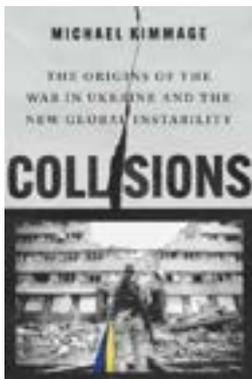
Les intervenants en ont proposé une définition fondée sur trois caractéristiques principales : la dangerosité ; l'opacité ou la difficulté ; le caractère exécrationnel. Ces trois aspects structurent d'ailleurs les grandes parties de l'ouvrage.

Enfin, les conclusions exposées lors de cette intervention soulignent plusieurs points essentiels pour toute personne envisageant un terrain : la nécessité d'être profondément immergé dans son objet de recherche, l'importance du réseau et enfin la possibilité de contourner le terrain.

Cette séance a permis de riches échanges et offert aux doctorants la possibilité de mieux appréhender le terrain durant la thèse.

**Priyanga THIVENDRARAJAH**

**6 novembre : Séminaire « Russia relations and the war in Ukraine », autour de l'ouvrage de Michael Kimmage, CERI Sciences Po/IRSEM.**



Le 6 novembre 2024, l'IRSEM et le Centre de recherches « internationales » (CERI) de Sciences Po ont conjointement organisé un séminaire sur l'évolution des relations entre les États-Unis et la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine, à l'occasion de la récente parution de l'ouvrage de Michael Kimmage *Collisions: The Origins of the War in Ukraine and the New Global Instability* (Oxford

University Press 2024) et en présence de l'auteur. Michael Kimmage, professeur à la Catholic University of America et chercheur associé au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington, a mis en lumière un certain nombre d'attentes et d'anticipation que les États-Unis et la Russie avaient l'un par rapport à l'autre ces dix dernières années. Ces attentes se sont révélées erronées et ont nourri ou en tout cas rendu possible le conflit. Sa présentation a été discutée par trois chercheurs du CERI et de l'IRSEM, qui ont apporté des éléments de réflexion sur le sujet tout en formulant des questions pour l'auteur. [Céline Marangé](#), chercheuse Russie-Ukraine-Belarus à l'IRSEM, a traité des ressorts et des objectifs de l'invasion russe de l'Ukraine. Ensuite, Jacques Rupnik, directeur de recherche émérite au CERI-Sciences Po, a replacé le conflit dans son contexte régional et mis en lumière l'évolution de la situation dans le voisinage oriental de l'Union européenne. Enfin, Marie Mendras, chercheuse CNRS et professeur à Sciences Po, a analysé les approches respectives des États-Unis et de l'Europe en amont du déclenchement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Présidés par [David Cadier](#), chercheur sécurité européenne à l'IRSEM, les échanges avec l'audience furent riches et animés. Ils portèrent notamment sur la perspective d'une présidence Trump et sur ses effets sur la politique américaine à l'égard du conflit.

**David CADIER**

**7 novembre : Conférence « Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine », avec le Dr Alexandre Gandil.**



Alexandre Gandil (docteur associé au Centre de recherches internationales [CERI] de l'IEP de Paris [Sciences Po] et attaché temporaire d'enseignement et recherche [ATER] en études chinoises à l'Université Bordeaux Montaigne) a consacré plus de dix années de recherche, y compris sur place, à l'île de Kinmen. Sa présentation a mis en avant à la fois les contraintes épistémologiques et matérielles de sa recherche. Elle a été l'occasion pour lui de s'interroger sur la recomposition des rapports entre État, nation et territoire à travers le détroit de Taïwan. Reliquat de la guerre civile chinoise (1946-1950) et de la guerre froide, la petite île a essuyé jusqu'en 1978 des bombardements réguliers du continent. Après 1992, la situation de Kinmen s'est pacifiée. Comme A. Gandil l'explique, son questionnement est double : il porte à la fois sur la construction des rapports entre Kinmen et Taïwan et entre la Chine continentale et Kinmen. Il montre toute la complexité de cette construction, tant entre l'île de Kinmen, ses dirigeants locaux, sa population et l'île de Taïwan, qu'entre Kinmen et le continent, souvent connectés par les flux de biens, financiers et de population. Jusqu'à la pandémie de COVID-19, les continentaux venaient à Kinmen en villégiature, pour se détendre. En contrepartie, les habitants de Kinmen allaient « à la ville » en se rendant dans la moderne Xiamen dont les hauts buildings se voient de l'île. Si ce minuscule territoire est effectivement en première ligne d'une éventuelle reprise par la force de Taïwan, Alexandre Gandil estime que Pékin ne la prendra pas seule, car ce serait couper le lien matériel et territorial avec Taïwan. Après cette intervention, on ne peut que recommander, pour approfondir le propos, la lecture de l'ouvrage.

**Carine PINA**

**7 novembre : Colloque international de l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM) « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection ».**



Le colloque « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », organisé par l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM), s'est tenu le 7 novembre 2024, à l'École militaire de Paris. Cet événement a réuni des experts de renom, des représentants des institutions académiques françaises et nord-américaines, des affaires étrangères et de la défense, pour examiner les dilemmes stratégiques de la puissance américaine dans un monde multipolaire. Avec plus de 180 participants, 5 panels et 20 intervenants, ce colloque s'est imposé comme un temps fort de réflexion sur les défis internationaux actuels.

La journée a débuté par un mot d'accueil de la directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie », [Maud Quessard](#), suivi d'une discussion avec Elisa Chelle. La réélection de Trump symbolise un retour à une politique étrangère nationaliste, amplifiant les défis pour les alliés des États-Unis, notamment européens, et l'ordre international libéral. Cette introduction a préparé le terrain pour le keynote speech de Jordan Tama, explorant la politisation croissante de la politique étrangère au Congrès américain. Frédéric Heurtebize a discuté avec lui des implications institutionnelles du résultat de l'élection dans un climat d'extrême polarisation.

Le premier panel, placé sous la présidence de Pierre Bourgois, a examiné les interactions entre les dynamiques partisanes internes et les choix stratégiques internationaux. François Vergniolle de Chantal a ouvert le panel en analysant la présidence impériale. Jean-Baptiste Velut a ensuite abordé les effets de la démondialisation et de la remondialisation sur la capacité des États-Unis à projeter leur puissance. Cléa Fortuné s'est penchée sur les enjeux intermestiques à la frontière sud des États-Unis, tandis que Marie Gayte a clôturé le panel en explorant

l'influence des acteurs religieux dans l'internationalisation des enjeux politiques.

Dans la continuité de ces discussions, le second panel, animé par Maud Quessard, a abordé l'impact de la guerre en Ukraine sur la campagne. Ce conflit, au cœur des préoccupations transatlantiques, a servi de prisme pour examiner les ajustements stratégiques des États-Unis. Michael Kimmage a présenté une analyse approfondie des possibles orientations stratégiques sous Trump, notamment les différents scénarios en Ukraine. Cette réflexion a été enrichie par les contributions de [David Cadier](#) et Martin Quencez, abordant les répercussions pour la sécurité européenne et la stabilité mondiale, élargissant ainsi la perspective des débats. La présentation de Joshua Rovner a permis d'élargir la réflexion en se concentrant sur les évolutions de la grande stratégie américaine et la possibilité que l'administration Trump puisse en avoir une.



Le troisième panel, présidé par Claudia Castiglioni, a exploré les paradoxes de l'engagement américain dans une région en crise. Le général Olivier Passot a analysé les tensions entre les ambitions de désengagement des États-Unis et les réalités stratégiques régionales sur le temps long, en s'appuyant sur son expérience personnelle en Irak. [Fatiha Dazi-Héni](#) a ensuite étudié les répercussions des élections américaines sur les monarchies du Golfe. Enfin, Sophia Mahroug a apporté un éclairage détaillé sur les dynamiques historiques et stratégiques des relations entre les États-Unis et l'Iran depuis 1979.

Pour clore la journée, le dernier panel, présidé par [Élie Baranets](#), s'est tourné vers l'avenir des relations transatlantiques, dans un contexte marqué par la compétition sino-américaine et les défis posés par la Russie. Justin Massie a ouvert la discussion en décrivant les efforts des États-Unis pour préserver l'unité de l'OTAN

face aux pressions externes. Erwan Lagadec a approfondi la réflexion en explorant les effets de la rivalité avec la Chine sur les dynamiques transatlantiques. Enfin, Jean-Christophe Boucher a analysé les luttes informationnelles à l'œuvre et [Clément Renault](#) a souligné l'importance des coopérations en matière de renseignement.

Le colloque, marqué par la diversité des points de vue transatlantiques (des experts français, américains et canadiens) et la richesse des débats, a permis de clarifier les enjeux complexes auxquels les États-Unis doivent faire face après l'élection de Donald Trump. À travers des échanges interdisciplinaires et interinstitutionnels, il a posé les bases d'une réflexion collective sur l'évolution de la puissance américaine dans un ordre mondial en mutation. L'élection présidentielle de 2024 a constitué un tournant décisif pour la politique étrangère américaine. Elle a vu le ré-avènement d'une approche nationaliste et non interventionniste prônée par Trump.

Iris GIGUET

**12 novembre : Séminaire Afrique « Régime politique, stabilité et élections en Afrique : le cas de la République démocratique du Congo (RDC) », avec le Pr Bob Kabamba (Université de Liège) et le Dr Mathieu Mérino (IRSEM).**



À l'occasion d'un nouveau séminaire Afrique au sein de l'École militaire, le professeur Bob Kabamba de l'université de Liège (ULg) a réalisé une intervention portant sur la « soutenabilité électorale dans les pays post-conflit », en prenant comme cas d'étude la République démocratique du Congo (RDC). Cette présentation a été précédée d'une introduction théorique conduite par le Dr [Mathieu Mérino](#) (chercheur Afrique de l'Ouest/bande saharo-sahélienne à l'IRSEM) dans le cadre de l'axe de recherche « Régimes politiques, stabilité et élections en Afrique, quelles perspectives ? ». Ainsi, le Dr Mérino a rappelé, en début de séminaire, que trente ans après la fin de la guerre froide

et l'amorce du mouvement de démocratisation des années 1990, l'Afrique reste le continent où les élections sont toujours, pour des raisons objectives et politiques, très difficiles à organiser et où les résultats électoraux continuent à être contestés. Par ailleurs, il a souligné que la récente généralisation des processus électoraux n'a pas nécessairement contribué à une consolidation de la démocratie. Ceux-ci n'ont été, dans certains cas, qu'une façade permettant le maintien au pouvoir d'élites politiques qui changent parfois de discours mais rarement de gouvernance.

De son côté, le professeur Kabamba est revenu sur les différents cycles électoraux qu'a connus la RDC à la faveur du retour de la transition démocratique depuis 2006. Il a notamment souligné que, dans un pays fragile comme la RDC, les élections ont généralement été un vecteur de bouleversements alors que ce pays a besoin de stabilité pour renforcer ses institutions et assurer son développement sur le temps long. Particulièrement, les trois derniers cycles électoraux (2011, 2018 et 2023) n'ont pas permis une véritable « consolidation institutionnelle », pourtant indispensable à l'émergence d'un État de droit en RDC. En effet, au Congo comme ailleurs dans le monde, il est important de préciser que le vote ne sert pas uniquement à désigner des dirigeants, il remplit également deux autres fonctions essentielles : renforcer la légitimité des personnes qui exerceront le pouvoir et encourager l'esprit civique ainsi que la conscience politique. Toutefois, les divers processus électoraux déjà conduits en RDC n'ont toujours pas permis d'accomplir ces deux fonctions. Systématiquement biaisées par les principaux acteurs politiques, les élections n'ont finalement été l'expression que d'arrangements politiques entre parties prenantes, renforçant à la fois le tribalisme politique et la marchandisation du vote. Les événements sanglants à l'est de la RDC et les crises politiques persistantes attestent ici de la centralité du problème électoral et de son corollaire la légitimité des autorités élues, incitant à s'interroger plus largement sur la soutenabilité électorale. Enfin, la perspective prochaine d'une réforme constitutionnelle au Congo, sur fond de dégradation du contexte sécuritaire national et de concurrence toujours plus forte entre les acteurs internationaux en Afrique centrale, devrait participer à un affaiblissement du pouvoir à Kinshasa et pourrait même renforcer l'instabilité du pays.

Mathieu MÉRINO

**13 novembre : Conférence « Le Canada et l'extrême droite, une menace sécuritaire pour la démocratie ? ».**



Le 13 novembre s'est tenue la quatrième rencontre scientifique de rentrée de l'Observatoire de la politique extérieure américaine, « Transnationalisme et réseaux populistes à l'ère numérique : le Canada et le Convoi de la liberté ». Cette conférence, présidée et organisée par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » de l'IRSEM, a présenté les travaux du groupe de recherche du professeur Jean-Christophe Boucher et de son équipe de l'Université de Calgary qui utilise l'apprentissage automatique et la collecte massive de données sur certaines plateformes dont X pour évaluer les manifestations, la circulation et l'impact des phénomènes du populisme transnational en Amérique du Nord en prenant comme cas d'étude le Convoi de la liberté au Canada en 2022. En s'appuyant sur une vaste collecte de données numériques, Boucher a cherché à démontrer comment le populisme, notamment celui de droite, se diffuse au-delà des frontières nationales grâce aux médias numériques, en particulier les plateformes sociales comme X/Twitter.

Boucher a d'abord contextualisé le sujet en rappelant la montée des mouvements populistes de droite depuis le début des années 2010, particulièrement en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Amérique du Nord. Ces mouvements, qu'ils prennent la forme de partis politiques ou de protestations sociales, ont connu un grand succès électoral et mobilisateur. En analysant le Convoi de la liberté, un mouvement de protestation contre les mesures sanitaires liées à la COVID-19, Boucher a soulevé la question de la transnationalité du populisme. Le mouvement canadien, bien qu'initié localement, a bénéficié d'un large soutien international, notamment des États-Unis, ce qui témoigne de la dynamique transnationale du populisme à l'ère numérique.

L'objectif principal de cette recherche était de mesurer dans quelle mesure le populisme peut être considéré comme un mouvement transnational et comment il traverse les frontières grâce à la participation politique en ligne. Boucher a utilisé un modèle d'apprentissage profond pour analyser le contenu de ces tweets, cherchant à identifier des narratifs populistes spécifiques. Le modèle a révélé que plus de 26 % des tweets analysés pendant la période du Convoi de la liberté reflétaient des narratifs populistes, avec une forte présence des idées d'anti-élitisme et de vertus populaires. Le mouvement du Convoi de la liberté a été largement caractérisé par des récits populistes axés sur la critique des élites politiques, notamment du gouvernement canadien dirigé par Justin Trudeau, mais aussi des médias, des experts scientifiques et des institutions internationales.

Une autre conclusion clé de cette analyse a été l'ampleur de la résonance transnationale de ces narratifs. Des tweets de soutien au Convoi de la liberté ont été partagés dans plusieurs pays, et par des personnalités de l'extrême droite. Jean-Christophe Boucher a notamment rappelé le rôle du milliardaire américain Elon Musk et de ses partisans dans le soutien à ce mouvement. Une discussion riche a prolongé la conférence avec l'intervention de Laurent Cordonier (directeur de recherche à la Fondation Descartes), soulignant la pertinence d'analyser le populisme à travers le prisme de la mondialisation et des nouvelles technologies.

La conférence de Jean-Christophe Boucher a apporté une contribution significative à la compréhension du populisme à l'échelle transnationale, en montrant comment un mouvement comme le Convoi de la liberté pouvait mobiliser une audience internationale via les réseaux sociaux. En mettant en lumière les liens entre populisme et technologies numériques, cette étude invite à repenser les relations internationales à l'ère numérique, où les frontières politiques deviennent de plus en plus poreuses. Enfin, elle soulève des questions importantes pour les recherches futures sur la manière dont les mouvements populistes interagissent à l'échelle mondiale et comment les technologies numériques redéfinissent le paysage politique international.

**Iris GIGUET**

**14 novembre : Séminaire Chine – Russie « Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel impact sur les projets chinois de Routes de la soie en Eurasie ? »**



Ce séminaire a été d'abord l'occasion pour les trois intervenants, tous géographes, de présenter le numéro sur la « Belt and Road Initiative (BRI) en Eurasie », paru en 2023, de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (54 [1-2]), à l'occasion des 10 ans de ce projet économique lancé par le président chinois Xi Jinping, en 2013, pour relier la Chine et l'Europe par la voie continentale. Les articles qui le composent présentent des études de cas géographiques et thématiques questionnant les déclinaisons de la BRI en Eurasie et soulignant l'hétérogénéité de ses ancrages locaux. Ce projet emblématique des « nouvelles routes de la soie » a été confronté à deux « chocs externes », la pandémie de COVID-19 à partir de 2020, puis l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe en 2022. Si le premier a été un catalyseur positif du développement des infrastructures et du transport ferroviaire dans la région, le second les ralentit et reconfigure leur matérialité.

Le séminaire portait sur l'évolution du transport ferroviaire de conteneurs entre la Chine et l'Europe sous l'effet de ce double choc. Comme l'explique Julien Thorez (CNRS), ce mode de transport existait avant la BRI, mais les moyens alloués ont permis une amélioration de l'offre de transport et une baisse des coûts, ce qui a entraîné un essor spectaculaire de ce type de circulation de marchandises en dix ans. En Asie centrale, le Kazakhstan a bénéficié de cette montée en puissance, tandis qu'en Europe, l'Allemagne et la Pologne sont les mieux connectés à ce transport. La guerre en Ukraine a peu affecté la circulation ferroviaire conteneurisée. D'abord, dès janvier 2022, différents opérateurs, souvent privés, ont redirigé le trafic vers le réseau biélorusse, tandis que la principale entreprise chinoise de transport ferroviaire, la China Railways

Express, a basculé ses activités vers l'Eurasie, la Russie et la Biélorussie. Ensuite, la perturbation du transport maritime en mer Rouge rend le corridor terrestre de la BRI plus attractif. Enfin, pour des raisons techniques et sécuritaires, le corridor transcaspien constitue une alternative intéressante aux voies septentrionales et au trafic maritime.

Ivan Savchuk (chercheur ukrainien invité et associé à l'UMR Géographie-cités) souligne que l'Ukraine avait, jusqu'à son invasion, des relations commerciales importantes avec la Chine, exportait aussi beaucoup de céréales et d'autres matières premières en Chine. Membre de la BRI depuis 2016, elle constituait également un hub de distribution et d'approvisionnement des marchandises chinoises, en particulier via la ligne de chemin de fer reliant Xi'an, au centre de la Chine, à la Hongrie et la Slovaquie. La guerre a ralenti les flux sans mettre à mal la position de la Chine. Outre le fait que Pékin n'a pas condamné l'invasion russe, il semble que Moscou s'attache à préserver ses intérêts en Ukraine. Ainsi, lorsque la Chine fait accoster ses navires commerciaux à Odessa, il n'y a pas d'attaques de drones ou de missiles sur la ville. De même, les silos de grains de maïs, principale denrée achetée par la Chine pour nourrir ses élevages, ne sont pas visés par les frappes russes, alors que ceux de blé le sont régulièrement.

En conclusion, Sébastien Colin (INALCO) note que la Russie occupe désormais une place centrale dans les Routes de la soie terrestres et que les corridors alternatifs ont peu de place dans ce réseau ferroviaire. Reste à savoir si ces reconfigurations sont structurelles ou conjoncturelles et si la sortie des États baltes de la BRI du fait de la guerre en Ukraine amènera à une régionalisation plus poussée autour de la Chine et de la Russie, sachant que les pratiques des acteurs locaux et régionaux diffèrent souvent des objectifs des dirigeants.

**Céline MARANGÉ et Carine PINA**

**25 novembre : Séminaire Chine – Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec le Pr Joshua Eisenman et le général Jacques Deman.**



Le premier séminaire Chine – Afrique s'est tenu le 25 novembre 2024 à l'École militaire. L'intervenant, le professeur Joshua Eisenman de l'University of Notre Dame (Indiana), a présenté les résultats d'une recherche qu'il mène depuis plus de deux décennies sur la protection des intérêts chinois en Afrique au travers du prisme politique et sécuritaire. Son intervention a ensuite été discutée par le général Jacques Deman, officier de carrière, qui a occupé différentes fonctions militaires et diplomatiques en Afrique pour le ministère des Armées.

Depuis plus de deux décennies, l'ascension de la Chine en Afrique a retenu l'attention des chercheurs. De nombreuses études ont analysé les enjeux économiques, les partenariats dits « gagnant-gagnant » établis par Pékin avec ses partenaires africains, ainsi que les migrations économiques sous l'angle d'une approche par le bas. L'ouvrage du professeur Joshua Eisenman, *China's Relations with Africa: A New Era of Strategic Engagement* (coécrit avec David H. Shinn, Columbia University Press, 2023), enrichit cette réflexion en offrant un éclairage novateur sur l'appareil diplomatique chinois en Afrique, notamment à travers l'expansion de son influence sur le continent et les enjeux sécuritaires qui en découlent.

Aujourd'hui, des communautés chinoises (diplomatiques, commerciales, salariées, etc.) sont présentes dans la plupart des pays africains, ce qui pousse Pékin à s'investir davantage pour garantir une certaine stabilité politique et militaire sur le continent. Cette quête de stabilité s'inscrit dans une politique globale, intégrant les intérêts de la Chine, de sa population et de ses extensions outre-mer, notamment à travers ses diasporas. Dans ce cadre, Pékin s'efforce de sécuriser ses voies d'approvisionnement (nourriture, ressources), son territoire, ses populations, ainsi que ses enjeux diplomatiques (cybersécurité, etc.).

Le professeur Joshua Eisenman a présenté le chapitre 4 de son ouvrage (« Party-to-Party Relations », pages 85-118) qui explore l'architecture diplomatique mise en place par le Parti communiste chinois à partir de la fin des années 2010 pour garantir cette sécurité, en s'appuyant sur une approche sécuritaire mutualisée. Concrètement, le Parti entretient des relations avec les partis africains à deux niveaux : d'abord bilatérales, puis globales, dans le but de promouvoir une coopération sécuritaire renforcée. Le nombre de sommets internationaux et de visites diplomatiques entre Pékin et ses partenaires africains n'a cessé de croître, même durant la pandémie de COVID-19. Ces rencontres, qui célèbrent l'union de la Chine avec l'Afrique, révèlent un modèle diplomatique bien défini : régulier, médiatique et ponctué de dons d'infrastructures. Ces actions permettent à Pékin d'élargir son influence dans des domaines stratégiques tels que les médias, l'éducation, la culture, voire la propagande, afin de diffuser sa vision sécuritaire et de renforcer ses relations diplomatiques sur le continent.

Le général Jacques Deman a poursuivi les réflexions du professeur Joshua Eisenman en partageant son expérience des enjeux sécuritaires et diplomatiques chinois en Afrique. Il a d'emblée rappelé l'inquiétude suscitée au sein des gouvernements africains et à l'Union africaine par l'annonce de l'ouverture de la base militaire chinoise à Djibouti. Il a ensuite évoqué les difficultés politiques et économiques rencontrées par la Chine dans certains pays (Algérie, Tchad, Libye), difficultés qui incitent la diplomatie chinoise à rechercher une stabilité politique accrue sur le continent. Dans ce cadre, la protection des intérêts chinois à l'étranger conduit Pékin à proposer des exercices militaires conjoints avec les armées de plusieurs États africains (Cameroun, Gabon, Ghana), tout en investissant également le secteur de la sécurité privée.

**Alexandre LAURET, Mathieu MÉRINO et Carine PINA**

## 28 novembre : Visite d'une délégation du National Institute for Defense Studies (NIDS).



Le 28 novembre, l'IRSEM a accueilli une délégation du National Institute of Defence Studies (NIDS), menée par son directeur, M. Manabu Imakyurei, accompagné de M. Hideo Tomikawa, directeur du domaine « Security and Economy » au NIDS, et chercheur invité à l'IRSEM, et de l'attaché de défense de l'ambassade du Japon, la capitaine de corvette Hayashi.

M. Manabu Imakyurei a présenté le rapport Chine du NIDS à une délégation française composée du directeur de l'IRSEM, le [Pr Martial Foucault](#), des Dr [Carine Pina](#), [Océane Zubeldia](#) et [Wendy Ramadan-Alban](#) ainsi que du LCL Cyrille Crisnaire, adjoint du chef de département Asie-Océanie, Amérique latine et Caraïbe (DGRIS), Mme Emma Coïc, chargée de mission Japon (DGRIS), Mme Maëlle Lefevre, chargée de mission Chine (DGRIS) et de l'ambassadeur Sylvain Berger, directeur du département de l'Europe et des Affaires internationales (IHEDN).

## 29 novembre : Journée d'étude « Transformation, innovation et ruptures technologiques dans la guerre à l'époque moderne » du cycle « Guerre, innovation et rupture technologique », SHD/IRSEM.

Le Service historique de la Défense (SHD) et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) ont organisé une journée d'étude, « Transformation, innovation et ruptures technologiques dans la guerre à l'époque moderne », le vendredi 29 novembre 2024 à Vincennes, Pavillon du Roi, salle des Cartes.

Cette journée a été introduite par Gilles Ferragu, maître de conférences, adjoint au chef de la division recherche, études et enseignement du département Histoire et symbolique du SHD, et [Océane Zubeldia](#), directrice du domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM. Cette deuxième journée d'étude fait suite à celle du 28 mars 2024 « Penser l'innovation et la rupture en temps de guerre » organisée à l'École militaire. Une troisième journée d'étude sera organisée sur le site de Vincennes, le 13 mai 2025, et portera sur les périodes contemporaines des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles jusqu'en 1945.

Les questions liées à l'innovation ne sauraient faire l'économie de l'étude de l'époque moderne qui est forte d'évolutions techniques et industrielles ; tel a été l'objectif de la journée d'étude du 29 novembre. Deux tables rondes ont ponctué les échanges dans le cadre d'une vision aussi bien française qu'internationale de l'outil militaire venant croiser le monde des industriels et des scientifiques. Les progrès techniques et le rapport aux champs de bataille ont été ainsi abordés, portant le questionnement sur la pratique même de la guerre et de ses évolutions. De manière non exhaustive, de l'introduction du doublage en cuivre, de l'apparition du fusil à la puissance de feu de l'artillerie navale, ce champ de réflexion appelle l'étude empirique des évolutions des formes de combat. De plus, les réflexions développées confirment l'apparition de moyens inédits qui modifient profondément l'arme et son emploi et *de facto* les stratégies de défense. Elles conditionnent sans nul doute l'issue des combats, les pratiques scientifiques et les techniques. L'effort d'innovation et sa structuration demeurent au cœur de nos défis actuels.

**Océane ZUBELDIA**

## IRSEM-EUROPE

**19 novembre : Visite des étudiants en Master Affaires européennes de Sciences Po Grenoble.**



Le 19 novembre, l'IRSEM-Europe a accueilli les étudiants en Master 2 Affaires européennes lors de leur visite d'études à Bruxelles. Ce fut l'opportunité pour eux de découvrir nos locaux bruxellois, de mieux comprendre nos activités, ainsi que de s'immerger dans la « bulle européenne » et d'explorer les enjeux liés à la défense et à la stratégie. Après la présentation, un temps d'échange a permis de discuter du fonctionnement d'un institut de recherche, ainsi que des recherches menées par [Philippe Perchoc](#), [Marie Hiliquin](#) et Brice Didier.

**20 novembre : Brown Bag Seminar avec Adina Revol et Lasse Boehm sur la sécurité énergétique de l'Europe.**



Le 20 novembre, l'IRSEM-Europe a organisé un événement consacré à l'avenir de l'Europe dans le domaine de l'énergie. Parmi les intervenants figuraient la docteure [Adina](#)

[Revol](#), ancienne porte-parole de la Commission européenne en France, et [Lasse Boehm](#), chef de l'unité des politiques économiques au service de recherche du Parlement européen. Réunissant une vingtaine de participants, cette rencontre a permis d'explorer la dépendance historique de l'Europe au gaz russe, les avancées réalisées depuis la déclaration de Versailles en 2022 et les défis énergétiques à venir. À cette occasion, la docteure Adina Revol a également présenté son ouvrage [Rompre avec la Russie, le réveil énergétique européen](#) (Odile Jacob, 2024) qui aborde ces thématiques en profondeur.

**27 novembre : Séminaire sur le futur des relations transatlantiques après les élections américaines, co-organisé avec le PISM.**

L'IRSEM-Europe, en partenariat avec le Polish Institute of International Affairs (PISM), a organisé un événement consacré à l'avenir des relations transatlantiques après les élections américaines. [Philippe Perchoc](#), directeur de l'IRSEM-Europe, a ouvert la séance, suivie d'interventions de [Naja Bentzen](#), analyste politique à l'EPRS, de [Pawel Markiewicz](#), directeur du bureau de Washington D.C. au PISM, de [Maud Quessard](#), chercheuse et directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » à l'IRSEM, et de [Rachel Tausendfreund](#), chercheuse au German Council on Foreign Relations (DGAP). [Melchior Szczepanik](#), chef du bureau de Bruxelles du PISM, a assuré la modération. Ce séminaire a permis d'explorer les perspectives des relations avec les États-Unis, sous la nouvelle administration, et de discuter des mesures que l'Union européenne pourrait envisager : renforcer les liens transatlantiques ou protéger ses intérêts.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Maxime AUDINET

- Publication : avec C. Gérard, « [Under the Radar: Crisis, reorganization, and clandestinization in Russia's ecosystem of information influence after the invasion of Ukraine](#) », Academic Policy Papers Series, no. 2, Russia Program at the George Washington University, novembre 2024.
- Présentation de l'article « Sous les radars » (*Réseaux*) dans le séminaire de l'association des politistes d'Assas, Université Paris-Panthéon-Assas, 6 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Under the Radar » dans le cadre d'un séminaire de recherche franco-britannique sur la Russie, Londres, 14 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Under the Radar » au sein d'un groupe de travail de la DGRIS, 14 novembre 2024.
- Médias : citations dans plusieurs articles réalisés dans le cadre du consortium de journalistes coordonné par Forbidden Stories sur l'influence russe en Afrique : « [Propaganda Machine: l'offensive de la Russie contre l'information au Sahel](#) », par Léa Peruchon, Forbidden Stories, 21 novembre 2024 ; « [À Bamako, une école de journalisme au service de la propagande russe en Afrique](#) », par Morgane Le Cam, *Le Monde*, 22 novembre 2024 ; « [En Centrafrique, anatomie de l'hydre Wagner : partie 2, les moyens](#) », par François Mazet, RFI, 23 novembre 2024 ; « [Influences russes en Afrique: un système en phase de duplication](#) », par François Mazet, RFI, 24 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Sous les radars », Master de journalisme franco-allemand de l'université Sorbonne-Nouvelle, 26 novembre 2024.
- Publication : « [“Down with neocolonialism”: Resurgence of a strategic narrative in wartime Russia](#) » [traduction de l'étude 119, parue en octobre 2024], Report No. 119, IRSEM, 26 novembre 2024.
- Co-organisation de la troisième séance du [séminaire CORUSCANT](#) autour d'Helen Petrovsky, 27 novembre 2024.
- Présentation de l'article « Sous les radars » au CAPS, ministère des Affaires étrangères, 29 novembre 2024.



### CNE Yves AUFFRET

- Présentation de l'ANR ASTRID CIGAIA à l'École de l'air et de l'espace sur la base aérienne de Salon-de-Provence, 21 novembre 2024.
- Présentation, avec Guillaume Muller, du jeu de guerre *Alerte rouge en mer Noire* (jeu créé en 2022 à l'École de l'air et de l'espace par Pauline Cadorin, Yves Auffret et Guillaume Muller), à Salon-de-Provence, 21 novembre 2024.
- Interview par Emmanuelle Elbaz, « À la base aérienne, on acquiert de solides bagages », *La Provence* (édition Salon-de-Provence), 26 novembre 2024.



### Élie BARANETS

- Publication : avec Andrew Novo, *Turbulence across the Sea: Transatlantic Relations and Strategic Competition*, University of Michigan Press (consultable et téléchargeable gratuitement : <https://press.umich.edu/Books/T/Turbulence-Across-the-Sea2>), novembre 2024.
- Chapitre : « What Is Europe Caught in the Middle of? A Theoretical Look at the US-China Competition », dans Elie Baranets et Andrew Novo, *Turbulence across the Sea: Transatlantic Relations and Strategic Competition*, University of Michigan Press, p. 77-93.
- Modération du panel « Les États-Unis et la redéfinition des Relations transatlantiques », colloque international de l'Observatoire de la politique extérieure américaine : « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », École militaire, 7 novembre 2024.



### Clotilde BÔMONT

- Intervention : « UE et chaînes de valeurs dans le numérique : quelle autonomie ? », colloque international – Les Ateliers Schuman, « L'espace transatlantique à l'épreuve du numérique global », Université Laval, Québec, Canada, 1<sup>er</sup> novembre 2024.
- Intervention : « La sécurité du *cloud* : une approche géopolitique et socio-technique », Conseil scientifique de l'ANSSI, Campus Cyber, La Défense, Paris, 25 novembre 2024.

- Publication : « [Extension of the FISA Law – European «digital sovereignty» far from American concerns](#) » [traduction de la Brève stratégique 70, parue le 3 juin 2024], IRSEM, 25 novembre 2024.
- Participation aux ateliers du groupe de travail « BBL Digital », Vienne, Autriche, 28 novembre-1<sup>er</sup> décembre 2024.



**David CADIER**

- Participation à la table ronde « EU foreign, security and defence policies in a geopolitical world », Collège d'Europe, 25 octobre 2024.
- Organisation et modération du séminaire « US-Russia Relations and the War in Ukraine », CERI Sciences Po/IRSEM, 6 novembre 2024.
- Participation à la table ronde « L'Ukraine et la Russie, enjeux de politique intérieure » organisée dans le cadre de la conférence OPEXAM sur l'élection américaine, IRSEM, 7 novembre 2024.
- Organisation d'une réunion fermée autour de Michael Kimmage sur la politique de la nouvelle administration américaine à l'égard de la Russie et l'Ukraine, IRSEM, 8 novembre 2024.
- Participation et modération d'une table ronde, conférence « Envisioning European Security Orders Beyond the Russo-Ukrainian War », conférence annuelle de l'University Consortium (Oxford-Harvard-Columbia-Sciences Po), Vienne, 15-16 novembre 2024.
- Intervention dans le cadre du séminaire « The Weimar Triangle in a New Transatlantic Era », organisé par le German Marshall Fund, ministère des Affaires étrangères, 19 novembre 2024.
- Présentation sur les implications de l'élection de Trump pour la sécurité européenne et la guerre russo-ukrainienne, Programme « European Orientation on Global Security » (EOGS) organisé par l'ACADEM et l'IHEDN pour des officiers supérieurs de l'OTAN, 27 novembre 2024.



**Paul CHARON**

- Publication : « [Lire la désinformation comme un récit sériel : pour une approche littéraire des manipulations de l'information](#) », *Le Rubicon*, novembre 2024.

- Organisation d'un exercice de simulation d'attaques informationnelles, avec l'Inalco et l'ENSC, Maison de la recherche, Paris, 12 novembre 2024.

- Médias : « [Comprendre les concepts fondamentaux de l'influence chinoise](#) », Xerfi Canal, 16 novembre 2024.

- Conférence : « Les stratégies d'influence informationnelle de la Chine contre les États-Unis », au sein du panel « Les États-Unis et le monde », dans le cadre de la journée d'étude « [America 2024: A Crossroads for Democracy?](#) », The University of Chicago, John W. Boyer center in Paris, 18 novembre 2024.

- Médias : cité dans « ["Tibet", "Gengis Khan"... Ces mots que la Chine ne veut pas voir dans les musées français](#) », Cellule d'investigation de Radio France, Julie Pietri, Nathanaël Charbonnier, Radio France, 20 novembre 2024.

- Conférence : « La guerre cognitive chinoise », EMA, 21 novembre 2024.

- Conférence : « China's intelligence activities », dans le cadre du séminaire « Intelligence Security Challenges and Opportunities in the EU », organisé par l'IHEDN et le CESD, École militaire, 21 novembre 2024.

- Médias : cité dans « [Quand la Chine veut réécrire l'Histoire dans les musées français : une bataille des mots très politique](#) », *Secrets d'histoire*, France Inter, 23 novembre 2024.



**Fatih DAZI-HÉNI**

- Intervention : « Missed opportunities and mutual misperceptions on Iran disruptive role in the region: the necessity to reevaluate a European strategic agenda », Session IV « Dealing with Iran » (4 novembre), Dialogue Euro-Golfe (règles de Chatham House) : European countries and GCC states on the New Geopolitics in the Region, organisé par la Konrad Adenauer-Stiftung (KAS) et le Geneva Centre for Security Policy (GCSP), Berlin, 3-5 novembre 2024.
- Intervention : « Les enjeux du scrutin présidentiel américain pour les monarchies du Golfe », Panel 3 « Les États-Unis et l'impossible désengagement du Moyen-Orient », colloque OPEXAM « Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d'une élection », École militaire, 7 novembre 2024.
- Conférence : « [Extension of the war in Gaza and its impacts on the Arabian Peninsula](#) », Centre français de la péninsule Arabique (CEFREPA) dans le cadre des Mardis du CEFREPA, Koweït, 12 novembre 2024.

- Médias : invitée à l'émission Les enjeux internationaux de Guillaume Herner, « [Pourquoi le Qatar suspend les négociations entre Israël et le Hamas ?](#) », France Culture, 12 novembre 2024.

- Conférence : « Arabie saoudite : Enjeux et défis », Association « Regards croisés », Nantes, 25 novembre 2024.



**Julia GRIGNON**

- Intervention : « Les défis relatifs à la qualification des conflits armés », Université Aix-Marseille, 6-8 novembre 2024.

- Conférence : « Défis de l'évacuation dans les zones de conflit actif – Rapprochement entre évacuation et aide humanitaire en droit », iPeace, Kigali [en ligne], 11 novembre 2024.

- Médias : « [Cour pénale internationale, mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu](#) », CBC – Radio Canada, 21 novembre 2024.

- Médias : « [Émission de mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale](#) », France info, 22 novembre 2024.

- Médias : « Quelles obligations de coopération pour les États suite à l'émission de mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale ? », Radio Classique, 22 novembre 2024.

- Médias : « [Mandats d'arrêt de la CPI : une nouvelle ère pour le droit international ?](#) », *La transition de la semaine*, France Culture, 23 novembre 2024.

- Participation au webinaire, « [Poli\(cri\)tique – De Gaza au Liban : quelles logiques de guerre au Moyen-Orient ?](#) », Association française de Science politique, 25 novembre 2024.

- Intervention : « [Introduction au Droit international humanitaire : 75 ans après les Conventions de Genève](#) », Croix-Rouge française, 25 novembre 2024.

- Participation à la table ronde « [Musique et droit international humanitaire](#) », organisée par la Maison des Arts & de la création de Sciences Po et la Fondation Croix-Rouge française, 28 novembre 2024.



**Marine de GUGLIELMO WEBER**

- Invitée, avec Xavier Landes, à l'émission de *Cause à effets*, « [Géo ingénierie : des choix politiques qui engagent quel avenir ?](#) », France Culture, 19 novembre 2024.

- Médias : « [La géo-ingénierie, selon Marine de Guglielmo Weber](#) », *Question du soir : l'idée*, France Culture, 20 novembre 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Publication : « [La religion en orbite : le cas de l'islam](#) », Bulletin n° 51 de l'Observatoire international du religieux, CERISciences Po, EPHE, 30 octobre 2024.

- Intervention : « The Human Cost of Disrupting Satellite Services », dans le cadre d'un événement en marge de la 34<sup>e</sup> conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 30 octobre 2024.

- Interview : « Retour sur la Lune, soutien de Buzz Aldrin, liens avec Elon Musk... Pourquoi Donald Trump mise sur le rêve spatial américain », *Le Figaro*, 2 novembre 2024.

- Intervention à la conférence « Course à la Lune : un nouveau théâtre de compétition internationale », Festival de Géopolitique, Sciences Po Strasbourg, 14 novembre 2024.



**Maxime LAUNAY**

- Publication : « [La crise antimilitariste des années 1970](#) », Fondation Jean-Jaurès, 15 novembre 2024.

- Conférence : avec Florian Opillard et Victor Violier, « Recent History and Contemporary Dynamics in the French Military », École de guerre, 21 novembre 2024.



**Alexandre LAURET**

- Participation au séminaire Afrique « Régime politique, stabilité et élections en Afrique : le cas de la République démocratique du Congo (RDC) », avec le Pr Bob Kabamba, IRSEM, École militaire, 12 novembre 2024.

- Co-animateur du séminaire Chine – Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec

le Pr Joshua Eisenman (the Keough School of Global Affairs at the University of Notre Dame) et le général Jacques Deman, IRSEM, École militaire, 25 novembre 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Participation à la discussion autour du livre de Michael Kimmage, *Collisions: The Origins of the War in Ukraine and the New Global Instability* (Oxford University Press, 2024), Sciences Po, CERI, 6 novembre 2024.

- Animation du séminaire Chine – Russie avec Carine Pina : discussion de la conférence « Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel impact sur les projets chinois de routes de la soie ? », avec les géographes Sébastien Colin, Ivan Savtchuk et Julien Thorez, École militaire, 14 novembre 2024.

- Participation au séminaire fermé sur la Russie à l'occasion de la venue à l'IRSEM de membres du Eastern Research Group du ministère britannique des Affaires étrangères (FCDO), 27 novembre 2024.

- Participation à une table ronde sur l'état du monde lors du colloque « Guerre, paix et périls planétaires au XXI<sup>e</sup> siècle », Sénat, 30 novembre 2024.



**Mathieu MÉRINO**

- Discutant du séminaire Afrique : « Régime politique, stabilité et élections en Afrique : le cas de la République démocratique du Congo (RDC) », avec pour intervenant principal Pr Bob Kabamba (professeur de sciences politiques à l'Université de Liège [ULg]), École militaire, 12 novembre 2024.

- Co-animateur du séminaire Chine-Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec le Pr Joshua Eisenman (the Keough School of Global Affairs at the University of Notre Dame) et le général Jacques Deman, École militaire, 25 novembre 2024.



**Florian OPILLARD**

- Conférence pour le cycle anglophone de l'École de guerre, « Recent History and Contemporary Dynamics in the French Military », avec Maxime Launay et Victor Violier, École de guerre, École militaire, 22 novembre 2024.

- Publication : « [L'arsenalisation de la masculinité dans la campagne électorale de Donald Trump – Projet de genre masculiniste et risque sécuritaire](#) », Brève stratégique 75, IRSEM, 27 novembre 2024.



**Carine PINA**

- Organisation du séminaire Asie/AAMO « Kinmen, un archipel entre Taïwan et la Chine », avec Alexandre Gandil, École militaire, 7 novembre 2024.

- Intervention sur la Chine et l'océan Indien à la table ronde 1 « L'océan Indien au cœur des tensions géopolitiques », colloque « L'océan Indien sous tensions : quelles conséquences pour la France ? », organisé par l'Institut FMES, Palais Bourbon-Assemblée nationale, 13 novembre 2024.

- Organisation, avec Céline Marangé, du séminaire Chine – Russie « Guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie : quel impact sur les projets chinois de Routes de la soie en Eurasie ? », avec Julien Thorez, Sébastien Colin et Ivan Savchuk, École militaire, 14 novembre 2024.

- Organisation, avec Alexandre Lauret et Mathieu Mérino, du séminaire Chine – Afrique « Protecting the Party: China's Holistic Security Concept in Africa », avec le Pr Joshua Eisenman (the Keough School of Global Affairs at the University of Notre Dame) et le général Jacques Deman, École militaire, 25 novembre 2024.

- Participation à l'accueil de la délégation du NIDS (Japon), École militaire, 28 novembre 2024.



**Malcolm PINEL (associé)**

- Publication : « Hostomel : un aéroport trop loin », *Le Piège*, 258, octobre 2024.



**Maud QUESSARD**

- Médias : « [Trump VS Harris : Quelle différence pour le reste du monde ?](#) », par Jeanne Auberger, *Marianne*, 31 octobre 2024.
- Médias : « [“Avant ils se battaient avec des pierres, maintenant avec leur smartphone” : à Gaza, l’instrumentalisation des enfants influencés](#) », par Clara Hidalgo, *Le Figaro*, 2 novembre 2024.
- Médias : « [2024 : l’héritage de Joe Biden face aux bouleversements majeurs du système international](#) », *Géopolitique*, de Marie-France Chatin, avec Martin Quencez, RFI, 3 novembre 2024.
- Médias : « [Diplomatie américaine : les 400 coups de Donald Trump](#) », *Libération*, 3 novembre 2024.
- Médias : « [Élections américaines 2024 : les incertitudes et les risques d’une éventuelle diplomatie Trump 2.0](#) », par Samuel Ravier-Regnat, *Libération*, 4 novembre 2024.
- Table ronde : « [Quelles sont les répercussions mondiales de l’élection américaine ?](#) », avec Pierre Haski, Sylvie Kauffmann, « Super mardi – Soirée électorale américaine », *Le Grand Continent*, ENS Ulm, 5 novembre 2024.
- Médias : « La nuit américaine », *Sens public*, de Thomas Hughes, avec Philippe Étienne et Pascal Boniface, Public Sénat, 6 novembre 2024.
- Organisation et présidence du colloque international de l’Observatoire de la politique extérieure des États-Unis (OPEXAM), « [Les États-Unis entre puissance et impuissance ? Géopolitique d’une élection](#) », discours d’introduction « Regards croisés sur l’élection américaine », présidence du panel 2 « L’Ukraine et la Russie, Enjeux de politique intérieure ? », IRSEM, École militaire, 7 novembre 2024.
- Organisation et présidence avec David Cadier du séminaire Chatham House autour de Michael Kimmage : « La politique étrangère américaine à l’égard de l’Ukraine et de la Russie : quelle direction après les élections ? », IRSEM, École militaire, 8 novembre 2024.
- Podcast : « [Présidentielle américaine : quel monde selon Trump ?](#) », *Les Échos*, avec Pierrick Fay, 8 novembre 2024.
- Médias : « [Stefanik, Rubio, Wiles... Ce que dit le profil des premiers nommés sur le futur gouvernement Trump](#) », par Maëlane Loaëc, *Le Parisien*, 12 novembre 2024.
- Médias : « [Des milliards à trouver, un an et demi de mission... La feuille de route de Musk, nommé à “l’efficacité](#)

- [gouvernementale”](#) », par Salomé Vincendon, *Le Parisien*, 13 novembre 2024.
- Organisation et discussion du séminaire OPEXAM, « [Le Canada et l’extrême droite, une menace sécuritaire pour la démocratie ?](#) », keynote de Jean-Christophe Boucher (Université de Calgary), discussion Laurent Cordonier (directeur de recherche de la Fondation Descartes), École militaire, 13 novembre 2024.
- Intervention : « Élections américaines : quelles conséquences pour l’Europe ? », *Le Grand Continent*, [Festival des littératures européennes](#), avec Pierre Bourgois, Cognac, 17 novembre 2024.
- Intervention : « Les dilemmes stratégiques américains de Biden à Trump 2.0 : vers une ultra-politisation de la politique étrangère », Journée d’étude « [America A Crossroad for Democracy?](#) », avec Sylvie Noël, Stéphane Taillat, Juliette Bourdin, Paul Charon, Université de Chicago John W. Boyer Center in Paris, Paris, 18 novembre 2024.
- Tribune : « [Elon Musk peut devenir l’ambassadeur du techno-nationalisme auprès de Trump](#) », *La Croix*, 20 novembre 2024.
- Médias : AFP, par Émilie Beraud, 25 novembre 2024.
- Intervention : « La démocratie américaine assiégée : vulnérabilités de l’espace informationnel », colloque Academ, Fondation Descartes, 26 novembre 2024.
- Intervention au séminaire de présentation des travaux OPEXAM pour l’[European Orientation on Global Security](#), EOGS, École militaire, 27 novembre 2024.
- Intervention : « Les relations UE – États-Unis », séminaire IRSEM-Europe, PISM, hybride, 27 novembre 2024.
- Conférence : « [La guerre des images : les conflits armés à l’heure des réseaux sociaux](#) », avec David Bornstein, Paris, Médiathèque Jean-Pierre Melville, 28 novembre 2024.



**Benoît RADEMACHER**

- Audition par les membres de la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale sur le sujet de « l’économie de guerre », aux côtés de Julien Malizard (Chaire Économie de défense de l’IHEDN) et Léo Péria-Peigné (IFRI), 20 novembre 2024.



**Clément RENAULT**

- Conférence sur les biais cognitifs auprès de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP), 5 novembre 2024.
- Intervention : « Les coopérations de renseignement dans la relation transatlantique : quelle présidence pour quelles conséquences ? », Colloque OPEXAM, École militaire, 7 novembre 2024.

- Conférence : « From Intelligence to Policy: Understanding the Inner Workings of Intelligence Machineries » dans le cadre du cours « Intelligence Security Challenges and Opportunities in the EU », organisé par l'IHEDN, en partenariat avec le CESD, École militaire, 19 novembre 2024.

- Conférence : « Administrer la sécurité pour rétablir la liberté : l'action des services du contre-espionnage du BCRA dans la libération de la France (juin 1944 – août 1945) », colloque organisé par la Fondation de la France Libre et la Fondation de la Résistance, Musée de l'Armée, 21 novembre 2024.

- Conférence : « Comprendre les failles et échecs du renseignement », École de guerre, 28 novembre 2024.

- Conférence : « Usages et développement de l'OSINT dans les services de renseignement », Académie du renseignement, 29 novembre 2024.



**Virginie SALIOU**

- Podcast : « [Enjeux maritimes : tensions sur les océans](#) », *Pensez stratégique*, Podcast Academ, novembre 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Intervention : « Diversité dans les armées : état des lieux », Séminaire des référents « mixité-égalité » du MINARM, 7 novembre 2024.

- Conférence : « Jihadisme et mouvement d'ultra droite. Les enseignements d'un regard comparatif », Metanoia Symposium, Sciences Po Paris, 22 novembre 2024.

- Intervention : « Les enjeux de radicalisation : quels nouveaux enjeux ? », SDIS Évreux, 27 novembre 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Intervention : « Faire des études stratégiques en France. Défense, recherche et prospective », séminaire AFASIA, Sciences Po Lyon, 14 novembre 2024.



**Victor VIOLIER**

- Participation à un séminaire fermé franco-britannique sur les ingérences russes en Afrique, avec Maxime Audinet, Londres, 13 et 14 novembre 2024.

- Animation d'une conférence (en anglais) intitulée « Recent history and contemporary dynamics in the French military », avec Florian Opillard et Maxime Launay, École de guerre, Paris, École militaire, 21 novembre 2024.



**Océane ZUBELDIA**

- Co-participation avec la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) à l'accueil du vice-amiral Hiroshi Egawa, commandant le Maritime Command and Staff College japonais, représentant du chef d'état-major de la Force maritime d'autodéfense japonaise, École militaire, 4 novembre 2024.

- Communication : « Le combat du futur », 147<sup>e</sup> Cycle IHEDN-Jeunes Centre Val-de-Loire, Tours, 27 novembre 2024.

- Co-organisation et introduction avec Gilles Ferragu de la deuxième journée du cycle « Guerre, innovation et rupture technologique », « Transformation, innovation et ruptures technologiques dans la guerre à l'époque moderne », Service historique de la défense, château de Vincennes – Pavillon du roi, 29 novembre 2024.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### BALKANS

**Vuk Vuksanović, « [Building Leverage – Türkiye As Security Provider In the Western Balkans](#) », Belgrade Centre for Security Policy (BCSP), septembre 2024.**

Vuk Vuksanović, chercheur au Belgrade Centre for Security Policy (BCSP), examine l'évolution de la politique turque dans les Balkans, marquée par le passage d'une stratégie de *soft power* à une approche plus militarisée, renforcée après l'invasion de l'Ukraine. En examinant la croissance de l'industrie de défense turque, Vuksanović fournit un aperçu des motivations économiques qui sous-tendent l'engagement militaire d'Ankara. Il remet en question les récits établis qui positionnent les Balkans uniquement comme un champ de bataille d'influences extérieures, en présentant au contraire les pays balkaniques comme redéfinissant activement leur relation avec la Turquie. Cette vision réaliste de l'analyse des politiques balkaniques souligne que les alliances et rivalités sont façonnées non seulement par des idéologies et des liens historiques, mais aussi par des considérations pragmatiques de sécurité et d'opportunisme économique.

La Turquie met en œuvre une politique de sécurité diversifiée formalisée par une diplomatie militaire renforcée par la présence d'attachés militaires dans toutes ses ambassades balkaniques. En tant que principal donateur militaire pour des pays tels que l'Albanie et le Monténégro, Recep Erdogan s'engage à fournir des équipements, des formations et un soutien à la production militaire, tout en partageant sa technologie avec la Serbie afin de faciliter son accès aux marchés de défense européens.

En plus de ses intérêts commerciaux, Ankara vise à exercer une influence géopolitique dans les Balkans, perçus comme un pont vers l'Europe et une zone clé pour sa stabilité régionale. Cette stratégie passe aussi par des partenariats sécuritaires. En juillet 2023, le ministre serbe de la Défense, Miloš Vučević, a accusé Ankara de former et d'armer les Forces de sécurité du Kosovo (KSF) dans l'intention de les transformer en une véritable armée d'ici 2028, une initiative que la Serbie rejette au regard de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'accepte aucune autre formation armée sur le terrain à l'exception de la Force pour le Kosovo (KFOR). Cet incident illustre l'affirmation croissante de la Turquie en tant que fournisseur de sécurité dans la région, guidée par

son ambition d'élargir les marchés pour son industrie de défense et d'accroître son influence politique.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Turquie a saisi l'opportunité de consolider sa présence sécuritaire dans les Balkans, notamment par le déploiement de 325 soldats au sein de la KFOR. Ce contexte d'instabilité régionale a permis à Ankara de dynamiser son industrie de défense en vendant des drones Bayraktar TB2 à différents pays des Balkans, dont la Serbie et le Kosovo. En tant que membre de l'OTAN, la Turquie justifie sa présence et ses ventes d'armement dans la région comme un soutien à la sécurité euro-atlantique, renforçant ainsi sa crédibilité face à la concurrence russe et chinoise. Recep Erdogan utilise aussi sa position dans les opérations de l'OTAN pour maintenir des canaux diplomatiques ouverts, en facilitant, par exemple, le dialogue entre les Serbes et les Albanais. Toutefois, l'appui militaire de la Turquie au Kosovo engendre des frictions avec la Serbie, et les défis liés à l'équilibre entre ces deux groupes ethniques compliquent ses efforts pour consolider durablement son influence dans la région.

En conclusion, Vuk Vuksanović met en lumière la transformation significative de la politique turque dans les Balkans, où Erdogan navigue habilement entre intérêts économiques et ambitions géopolitiques.

**Iris GIGUET**

**Harun Nuhanović, « [How external actors seek to influence the Western Balkans?](#) », Kosovar Center for Security Studies (KCSS), 23 avril 2024.**

Harun Nuhanović analyse la position stratégique des Balkans occidentaux, décrits comme un « carrefour » où la Russie, la Chine et la Turquie déploient des stratégies d'influence diverses, de l'économie à la culture, en passant par la religion et les médias. La vision de Nuhanović de la région révèle l'existence d'un réseau d'influence, au sein duquel les acteurs étatiques et non étatiques – ONG, institutions culturelles, groupes religieux – opèrent conjointement, redéfinissant ainsi les interactions locales et internationales. Nuhanović examine aussi les effets contrastés de ces influences externes : elles représentent autant d'opportunités économiques et culturelles que de menaces à la souveraineté et à la stabilité politique. Cette vision met en évidence les défis auxquels doivent faire face les pays des Balkans dans leur parcours vers l'intégration dans des structures comme l'UE et l'OTAN, des ambitions qui se heurtent à la présence et aux intérêts de ces puissances extérieures.

Les Balkans occidentaux constituent pour la Russie un théâtre stratégique de choix pour s'opposer aux influences turques et européennes. L'économie russe y est profondément enracinée, surtout dans le secteur de l'énergie, où les oligarques détiennent des parts importantes dans des entreprises pétrolières et énergétiques. Malgré cette emprise, les échanges commerciaux demeurent modérés, les exportations vers la Russie représentant entre 2,8 % et 4,2 % des échanges totaux des États balkaniques. La dépendance énergétique est au contraire très importante : la Bosnie-Herzégovine importe 98,7 % de son gaz de Russie, tandis que la Serbie joue un rôle clé en servant de route de transit pour le gaz russe vers l'Europe, notamment avec sa participation au projet de gazoduc South Stream, dont la construction a été approuvée avec Gazprom en 2008. En parallèle, la Russie utilise son *soft power* à travers des organisations non gouvernementales et l'Église orthodoxe russe pour promouvoir ses intérêts dans les Balkans, en soutenant la reconstruction d'églises et le retour des Serbes au Kosovo, et en finançant des événements religieux. En résumé, la Russie s'associe à des forces anti-OTAN et anti-UE et soutient une déclaration de « neutralité militaire » visant à renforcer sa position régionale, notamment en exploitant les liens culturels et religieux et en propageant de la désinformation.

La Chine voit les Balkans occidentaux comme un passage stratégique vers le marché européen, utilisant l'initiative « Belt and Road » pour signer de nombreux accords dans des secteurs clés comme l'énergie, le transport et la finance, toutefois sans exiger de réformes politiques. En Serbie, un partenariat signé en 2009 a permis aux entreprises chinoises de s'intégrer aux privatisations locales et d'accéder aux marchés européens via divers accords de libre-échange, renforçant ainsi la présence chinoise dans des projets d'envergure. Cependant, ces investissements ne sont pas sans risques, soulevant notamment de sérieuses préoccupations environnementales. L'implication de la Chine est également technologique, notamment avec Huawei qui a installé des réseaux 5G en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, ainsi que des caméras de surveillance en Serbie, compromettant potentiellement la sécurité des données. Ces investissements s'accompagnent également d'une influence culturelle en pleine expansion, avec la création d'Instituts Confucius dans les Balkans, qui cherchent à tisser des liens culturels et diplomatiques plus étroits dans cette région stratégique pour Pékin.

Sous la présidence d'Erdogan, la Turquie a renforcé sa présence et son influence dans les Balkans par des projets économiques, culturels et éducatifs, qui mettent en avant son héritage ottoman en comblant le désintérêt

de l'UE pour cette région stratégique et en intensifiant le commerce bilatéral depuis les années 2000. Ses investissements se concentrent dans les infrastructures, avec des projets phares comme des autoroutes reliant la Serbie à la Bosnie, la construction d'aéroports, et le soutien au secteur textile dans des régions musulmanes comme le Sandjak. Malgré cette dynamique, un déficit commercial persiste pour les pays balkaniques, qui importent plus de la Turquie qu'ils n'exportent. Les relations politiques, en particulier avec la Serbie, sont parfois tendues depuis que la Turquie a reconnu l'indépendance du Kosovo en 2008. Cependant, des accords bilatéraux ont renforcé les échanges, et la Turquie est également devenue un investisseur majeur au Kosovo. La Turquie exerce aussi une influence culturelle importante, exerçant un *soft power*.

Nuhanović offre ainsi une vision nuancée des Balkans, montrant combien leur positionnement géopolitique et les différents réseaux d'influence font de cette région un pivot dont l'avenir dépend d'un équilibre entre intégration euro-atlantique et souveraineté nationale.

I. G.

#### L'ARRIVÉE DE TRUMP À LA MAISON BLANCHE, UNE BONNE NOUVELLE DANS LES BALKANS ?

Jean-Arnault Dérens, « [Éditorial : Donald Trump, Les Européens et le test des Balkans](#) », *Le Courrier des Balkans*, 2024.

« [Političari S Balkana očekuju Trumpovu podršku](#) », *Al Jazeera Balkans*, 6 novembre 2024.

Alexander Rothert, « [Harris ili Trump: Sta njihov izbor znači Za Zapadni Balkan?](#) », *dw.com*, 28 septembre 2024.

Les réactions des pays des Balkans au possible retour de Donald Trump au pouvoir reflètent des intérêts divergents et des alliances variées. La région continue d'attirer les convoitises, et Donald Trump n'aura pas de mal à trouver des alliés européens, à commencer par Viktor Orbán ou Giorgia Meloni. Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, prévoit notamment d'investir en Albanie et en Serbie, tandis que Richard Grenell, ancien directeur du renseignement national sous Trump, entretient ses réseaux dans la région. Les Balkans seront, une fois de plus, un test pour l'Europe et ses réseaux d'influence.

En Serbie, le président Aleksandar Vučić considère Trump comme un allié stratégique, en raison du soutien explicite de la précédente administration américaine aux intérêts serbes, notamment sur la question du Kosovo. Vučić a d'ailleurs affirmé qu'il appellerait Trump en cas de victoire et a exprimé l'espoir que les relations entre la Serbie

et les États-Unis « s'amélioreront encore dans tous les domaines » sous une nouvelle administration Trump. Le Premier ministre populiste slovaque, Robert Fico, a également adressé de chaleureuses félicitations à Donald Trump via X (anciennement Twitter). Au Monténégro, le président Jakov Milatović et les partis pro-serbes, tels que NOVA, ont salué l'éventualité d'une coopération renforcée avec les États-Unis sous Trump. Ils voient dans cette possible élection un « signal » pour accélérer leurs réformes économiques libérales. En Albanie, le Premier ministre Edi Rama a lui aussi exprimé son enthousiasme pour un partenariat renforcé avec Washington, qu'il considère comme essentiel à la stabilité régionale.

En revanche, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo affichent davantage de retenue. En Bosnie, le leader séparatiste serbe Milorad Dodik, président de la Republika Srpska, a soutenu Trump publiquement durant sa campagne. Il a déclaré qu'une victoire de Trump représenterait une « meilleure situation géopolitique pour la Republika Srpska » et a regretté de ne pas avoir proclamé l'indépendance de l'entité serbe durant la présidence Trump entre 2016 et 2020. Dodik et ses alliés, ciblés par des sanctions américaines sous l'administration Biden pour avoir sapé l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, espèrent relancer leurs ambitions séparatistes sous une éventuelle présidence Trump.

La présidente du Kosovo, Vjosa Osmani, a quant à elle minimisé les impacts négatifs d'une victoire de Trump, déclarant qu'elle ne percevait pas cette possibilité comme une menace pour son pays. Toutefois, le Kosovo pourrait être particulièrement vulnérable sous une administration Trump. En effet, au printemps 2021, un document informel controversé, vraisemblablement issu du cabinet de Janez Janša, alors Premier ministre slovène et fervent admirateur de Trump, avait circulé discrètement. L'objectif ? Redessiner les frontières dans les Balkans : diviser le Kosovo entre l'Albanie et la Serbie et morceler la Bosnie-Herzégovine, en attribuant une partie à la Croatie et une autre à la Serbie. Ce plan aurait laissé aux Bosniaques une enclave réduite et reflète les idées de figures devenues bien plus influentes au sein de l'Union européenne qu'il y a quelques années.

Ces positions, mêlant espoirs et craintes, illustrent les tensions latentes dans les Balkans. La possible réélection de Donald Trump pourrait raviver les rivalités ethniques et poser un défi majeur à la stabilité géopolitique de la région.

I. G.

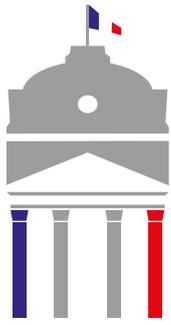
## À VENIR

**6 décembre : Séminaire Asie-AAMO « [La stratégie numérique australienne en Océanie : enjeux de développement ou de sécurité ?](#) », avec Sophie Hamel, École militaire, Salle 124 (Bât. 33), 10h30-12h.**



Depuis l'interdiction d'utiliser des équipementiers chinois sur les réseaux 5G australiens en 2018, le gouvernement a durci sa position face aux technologies chinoises, tant sur son territoire qu'au sein de sa sphère d'influence immédiate : les États insulaires du Pacifique (EIP). Ces derniers ont vu un intérêt croissant de la part de la Chine, devenue un partenaire clé pour le développement et la sécurité, tandis que Huawei et ZTE se sont implantées dans le secteur des télécommunications océanien. Face à cette concurrence stratégique, l'Australie a mis en place des politiques d'aide au développement ciblant les enjeux numériques des EIP. Bien que ces initiatives soient présentées comme servant les intérêts des États océaniques, elles poursuivent également des objectifs stratégiques et sécuritaires. Ces stratégies s'inscrivent dans une compétition géopolitique plus vaste entre la Chine et les États-Unis et leurs alliés dans la région Indo-Pacifique. C'est pourquoi l'Australie coopère aussi étroitement avec les États-Unis, le Japon et la Nouvelle-Zélande pour renforcer sa position dans le cyberspace du Pacifique Sud, devenu un terrain d'affrontement géopolitique.

Sophie Hamel est en 3<sup>e</sup> année de doctorat de géographie à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8). Elle est également chercheuse associée au centre de recherche GEODE, Géopolitique de la Datasphère. Elle a effectué des terrains de recherche dans plusieurs États du Pacifique dans le cadre de ses recherches, dont l'Australie, les Fidji, la Nouvelle-Zélande, les Tonga et le Vanuatu.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Décembre 2024

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM

Événements

IRSEM-Europe

Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

Espace transatlantique, Balkans

[À VENIR \(p. 16\)](#)



*Bonne  
année!*



En 2025, suivez l'actualité de la recherche stratégique



[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)



École militaire  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM  
décembre 2024

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



**Les Champs de Mars, n° 38, « [Varia](#) », Les Presses de Sciences Po, 132 p.**

Le numéro 38 des *Champs de Mars* est un numéro « *Varia* » s'articulant autour de quatre contributions qui reflètent pleinement la pluridisciplinarité prônée par la revue. Le premier article, rédigé par Hadrien Clouet, s'appuie sur des travaux de sociologie militaire, nourris de méthodes de sociologie du travail, qui ont été conduits par l'auteur à travers une enquête de terrain auprès de militaires de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et de systèmes d'information (DIRISI). L'auteur y démontre l'absence d'homogénéité au sein de cette institution militaire, les facteurs déterminants en matière de cohésion étant essentiellement ceux liés à l'arme ou l'armée de laquelle les agents sont issus. Le deuxième article proposé par Josselin Droff, Jade Guiberteau-Ricard et Julien Malizard s'inscrit dans un travail d'ordre méthodologique qui consiste à décoder les choix méthodologiques opérés pour constituer les bases de données relatives aux exportations d'armement, auxquels les politistes, et surtout les économistes, se rapportent régulièrement. À partir de deux cas d'étude, l'analyse met ainsi en exergue les écarts sur les résultats qui sont induits par ces choix méthodologiques différents. Dans la troisième contribution, Nicolas Amadio et Thomas Meszaros analysent les notions de crises et de conflits, dans leurs logiques et leur articulation, en puisant aussi bien dans les travaux issus de la sociologie que des relations internationales. S'inscrivant dans le champ de la pensée stratégique, le quatrième et dernier article revisite les travaux de Raymond Aron. Son auteur, Simon Roche, se focalise plus particulièrement sur le renouvellement de la pensée d'Aron datant des années 1960, conçue comme une critique radicale de la pensée stratégique américaine. Enfin, le numéro contient un entretien avec le grand penseur américain Francis Fukuyama. Interrogé par Pierre Bourgois, le politologue analyse les évolutions récentes qui caractérisent tant la scène américaine qu'internationale, en mobilisant des variables idéologiques, politiques, sociales et économiques, qu'il combine pour mettre en perspective sa fameuse thèse de « la fin de l'histoire ».

## ÉVÉNEMENTS

**2-6 décembre : Paris Defence Young Leaders Program (3<sup>e</sup> édition).**



La troisième édition du programme *Paris Defence Young Leaders*, conçu et mis en œuvre par l'IRSEM depuis 2022, a eu lieu du 2 au 6 décembre 2024. Après une première édition consacrée à l'Europe et une seconde à l'Asie-Pacifique, l'IRSEM a centré à nouveau son programme sur l'Europe, dans la perspective cette fois des perceptions européennes concernant les questions sécuritaires prises de manière globale. L'IRSEM a ainsi reçu douze *Paris Defence Young Leaders* (six femmes et six hommes) aux trajectoires riches et internationalisées, dont une majorité (9 sur 12) suit une carrière académique, deux sont membres de think tanks, et le dernier est chercheur indépendant et journaliste, qui travaillent sur des thématiques (géopolitique, technologie, maintien de la paix – SSR, défense et société, radicalisation etc.) et des régions du monde (Europe, Moyen-Orient, Afrique, Asie) toutes différentes.

Le programme s'est articulé, à la fois, autour de visites institutionnelles et de moments d'échanges et de débats. La matinée du 2 décembre fut consacrée à l'accueil par l'IRSEM de la promotion des *Paris Defence Young Leaders 2024* : Dr Raluca Csernaton, Dr Bleddyn Bowen, Mme Tyne Karjalainen, M. Adam Koi, Dr Bohdana Kurylo, Dr Tobias Liebetrau, Mme Danielle Piatkiewicz, M. Juraj Majcin, Dr Daniela Pisiu, M. Aren Vanyan, Pr Dr Nina Wilén, Dr Kamil Zwolski.

Après une présentation de l'IRSEM par son directeur, Pr [Martial Foucault](#), et celle des objectifs du programme et de l'organisation de la semaine par [Wendy Ramadan-Alban](#), les directeurs de domaine de l'IRSEM ont présenté à tour de rôle le périmètre et les équipes de leurs domaines.

Après une courte présentation de chacun des *Paris Defence Young Leaders*, la discussion est devenue plus

informelle, pour aborder en particulier les liens qu'entretiennent les champs académique, d'expertise et politique dans les contextes nationaux européens respectifs ainsi que la difficulté à naviguer parfois entre ces champs. L'après-midi a été consacré à une présentation par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) de la politique de sécurité et de défense française et à un temps d'échange avec les représentants de la DGRIS.

La journée du mardi 3 décembre a été consacrée aux tables rondes auxquelles les Young Leaders ont pris part en tant qu'intervenants.



La première table ronde, modérée par Éric Sangar, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Lille, et membre associé au Centre Marc Bloch basé à Berlin, s'est centrée sur le thème de la « Sécuritisation du monde ». À cette occasion, Dr Bohdana Kurylo, Dr Daniela PISOIU, M. Aren Vanyan et Pr Dr Nina Wilén y ont échangé leurs points de vue sur les enjeux et dynamiques de la sécuritisation. Ils ont exposé leur interprétation du concept à partir de leurs propres expertises, et ont exploré les facteurs explicatifs du processus de sécuritisation. Enfin, ils ont débattu de l'impact de la sécuritisation sur les systèmes politiques et les sociétés.



La deuxième table ronde intitulée « Gouvernance en crise » a été modérée par Dr [Élie Baranets](#), chercheur sécurité internationale à l'IRSEM. Dr Bleddyn Bowen, Mme Tyyne Karjalainen et Dr Kamil Zwolski ont dressé un premier état des lieux des questions de gouvernance à partir de leurs agendas de recherche respectifs. Ils ont également échangé sur la nécessité ou non de créer de nouveaux instruments de gouvernance, ainsi que sur les conditions de création de normes dans le cadre de l'Union européenne et au niveau onusien. Enfin, ils ont discuté de l'impact de la compétition de puissance sur la gouvernance avant d'évoquer le système de sécurité de l'UE.



La dernière table ronde de la journée a abordé le thème de la « Polarisation du monde ». Modérée par Pr Martial Foucault, directeur de l'IRSEM et professeur à Sciences Po, la séquence a rassemblé M. Adam Koi, M. Juraj Majcin et Mme Danielle Piatkiewicz. Ces derniers ont échangé leurs points de vue sur la polarisation du monde et ses conséquences sur les sociétés et les politiques étrangères et intérieure. Ils se sont également interrogés sur les différents acteurs de cette polarisation et sur la capacité des démocraties à y faire face, ainsi que sur les liens entre polarisation et compétition de puissances. Enfin, ils se sont interrogés sur l'impact de la polarisation des sociétés sur la politique de sécurité et de défense de l'UE.



Le mercredi 4 décembre, les *Paris Defence Young Leaders*, accompagnés de Dr [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Europe, Espace transatlantique, Russie » à l'IRSEM, ont été reçus le matin au Quai d'Orsay, en Chambre du roi, par Mme Philippine Bentégeat, adjointe à la sous-directrice des Affaires stratégiques du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et des experts du ministère.

Les discussions ont porté en particulier sur les positions et priorités françaises en matière de politique étrangère et de sécurité. En l'espace de deux heures, les participants ont ainsi pu échanger sur la structure du MEAE, la relation UE-OTAN, la situation en Ukraine, le concept de sécurité économique, le rôle de la France en Afrique et au Moyen-Orient, et d'autres sujets d'actualité.



Jeudi 5 décembre a été l'opportunité pour la promotion 2024 des *Paris Defence Young Leaders* de découvrir l'univers d'ArianeGroup sur le site des Mureaux, où ils ont été accueillis par l'amiral Charles-Henri Du Ché, conseiller militaire du PDG d'ArianeGroup. Celui-ci a présenté l'historique d'ArianeGroup dans la politique d'autonomie stratégique française, ainsi que son rôle dans les enjeux de dissuasion et de défense nationale. Les *Paris Defence Young Leaders* ont ensuite visité la chaîne d'assemblage de l'étage principal de la fusée Ariane 6, qui leur a permis de mieux appréhender les défis industriels, technologiques et stratégiques auxquels la France est confrontée dans le domaine spatial.

Enfin, la semaine s'est achevée vendredi matin avec le traditionnel cocktail de clôture. À l'occasion de son discours, [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, a rappelé l'importance de renforcer la coopération scientifique avec les partenaires européens sur les enjeux de défense et de sécurité afin de construire ensemble un monde plus réflexif et plus intelligible.

**Wendy RAMADAN-ALBAN**



Le mercredi 4 après-midi, Dr Raluca Csernatonu et Dr Tobias Liebetrau de la promotion 2024 des *Paris Defence Young Leaders* ont participé à l'événement de lancement du domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM, organisé par Dr [Océane Zubeldia](#), directrice du domaine. Ils ont débattu des enjeux et des défis technologiques auxquels l'Europe est confrontée, ainsi que de la compétition technologique dans les zones de conflictualité. Dr Raluca Csernatonu a axé sa présentation sur le cas des technologies émergentes, complétée par celle de Dr Tobias sur les spécificités des technologies en milieu sous-marin. Outre l'équipe du domaine AED – le capitaine [Yves Auffret](#), Dr [Marine de Guglielmo Weber](#), Dr [Clotilde Bômout](#) et Dr Hideo Tomikawa, chercheur invité du National Institute for Defense Studies de Tokyo, l'événement a réuni deux chercheurs associés à l'IRSEM, Jordan Becker et Dr Alix Roellinger, ainsi que Eva Szego, doctorante à l'ENSTA Paris – Institut polytechnique de Paris.

**4 décembre : Rencontre avec deux chercheurs yéménites, Mustafa Al Jabzi et Ibrahim Jalal Fakirah.**

La rencontre a réuni deux chercheurs yéménites invités en France, Mustafa Al Jabzi et Ibrahim Jalal Fakirah, et deux chercheurs de l'IRSEM, Fatiha Dazi-Héni et Alexandre Lauret, dans le but de discuter de la situation économique, politique et sécuritaire du Yémen.

Plusieurs points intéressants sont ressortis de cette discussion :

D'une part, le regain de popularité des Houthis dû à leurs attaques en mer Rouge contre les navires liés à Israël, en représailles au refus israélien d'accepter un cessez-le-feu à Gaza, a été de courte durée. Excédés par une décennie de guerre, les Yéménites manifestent à nouveau leur fort mécontentement en raison de la disparition des services publics, des mauvaises conditions de vie et de l'arrogance des Houthis rendus responsables de la menace internationale qui pèse sur le territoire yéménite.

D'autre part, les chercheurs ont aussi largement évoqué le jeu trouble du sultanat d'Oman, qui utilise son rôle de médiateur entre les Houthis, l'Arabie saoudite et le gouvernement yéménite comme un levier, pour s'assurer de la préservation de ses intérêts à sa frontière avec la province d'Al-Mahra qui fait l'objet des convoitises saoudienne et émiratie, en tant que débouché sur la mer d'Arabie.

Enfin, le rapprochement des Houthis avec la Russie a été évoqué. Si aucun transfert d'armement russe vers les Houthis n'est avéré, en revanche ces derniers ont procédé à une transaction consistant à recruter des hommes dans la ville de Taiz afin de fournir des renforts à la Russie dans sa guerre en Ukraine.

Le dernier point abordé avait pour objectif de transmettre un message à la communauté européenne et de l'alerter sur l'urgence d'aider la société civile yéménite à se reconstruire afin de parvenir à changer les rapports de force politiques au Yémen et d'affaiblir les Houthis. Pour aider les Yéménites à reconstruire l'État, il ne faut donc pas seulement se limiter à intervenir pour rétablir la sécurité en mer Rouge.

**Fatiha DAZI-HÉNI**

**6 décembre : Séminaire Asie « La stratégie numérique australienne en Océanie : enjeux de développement ou de sécurité ? », avec Sophie Hamel.**



L'intervention de Sophie Hamel s'est concentrée sur l'aide au développement numérique de l'Australie en Océanie, montrant bien que Canberra utilisait cet outil à des fins sécuritaires. Dans une première partie, elle a exposé les facteurs de la sécuritisation du numérique, au premier rang desquels figure la présence chinoise dans la région et dans le domaine. Elle a expliqué que la perception et l'approche australienne des États insulaires océaniques, qu'elle qualifie de messianique, les décrit à la fois comme une menace, une opportunité et une source de responsabilité. Dans un second point, elle a exposé les stratégies mises en œuvre par l'Australie en matière de numérique pour contrer celles de la Chine. Ses plans de développement concernent aussi bien les câbles sous-marins que les équipements technologiques privés. Dans les deux domaines, l'Australie tend, le plus souvent en partenariat avec les États-Unis ou le Japon, à monopoliser les marchés par l'intermédiaire, par exemple, d'appels d'offres adaptés aux entreprises non chinoises ou d'incitations, auprès d'entreprises privées comme Google, à venir équiper ces territoires. Enfin, Sophie Hamel a présenté dans une dernière partie les résistances à cette aide au développement numérique australienne : elles se situent principalement dans ces États insulaires océaniques qui de fait sont souverains et qui demandent à avoir des options, mais aussi dans les ambiguïtés de la politique australienne à l'égard de la Chine.

**Carine PINA**

**10 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.**

Emma Cazeaux, doctorante en droit international au Centre de droit international de Nanterre (CEDIN), a ouvert la séance avec une présentation captivante sur le thème de la « Responsabilité étatique et commerce des armes ». Juriste de formation, la doctorante a posé les bases d'un débat essentiel en définissant les termes clés de son sujet afin d'assurer une meilleure compréhension au sein de l'audience interdisciplinaire.

Sa présentation a mis en lumière deux problématiques principales : Dans quelle mesure les activités de commerce des armes peuvent-elles engager la responsabilité de l'État ? Quels sont les obstacles à l'engagement de la responsabilité de l'État ?

La doctorante a souligné que le cadre juridique international encadrant le commerce des armes reste lacunaire. Bien que des textes existent, ceux-ci manquent de clarté et d'efficacité, notamment en raison d'obligations peu contraignantes, de mécanismes de contrôle absents et de zones grises non traitées par le droit international. En conclusion, elle a insisté pour une clarification des règles de compétence des États afin de permettre une responsabilisation de ces derniers dans le commerce des armes. Ses recherches ont fait l'objet de discussions enrichissantes à la fois avec les deux intervenantes, Anaïs Schill, juriste auprès de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), Caroline Brandao, responsable du pôle Droit international humanitaire à la Croix-Rouge française, mais également avec les doctorants.

La seconde partie du séminaire a été animée par Cécile Fauconnet, docteure en économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et ancienne chercheuse en économie de défense de l'IRSEM, devenue *Chief Technical Officer* (CTO) chez [GraphMyTech](#), une start-up issue de travaux de recherche qu'elle a menés à l'ENSTA Paris. C'est dans le cadre de cette dernière fonction qu'elle est venue présenter les outils développés par GraphMyTech, qui s'appuient sur l'analyse de bases de connaissances à partir de bases de données de brevets et sur des outils d'intelligence artificielle. La simulation en direct a suscité un grand intérêt parmi l'auditoire ; les jeunes chercheurs qui y ont vu un moyen d'enrichir leurs approches méthodologiques et de gagner en efficacité dans leurs travaux. Cette rencontre leur a également permis de découvrir d'autres possibilités de carrière après la thèse et de valorisation des travaux de recherche.

**Priyanga THIVENDRARAJAH**

**20 décembre : Conférence-débat « La ruée vers l'espace », avec Xavier Pasco.**



La conférence, qui a réuni un large public, a permis d'évoquer toutes les facettes du livre de Xavier Pasco, *La ruée vers l'espace* (Tallandier, 2024) et d'analyser les dynamiques en cours dans le domaine spatial. En effet, l'écosystème spatial européen semble être pris par surprise depuis quelques années par des évolutions sans précédent (hausse du nombre des acteurs publics et privés, militarisation croissante et tendance à la bipolarité spatiale). Or ces phénomènes sont en gestation depuis une trentaine d'années sous l'impulsion des administrations américaines successives. Le New Space cristallise ces évolutions et essaime de par le monde en s'adaptant aux particularités locales. Une « nouvelle scène spatiale » internationale se dessine. L'Europe y cherche encore sa place quand les États-Unis et la Chine s'inscrivent dans une logique de compétition durable. Enfin, lors de la conférence, de nombreuses questions ont ouvert la discussion notamment sur les développements spatiaux dans certains pays d'Afrique et les conséquences durables de la militarisation croissante du milieu.

**Béatrice HAINAUT**

## IRSEM-EUROPE

### 2 décembre : Accueil de femmes haut gradées de l'OTAN dans le cadre du programme EOGS.



Le lundi 2 décembre, l'IRSEM-Europe a eu l'honneur d'accueillir 18 femmes haut gradées de l'OTAN dans le cadre de l'événement « European Orientation on Global Security », organisé dans le cadre de leur voyage d'études à Paris, Toulon et Bruxelles. Cet événement a permis d'aborder des enjeux stratégiques majeurs, notamment les préparatifs de l'UE et de l'OTAN face au retour de Donald Trump au pouvoir, la coopération entre l'UE et l'OTAN, ainsi que la redéfinition des priorités stratégiques de l'Union européenne. Le débat, animé par Dr [Philippe Perchoc](#), a été enrichi par les interventions de Dr [Elena Lazarou](#), analyste politique au Service de recherches du Parlement européen, et de [Maria Martisiute](#), analyste politique en défense, sécurité et analyse stratégique au European Policy Centre.

### 4 décembre : Visite des étudiants en Master Affaires européennes de la Sorbonne.



Le 4 décembre, l'IRSEM-Europe a accueilli les étudiants du Master Affaires européennes de la Sorbonne. Lors de cette visite, ils ont découvert nos locaux et approfondi leur compréhension de notre mission grâce à une présen-

tation détaillée de nos activités. La rencontre s'est conclue par des échanges enrichissants sur l'écosystème des think tanks et les défis d'une carrière européenne.

### 4 décembre : Brown Bag Seminar avec Thibaud Harrois sur l'avenir de la coopération UK/EU dans le domaine de la défense.



Le 4 décembre, l'IRSEM-Europe a organisé un événement intitulé : « Rebuilding Trust: The Evolving UK-EU Defence Cooperation Post-Ukraine War ». À cette occasion, nous avons eu le privilège d'accueillir Dr [Thibaud Harrois](#), maître de conférences à l'Université Sorbonne Nouvelle, qui a présenté ses travaux sur les évolutions stratégiques du Royaume-Uni après le Brexit. L'intervention, qui a réuni une vingtaine de participants, a mis en lumière les récentes réorientations stratégiques du Royaume-Uni, le rôle du pays dans la sécurité européenne et les perspectives d'une coopération renforcée avec l'UE.

### 10 décembre : Visite des étudiants en Master Paix, action humanitaire et développement de Sciences Po Lille.



Le 10 décembre, nous avons eu le plaisir d'accueillir une trentaine d'étudiants du Master Paix, action humanitaire et développement de Sciences Po Lille. Au programme :

présentation des activités de l'IRSEM-Europe, discussions sur le rôle stratégique de la recherche dans les politiques de défense, et immersion dans le fonctionnement des institutions européennes à travers l'approche du « Triple Nexus », qui combine consolidation de la paix, action humanitaire et développement.

**12 décembre : Visite des étudiants en Master de l'Université de Nantes.**



Le jeudi 12 décembre, l'IRSEM-Europe a eu le plaisir d'accueillir les étudiants en Master 2 Études européennes et internationales de l'Université de Nantes. Ce fut une belle opportunité pour les 18 étudiants présents de découvrir nos activités, notre équipe et d'échanger sur des enjeux clés liés à la défense et à la sécurité européenne.

**16 décembre : Séminaire sur la situation politique en Géorgie organisé par ECFR.**

Le 16 décembre, ECFR a organisé, dans les locaux de l'IRSEM-Europe, un événement intitulé « Crisis in Georgia: How the EU can support its democratic resistance and preserve its European future ». Cet événement a rassemblé autour de la table les intervenants suivants : Dr [Marie Dumoulin](#), directrice du Programme Wider Europe de l'ECFR ; Dr [Thorniké Gordadzé](#), professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Dr [Hans Gutbrod](#), professeur à l'Université d'État d'Illia ; [Giorgi Kandelaki](#), Fellow au Soviet Past Research Laboratory (SovLab) ; et [Tefta Kelmendi](#), directrice adjointe du Programme Wider Europe de l'ECFR, en tant que modératrice. Ce fut l'occasion pour les participants d'examiner les développements sur le terrain et de réfléchir aux actions stratégiques que l'Union européenne pourrait entreprendre pour prévenir une escalade supplémentaire de la violence et éviter que la Géorgie ne glisse davantage vers un régime autoritaire.

**17 décembre : Brown Bag Seminar sur l'influence de l'Inde en Afrique de l'Est et dans l'océan Indien avec MéliSSa Levallant, Sonia Le Gouriellec et Swasti Rao.**



Le 17 décembre, l'IRSEM-Europe a organisé un événement dédié à l'influence de l'Inde en Afrique de l'Est. Nous avons eu le plaisir d'accueillir Dr [Sonia Le Gouriellec](#), maîtresse de conférences à l'Université catholique de Lille, Dr [MéliSSa Levallant](#), chercheuse associée au European Council on Foreign Relations, et Dr [Swasti Rao](#), consultante éditoriale et chercheuse non résidente à Eastern Circles, intervenant depuis l'Inde. Cette rencontre a exploré les partenariats stratégiques de l'Inde en Afrique de l'Est, perçus comme une alternative à l'influence chinoise, incarnée par la politique des Nouvelles routes de la soie. L'événement a également mis en lumière les perspectives de coopération entre l'Inde, la France et, plus largement, l'UE dans l'océan Indien.

**18 décembre : Journée sur le financement des think tanks.**



Mercredi 18 septembre, l'IRSEM-Europe a organisé son 38<sup>e</sup> et dernier événement de 2024, consacré à un enjeu majeur : le financement des think tanks. Une dizaine de think tanks étaient présents, notamment l'IFRI, l'IRIS, l'IGG, la FMES, l'Institut Jacques Delors, la Fondation Robert Schuman, Eastern Circles, ECFR, l'IEGA et l'Institut Choiseul. La matinée a débuté par une première table

ronde réunissant Dr [Yannick Quéau](#), directeur du GRIP, et [Frédéric Daudon](#), Grants Acquisition and Development Manager à SIPRI, sur les modèles économiques des think tanks en Europe. Une deuxième table ronde a mis en lumière les opportunités offertes par les Actions Marie Skłodowska-Curie de l'UE, avec les interventions de Claire Morel, cheffe d'unité à la DG EAC.C.2 de la Commission européenne, et [Eugénia Shadlova](#), Point de contact national pour [Horizon Europe](#) au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Au déjeuner, nous avons eu le plaisir d'être accompagnés par [Cédric Daumas](#), chargé de mission à Île-de-France Europe. L'après-midi a été enrichie par des présentations sur le programme Horizon Europe, avec Dr [Sylvie Gangloff](#) pour le [Cluster 2](#) : Culture, créativité et société inclusive, et [Frédéric Perlant](#) pour le [Cluster 3](#) : Sécurité civile pour la société. Pour clôturer cette journée, Dr [Barbora Maronkova](#) a exposé les opportunités de [financement](#) de la division de la diplomatie publique de l'OTAN.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Maxime AUDINET

- Co-organisation du colloque ACADEM/IRSEM/CICDE sur les « stratégies hybrides » et modération d'un panel consacré à l'opérationnalisation des stratégies hybrides, École militaire, 4 décembre 2024.
- Intervention consacrée aux mutations de l'influence informationnelle de la Russie lors d'une table ronde du festival OSINT organisé à la Gaieté lyrique, 6 décembre 2024.
- Intervention sur les mutations de l'écosystème d'influence russe depuis 2022, colloque en ligne « La politisation des enjeux de défense et d'orientation stratégique », Réseau d'analyse stratégique (RAS)/CCEAE/Université de Montréal, 10 décembre 2024.
- Présentation de mes recherches sur l'influence russe à l'École de guerre, 12 décembre 2024.
- Présentation : « ['Down with Neocolonialism!' The resurgence of a strategic narrative in wartime Russia](#) », EDMO Belux Lunch Lecture, Université Catholique de Louvain, 16 décembre 2024.



### CNE Yves AUFFRET

- Participation à deux tables rondes : « Which definition could you give to technology and the associated challenges from a European perspective? » et « Technological conquest in areas of conflict », lors de l'événement annuel AED, dans le cadre de la troisième édition du Paris Defence Young Leaders Program de l'IRSEM, 4 décembre 2024.
- Présentation des travaux en cours sur la future étude IRSEM consacrée aux wargames dans la formation de l'officier, lors de la session de l'événement mensuel sur les wargames organisée par le CICDE, École militaire, 17 décembre 2024.



**Élie BARANETS**

- Modération de la table ronde « International Governance in Crisis », Young Leaders, École militaire, 3 décembre 2024.
- Participation à la table ronde virtuelle « Transatlantic Challenges and Opportunities in 2025 » organisée par le Center for European Policy Analysis, 4 décembre 2024.
- Présentation de méthodologie de la recherche pour des étudiants en Master de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Grenoble, 5 décembre 2024.
- Modération de l'atelier « Les relations transatlantiques à l'aune du résultat des élections américaines », Club Phoenix, Paris, 19 décembre 2024.



**David CADIER**

- Publication : « [The end of dissonance? France and central Europe's newly converging strategic outlooks](#) », *International Politics*, décembre 2024, online first.
- Participation au forum stratégique franco-britannique sur la sécurité européenne organisé par la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Royal College of Defense Studies (RCDS), Londres, 3-6 décembre 2024.
- Intervention : « The Domestic Factors Shaping European policies towards the War in Ukraine », conférence « The European Security Order During and Beyond the War in Ukraine » organisée par l'American Academy of Arts and Science, Belgrade, 8-10 décembre 2024.
- Intervention : Session Four « What is the Russian Conventional Threat to European Security and Are we Ready? », séminaire « Transatlantic Dialogue on Russia » organisé par le Centre for a New American Security (CNAS) et le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), Washington, 11-13 décembre 2024.



**Paul CHARON**

- Media : « [La russianisation des opérations d'influence chinoises](#) », Xerfi Canal, 1<sup>er</sup> décembre 2024.
- Conférence : « La Fabrique visuelle du déclin occidental : l'usage de l'image

dans la propagande chinoise », table ronde « Documenter les manœuvres hybrides - étude de cas » dans le cadre du colloque « Stratégies Hybrides et zones grises : les nouveaux espaces conflictuels », ACADEM, Ecole militaire, 4 décembre 2024.

- Participation à la table ronde « Guerres invisibles : décrypter et contrer les stratégies d'influence hostiles », dans le cadre du colloque organisé par le comité Influence de l'École de guerre, Ecole militaire, 12 décembre 2024.
- Conférence : « Les opérations chinoises d'influence : concepts, acteurs, actions », dans le cadre du séminaire « Chine : les formes de l'influence » organisé par l'Académie du renseignement, École militaire, 21 décembre 2024.



**Olivier CHATAIN (associé)**

- Participation au panel « Notre Société en réseau : les câbles sous-marins, concrétisation du village planétaire », European Cyber Week, Rennes, 20 novembre 2024.



**Fatiha DAZI-HÉNI**

- Intervention à la table ronde « Where have all the Peace deals gone? », Doha Forum 2024 « The Innovation Imperative », Qatar, 7 décembre 2024.
- Intervention à la table ronde « Accountability and the Axis of Resistance », Doha Forum 2024 « The Innovation Imperative », Qatar, 8 décembre 2024.
- Jury de soutenance de master 2 RI d'Inès Elias : « Dans les veines de la diplomatie d'influence macronienne : Tutoyons la francophonie en IQAS », avec Anne-Claire Bonneville et Julien Sibilleau, INALCO, 10 décembre 2024.



**Julia GRIGNON**

- Médias : « [Comment les conflits déstabilisent l'ordre juridique international](#) », propos recueillis par Amaury Coutansais-Pervinquière, *Le Figaro*, 1<sup>er</sup> décembre 2024.
- Conférence : « [Ukraine-Gaza, regards croisés](#) », MSF-CRASH / Alternatives humanitaires, 3 décembre 2024.

- Médias : « [Les règles de la guerre](#) », *Histoire vivante*, Radio Télévision Suisse, 6 décembre 2024.
- Table ronde : Roundtable of IHL Academics in Europe, International Committee of the Red Cross, 9 décembre 2024.
- Conférence : « Ukraine-Gaza, regards croisés », [Journée des droits humains](#), Ville de Lyon, 14 décembre 2024.
- Allocution d'ouverture à l'occasion des [75 ans des Conventions de Genève](#), Ambassade de Suisse à Paris, 16 décembre 2024.
- Médias : « [Gaza : l'aide humanitaire au compte-gouttes](#) », *Cultures Monde*, France culture, 20 décembre 2024.



**Marine de GUGLIELMO WEBER**

- Médias : « [Géo-ingénierie et manipulation du climat](#) », *The Big Shift Podcast*, 11 décembre 2024.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Atelier de travail des auteurs en vue de la publication d'un ouvrage portant sur la « Responsibility in Space », Academy of International Affairs, Bonn, Allemagne, 9-11 décembre 2024.
- Conférence-débat avec M. Xavier Pasco autour de son ouvrage *La ruée vers l'espace*, École militaire, 20 décembre 2024.



**Alexandre LAURET**

- Atelier fermé : « Retour sur le "sentiment anti-occidental/anti-français" en Afrique », avec le colonel Peer de Jong, IRSEM, 12 décembre 2024.



**Céline MARANGÉ**

- Intervention lors du colloque des communicants de défense organisé par la DICOD, table ronde « Communiquer à l'heure de la désinformation », École militaire, 3 décembre 2024.

- Intervention lors du colloque « How to deter and defeat Russia to safeguard Europe », organisé par Chatham House à Londres, table ronde « Defense and security », Londres, 10 décembre 2024.
- Séminaire fermé sur la situation humanitaire en Ukraine avec deux représentantes de East SOS à la suite d'une mission de terrain dans les régions de Donetsk et de Kharkiv, 11 décembre 2024.
- Conférence : « Culture stratégique » au CPCO, 19 décembre 2024.



**Pascal MARTIN (associé)**

- Publication : « [Les services de renseignement comme acteurs de la coercition cyber à des fins géopolitiques](#) », *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 15 décembre 2024.
- Publication : « [Le renouveau des "mesures actives" soviétiques avec le numérique et la "russianisation" des opérations de manipulation de l'information](#) » *Les Notes du CRGN*, n° 109, décembre 2024.



**Mathieu MÉRINO**

- Animation d'un atelier portant sur le « sentiment anti-occidental/anti-français en Afrique » avec le docteur en science politique et colonel Peer de Jong (Troupes de marine). Cette atelier a permis de questionner la réalité du sentiment anti-français en Afrique, notamment dans l'espace francophone, au regard de la riche expérience de terrain de l'intervenant, IRSEM, 12 décembre 2024.
- Intervenant au cycle de réflexions prospective sur l'Afrique de l'Ouest à l'Agence française de développement (AFD). Cette journée d'étude était consacrée aux questions « climat et adaptation ». L'intervention a porté plus particulièrement sur le cas tchadien, AFD, 16 décembre 2024.



**Florian OPILLARD**

- Participation au colloque « [Mobilisation citoyenne face aux risques majeurs](#) » du Crisis Lab à Sciences Po Paris, 4-5 décembre 2025.



**Carine PINA**

- Organisation du Séminaire Asie « La stratégie numérique australienne en Océanie : enjeux de développement ou de sécurité ? », avec Sophie Hamel, École militaire, 6 décembre 2024.



**Maud QUESSARD**

- Intervention à la table ronde « La politisation en période électorale : un enjeu de défense et/ou d'orientation stratégique peut-il devenir l'enjeu majeur d'une élection ? », avec Justin Massie, Delphine Deschaux-Dutard, Laurent Borzillo, colloque « La politisation des enjeux de défense et d'orientation stratégique », organisé depuis Montréal par MINDS et le Centre canadien d'études allemandes et européennes, 9-10 décembre 2024.

- Séries de conférences masterclass OPEXAM sur les dilemmes stratégiques américains, Sorbonne Nouvelle (USN), 12 décembre 2024.

- Jury de thèse de Sarah Louette, « À la conquête de la norme, réseaux de stratégies et stratégie du réseau nationaliste blanc », dirigée par Divina Frau-Meigh et Jim Cohen, avec Arnaud Mercier, Olivier Richomme, Sebastien Mort, Université Sorbonne Nouvelle, 12 décembre 2024.

- Citée par Capucine Licoys, « [Réseaux sociaux : aux États-Unis, l'avenir de TikTok suspendu au bon vouloir de Trump](#) », *La Croix*, 12 décembre 2024.

- Citée par Maëlane Loïc, « [Guerre en Ukraine : la course contre-la-montre des démocrates pour débloquer les dernières aides avant l'arrivée de Trump](#) », *Le Parisien*, 13 décembre 2024.

- Organisation de la table ronde pour OPEXAM, présidée par Élie Baranets, « Les relations transatlantiques à l'aune du résultat des élections américaines », avec Pierre

Bourgeois, Celia Belin, Christelle Calmels, Club Phoenix, Innovation Défense-Lab, 19 décembre 2024.

- Médias : invitée principale de Sophie Malibeu, « [Elon Musk, carte maîtresse du deuxième mandat de Donald Trump ?](#) », *Les dessous de l'Infox*, RFI, 20 décembre 2024.



**Wendy RAMADAN-ALBAN**

- Organisation de la 3<sup>e</sup> édition de Paris Defence Young Leaders Program, Paris, 2-6 décembre 2024.



**Yaodia SENO-DUMARTIN**

- Mention spéciale du prix de thèse interdisciplinaire de la MSH pour la thèse « La Constitution en tant que facteur de conflit armé dans l'État : recherche interdisciplinaire », décembre 2024.

- Article : « La mise à l'épreuve de l'exigence d'impartialité au Conseil constitutionnel : examen des risques de partialité et des mécanismes de garanties », *Revue française de droit constitutionnel (RFDC)*, n° 139, décembre 2024.



**Elyamine SETTOUL**

- Intervention : « Laïcité et radicalisation », Journée nationale de la laïcité, Maison des jeunes La Pax, Mulhouse, 9 décembre 2024.

- Membre du jury de soutenance de thèse d'anthropologie de M. Sophien Horrieu, « Approche anthropologique de pratiques thérapeutiques traditionnelles face à la pandémie de Covid-19 : Enquête de terrain à l'île de La Réunion auprès de 14 fündi originaires de l'archipel des Comores », Université de La Réunion, 17 décembre 2024.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Cadre de comité de l'IHEDN pour la 4e International session for the Indo-Pacific, 2-6 décembre 2024.

- Média : entretien sur la promulgation du décret 147 au Vietnam dans le journal de la Matinale, France Culture, 25 décembre 2024.



**Victor VIOLIER**

- Co-organisation et co-animation la 9<sup>e</sup> séance du séminaire Postdocsem (Sciences Po CERI/CEE) intitulée « Applying for academic jobs abroad » (en anglais), Sciences Po, Paris, 13 décembre 2024.

- Participation à la rencontre de M. Dzianis Melyantsou, chercheur au sein du « Minsk Dialogue », un think tank biélorusse, dans le cadre du programme d'invitation des personnalités d'avenir du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Paris, IRSEM, 19 décembre 2024.



**Joël ZAFFRAN (associé)**

- Publication : « Jeunesse et métiers d'armes : le cas des militaires du rang et des gendarmes », *Céreq Échanges*, n° 25, t. 2, [Après la formation initiale : les vicissitudes du parcours professionnel](#), 25 novembre 2024, p. 67-80.



**Océane ZUBELDIA**

- Organisation et modération de l'événement du domaine « Armement et économie de défense » : « Les défis technologiques en Europe : compétition et espaces de conflictualité », dans le cadre de la troisième édition du Paris Defence Young Leaders Program de l'IRSEM, 11 décembre 2024.

**VEILLE SCIENTIFIQUE**

**ESPACE TRANSATLANTIQUE**

**Podcast : Will Freeman, « [Latin America Reacts to Trump's Election](#) », Council on Foreign Relations, 3 décembre 2024.**

Dans ce podcast animé par James M. Lindsay, Will Freeman, chercheur au Council on Foreign Relations (CFR), dresse un tableau sombre mais réaliste des dynamiques diplomatiques à venir entre les États-Unis et l'Amérique latine sous une administration Trump. Sans surprise, les résultats électoraux n'ont guère étonné les gouvernements de la région, habitués à un style diplomatique plus coercitif dès lors que les Républicains occupent la Maison-Blanche. Le Mexique, en tant que premier partenaire commercial et corridor essentiel pour l'immigration, deviendra à nouveau la pièce maîtresse de cette relation. Cependant, Trump semble ignorer – ou feint d'ignorer – les limites structurelles du Mexique face à ces attentes. Exiger une stricte maîtrise des flux migratoires et une sécurisation des frontières relève de l'utopie lorsqu'on sait que la frontière sud du Mexique avec le Guatemala reste un terrain dominé par des cartels insaisissables. Une question se pose alors : l'administration Trump préférera-t-elle le maintien d'une coopération diplomatique fragile avec le Mexique ou choisira-t-elle l'escalade par des pressions militaires directes à la frontière voire dans le territoire mexicain couplées à une guerre commerciale qui, inévitablement, plongera les deux économies dans une spirale d'instabilité ?

Au-delà du Mexique, Trump tournera son regard vers l'Amérique centrale, où le Guatemala et le Salvador attireront l'attention, mais surtout la Colombie, où l'administration américaine pourrait entrer en conflit avec un président Petro perçu comme trop indulgent face au narcotraffic. Dans ce scénario, Marco Rubio jouera un rôle central, poussé par une vision idéologique alarmiste d'une Amérique latine tombant aux mains de courants gauchistes radicaux, menaçant, selon lui, de favoriser les adversaires géopolitiques des États-Unis, à savoir la Chine et la Russie. Son regard acéré sur le Venezuela laisse présager une approche transactionnelle, mêlant pragmatisme pétrolier et rhétorique de fermeté vis-à-vis du régime Maduro, en dépit des tensions persistantes liées aux fraudes électorales. Dans ce jeu, les politiques migratoires des États-Unis joueront un rôle destructeur : expulsions accrues, économies locales fragilisées par la chute des transferts de devises, et un retour massif de migrants sans perspectives d'emploi, exacerbant la criminalité et alimentant le trafic de drogue. Le paradoxe est frappant.

pant : tandis que les États-Unis risquent de semer le chaos régional par leur politique migratoire, des pays en dehors de l'USMCA comme l'Équateur ou l'Uruguay pourraient en tirer profit grâce à de nouveaux accords commerciaux bipartites, comme le Americas Act. Cependant, malgré les ambitions de Rubio et les discours musclés de l'administration Trump, l'importance stratégique de l'Asie pourrait bien éclipser l'Amérique latine. Finalement, ce durcissement américain laisse planer un risque majeur : loin de renforcer la région, ces politiques risquent de précipiter une déstabilisation généralisée aux conséquences imprévisibles.

**Podcast : Liana Fix et Matthias Matthijs, « [Europe Reacts to Trump's Victory](#) », Council on Foreign Relations, 26 novembre 2024.**

Dans ce nouveau podcast de James M. Lindsay, Liana Fix et Matthias Matthijs, chercheurs au Council on Foreign Relations, dépeignent un tableau incisif de l'ébranlement stratégique provoqué en Europe par l'élection de Donald Trump. Accoutumées à la stabilité relative de la politique américaine, les capitales européennes se retrouvent prises de court face à une administration américaine imprévisible, révélant selon les chercheurs du CFR des failles dans leur vision stratégique.

Selon une perspective américaine, les réactions de l'Union européenne reflètent une incapacité persistante à anticiper les bouleversements majeurs et à formuler des réponses adaptées face à l'imprévisibilité de ses alliés. Ceci a aussi mis en lumière une dépendance structurelle persistante envers Washington, que certaines nations, comme la Pologne et la Hongrie, cherchent à contourner de manières différentes. Varsovie, en renforçant ses liens bilatéraux avec les États-Unis, tente de sécuriser ses intérêts nationaux, au risque de s'aliéner le reste de l'Union. À l'inverse, la Hongrie, portée par un euroscepticisme assumé, perçoit la victoire de Trump comme un feu vert à ses politiques illibérales, mais son rapprochement avec la Russie met en lumière des contradictions stratégiques difficiles à ignorer. Dans le sud du continent, des pays comme l'Espagne et le Portugal, relativement éloignés des foyers de tension de l'Europe de l'Est, cultivent un pragmatisme prudent qui, paradoxalement, pourrait être interprété comme une forme de passivité face aux défis communs de l'Union. Quant à l'Italie, Giorgia Meloni se trouve dans une position délicate, tiraillée entre des gains immédiats qu'offrirait un alignement avec Trump et l'impératif de préserver l'orientation pro-européenne essentielle pour bénéficier des soutiens financiers de Bruxelles.

Toutefois les défis posés par la présidence Trump vont au-delà de ces dynamiques régionales. L'exigence américaine d'une augmentation des dépenses militaires de l'OTAN à hauteur de 3 % du PIB apparaît comme un horizon inaccessible pour la plupart des États membres, empêtrés dans leurs contraintes budgétaires et leurs priorités divergentes. Par ailleurs, les tensions économiques croissantes – notamment sur les produits agricoles, automobiles et les régulations numériques – exposent l'impréparation de l'Europe face à une Amérique résolument protectionniste et transactionnelle. Ce nouveau rapport de force devrait pousser l'Union à une introspection stratégique. Pourtant, en réagissant aux initiatives américaines plutôt qu'en anticipant ou en proposant des solutions alternatives, l'Europe risque de se cantonner dans un rôle secondaire, incapable de s'affirmer comme un acteur indépendant sur la scène internationale.

En conclusion, le temps est venu pour l'Union de dépasser ses divisions internes, d'investir dans sa propre capacité stratégique et d'envisager des partenariats alternatifs pour s'émanciper de cette dépendance américaine. À défaut, les opportunités offertes par cette phase de réajustement risquent d'être irrémédiablement perdues. Tandis que le monde poursuit une reconfiguration géopolitique divisant, l'Europe si elle continue à être fragmentée, continuera à subir le joug des États-Unis. Toutefois, cette critique du CFR ignore que, loin d'être uniquement une relation de dépendance, le partenariat euro-américain repose aussi sur une dynamique mutuellement bénéfique dans un monde multipolaire. Plutôt que de se concentrer sur une émancipation perçue comme une rupture, l'Europe gagnerait à renforcer sa souveraineté tout en consolidant ses alliances, y compris avec les États-Unis.

**Mark Kroutov, « [À qui Poutine voulait-il faire peur avec le Oreshnik ?](#) » Radio Free Europe/Radio Liberty, 22 novembre 2024.**

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), financée par le Congrès américain, reflète une perspective américaine héritée de la guerre froide. Créée pour diffuser des informations libres dans des régimes autoritaires, elle promeut un modèle démocratique aligné sur les valeurs des États-Unis. Aujourd'hui, elle cible des pays où la liberté de la presse est limitée, comme la Russie, l'Iran ou l'Afghanistan, mais son approche traduit une lecture américaine des réalités géopolitiques et des enjeux locaux dans la bataille globale des récits. Dans cet article, RFE explore l'utilisation du missile balistique Oreshnik par la Russie pour frapper une usine en Ukraine, un geste qui, sous

couvert de démonstration militaire, semble n'être qu'une provocation politique soigneusement orchestrée.

Présentée par Vladimir Poutine comme un « test de combat », cette frappe révèle davantage les limites stratégiques du Kremlin que sa force. Loin d'être une innovation, le missile Oreshnik semble être une version revisitée du RS-26 Rubezh, et son usage avec une charge conventionnelle apparaît peu efficace militairement. Cette démonstration est avant tout destinée à semer l'inquiétude parmi les alliés de l'Ukraine, ravivant les spectres de la guerre froide et faisant planer le risque d'un retour des missiles de moyenne portée en Europe. Cependant, la réaction mesurée des États-Unis, qui ont choisi de minimiser l'événement, reflète une volonté d'éviter de tomber dans le piège de la propagande russe. Si cette retenue diplomatique est stratégique, elle soulève des questions sur la capacité de l'Occident à contrer efficacement les narratifs agressifs du Kremlin.

L'action russe illustre aussi un paradoxe : malgré son discours de puissance, Moscou semble enlisé dans ses propres contraintes économiques et technologiques. Le Kremlin, incapable de véritables avancées militaires, mise sur la perception et les symboles pour asseoir son influence. Or ce recours au bluff stratégique risque d'éroder sa crédibilité à long terme. Par ailleurs, l'évocation d'une nouvelle course aux armements en Europe, exacerbée par le retrait américain du traité INF en 2019, soulève des inquiétudes majeures quant à une escalade incontrôlée et à la fragmentation de l'unité au sein de l'OTAN. Malgré des mécanismes de notification encore en place entre Moscou et Washington, cette fragile coordination repose sur des intentions susceptibles de déraiper à tout moment, ce qui rend une diplomatie proactive d'autant plus impérieuse.

En conclusion, RFE illustre bien les objectifs politiques derrière l'utilisation de l'Oreshnik, mais il manque parfois d'une analyse prospective. Si cette frappe s'inscrit dans une stratégie de provocation maîtrisée, elle reflète aussi les fragilités de la Russie, contrainte de compter sur des symboles plutôt que sur des avancées réelles. Pour les alliés de l'Ukraine, l'enjeu est de transformer cette démonstration en une opportunité pour renforcer l'unité transatlantique et dissuader toute nouvelle escalade.

**Patrick Tucker, « [Russian submarine tech could help China outpace US: INDOPACOM](#) », *Defense One*, 23 novembre 2024.**

Patrick Tucker dans *Defense One* rapporte les inquiétudes exprimées par l'amiral Sam Paparo, chef du commandement Indo-Pacifique américain, lors du Forum de sécurité d'Halifax. Selon lui, la Russie serait en passe de transférer

des technologies avancées à la Chine pour renforcer sa flotte sous-marine, une éventualité qui pourrait réduire la supériorité stratégique des sous-marins américains face à la République populaire de Chine. Cette observation s'inscrit dans un tableau plus vaste où les partenariats entre la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran se consolident, transformant chaque acteur en une menace accrue.

Au cœur de cette dynamique, la Chine joue un rôle déterminant dans la reconstruction de l'industrie militaire russe, notamment en fournissant des semi-conducteurs et des outils industriels. Ce soutien met en lumière l'inefficacité persistante des sanctions occidentales, incapables de freiner ces flux stratégiques. Bien que la marine chinoise dépasse désormais la flotte américaine en nombre, cette dernière conserve un avantage technologique grâce à ses sous-marins entièrement nucléaires, tandis que la Chine dépend encore largement de sous-marins diesel. Toutefois, Pékin accélère ses efforts pour combler cet écart, malgré des revers techniques ponctuels. Cette convergence sino-russe suscite une autre préoccupation majeure : la possibilité de transferts technologiques vers la Corée du Nord. Un tel scénario renforcerait la dissuasion militaire de Pyongyang, compliquant la sécurité régionale et exacerbant les vulnérabilités des alliances américaines avec la Corée du Sud et le Japon. Cependant ces alliances, fragilisées par des tensions historiques, peinent à atteindre leur plein potentiel, malgré les tentatives américaines de resserrer les rangs.

Le texte insiste sur la nécessité pour les États-Unis de renforcer leur supériorité technologique, en investissant dans l'innovation et en contrant activement les transferts de technologies vers leurs rivaux. Toutefois, face à une intégration stratégique de plus en plus fluide entre les adversaires de Washington, une réponse américaine strictement militaire et technologique apparaît insuffisante. Les États-Unis doivent désormais élaborer une stratégie globale, alliant innovation technologique, pression économique ciblée et renforcement diplomatique. Cette approche proactive est indispensable pour anticiper les recompositions de l'ordre mondial et contenir la montée en puissance de ces alliances adverses. Si ce texte éclaire les préoccupations majeures liées à la coopération sino-russe, il pêche parfois par un manque de profondeur quant aux réponses concrètes et durables que Washington et ses partenaires pourraient offrir. Dans un monde où les rivalités multilatérales redessinent les équilibres, le statu quo ne saurait tenir longtemps : seules l'anticipation, la flexibilité et une vision intégrée permettront de relever ce défi aux dimensions historiques.

## BALKANS

Florentin Cassonnet, « [Călin Georgescu, une créature des services secrets et de l'«État profond»](#) », *Courrier des Balkans*, 12 décembre 2024.

En Roumanie, l'élection présidentielle a été annulée dans des conditions troubles, révélant l'influence tentaculaire des services secrets et d'un « État profond » omniprésent. Călin Georgescu, candidat d'extrême droite et produit électoral soigneusement façonné par des réseaux issus des anciens et nouveaux services de renseignement, incarne cette dérive. Son ascension fulgurante a largement été appuyée par la plateforme Tik Tok, où plusieurs milliers de comptes ont participé à la promotion du candidat avec un financement externe, alors que Georgescu avait déclaré zéro euro de financement de campagne. Par ailleurs, plusieurs influenceurs roumains ont présenté leurs excuses pour avoir promu le candidat roumain contre de l'argent.

En outre, malgré un casier judiciaire pour « apologie du mouvement légionnaire », la candidature de Georgescu a été validée tandis que d'autres ont été écartées, suscitant des interrogations sur les complicités à haut niveau. Cette situation illustre un système verrouillé où les services secrets exercent une emprise sur la politique, les affaires et la justice, renforçant un sentiment d'élections truquées et de démocratie factice. Alors que des manœuvres internes du Parti social-démocrate (PSD) pour favoriser Georgescu se sont retournées contre lui, des pressions extérieures, notamment de Washington ou Bruxelles, pourraient avoir précipité l'annulation du scrutin. Dans ce contexte explosif, où la Roumanie joue un rôle clé dans l'aide à l'Ukraine et l'expansion de l'OTAN en mer Noire, l'ombre des compromissions historiques et des luttes internes met à nu un État pris en otage. Comme le souligne la journaliste d'investigation Emilia Șercan, la démocratie roumaine, loin d'être protégée, est dynamitée sous nos yeux par un système opaque et brutal, héritier des heures sombres de la Securitate, police politique secrète roumaine sous l'ère communiste.

Iris GIGUET

## À VENIR

16 janvier : Séminaire Asie : « [Belt and Road Initiative, la Chine vers l'Asie centrale : une frontière en devenir ?](#) », avec Marie Hiliquin et Julien Thorez, École militaire, amphithéâtre Lacoste, 14h-15h30. [Inscription](#).



Les nouvelles routes de la soie, ou Belt and Road Initiative, sont une stratégie globale engagée par le gouvernement chinois en 2013 et visant à renforcer la connectivité et l'intégration économique de la Chine, notamment avec l'Asie centrale. Les frontières du pays avec le Kazakhstan et le Kirghizistan sont ainsi devenues le théâtre du développement de corridors, en particulier depuis la province du Xinjiang. Ces derniers doivent faciliter la circulation des marchandises et des ressources sur des territoires avec un accès limité. La Chine s'appuie sur le récit historique des anciennes routes de la soie pour légitimer le rétablissement des connexions entre l'Asie et l'Europe et ainsi la construction d'infrastructures modernes (chemins de fer, autoroutes et plateformes logistiques).

Khorgos, ville frontalière entre le Kazakhstan et la Chine, est un exemple de développement des nouvelles routes de la soie. Cet ancien poste frontière a été transformé en un port sec et une plateforme logistique de premier plan. Khorgos sert désormais de point de transbordement pour les marchandises et constitue une vitrine et un symbole de coopération. La mise en place du plus grand port sec du monde a participé à l'augmentation des échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie centrale, mais a également ouvert de nouvelles perspectives économiques pour le Kazakhstan. Cette coopération demeure néanmoins asymétrique et la Chine tend à imposer sa présence sur la zone. L'évolution de la dynamique territoriale le long des frontières avec le Kazakhstan et le Kirghizistan met en évidence le double rôle des nouvelles routes de la

soie qui favorise la croissance économique et remodèle les relations géopolitiques en Asie centrale.

*Marie Hiliquin est docteure en géographie et doublement qualifiée en aménagement de l'espace et urbanisme. Sa thèse, soutenue en 2023 à l'Université de Lille, portait sur les nouvelles routes de la soie et la stratégie régionale de la Chine en Asie centrale. Ses recherches de postdoctorat*

*à l'IRSEM-Europe s'intéressent désormais à la présence chinoise dans l'Union européenne.*

*Julien Thorez est géographe, chargé de recherche au CNRS et membre du CeRMI (Centre de recherche sur le Monde iranien – CNRS-Sorbonne nouvelle-INALCO-EPHE) où il dirige le portail de diffusion d'études cartographiques [CARTORIENT](#). Ses recherches portent sur l'Asie centrale.*